MERCREDI 29 MAI 2024
80E ANNÉE – Nº 24697
3,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde



SCIENCE & MÉDECINE – SUPPLÉMENT

ÉCRANS : LES ENFANTS SONT ACCROS, LES CHERCHEURS SONT INQUIETS

Education nationale : les économies introuvables

▸ Trois mois après la publication du décret retranchant 683 millions au budget du ministère, celui-ci se demande comment réaliser ce coup de rabot

▸ De potentiels « gisements d'économie » ont été identifiés pour environ 550 millions d'euros. Reste à trouver les 130 millions manquants

▸ Le casse-tête budgétaire est d'autant plus inextricable qu'il n'est plus envisagé de jouer sur les heures supplémentaires au collège et au lycée

▸ Pour l'instant, la Rue de Grenelle prévoit de ponctionner sa réserve de précaution et de limiter le renouvellement de certains crédits

▸ L'inquiétude de la communauté éducative est d'autant plus grande que le budget 2025 devrait être encore plus serré

PAGE 12

Européennes
Ces jeunes tentés par Jordan Bardella

Ils le trouvent « percutant », « très bon orateur », « avenant », le suivent sur les réseaux sociaux, parfois vont même à sa rencontre pour le « voir en vrai ». Enquête.

PAGES 18-19

Extrême droite
Macron face aux « vents mauvais qui soufflent sur l'Europe »

En déplacement à Dresde (Allemagne), le chef de l'Etat a estimé qu'il était de sa « responsabilité » de « démasquer les idées du Rassemblement national »

PAGE 9

L'INSAISISSABLE CHEF DU HAMAS, YAHYA SINOUAR

▸ L'instigateur des massacres du 7 octobre 2023 reste l'homme-clé des pourparlers avec Israël
▸ Vague d'indignation après le bombardement d'un camp de réfugiés près de Rafah PAGES 2-3



Affiche représentant Yahya Sinouar et portant l'inscription, en hébreu : « Pensez bien à qui profite notre division – L'unité maintenant », à Tel-Aviv, le 26 avril. JACK GUEZ/AFP

Tribune
Le point de vue de Lionel Jospin sur la crise en Nouvelle-Calédonie

Signataire de l'accord de Nouméa, en mai 1998, l'ancien premier ministre estime que le président de la République doit s'interdire la tentation de l'ultimatum

PAGE 28 ET **REPORTAGE** P. 8

Ukraine
Paris envisage l'envoi d'instructeurs

Dossier inflammable : Paris et Kiev discutent de la possibilité de l'envoi de formateurs militaires français. L'accord n'a pas été encore signé

PAGE 4

Union européenne
En Pologne, le retour au pays de milliers d'émigrés

PAGE 14

Etats-Unis
Biden, le président qui a bouleversé l'économie américaine

PAGE 13

Cinéma
« La Belle de Gaza », un documentaire réussi de Yolande Zauberman

PAGES 22 À 24

Tennis
Ovationné, Rafael Nadal quitte Roland-Garros

Pour la première fois, l'homme aux quatorze titres à Paris a été battu au premier tour par Alexander Sverev. Pas un adieu, juste un au revoir : dans l'incertitude d'une ultime participation, hommage lui a été rendu

PAGE 17

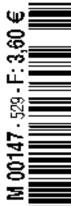
VU PAR URBS (FRANCE) — CARTOONING FOR PEACE



ÉDITORIAL

FIN DE VIE : LÉGIFÉRER LA MAIN TREMBLANTE

PAGE 31 ET NOS INFORMATIONS PAGE 9



Algérie 220 DA, **Allemagne** 4,70 €, **Andorre** 4,20 €, **Autriche** 4,40 €, **Belgique** 3,90 €, **Espagne** 4,10 €, **Grèce** 4,10 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,90 €, **Italie** 4,10 €, **Luxembourg** 4 €, **Maroc** 30 DH, **Pays-Bas** 4,50 €, **Portugal cont.** 4,10 €, **La Réunion** 3,90 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 6,50 DT

CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN



L'armée de l'Etat hébreu affirme que cet homme filmé dans un tunnel de la bande de Gaza, le 10 octobre 2023, est Yahya Sinouar, le chef du Hamas. L'image est tirée d'une vidéo diffusée par les forces israéliennes, le 13 février.
ISRAELI ARMY/AFP

Yahya Sinouar, l'insaisissable chef du Hamas

Cerveau de l'attaque du 7 octobre 2023 contre Israël, l'homme continue d'échapper à la traque de l'Etat hébreu

JÉRUSALEM - *correspondant*

En octobre 2023, Yahya Sinouar n'avait plus longtemps à vivre. *« Dead man walking »*, le chef du Hamas n'était qu'un mort qui marche, affirmaient, en anglais, Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, et l'armée. Il paierait pour avoir orchestré le plus grand massacre de civils de l'histoire d'Israël, le 7 octobre. Or, depuis huit mois, l'Etat hébreu a détruit l'enclave et l'essentiel des structures militaires et de gouvernement du Hamas, mais il échoue à tuer ou à capturer M. Sinouar. Pis, l'homme impose encore ses termes dans les négociations en faveur d'un cessez-le-feu, qui devaient reprendre une nouvelle fois la dernière semaine de mai. Il exige qu'Israël annonce la fin de sa guerre et des garanties internationales lui assurant que l'armée se retire de l'enclave. Sans son accord, aucun « deal » n'est possible : la direction en exil du mouvement n'accepte rien sans son feu vert.

Peu après le 7 octobre, une caméra de sécurité du Hamas avait enregistré la silhouette de Yahya Sinouar au fond d'un tunnel. Du moins Israël l'affirme et ce fantôme lui ressemble : même corps rabougri en fil de fer, même profil découpé à la serpe, même démarche tranquille. L'homme, âgé de 62 ans, s'enfonçait dans les profondeurs de l'enclave, tenant par la main l'un de ses enfants, selon le renseignement israélien, derrière son épouse et son frère cadet, Mohammed, haut dirigeant des Brigades Al-Qassam, la branche armée du mouvement.

« Savez-vous qui je suis ? » Durant ces premiers jours de la guerre, les bombes israéliennes pleuvent sur Khan Younès (Sud), et Yahya Sinouar se plante devant un groupe d'otages israéliens, dans un tunnel. Parmi eux, Margalit Moses, institutrice à la retraite, capturée au kibboutz de Nir Oz et emportée vers la ville natale du chef du Hamas. Elle entend Yahya Sinouar, *« ce nain arrogant »*, leur promettre qu'ils seraient bientôt libérés, en échange de prisonniers palestiniens, à l'occasion d'une courte trêve, en novembre 2023, a-t-elle raconté à la presse. D'autres parmi ses voisins demeurent à Gaza ou y sont morts.

Entre janvier et avril, l'armée a prétendu que Yahya Sinouar était aux abois, traqué par ses commandos à Khan Younès. En février, un officier au visage flouté montrait devant une caméra la cache que Yahya Sinouar aurait quittée précipitamment, la cuisine où ses aides le nourrissaient, ses toilettes et les matelas de ses gardes, de lourdes liasses de billets tirées de son coffre-fort. Le ministre de la défense, Yoav Gallant, dépeignait le chef du Hamas comme fuyant d'une cache à l'autre, rendu à demi fou. *« Il a perdu le contact avec la réalité (…). Le Hamas à Gaza est porté disparu, il n'y a plus personne à qui parler dans la direction de terrain. Cela veut dire qu'il y a un appel d'offres pour qui dirigera Gaza »*, prétendait-il.

Le général Dan Goldfuss, chargé de cette traque, se gardait cependant de rien promettre, lorsqu'il guidait en février l'envoyé du *Monde* et d'autres journalistes dans ces tunnels. Il se satisfaisait d'avoir cartographié leur cœur *« stratégique »*. La 98e division a quitté Khan Younès ruinée en avril, l'abandonnant aux miliciens qui s'y regroupent.

ACCUSATIONS DE TORTURE

Le général Goldfuss n'est pourtant pas revenu les mains vides. Dans les caches du Hamas, ses hommes ont saisi des archives et des disques durs, qui permettent de mieux cerner la figure de Yahya Sinouar. L'un de ces documents est une note manuscrite qu'il adresse en avril 2015 à l'un de ses commandants au sein des Brigades Al-Qassam. Mahmoud Ishtiwi est tombé en disgrâce quelques mois plus tôt. Ce rejeton d'une riche famille, proche du Hamas, languit dans une cellule, usé par la torture. Ses supérieurs l'accusent d'avoir entretenu une liaison homosexuelle avec l'un de ses voisins, détourné des fonds pour acheter son silence et prostitué son épouse. L'homosexualité est un crime passible de mort devant les tribunaux religieux du Hamas. Elle suscite aussi des soupçons de trahison : les homosexuels sont des cibles fragiles pour le renseignement israélien, des informateurs en puissance.

Après avoir tenté de s'échapper du tunnel où on le détient, M. Ishtiwi est envoyé à Khan Younès par Mohammed, le frère de Yahya. *« Mohammed Sinouar est un monstre, le méchant flic, Yahya Sinouar est le chaleureux, celui qui embrasse, le bon flic »*, écrit Mahmoud Ishtiwi dans le journal qu'il tient en cellule, dont le quotidien *Haaretz* a révélé le contenu en avril, ainsi que des comptes rendus d'interrogatoires.

Les embrassades de Yahya Sinouar étaient une grande affaire à Gaza avant la guerre. Régulièrement, le chef honorait ses combattants en public, en tentant de baiser leur front. Eux se débattaient, cherchaient eux-mêmes à l'embrasser et refusaient son offrande jusqu'à ce que Yahya Sinouar les immobilise d'une clé de bras et impose ses lèvres. A Mahmoud Ishtiwi cependant, Yahya Sinouar réserve un autre traitement. *« Crois-moi, tu ne diras la vérité que lorsque du ciment commencera à couler dans ta bouche »*, lui écrit-il, en avril 2015.

AUJOURD'HUI, L'AUTORITÉ DE YAHYA SINOUAR DEMEURE INDISCUTÉE DANS LES POURPARLERS AVEC ISRAËL

L'affaire fait grand bruit à Gaza, à l'époque. La famille Ishtiwi ose appeler à une manifestation de soutien en pleine ville. Human Rights Watch enquête sur ces accusations de torture. Un frère de Mahmoud Ishtiwi écrit à M. Sinouar pour obtenir sa grâce. Sa mère publie un message vidéo destiné au patron des Brigades Al-Qassam, Mohammed Deif, alter ego de M. Sinouar, né dans le même creuset de Khan Younès. Elle le supplie d'épargner son fils, qui l'a hébergé dans la clandestinité. M. Sinouar fait alors du cas Ishtiwi un exemple et démontre que nul n'est hors de portée de son bras vengeur. Il interroge lui-même le commandant et lui promet, selon ces documents, qu'il sera épargné, s'il reconnaît avoir collaboré avec Israël. Mahmoud Ishtiwi sera finalement exécuté de trois balles, en février 2016.

« DÉSAGRÉABLE ET INFLEXIBLE »

Parmi les documents que le renseignement israélien a collectés à Gaza,, figurent aussi des archives attribuées au service de sécurité générale du Hamas. Ce service répondait directement à M. Sinouar, selon des officiels israéliens cités par le *New York Times* : il était chargé de surveiller des journalistes, des critiques et des frères ennemis du Jihad islamique. Il diffamait des adversaires politiques et répandait la bonne parole du Hamas. L'existence d'un tel appareil de contrôle dans la petite enclave de Gaza est connue de longue date, quoique mal documentée. Tout aussi connu est l'intérêt porté par Yahya Sinouar au renseignement intérieur, lui qui a commencé sa carrière au Hamas en traquant les collaborateurs d'Israël, dès les années 1980.

Ses liens avec l'appareil sécuritaire lui ont permis d'imposer son autorité, après son élection à la direction du mouvement à Gaza, en 2017. Aux yeux d'un ancien codétenu palestinien dans les prisons israéliennes, où Yahya Sinouar a passé vingt-trois ans avant d'être libéré en 2011 à la faveur d'un échange de prisonniers, l'homme apparaît *« désagréable et inflexible, confiant dans sa seule autorité »*. Mais cette assurance impressionne le renseignement égyptien, avec lequel Yahya Sinouar négocie un allègement du blocus de l'enclave, mis en place depuis 2007 par Israël et soutenu par Le Caire.

Le patron de l'armée israélienne pour Gaza, le général Herzi Halevi, aujourd'hui chef d'état-major, considère lui-même alors que l'autorité de M. Sinouar est un atout : il encourage à mots couverts son gouvernement à négocier avec lui. *« A l'époque, nul ne se fait d'illusions sur Sinouar : il veut notre perte »*, souligne un ancien membre du renseignement militaire. Mais il paraît aussi capable de conclure une trêve de long terme, contre une levée partielle du blocus. *« Le problème, c'est que Sinouar n'a eu personne à qui parler en Israël »*, reconnaît cette source : entre 2018 et 2023, cinq gouvernements se succèdent en Israël et le pays se déchire. M. Sinouar exploite ces divisions, en lançant l'attaque d'octobre.

Aujourd'hui, son autorité demeure indiscutée dans les pourparlers avec Israël. *« Le décideur ultime, c'est évidemment Yahya Sinouar*, reconnaît ainsi une source proche des négociateurs. *Ils ont leur moyen de communiquer avec lui. Ça prend deux ou trois jours, mais sa réponse finit toujours par arriver au bureau politique à Doha. Il y a parfois des désaccords entre les dirigeants de Doha et ceux de Gaza. Des fois, les premiers disent oui et les seconds disent non, d'autres fois c'est l'inverse, mais à la fin, c'est Sinouar qui tranche. »*

Yahya Sinouar se montre patient. Il peut se satisfaire de voir Israël, seul maître de l'enclave, mener la descente aux enfers de Gaza sous les yeux de la justice internationale, et se diviser sur le sort des otages. Il paraît peu sensible à la pression militaire, relancée le 6 mai par l'invasion de Rafah, à la frontière sud. *« Dans les jours qui ont précédé l'attaque sur Rafah, on ne sentait pas chez le Hamas une urgence à conclure un accord. Ils s'inquiétaient évidemment pour leur peuple, mais ils ne donnaient pas l'impression de s'en faire pour leurs dirigeants sur place »*, relève la même source, qui va jusqu'à se demander *« si Sinouar est encore dans Gaza, s'il n'est pas quelque part en Egypte »*. En avril, deux brigades du Hamas ont discrètement quitté la ville, selon des sources militaires. Sinouar s'est-il glissé parmi ces ombres ? Des sources officielles américaines ont depuis affirmé à la presse qu'il n'avait jamais quitté sa ville de Khan Younès. ■

BENJAMIN BARTHE (À PARIS) ET LOUIS IMBERT

Israël poursuit ses frappes sur Rafah en dépit des critiques

L'ONU a demandé une enquête après le bombardement qui a fait 45 morts dimanche. Benyamin Nétanyahou l'a qualifié d'« erreur tragique »

JÉRUSALEM - *correspondant*

Il a fallu près de vingt heures pour que le gouvernement israélien déplore, lundi 27 mai, la mort de civils palestiniens dans le bombardement meurtrier, la veille, d'un village de tentes sur la côte de Gaza. Dans une rare concession, face à une vague d'indignation à l'étranger, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a déploré dans la soirée, devant le Parlement israélien, un *« accident »* ou une *« erreur tragique »*, usant d'un mot hébreu qui recouvre ces deux traductions, et qui désigne en l'occurrence une procédure fautive. Entre-temps, seul le bureau du procureur militaire avait exprimé des regrets.

Des journalistes affiliés à la droite radicale israélienne, soutiens acharnés du premier ministre, avaient pour leur part suscité la consternation en saluant ces frappes, au soir où Israël célébrait Lag Baomer, fête juive des feux de joie et de la fin des deuils, propice aux vœux.

Ce drame a été rapidement suivi d'un regain inquiétant de tensions à la frontière avec l'Egypte : lundi, des échanges de feu entre soldats israéliens et égyptiens ont eu lieu près du poste-frontière de Rafah, fermé depuis que l'armée s'est arrogé le contrôle de sa partie palestinienne, le 6 mai. Un soldat égyptien a été tué. Les deux gouvernements ont peu commenté l'événement, paraissant chercher à en minimiser la portée.

Selon le ministère de la santé à Gaza, l'attaque sur le camp de tentes a fait 45 morts et 249 blessés. Un tel bilan n'est pas exceptionnel dans cette guerre, même si le décompte quotidien des morts a perdu de l'ampleur depuis le printemps. L'armée frappe par ailleurs régulièrement les zones peuplées de la région de Rafah, y compris depuis l'assaut terrestre qu'elle y mène depuis le 6 mai, afin de se rendre maître de la frontière entre Gaza et l'Egypte. Mardi, ces frappes se sont poursuivies dans le centre et l'ouest de la zone.

Frontières floues

Cependant les images terrifiantes de cet incendie, celles du corps sans tête d'un enfant porté par un homme en pleurs – dont *Le Monde*, interdit d'accès à l'enclave comme l'ensemble de la presse internationale, n'a pu vérifier l'authenticité –, et celles de déplacés brûlés par le plastique en fusion de leurs tentes, ont suscité un choc, à l'heure où Israël prétend encore mener une opération lente et prudente à Rafah.

En trois semaines, l'Etat hébreu a accompli le déplacement forcé de population le plus massif de sa guerre, après le dépeuplement de la moitié nord de l'enclave, fin 2023. L'armée a chassé 1 million de personnes de Rafah, pour la plupart des familles déjà déplacées à plusieurs reprises d'autres abris éphémères. Au passage, elle a fait voler en éclats la fragile architecture d'aide internationale qui s'y était basée au fil des mois, mettant en péril les distributions humanitaires dans l'ensemble de l'enclave.

Lundi, l'armée a affirmé avoir frappé un village de tentes situé en bordure de la zone dite « sûre » où elle engage les Gazaouis à se serrer, le long de la côte. Elle nie donc avoir frappé cette zone, dont les frontières floues ont évolué au fil des mois et qui n'a rien elle-même de sanctuarisé. Elle affirme avoir visé deux hauts responsables militaires du Hamas et avoir estimé au préalable que ces frappes ne feraient pas de victimes civiles. Cette affirmation surprend, Israël ayant assumé durant ce conflit un ratio de victimes collatérales pour des cibles militaires – y compris incertaines et de rang subalterne –, sans commune mesure avec ses précédentes guerres à Gaza. Sans surprise, en revanche, le procureur militaire a promis une enquête *« indépendante »*.

LES IMAGES DE CET INCENDIE MONTRANT DES DÉPLACÉS BRÛLÉS PAR LE PLASTIQUE EN FUSION DE LEURS TENTES ONT SUSCITÉ UN CHOC

Si son bureau fut le plus rapide à s'exprimer, c'est que l'appareil judiciaire israélien est sous pression. Ses principaux responsables, telle la procureure générale et conseillère légale du gouvernement, Gali Baharav-Miara, affirment depuis octobre 2023 contribuer à l'effort de guerre, en offrant à l'armée une prétention de légalité au regard du droit de la guerre. Or, ces gages sont jugés trompeurs par la justice internationale. C'est le sens de l'ordre adressé à Israël le 24 mai par la Cour internationale de justice, qui ordonne au pays d'*« arrêter immédiatement son offensive militaire »* à Rafah. Les juges lui interdisent de poursuivre ce déplacement forcé de population, sans que l'armée n'ait créé les conditions nécessaires à la survie de ceux qui fuient.

C'est aussi le sens de la requête du procureur de la Cour pénale internationale, qui a estimé la justice israélienne incapable de faire elle-même son office, en demandant, le 20 mai, aux juges des mandats d'arrêt pour crimes contre l'humanité contre le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et son ministre de la défense, Yoav Gallant, ainsi que contre les plus hauts responsables du Hamas, Yahya Sinouar, Mohammed Deif et Ismaïl Haniyeh.

Le gouvernement israélien affirme pour sa part n'avoir *« pas mené »* et qu'il ne *« mènera pas d'opérations militaires dans la zone de Rafah qui créent des conditions de vie susceptibles de conduire à la destruction de la population civile palestinienne, en tout ou en partie. »* Cependant, certains de ses plus fervents alliés contestent désormais cette appréciation. Samedi, avant même la frappe, le vice-chancelier allemand, Robert Habeck, avait estimé que l'opération de Rafah était *« incompatible avec le droit international »*.

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir mardi après-midi à huis clos, à l'initiative de l'Algérie. L'ONU a demandé une enquête *« complète et transparente »*. Washington s'est contenté d'appeler Israël à *« prendre toutes les précautions pour protéger les civils. »* L'administration Biden a choisi dès le 6 mai de minimiser l'ampleur de cette opération, cessant d'exiger de son allié, au préalable, un plan crédible pour assurer la survie des civils. ■

LOUIS IMBERT

Géorgie : Salomé Zourabichvili, une présidente contre la « loi russe »

L'ex-diplomate française apparaît comme l'ultime recours de l'opposition et acquiert une forte popularité dans le camp pro-européen



La présidente géorgienne, Salomé Zourabichvili, après la célébration du jour de l'indépendance, à Tbilissi, le 26 mai. SHAKH AIVAZOV/AP

A couteaux tirés au sujet de la loi sur l'« influence étrangère », le premier ministre géorgien, Irakli Kobakhidze, prorusse, et la présidente, Salomé Zourabichvili, pro-européenne, se sont accusés mutuellement de trahison à l'occasion du jour de l'indépendance de la Géorgie, dimanche 26 mai, révélant l'ampleur de la crise politique qui secoue le pays.

Depuis la tribune officielle dressée ce jour-là sur la place de la Liberté, à Tbilissi, Salomé Zourabichvili, veste blanche et corsage rouge, couleurs du drapeau géorgien, a réitéré son opposition au texte de loi, contre lequel elle a mis son veto, il y a dix jours.

Imposée par Rêve géorgien, le parti au pouvoir, en dépit des protestations quasi quotidiennes d'une bonne partie de la population, la nouvelle législation est décrite par la présidente, l'opposition et les représentants de la société civile comme un copié-collé de la loi russe sur les « agents étrangers ». Plus largement, elle est perçue comme une basse manœuvre du Kremlin, bien décidé à ramener la petite république du Caucase dans son orbite, avec le consentement du parti au pouvoir.

Fondateur et président honoraire de Rêve géorgien, l'oligarque Bidzina Ivanichvili, qui dirige le pays dans l'ombre, a récemment tombé le masque, tournant le dos aux Occidentaux pour mieux embrasser le modèle auquel il doit tant, après avoir notamment amassé sa fortune, 4,9 milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) – soit l'équivalent du quart du Produit intérieur brut du pays selon l'organisation Transparency International –, en Russie dans la décennie 1990-2000. Depuis 2012, ses actifs russes ont certes été vendus et il s'est tourné quelques années plus tard vers la France, qui lui a accordé la nationalité en 2010 et la Légion d'honneur en 2021, mais l'essentiel de ses contacts d'affaires est resté en Russie, où il a passé les trois quarts de sa vie d'adulte.

Son tournant prorusse a fait réagir Mme Zourabichvili, qui n'a pas le pouvoir de le contrer, les fonctions de la présidente étant largement honorifiques. Son veto sera d'ailleurs aisément surmonté, mardi, lorsque le Parlement réuni en séance plénière, dominé par Rêve géorgien, votera une nouvelle fois en faveur de la loi. Il lui reste quand même un atout de taille, sa *« libre parole »*, dont elle use avec brio en cette période d'incertitude sur l'orientation de la politique étrangère du pays.

« L'ombre de la Russie plane sur la Géorgie », a-t-elle averti, dimanche, se disant affligée de *« devoir rappeler à certaines personnes qui est l'ennemi et qui est l'ami »*. A ses yeux, une seule orientation est possible, celle du *« rapprochement avec l'Europe et les Etats-Unis »*.

Un rapprochement confirmé en décembre 2023, lorsque l'Union européenne a donné le statut de candidat à Tbilissi, mais que la loi sur l'« influence étrangère », condamnée par Bruxelles, Washington et les experts de la Commission de Venise – un organe consultatif du Conseil de l'Europe –, risque de compromettre. *« Ceux qui sabotent cette voie piétinent l'avenir pacifique et libre de notre pays »*, a-t-elle déclaré, tandis que, debout à ses côtés sur la tribune, Irakli Kobakhidze rongeait son frein.

« Son ralliement a étonné »

Mme Zourabichvili ne peut pas oublier que son grand-père, Ivane Zourabichvili, qui fut l'un des ministres du dernier gouvernement géorgien indépendant mis en place en 1917, a été contraint de fuir son pays avec femme et enfants face à l'invasion de l'Armée rouge en 1921. Difficile aussi pour elle de tirer un trait sur l'occupation par les troupes russes, depuis 2008, des provinces d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, soit 20 % du territoire géorgien. *« Nous savons très bien qui a pris nos territoires, qui a violé notre intégrité territoriale »*, a-t-elle martelé dans une allusion au voisin du Nord.

Pour cette femme de 72 ans au visage rayonnant, grands yeux verts, cheveux noir de jais, la crise est l'occasion ou jamais de sortir du bois. Longtemps confinée dans l'ombre de Rêve géorgien, elle avait pris soin jusqu'ici de se tenir en retrait du marigot politique local, un monde d'hommes forts en gueule, aux yeux duquel elle n'était somme toute qu'une pièce rapportée, n'ayant acquis la nationalité géorgienne qu'en 2003.

« Je n'aurais jamais cru qu'elle puisse se dresser à ce point contre Bidzina Ivanichvili »
ELENE KHOSHTARIA
députée d'opposition

Née en 1952 à Paris dans une famille d'aristocrates géorgiens chassés de leur pays par les bolcheviques, elle a effectué une brillante carrière de diplomate au service de la France. En 2003, à 51 ans, elle est nommée ambassadrice de France en Géorgie.

Quelques mois plus tard, coup de théâtre, à la faveur de la « révolution des roses », qui porte au pouvoir le président réformateur, Mikheïl Saakachvili, elle devient sa ministre des affaires étrangères. *« Je vous la prête ! »*, aurait dit alors le président Jacques Chirac à son jeune homologue géorgien, venu spécialement à Paris pour obtenir son aval. Deux ans plus tard, elle quitte le gouvernement du bouillant Saakachvili, qu'elle accusera plus tard d'autoritarisme, et tente, en vain, de se faire un nom sur la scène politique.

La crise l'a brusquement ramenée sur le devant de la scène. Elle apparaît désormais comme l'ultime recours des Géorgiens pro-européens, désespérés par le virage anti-occidental des dirigeants de Rêve géorgien. *« La popularité de la présidente est montée en flèche depuis qu'elle a pris fait et cause en faveur des manifestants et qu'elle s'est opposée à la loi »*, souligne Elene Khoshtaria, députée au Parlement depuis 2016 et fondatrice du mouvement d'opposition Droa (« Il est temps »).

« Son ralliement a étonné tout le monde, on ne s'attendait pas à cela, sachant qu'elle fait partie de l'équipe au pouvoir. Personnellement, je n'aurais jamais cru qu'elle puisse se dresser à ce point contre Bidzina Ivanichvili auquel elle doit son poste de présidente », s'étonne la députée. En effet, c'est grâce à l'appui, financier surtout, de l'oligarque que Salomé Zourabichvili a pu remporter la présidentielle de 2018, Bidzina Ivanichvili ayant promis, entre les deux tours, qu'il rachèterait les prêts de 600 000 Géorgiens, pour un total équivalent à 500 millions de dollars, à condition que ces derniers votent pour elle au second tour.

« C'est du passé. A l'heure qu'il est, je pense qu'elle a suffisamment d'autorité pour consolider les forces démocratiques favorables à l'Union européenne. Sans être le leader unique, elle peut jouer un rôle rassembleur », poursuit la députée. Son parti, ainsi que sept autres formations de l'opposition, se dit favorable à la *« feuille de route »* proposée par la présidente en vue des élections législatives du 26 octobre. Elene Khoshtaria est convaincue que Rêve géorgien les perdra. *« En Géorgie, on n'a jamais vu un parti prorusse remporter des élections ! »*

« Jusqu'ici, Salomé Zourabichvili était plutôt impopulaire. Désormais, c'est différent. Je ne sais pas très bien ce qu'elle va faire, mais je suis d'accord avec tout ce qu'elle dit, notamment lorsqu'elle s'oppose à l'orientation prorusse du pays, ce dont la plupart des Géorgiens ne veulent pas », assure le théologien Beka Mindiachvili, proche de l'opposition.

Pour autant, il n'est pas décidé à l'absoudre tous ses péchés. Un grief subsiste. N'a-t-elle pas écrit dans un de ses livres, *La Tragédie géorgienne*, paru en France en 2009 aux éditions Grasset, que la Géorgie avait déclenché les hostilités contre la Russie à l'été 2008 ? *« Citant le livre en exemple, les Russes en ont profité pour prétendre qu'ils n'étaient pour rien dans la guerre russo-géorgienne, ce qui est totalement faux. »* ■

MARIE JÉGO

Le Monde
MERCREDI 29 MAI 2024

La Hongrie bloque l'aide européenne à l'Ukraine

Budapest refuse de valider les textes juridiques pour la mise en œuvre d'un fonds de soutien à Kiev destiné à financer le transfert d'armement

BRUXELLES - *bureau européen*

La scène est relativement inhabituelle mais, lundi 27 mai, au moins cinq ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) ont vertement critiqué Péter Szijjarto, leur collègue hongrois, dont le pays bloque quelque 6,5 milliards d'euros d'aides militaires pour l'Ukraine, lors du conseil des affaires étrangères. *« L'échange était court, mais intense »*, confie un ministre. *« Je crois que le ministre hongrois a compris l'exaspération de ses collègues »*, souligne une autre source qui a assisté à cet *« échange pimenté »*.

Lundi, le Conseil était censé valider sept textes juridiques permettant le déblocage de ces subsides dans le cadre de la Facilité européenne de paix (FEP), ce fonds qui finance le transfert d'armes à Kiev. Sans succès. Pourtant, ce dernier, doté de nouveaux moyens, avait été validé politiquement le 18 mars par ces mêmes ministres, et confirmé quelques jours plus tard par les chefs d'Etat et de gouvernement, dont le premier ministre hongrois, Viktor Orban.

La cheffe de la diplomatie allemande, Annalena Baerbock, en avait appelé *« à la Hongrie pour qu'elle permette enfin de nouveau l'aide à l'Ukraine, pour le maintien de la paix »*. Son homologue belge, Hadja Lahbib, avait ajouté qu'*« on ne peut pas accepter qu'un seul pays, qui a accepté ce montant à la table des chefs d'Etat et de gouvernement* [de l'UE] *il y a quelques mois, bloque maintenant cette aide cruciale à l'Ukraine »*.

Après la réunion, Péter Szijjarto a confirmé dans une déclaration avoir subi d'*« énormes pressions »* au sujet de l'aide à l'Ukraine. *« Des collègues allemand, lituanien, irlandais, polonais et autres se sont jetés sur moi sur cette question, mais cela n'a pas réussi à infléchir notre position*, a-t-il assuré. *Nous continuons à insister sur la nécessité de faire la paix, d'arrêter les tueries insensées et d'empêcher l'escalade de cette guerre, c'est pourquoi nous n'avons pas contribué et ne contribuerons pas au déblocage de 6,5 milliards d'euros supplémentaires pour financer des livraisons d'armes à l'Ukraine. »*

La méfiance est de mise

Sur cette somme, la Hongrie bloque depuis déjà un an la huitième tranche de 500 millions d'euros de la FEP, ainsi que les deux suivantes du même montant. Ces fonds, disponibles à Bruxelles, auraient dû être utilisés pour compenser les Etats membres qui transfèrent à l'Ukraine des armements. Certains pays, comme la Pologne, attendent ainsi plusieurs centaines de millions d'euros de remboursements.

« En mai 2023, rappelle une source diplomatique, *la Hongrie refusait de débloquer la huitième tranche parce que sa banque OTP figurait sur une liste ukrainienne des "sponsors internationaux de la guerre". Une fois que l'Ukraine l'a retirée, Budapest a évoqué d'autres problèmes. Le dernier, c'est la discrimination de Kiev contre l'une de ses entreprises pharmaceutiques… A chaque fois qu'une solution est trouvée, un nouveau problème apparaît. »*

« Des collègues se sont jetés sur moi avec cette question, mais cela n'a pas réussi à infléchir notre position »
PÉTER SZIJJARTO
ministre hongrois

Pour les équipes de Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, ces blocages sont un véritable casse-tête, sachant que les Vingt-Sept viennent d'approuver le transfert à la FEP des profits liés aux 190 milliards d'euros d'avoirs russes gelés en Europe. En juillet 2023, quelque 2,7 milliards devraient lui être confiés afin de commander munitions et armements pour Kiev, qui en a cruellement besoin.

Budapest ne s'est pas opposé à ce transfert car il a obtenu un *« opt-out »* (« option de retrait »), qui lui permet de ne pas assumer cette politique. Néanmoins, il faut encore que les Vingt-Sept, dont la Hongrie, ratifient un texte juridique autorisant cet outil. *« Va-t-elle s'y opposer ? »*, se demande une source à Bruxelles. Pour éviter tout nouveau veto, plusieurs ministres demandent au service diplomatique une procédure d'autorisation excluant la Hongrie du fait de cet *« opt-out »*.

La méfiance est en effet de mise à Bruxelles, car environ *« 41 % de toutes les décisions prises par l'UE sur l'Ukraine sont actuellement bloquées par la Hongrie »*, a calculé le ministre lituanien des affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis. La Hongrie s'oppose ainsi au quatorzième paquet de sanctions contre la Russie, en cours de discussion. Pis, ajoute un diplomate à Bruxelles, *« Budapest bloque d'autres dossiers en matière d'affaires étrangères : une mesure d'aide à l'Arménie, un communiqué condamnant la politique du gouvernement de Tbilissi en Géorgie, des résolutions plus fermes contre la politique d'Israël à Gaza, etc. »*

Beaucoup s'interrogent à Bruxelles sur les intentions du gouvernement hongrois, sachant qu'historiquement M. Orban a souvent eu recours au chantage pour arracher des concessions à ses partenaires. *« Il peut utiliser cela comme un levier pour obtenir les fonds de cohésion encore bloqués par l'Union européenne en raison des atteintes dans son pays à l'Etat de droit »*, suggère une source. Le 13 décembre 2023, il avait déjà récupéré 10 milliards d'euros, quelques jours avant la décision des Vingt-Sept d'ouvrir la porte de l'UE à l'Ukraine.

D'autres sources évoquent plutôt l'imminence des élections européennes – et locales en Hongrie – le 9 juin. Durant cette campagne, M. Orban, qui est connu pour sa proximité avec la Russie, n'a cessé de se présenter comme le « garant » de la paix en Europe. *« Nous ne voulons pas participer au soutien financier ou en armes* [de l'Ukraine], *même dans le cadre de l'OTAN »*, a-t-il assuré le 24 mai sur la radio publique hongroise. ■

PHILIPPE JACQUÉ

Discussions en cours entre Kiev et Paris pour envoyer des instructeurs militaires

L'envoi de formateurs français a été débattu lors d'un échange des ministres de la défense

Les discussions hautement sensibles entre Paris et Kiev sur l'envoi éventuel d'instructeurs militaires français en Ukraine, qui ont débuté il y a plusieurs mois, ont donné lieu, lundi 27 mai, à plusieurs déclarations contradictoires de la part du sommet de la hiérarchie militaire ukrainienne, ainsi qu'à un flou savamment entretenu côté français.

La tenue d'une réunion en distanciel, entre le ministre des armées français, Sébastien Lecornu, et son homologue ukrainien, Rustem Umerov, avait été annoncée par Paris, lundi matin. A l'issue de cet entretien, le chef d'état-major de l'armée ukrainienne, le général Oleksandr Syrsky, s'est voulu affirmatif. *« Je salue l'initiative de la France d'envoyer des instructeurs en Ukraine pour former les militaires ukrainiens. J'ai déjà signé les documents qui permettront (…) de visiter nos centres de formation et de se familiariser avec leurs infrastructures et leur personnel »*, a-t-il ainsi affirmé sur Telegram, après avoir participé à la discussion avec MM. Umerov et Lecornu. Des propos que ni le ministère des armées français ni l'état-major des armées n'ont démentis par la suite.

Le cabinet de M. Lecornu s'est borné à rappeler, lundi, la position officielle française sur ce dossier inflammable, mis sur la table par le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, fin février, lors d'une conférence internationale sur le soutien à Kiev. Le président français avait alors affirmé que *« l'envoi de troupes »* en Ukraine ne devait pas être *« exclu »*. *« Comme déjà évoqué plusieurs fois, la formation sur le sol ukrainien fait partie des chantiers discutés depuis la conférence sur le soutien à l'Ukraine (…) le 26 février. Cette piste continue de faire l'objet de travaux avec les Ukrainiens »*, a ainsi précisé, lundi, le ministère des armées français.

L'ambiguïté s'est toutefois accentuée, dans la soirée, avec la diffusion, par le ministère de la défense ukrainien, sur le réseau social X, d'un communiqué à des fins de *« clarification »*. *« Depuis février, l'Ukraine a exprimé son intérêt pour la perspective de recevoir des instructeurs étrangers »*, soulignait-il. Mais, *« pour l'instant, nous sommes toujours en discussion avec la France et d'autres pays »*.

Une mise au point assortie de précisions nouvelles sur ce dossier scruté de près par Moscou : *« Le ministère de la défense, en collaboration avec l'état-major, a commencé à travailler en interne sur les documents pertinents (…) afin de ne pas perdre de temps à coordonner les questions bureaucratiques lorsque la décision pertinente sera prise. »* Moscou n'avait pas encore réagi à ces propos, lundi soir, mais les sites d'information russes plaçaient la nouvelle en une.

Ces déclarations interviennent alors que les forces ukrainiennes apparaissent en difficulté, sur le front, depuis plusieurs mois, face à la pression russe. Elles coïncident aussi avec un débat qui évolue rapidement depuis début mai : celui de la levée éventuelle des restrictions interdisant aux Ukrainiens de cibler la Russie sur son territoire avec les armes à longue portée fournies par les Occidentaux. *« Il est temps de reconsidérer certaines de ces restrictions »*, a déclaré, lundi, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, lors d'une réunion de l'Alliance atlantique en Bulgarie, après avoir déjà fait une déclaration en ce sens dans une interview à *The Economist*, le 24 mai.

Réglages de missiles

Or, un certain nombre de ces armes à longue portée, très complexes, nécessitent des réglages actuellement validés par les états-majors occidentaux. Dans ce cadre, la question de la présence d'instructeurs, notamment britanniques et français, sur le sol ukrainien, pour assurer, par exemple, les réglages des missiles Storm Shadow et leur équivalent français, les Scalp, a été régulièrement soulevée ces derniers mois. Les Etats-Unis ont, par ailleurs, acté, fin avril, lors de leur dernier paquet d'aide militaire accordé à Kiev, l'envoi d'ATACMS d'une portée de plus de 300 kilomètres, soit le double, en distance, de ce que pouvaient utiliser les Ukrainiens jusque-là.

Un certain nombre de pays, baltes en tête, se montrent de moins en moins frileux à l'idée d'envoyer des instructeurs sur le sol ukrainien. Le 21 mai, le ministre des affaires étrangères lituanien, Gabrielius Landsbergis, s'est dit prêt à faire partir des militaires en Ukraine si la France prenait la tête d'une coalition de pays aux vues similaires. *« La Lituanie est prête à rejoindre une coalition dirigée par la France, par exemple, pour former des troupes en Ukraine »*, a notamment déclaré M. Landsbergis, sur la chaîne LCI.

« Les besoins des Ukrainiens concernent moins le combat en tant que tel, car leur expérience est maintenant supérieure à la nôtre en la matière, que l'entraînement au déminage et à la maintenance des armes occidentales envoyées », détaille Léo Péria-Peigné, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et auteur de *Géopolitique de l'armement* (Le Cavalier bleu, 176 pages, 20 euros), à paraître le 13 juin.

En mars, le français Nexter et l'allemand Krauss-Maffei Wegmann avaient officialisé la création d'une filiale en Ukraine, destinée à fluidifier la remise en condition d'équipements militaires abîmés par la guerre, comme les chars Leopard, les obusiers Panzerhaubitze 2000, ou encore les canons Caesar. ■

EMMANUEL GRYNSZPAN
ET ÉLISE VINCENT

En Wallonie, la gauche radicale taille des croupières aux socialistes

Des élections fédérales et régionales ont lieu le 9 juin en même temps que les européennes

REPORTAGE
CHÂTELINEAU, CHARLEROI (BELGIQUE) - *envoyé spécial*

En ce samedi 25 mai, jour de marché à Châtelineau, une commune populaire de la banlieue de Charleroi, des centaines de badauds déambulent entre les échoppes de poulets rôtis, le snack Bismillah et la halle couverte où les stands de vêtements bon marché abondent, comme les vendeurs d'épices ou de légumes. Foulard rouge autour du cou, tracts à la main et sac en bandoulière frappé du sigle du parti – une étoile au centre d'un cœur –, une demi-douzaine de militants du Parti du travail de Belgique (PTB) entourent la députée sortante Sofie Merckx.

A 49 ans, elle est la figure la plus connue de cette formation de la gauche radicale après Raoul Hedebouw, le président du parti, 46 ans, un tribun dont raffolent toutes les télévisions : jamais à court d'une formule, il a déclaré la veille, sur la chaîne RTL-TVi, que sa formation était désormais candidate au pouvoir. *« L'enjeu*, a-t-il dit, *ce sera de rendre le PTB incontournable. Plus nous aurons de votes, plus le PS ou un parti comme Ecolo devront négocier avec nous. Le PTB pourra être dans un gouvernement. »*

A deux semaines des élections fédérales et régionales qui, le 9 juin, seront couplées aux européennes en Belgique, cette formation viendra vraisemblablement bouleverser le jeu : un sondage le créditait, samedi, de 14,5 % des intentions de vote en Wallonie et de 19,8 % dans la région de Bruxelles-Capitale. En Flandre, il s'établit à 9 % : M. Hedebouw, un parfait bilingue à la tête d'un parti encore national dans ce royaume déchiré, y multiplie les apparitions. Pas de quoi inquiéter le Vlaams Belang (extrême droite), donné à quelque 27 %, mais de quoi bousculer la gauche socialiste qui stagne et les écologistes qui s'effondrent.

Dans le Hainaut, où la Flamande Sofie Merckx s'est installée il y a une vingtaine d'années, l'objectif est de décrocher un quatrième siège de député et de tailler des croupières au PS de Paul Magnette, président du parti et maire de Charleroi. Il a récemment qualifié de *« couillons »* ses rivaux communistes – *« froussards »*, corrigera-t-il ensuite –, accusés de *« se cacher sous la table »* quand il s'agit de prendre leurs responsabilités, de dépenser à tout-va pour assurer leur omniprésence sur les réseaux sociaux et de se complaire dans des slogans populistes.

« Ce que nous voulons, c'est réellement changer de cap, corrige Sofie Merckx. *En revenir à la retraite à 65 ans* [en 2024, elle a été fixée à 67 ans], *augmenter le salaire minimum, taxer davantage les plus riches, limiter les privilèges des politiques. Il faut aussi corriger les pratiques et la mentalité liées à quarante années de domination du Parti socialiste »*, assure-t-elle.

Longtemps détenteur de majorités absolues dans le Hainaut, le PS bataille aujourd'hui contre le parti libéral Mouvement réformateur pour conserver son leadership en Wallonie : les dernières enquêtes d'opinion les créditent tous deux de 22,5 % en Wallonie. Si cela se confirme, le PS aura perdu près de la moitié de son électorat en l'espace d'une quarantaine d'années.

« Il faut corriger les pratiques et la mentalité liées à quarante ans de domination du Parti socialiste »
SOFIE MERCKX
députée belge du PTB

Il y a quelques mois, le PTB prônait encore une sortie de la Belgique de l'OTAN et expliquait qu'il ne revendiquerait pas le pouvoir sans une révision des traités européens. Au marché de Châtelineau, ces choses-là n'intéressent pas grand monde, pas plus que les critiques des autres formations quant à l'*« ambiguïté »* ou les *« silences »* de la gauche radicale à l'égard de la guerre en Ukraine, du sort de la minorité ouïgoure en Chine ou de l'islamisme radical.

Dans cette agglomération où le chômage est endémique et le taux d'emploi au plancher (53 % à Charleroi en 2022), c'est le pouvoir d'achat qui préoccupe en premier lieu. *« Je suis invalide depuis trente ans, ma retraite n'a pas beaucoup évolué, mais mes impôts locaux sont passés de 50 à 507 euros*, explique un octogénaire. *M. Hedebouw parle bien, mais votre programme est-il vraiment applicable ? »*, dit-il à Sofie Merckx. *« On ne vous promet pas monts et merveilles mais ensemble on peut gagner »*, répond-elle.

« Marre de vos promesses »

Vêtu d'un maillot siglé « Italia », Enzo, qui n'a donné que son prénom, s'interroge lui aussi. *« J'hésite entre vous et les libéraux, car j'aime leur idée de renvoyer dans leur pays les délinquants étrangers. Hedebouw me plaît bien, mais irez-vous vraiment au pouvoir ? – Votez pour nous, ce sont les libéraux qui ont bloqué les salaires »*, répond la députée. Elle n'a, en revanche, pas besoin de convaincre cette femme d'origine marocaine qui fut sa patiente : Mme Merckx, qui doit une partie de sa popularité au fait d'exercer comme médecin dans le cadre des maisons de Médecine pour le peuple, créées par son père, l'Anversois Kris Merckx, fondateur aussi de Tout le pouvoir aux travailleurs (Amada), l'ancêtre du PTB.

L'accueil n'est pas toujours aussi cordial. *« Marre de vos promesses ! Ça fait trente ans que ça dure, rien ne change, sauf les taxes. Mais comme je suis obligé de voter, je donnerai ma voix à l'extrême droite*, lâche un quinquagénaire. *Le changement ? Les Français y ont cru et ont voté* [Emmanuel] *Macron. Maintenant c'est le bordel »*, ajoute-t-il. Une vieille dame appuyée sur deux béquilles acquiesce : *« Personne ne tient ses promesses en politique. Le jour du vote, je brûlerai ma carte d'identité. »*

Le président du PS, Paul Magnette, a qualifié ses rivaux communistes de « couillons »

Plus loin, Frédéric Fontaine et Nathan Gaballo, deux militants du PTB, sont en conversation avec deux sympathisantes du PS. Les socialistes affirment que le PS a encore besoin de temps pour réaliser son programme, les autres prônent *« la rupture »*, ce qui sera le thème du meeting du PTB, dans l'après-midi. *« Attaquez la droite, mais sans tuer la gauche »*, prône un militant syndical qui a écouté la conversation. En Wallonie, cela ressemble aujourd'hui à un vœu pieux. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



La Florissante Scène Artistique d'İstanbul

Des musées d'art conçus par des architectes renommés aux quartiers célèbres pour leur art de rue, en passant par les expositions internationales et les promenades artistiques, les biennales et les festivals, la scène artistique florissante d'İstanbul est un pôle d'attraction indéniable qui annonce le meilleur de la créativité humaine.

Palais de Topkapı sur la Péninsule Historique



Musée de Pera

Capitale d'anciens empires, İstanbul est depuis des siècles un centre de créativité. Les mosaïques complexes des Romains Orientaux, les miniatures de l'Ère Ottomane, les manuscrits enluminés et les faïences d'İznik... La ville Turque cosmopolite n'est pas étrangère aux nombreuses facettes et beautés de presque toutes les disciplines artistiques et continue de se développer, encourageant de nouveaux talents et célébrant des noms renommés.

Alors que les Musées d'Archéologie d'İstanbul, récemment rénovés, rendent hommage aux maîtres de l'antiquité, plus de 200 peintures réalisées par des artistes Turcs à partir des années 1870 sont exposés dans les somptueuses salles du Musée de Peinture des Palais Nationaux, dans l'ancienne Résidence du Prince Héritier au Palais de Dolmabahçe. Des galeries d'art bien établies sont réparties dans toute la ville, notamment à Beyoğlu, et accueillent régulièrement des expositions qui mettent en valeur les œuvres d'artistes locaux et internationaux.

À l'extrémité de la voie piétonne de l'Avenue İstiklal, la Place Taksim est à nouveau le cœur culturel de la ville, grâce à l'Atatürk Kültür Merkezi (AKM - Centre Culturel Atatürk) rénové, palais d'avant-garde pour les arts de la scène. La Salle d'Opéra Principale du centre, conçue en forme de globe géant rouge étincelant, accueille de nombreux opéras, symphonies et spectacles extravagants. Chaque année, le quartier est également animé par le Festival de l'Itinéraire Culturel de Beyoğlu, qui se développe sur 80 sites importants du patrimoine culturel, dont le Musée du Cinéma



Musées d'Archéologie d'İstanbul

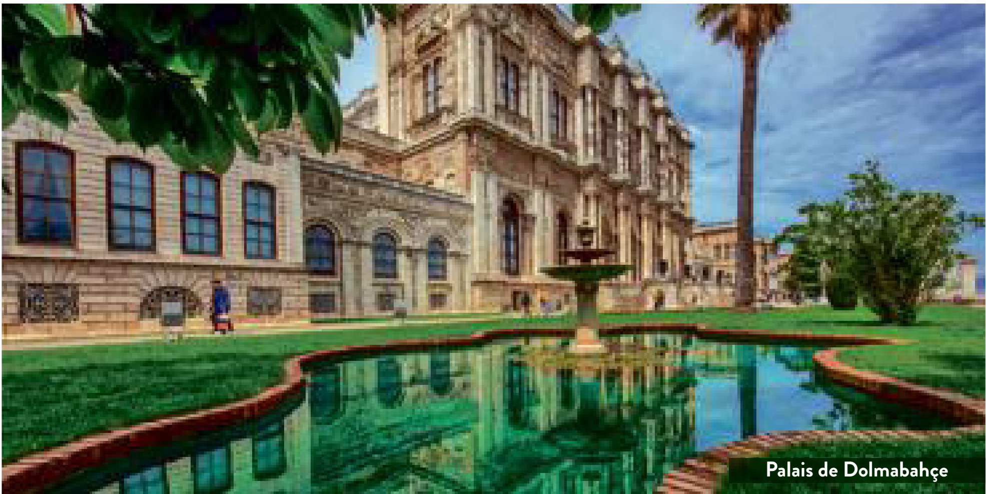
d'İstanbul, la Scène de l'Emek, l'Eglise St. Antoine, le Musée de Pera et le Centre des Arts et de la Culture de Tophane-i Amire, ainsi que le terminal de croisière ultramoderne de la ville, Galataport. Juste à côté, vous trouverez le nouveau siège d'İstanbul Modern, le musée d'art contemporain pionnier de la ville. Dans le nouveau quartier en plein essor de Dolapdere, des galeries d'art contemporain et des musées pionniers comme Arter ont fermement établi leur nouvelle présence dans des structures modernes. L'une des dernières ouvertures dans la ville est la bibliothèque Rami. Après sa restauration, l'ancienne Caserne Rami du XVIIIe siècle est devenue la "plus grande bibliothèque d'İstanbul" et compte parmi les rares bibliothèques Européennes de premier plan à posséder des caractéristiques distinctives. Ouverte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, la première bibliothèque durable du pays possède des millions de livres pour tous les âges et tous les intérêts.

Un autre géant de l'art est le nouveau Musée de Peinture et de Sculpture d'İstanbul de l'Université des Beaux-arts Mimar Sinan. Il abrite certains des exemples les plus importants de l'art Turc, de la fin de la période Ottomane jusqu'à la période moderne. Pour apprécier d'autres œuvres d'art le long du Bosphore, rendez-vous à Emirgan pour découvrir la collection riche et variée du Musée Sakıp Sabancı. La vue sur la ville depuis le magnifique jardin du musée est à ne pas manquer.

Sur les rives de la Corne d'Or, Tersane İstanbul, l'ancien chantier naval impérial des Ottomans, reprend vie avec un projet qui vise à devenir le nouveau centre de l'art et de la culture dans la cité. La vie artistique d'İstanbul prend plus d'ampleur encore avec les innombrables événements organisés par Contemporary İstanbul (İstanbul Contemporaine), la principale exposition d'art annuelle de la ville, qui se tient à Tersane İstanbul et rassemble une soixantaine de galeries d'art internationales. Un autre événement très attendu du calendrier culturel de la ville est la Biennale d'İstanbul, qui se tient tous les deux ans avec une riche liste d'expositions et d'événements mettant en lumière des joyaux cachés, des lieux historiques et des sites inattendus disséminés dans toute la ville.

De l'autre côté du Bosphore, sur la rive asiatique, Kadıköy offre également une myriade d'attractions pour les amateurs d'art. Le quartier de Yeldeğirmeni ressemble à un gigantesque musée d'art de rue, avec plusieurs peintures murales à hauteur d'immeuble réalisées par des artistes locaux et internationaux dans le cadre du Festival Mural d'İstanbul. Le Müze Gazhane (Musée de l'Usine à Gaz), campus culturel attrayant converti à partir d'une usine à gaz Ottomane historique, est un aimant pour les citadins, qui accueille régulièrement des concerts gratuits, des expositions et des ateliers.

De la plus petite galerie d'art de quartier aux expositions à guichets fermés de certains des plus grands noms du monde de l'art, İstanbul est un véritable pôle d'attraction pour les amateurs de culture de la région, car elle continue de créer de plus en plus d'espaces où l'art peut être célébré et perpétué.



Palais de Dolmabahçe

Cap-Haïtien se préserve malgré le chaos sur l'île

La grande ville du nord d'Haïti est parvenue jusqu'ici à tenir en échec les gangs qui terrorisent Port-au-Prince

REPORTAGE
CAP-HAÏTIEN (HAÏTI) - *envoyé spécial*

Un tap-tap bariolé démarre dans la cour poussiéreuse de la gare routière de Barrière-Bouteille, quartier populaire de Cap-Haïtien, la ville la plus ancienne d'Haïti et l'une des plus peuplées du pays. Le minibus à destination de la commune des Gonaïves, à deux heures de route, s'insère avec une surprenante aisance dans l'anarchie du trafic de la nationale 1, manœuvrant entre les nids-de-poule, les flaques d'eau boueuse à la profondeur incertaine et les amas d'immondices, au milieu desquels zigzaguent des deux-roues et des tricycles à moteur souvent surchargés de passagers et de marchandises.

La camionnette partie, la gare routière et son parking sont presque déserts, malgré l'heure matinale. En effet, les candidats au voyage vers les autres villes du pays se font de plus en plus rares : du fait de la violence des bandes criminelles qui sévissent dans plusieurs régions d'Haïti et terrorisent l'agglomération de Port-au-Prince, la capitale, les routes ne sont plus sûres. *« Les gens ont peur de voyager à cause de l'insécurité »*, se désole Ernst Maxime. Ce chauffeur de tap-tap de 45 ans, qui assure la liaison entre Cap-Haïtien et Port-au-Prince depuis deux décennies, est venu bavarder avec des collègues dans la salle d'attente chichement meublée.



Des habitants de Port-au-Prince arrivent en bus à une gare routière de Cap-Haïtien (Haïti), le 29 avril. RICARDO ARDUENGO/REUTERS

Mesures draconiennes

Le quadragénaire a du temps à tuer : il n'effectue plus qu'*« une ou deux fois par semaine »* le trajet de six heures vers la capitale, contre un voyage quotidien avec son minibus de quinze places il y a encore quelques années, avant la dégradation de la situation sécuritaire. Désormais, pour parcourir les 250 kilomètres jusqu'à Port-au-Prince, il faut franchir *« trois ou quatre "péages" »* mis en place par des gangs qui rackettent systématiquement les véhicules et leurs passagers. Les récalcitrants courent le risque d'être malmenés ou kidnappés.

« Avant même d'avoir l'argent du carburant, on doit penser à l'argent des bandits », grommelle M. Maxime. Résultat : le prix de ce trajet a quadruplé en deux ans. Un aller simple coûte désormais 4 000 gourdes (27 euros), soit 10 % du salaire mensuel d'un enseignant d'une école publique.

Assise dans l'unique minibus stationné dans la cour, Edline (les personnes citées par leur prénom ont requis l'anonymat) ignore combien de temps elle devra attendre : le tap-tap partira pour Port-au-Prince lorsqu'il sera plein. *« Sur la route, il y a des voitures qui roulent avec des vitres teintées : on ne sait pas qui est dedans »*, s'inquiète cette femme de 27 ans qui doit retourner dans la capitale afin d'effectuer des démarches urgentes. *« J'ai peur, mais je cours le risque quand même »*, dit-elle, résignée. Après l'obtention de sa licence à l'Université américaine des sciences modernes d'Haïti, située à Port-au-Prince, Edline a fui, en décembre 2023, la violence qui gangrène la capitale, et a regagné sa ville natale, Cap-Haïtien. *« Il y avait des échanges de tirs dans la rue. On devait éviter de sortir autant que possible »*, témoigne cette ancienne résidente d'un secteur de la commune de Croix-des-Bouquets contrôlé par le gang Chen Mechan.



Désormais, pour parcourir les 250 kilomètres jusqu'à Port-au-Prince, il faut franchir trois ou quatre « péages » mis en place par des gangs

L'ambiance est radicalement différente dans le chef-lieu du département du Nord, enserré entre une baie pittoresque et des mornes (collines) dont les sommets escarpés échappent encore à l'avancée des bidonvilles. A toute heure de la journée, les artères de l'élégant centre-ville en damier de l'ancienne capitale coloniale, et celles de ses quartiers périphériques grouillent d'écoliers en uniforme, de marchands ambulants et de véhicules pétaradants, dans un bouillonnement de vie à mille lieues de la psychose qui s'est abattue sur des régions entières du pays.

« La ville de Cap-Haïtien est stable et sécurisée », se félicite, dans son bureau agréablement ventilé, Yvrose Pierre, maire de cette commune volontiers décrite par ses habitants comme la deuxième ville du pays, sans qu'il soit possible d'étayer cette affirmation, en l'absence de données démographiques fiables et récentes. La population de cette localité est estimée par les Nations unies à quelque 250 000 habitants, soit un peu moins que celle des Gonaïves ou de Pétion-Ville, en banlieue de Port-au-Prince, mais « madame la mairesse » cite avec assurance un chiffre supérieur à un demi-million d'âmes. *« Nous travaillons nuit et jour avec les autorités concernées pour permettre à la population de vaquer à ses occupations »*, assure l'édile capoise avec autorité. Sur le parvis de l'hôtel de ville, une grille en fer forgé reste fermée le temps de vérifier l'identité de chaque visiteur, sous le regard d'une dizaine d'agents de sécurité munis d'armes automatiques.

« Tout est calme », abonde l'inspecteur divisionnaire Arold Jean, dans une salle du commissariat central de la police nationale haïtienne. Pour expliquer cette réussite, le porte-parole de cette institution dans le département du Nord décrit une vigilance de tous les instants de la population locale. *« Presque chaque personne dans la rue est un informateur de la police »*, affirme l'inspecteur Jean.

Ces dernières années, des opérations musclées des forces de l'ordre ont toutefois été nécessaires pour *« démanteler des gangs qui bourgeonnaient »* dans plusieurs communes voisines, comme Limbé, Port-Margot ou Limonade, ou qui sévissaient sur les routes du département. Ces opérations ont permis de mettre hors d'état de nuire *« une trentaine »* de bandes et d'arrêter *« plusieurs centaines de suspects »*, résume le porte-parole, qui déplore la mort de trois policiers dans des échanges de tirs et plusieurs collègues blessés par balle. *« Nous récoltons ce que nous avons semé en matière de sécurité »*, se réjouit l'affable inspecteur divisionnaire.

La sécurité des Capois nécessite parfois des mesures draconiennes : en 2020, un millier de maisons, dans le bidonville de Shada 2, à l'entrée orientale de la ville, ont été rasées par les autorités. Quatre ans après cette opération d'envergure, un vaste champ de ruines et de détritus s'étend toujours près de l'embouchure de la rivière Mapou. *« C'était un foyer de gangs »*, justifie Yvrose Pierre. *« Si on n'avait pas détruit le quartier Shada, Cap-Haïtien serait, aujourd'hui, comme le Village de Dieu »*, ajoute l'élue, qui agite le spectre d'un bidonville notoirement violent de Port-au-Prince. A ses yeux, cet épisode incite d'ailleurs ses administrés à redoubler de vigilance, afin de *« ne pas subir le même sort »* que les résidents de ce quartier sacrifié pour le bien commun.

Mais si la violence des gangs ne fait pas partie du quotidien des habitants de Cap-Haïtien, de nombreux effets de la profonde crise sécuritaire et politique, qui s'est exacerbée depuis début 2024 dans le reste du pays, se font néanmoins ressentir dans le département du Nord. Il y a l'afflux de résidents de Port-au-Prince qui, comme Edline, la jeune passagère du tap-tap, ont trouvé refuge dans ce havre de paix.

Les autorités locales ignorent leur nombre, malgré les incitations à s'inscrire auprès des services sociaux. La mairie ne recense que 470 personnes enregistrées, mais les personnes déplacées venues d'autres régions se comptent probablement par milliers dans la ville.

Pénurie de médicaments

En effet, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) recensait, début mars, 362 000 personnes ayant dû fuir leur maison en Haïti. Le 12 avril, l'OIM comptait encore près de 95 000 personnes ayant quitté, en seulement un mois, la conurbation de Port-au-Prince vers les neuf autres départements du pays.

Romaine Pierre-Saint est de ceux-là. *« Nous sommes arrivés à Cap-Haïtien le 8 avril »*, souffle ce photographe et vidéaste de 34 ans, qui s'est installé, avec sa compagne et leurs deux enfants, dans une grande maison du quartier Haut du Cap. La petite famille loue cette villa entourée d'arbres fruitiers, au fond d'une impasse, avec une cousine, son conjoint et leurs trois enfants, arrivés de Port-au-Prince dès la mi-2023. Le photographe habitait Delmas, commune de banlieue résidentielle dont le redoutable chef de gang Jimmy Chérizier, qui se fait appeler Barbecue, a fait son fief. *« Ils se sont installés en face de chez moi. C'était invivable »*, raconte le trentenaire, qui se remémore les commerces du quartier incendiés par les bandits, et ses enfants, terrorisés, qui *« dormaient sous le lit »*.

Les deux jeunes couples doivent repartir de zéro pour gagner leur vie, alors que, sous l'effet des pénuries causées par les difficultés d'approvisionnement, les prix des denrées alimentaires, des médicaments et du carburant se sont envolés. Bien souvent, ces produits essentiels sont tout simplement introuvables. Dans la petite officine de Monique Blaise, sur un boulevard animé du centre-ville, les étagères sont dégarnies. *« C'est difficile d'acheminer les médicaments depuis Port-au-Prince »*, soupire la pharmacienne, qui, désormais, se fournit principalement auprès d'un grossiste local.

Hélas, cette solution n'est pas la panacée. *« Depuis janvier, je n'ai plus d'insuline. Avant, nous en avions toujours »*, se désole Monique Blaise. Le prix de la boîte de lait en poudre pour bébés de 0 à 6 mois a bondi de 50 % en trois ans dans cette pharmacie. Une cliente passe son bras à travers la grille en fer forgé – qui reste fermée toute la journée par peur des mendiants *« qui peuvent être agressifs »*, justifie la pharmacienne – et montre son ordonnance. Monique Blaise grimace : elle a la vitamine C prescrite par le médecin, mais pas l'antihistaminique.

La pénurie de médicaments touche aussi les établissements de santé de la région. *« Normalement, c'est le ministère central qui nous envoie gratuitement certains remèdes, mais maintenant, nous sommes obligés de les acheter à nos frais »*, regrette le docteur Jory Désir, directeur médical de l'hôpital universitaire Justinien, le deuxième plus grand établissement public du pays. *« Sur les anesthésiques, on est sur la corde raide »*, ajoute ce grand gaillard, sur le ton impassible d'un habitué des situations d'urgence. Ces pénuries sont d'autant plus fâcheuses que, dans cet établissement de 260 lits, la fréquentation *« a augmenté de 35 % par rapport à la normale »*, note le docteur Désir. Une hausse due à l'arrivée des nouveaux résidents et aux difficultés rencontrées par d'autres dispensaires et cliniques dans la région.

L'Organisation internationale pour les migrations recensait, début mars, 362 000 personnes ayant dû fuir leur maison en Haïti

Pour ne rien arranger, l'alimentation en électricité de l'hôpital Justinien, assurée par des panneaux solaires le jour, et par des groupes électrogènes la nuit, subit des *« moments de rationnement »*, poursuit le directeur médical. En cause, la rareté et la cherté du carburant. Mais, aux dires du praticien, un *« fournisseur très compréhensif »* permet au système de fonctionner, envers et contre tout. *« L'hôpital arrive à soigner la population »*, assure-t-il avec conviction.

Après la démission de l'impopulaire premier ministre Ariel Henry, fin avril, et la mise en place d'un Conseil présidentiel de transition, les Capois demeurent sceptiques quant à une réelle amélioration de la situation dans leur pays. *« On croira à un changement quand on verra des résultats »*, dit, sur un ton de défiance, Ernst Maxime, le chauffeur de tap-tap désœuvré.

A la mairie, Yvrose Pierre veut garder confiance. *« C'est à eux de gérer leurs problèmes mais ils ne doivent pas oublier que le peuple haïtien attend leur coup de sifflet »*, dit-elle des dirigeants de transition après leurs premières semaines marquées par des querelles organisationnelles. *« Le Conseil présidentiel a beaucoup de défis à relever, c'est vrai. Il ne va pas résoudre tous les problèmes en six mois ou un an »*, concède la première magistrate de la ville, qui appelle la communauté internationale à soutenir le gouvernement haïtien dans sa lutte contre les gangs. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

Turbulences : l'impact du réchauffement

La fréquence et l'intensité des brusques mouvements d'air qui perturbent les vols sont en hausse

Une expérience terrifiante et mortelle. Le 21 mai, un Britannique de 73 ans a perdu la vie et une centaine de personnes ont été blessées lors d'un vol de la compagnie Singapore Airlines reliant Londres à Singapour. En cause : des turbulences majeures, qui ont fait plonger l'appareil de 1 800 mètres en quelques minutes, poussant le Boeing 777 à atterrir en urgence à Bangkok. Dimanche, douze personnes ont également été légèrement blessées dans un avion qui reliait Doha à Dublin, en raison de turbulences au-dessus de la Turquie. Les deux événements, pour lesquels des enquêtes sont en cours, ont relancé les interrogations autour de l'impact du changement climatique dans ces phénomènes météorologiques instables.

Les turbulences sont des mouvements de l'air, brusques et irréguliers, qui se produisent le plus souvent dans trois situations : au cours d'orages et de tempêtes ; au-dessus des montagnes ; dans un ciel sans nuages, ce que l'on appelle « en air clair ». Les deux premiers types sont facilement détectés par les pilotes. A l'inverse, les dernières sont les plus dangereuses, car elles s'avèrent invisibles et surviennent donc de manière inattendue.

Ces turbulences en air clair sont entraînées par des phénomènes de cisaillement vertical du vent, lorsque deux masses d'air se superposent et se déplacent avec des vitesses ou dans des directions différentes. *« Un avion porté vers le haut sur une distance peut ainsi ne plus être soutenu un peu plus loin, et donc tomber de quelques dizaines de mètres »*, explique Nicolas Bellouin, modélisateur climatique à l'université de Reading (Royaume-Uni) et chercheur à la chaire aviation et climat de Sorbonne Université. Les cisaillements se produisent le plus souvent à proximité des courants-jets (*jet-streams* en anglais), de puissants courants d'air qui se déplacent à une altitude de 8 kilomètres à 12 kilomètres, là où volent les avions.

Les mouvements de l'air dans un ciel sans nuages surviennent de manière inattendue

Corrélation visible

C'est pourquoi la plupart des vols connaissent des turbulences, qu'elles soient légères, modérées, sévères ou extrêmes, un degré d'intensité défini en fonction de la vitesse verticale du vent. Il n'est pas possible à ce stade de déterminer quels types de turbulences a rencontrés le Boeing de la Singapore Airlines. *« Il y avait des orages assez violents non loin, mais les conditions étaient également favorables pour des turbulences en air clair »*, indique Nicolas Bellouin.

Quelle que soit la cause de cet accident, le changement climatique – lié à la combustion d'énergies fossiles et donc, en partie, à l'aviation – va aggraver ce genre de situations. Les turbulences en air clair sont d'ores et déjà devenues plus fréquentes au cours des quarante dernières années, selon une étude britannique de référence, publiée en juin 2023 dans la revue *Geophysical Research Letters*. Les plus sévères d'entre elles se sont accrues de 55 % au-dessus de l'Atlantique Nord, passant de 17,7 heures par an en 1979 à 27,4 heures en 2020. Il s'agit de l'une des routes aériennes les plus fréquentées au monde, avec près de 2 000 vols par jour entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Les turbulences modérées ont quant à elles augmenté de 37 % (pour atteindre 96 heures par an), et les légères de 17 % (547 heures). Les résultats de l'étude montrent des hausses similaires au-dessus des Etats-Unis.



L'intérieur d'un appareil de Singapore Airlines, après un atterrissage d'urgence à Bangkok, le 21 mai. VIRALPRESS/REUTERS

Les turbulences modérées ou sévères sont également en forte hausse en Asie de l'Est, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, des régions où le trafic aérien se densifie, selon d'autres travaux qui doivent être publiés dans les prochains jours dans la revue *Journal of Geophysical Research : Atmospheres*. *« Dans ces régions, la hausse est liée au changement climatique. En revanche, nous ne pouvons pas attribuer au réchauffement l'accroissement des turbulences au-dessus de l'Atlantique Nord et du Pacifique Nord. Il s'agit plutôt de la variabilité interne du climat »*, explique le premier auteur, Mohamed Foudad, chercheur au Centre européen de recherche et de formation avancée en calcul scientifique, à Toulouse, et auteur d'une thèse sur l'impact du changement climatique sur les turbulences pour l'aviation.

A l'avenir, les avions doivent s'attendre à subir plus souvent et longtemps ces mouvements brusques de l'atmosphère. *« A chaque degré de réchauffement supplémentaire, les modèles de climat montrent une hausse de la fréquence et de l'intensité des turbulences en air clair »*, indique Mohamed Foudad. Cette corrélation est davantage visible pour le courant-jet subtropical, situé entre le 20e et le 40e parallèle nord, que le polaire (entre une latitude de 50 ° et 65 ° nord). *« Le changement climatique augmente le gradient de température entre les pôles et l'équateur à une altitude 10 à 12 kilomètres, ce qui renforce les cisaillements de vents dans les courants-jets »*, détaille le chercheur.

L'effet des orages

Une précédente étude publiée dans *Geophysical Research Letters*, en 2017, annonçait un doublement de ces phénomènes au-dessus de l'Amérique du Nord, du Pacifique Nord et de l'Europe sur la période 2050-2080 comparé à l'ère préindustrielle, les turbulences sévères augmentant plus rapidement que les légères ou modérées. Elle est toutefois basée sur un scénario de forte hausse des émissions de gaz à effet de serre, qui n'est plus la trajectoire actuellement suivie.

Les orages, qui vont s'intensifier avec le réchauffement, devraient également provoquer davantage d'instabilité de l'atmosphère. L'air plus chaud peut en effet contenir plus d'humidité, se traduisant par des précipitations plus intenses, selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Toutefois, rien ne prouve à ce stade que ces tempêtes deviennent plus fréquentes.

Les turbulences les plus sévères se sont accrues de 55 % au-dessus de l'Atlantique Nord entre 1979 et 2020

Pour les chercheurs, ces tendances n'empêcheront pas les avions de voler. *« Les appareils ne vont pas commencer à tomber du ciel. Pour dix minutes passées dans de fortes turbulences par le passé, il pourrait s'agir de vingt ou trente minutes à l'avenir »*, modère Paul Williams, un chercheur de l'université de Reading, interrogé par la revue *Nature*. Pour Nicolas Bellouin, la hausse des turbulences ne présente *« pas de danger de manière structurelle »*, les avions étant *« conçus pour soutenir des chocs plus forts »*. Mais elles pourraient pousser les équipages à revoir certaines organisations, sur le port de la ceinture ou le déplacement au sein des cabines en vol.

« Les compagnies aériennes devront commencer à réfléchir à la manière dont elles géreront l'augmentation des turbulences, car elles coûtent à l'industrie entre 150 millions et 500 millions de dollars [entre 138 millions et 460 millions d'euros] *par an, rien qu'aux Etats-Unis*, prévenait le chercheur Mark Prosser, premier auteur de l'étude de 2023, cité dans un communiqué de l'université de Reading. *Chaque minute supplémentaire passée à traverser des turbulences augmente l'usure de l'avion, ainsi que le risque de blessures pour les passagers et l'équipage. »*

Depuis peu, le National Center for Atmospheric Research, un institut de recherche américain, fournit aux pilotes des prévisions de turbulences jusqu'à dix-huit heures à l'avance, mises à jour toutes les heures. Il travaille en outre sur un nouvel outil, avec des données actualisées toutes les quinze minutes, grâce notamment à des capteurs appelés « EDR » (Energy Dissipation Rate), embarqués dans les avions et mesurant en temps réel les humeurs de l'atmosphère. ■

AUDREY GARRIC

Pollution de l'air et sonore : 9,7 millions de Franciliens très exposés

Selon Airparif et Bruitparif, 80 % de la population d'Ile-de-France serait soumise à des niveaux « fortement » supérieurs aux limites de l'OMS

Près de 9,7 millions de Franciliens, soit 80 % de la population d'Ile-de-France, seraient exposés simultanément à des niveaux de pollution atmosphérique et sonore qui *« excèdent fortement »* les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), alertent Airparif et Bruitparif, les organismes chargés de la surveillance de la qualité de l'air et du bruit dans un rapport inédit publié mardi 28 mai.

C'est la première fois que les deux observatoires réalisent une cartographie croisée des pollutions de l'air et sonores au sein de la région la plus peuplée de France. La métropole du Grand Paris concentre 86 % des personnes en situation d'exposition dite *« très dégradée »* du fait du bruit lié aux transports (grands axes routiers, aéroports, voies ferrées), de la pollution de l'air ou des deux.

Cette cartographie révèle que 487 communes (38 % des communes d'Ile-de-France) sont particulièrement exposées à ces deux pollutions : plus de la moitié de leur population est exposée simultanément à une qualité de l'air jugée *« dégradée »* et à des niveaux de bruit considérés comme *« importants »*. Une grande partie de ces collectivités sont situées dans ce qu'on appelle le cœur dense de l'agglomération parisienne : Paris et les villes de la petite couronne ; et pour ces dernières, particulièrement celles qui sont situées à proximité des aéroports Charles-de-Gaulle et Orly.

Une double peine qui s'explique assez facilement : plus on vit à proximité d'un axe majeur de circulation, plus on est exposé à la fois au bruit et à la pollution (émissions de particules fines et d'oxydes d'azote) générés par le trafic automobile encore largement dominé par le moteur thermique (essence et diesel). Or, avec plus de 40 000 kilomètres de routes, dont plus de 1 000 kilomètres d'autoroutes et de voies rapides, l'Ile-de-France est quadrillée par le premier réseau routier de France.

Les situations les plus critiques (zones rouges) sont majoritairement situées à proximité directe (de 100 à 200 mètres) des grands axes routiers. A Paris et dans les communes limitrophes, le boulevard périphérique est bien évidemment une source majeure de nuisances, mais d'autres axes de la capitale sont également rouge vif : les portes, les grandes places, les boulevards des maréchaux, ou encore les voies sur berge toujours ouvertes à la circulation.

Des « outils de diagnostic »

Les aéroports constituent aussi une importante source de nuisances pour les riverains et les secteurs fortement survolés. Outre les avions, c'est toute l'activité aéroportuaire qui génère des désagréments. Au sein de ces zones rouges, 850 000 personnes (7 % de l'ensemble de la population francilienne) sont soumises à des niveaux de pollution atmosphérique et sonore qui dépassent y compris les valeurs limites réglementaires. Celles-ci sont pourtant bien moins protectrices que les lignes directrices de l'OMS.

Pour la pollution sonore, l'OMS recommande de ne pas dépasser 53 décibels (dB) en moyenne sur vingt-quatre heures et 45 dB la nuit pour le bruit routier quand la valeur limite européenne est, elle, fixée à 68 dB (et 62 dB) la nuit. L'écart est tout aussi important pour le bruit aérien.

« Cette carte croisée des deux plus importantes nuisances environnementales en Ile-de-France était attendue, note le président de Bruitparif, Olivier Blond. *Elle permettra d'étudier leur impact sanitaire. Or, souvent, en santé environnementale, les pollutions ne s'additionnent pas, elles se multiplient. »* Les effets sanitaires de la pollution de l'air sont bien documentés. Maladies cardio-vasculaires et respiratoires, cancer du poumon, retard de croissance… L'exposition aux particules fines et aux oxydes d'azote entraîne en outre une perte d'espérance de vie et une hausse de la mortalité. Elle est associée à près de 8 000 décès prématurés par an en Ile-de-France.

De son côté, la pollution sonore provoque de la gêne, des perturbations du sommeil, accroît le risque de développer des maladies cardio-vasculaires ou du diabète et diminue la capacité d'apprentissage. Parmi les facteurs de risque environnementaux, c'est la deuxième cause de morbidité en Europe après la pollution de l'air. Selon Bruitparif, son coût social est estimé à 43 milliards d'euros par an pour la seule région Ile-de-France.

« Cette étude confirme que les transports sont la première source de pollution dans notre région. Elle montre combien sont nécessaires à la fois le développement des transports en commun et une planification urbaine différente qui diminuerait le besoin de transports… », selon Olivier Blond, aussi délégué spécial à la lutte contre la pollution de l'air et à la santé environnementale auprès de la présidente (Les Républicains) de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse.

« Diminuer autant que possible les nuisances liées aux pollutions de l'air et sonores est nécessaire pour améliorer la qualité de vie en ville », ajoute la directrice d'Airparif, Karine Léger. *Ces cartographies vont permettre aux collectivités de suivre les conséquences de leurs actions. »* Elles sont aussi amenées à être des *« outils de diagnostic »* dans le cadre de l'élaboration des plans d'urbanisme, pour identifier les zones les plus exposées où des mesures de prévention et d'atténuation doivent être mises en place, et a contrario pour sanctuariser les zones de calme et de moindre pollution. Car il en existe : la carte identifie 316 communes (la plupart dans la grande couronne) où la quasi-totalité de la population est relativement épargnée à la fois par la pollution de l'air et les nuisances sonores, avec des niveaux proches des recommandations de l'OMS. ■

STÉPHANE MANDARD



Des étudiantes vanuataises jouent au volley-ball sur le campus de l'université de la Nouvelle-Calédonie, à Nouméa, le 27 mai. DELPHINE MAYEUR POUR « LE MONDE »

Le campus de Nouméa, îlot au milieu du chaos

Le quartier de l'université de la Nouvelle-Calédonie a réussi jusqu'à présent à être épargné par les violences

NOUMÉA - *envoyée spéciale*

Autour de son ordinateur portable marqué du symbole kanak de la flèche faîtière, Rose (les personnes citées par leur prénom ont requis l'anonymat) a éparpillé ses quelques affaires : code pénal, manuels de droit transformés en millefeuilles de pense-bêtes, bouteille de Coca-Cola. Ce lundi 27 mai, dans une petite salle ensoleillée du campus de Nouville, la grande université calédonienne, à Nouméa, l'étudiante, père océanien, mère kanak, parle longuement de l'insurrection en cours avant de confier : *« Les premiers à payer seront ceux des quartiers populaires. Des mamans vont se trouver au chômage, les aides sociales sont en faillite. La famille me dit : "Vivement que tout cela s'arrête." »* Ils se rationnent sur la nourriture, et deux grands-mères sont privées de dialyse.

Quand tout a explosé, le 13 mai, la jeune femme de 23 ans a été *« réintégrée immédiatement au Camp Est »*, la prison. *« Pour me protéger »*, dit-elle. En semi-liberté, voleuse de voitures multirécidiviste, Rose croit en la chance offerte par la justice, après avoir passé son diplôme d'accès à l'université en prison.

Alors que l'accalmie est à portée de main des forces de l'ordre dans Nouméa, elle confie : *« Née dans un cocon indépendantiste, je pense que le drapeau kanak a été souillé par les actes de vandalisme qui ont eu lieu. Beaucoup de gens comme nous, les Kanak, n'ont pas perdu leur fierté, mais ils ont été salis par le regard qu'on porte sur eux. Et on est tous responsables. »*

Depuis les hauteurs, le campus offre une vue imprenable sur la ville et le bleu de la mer, chacun y est très attaché. Au loin, ce lundi matin, mêlées à la brume, des fumées d'incendie s'élèvent encore des quartiers dans lesquels les forces de l'ordre ont lancé des opérations. Les petits bâtiments de vie des étudiants, blancs avec

Ils ne sont plus que 150 étudiants ici, sur les 540 qui fréquentent habituellement les lieux

leurs volets ajourés, sont paisibles. Ils ne sont plus que 150 étudiants ici, sur les 540 qui fréquentent habituellement les lieux.

Isolé sur les hauteurs d'une presqu'île à l'ouest du centre-ville, le quartier de l'université est marqué par l'empreinte des « squats », de vastes bidonvilles que les Nouméens ignorent pour la plupart et dans lesquels ils ne s'aventurent guère. De ces poches de pauvreté extrême, peuplées de jeunes Kanak en déshérence, ont jailli des émeutiers en nombre dans la nuit du 13 au 14 mai. Un barrage a fermé la presqu'île.

Muraille de voitures calcinées

Quand l'insurrection a pris à Nouméa, les fumées ont gagné le campus, si denses qu'il devenait difficile de respirer. Noires quand, à Ducos, l'usine de distribution de boissons Le Froid a brûlé. Les communications et Internet ont été coupés brièvement sur le site universitaire. *« On a bien paniqué pendant trois jours, on a organisé des rondes »*, témoigne Morgane, une « métro », candidate à un master d'espagnol en vue de devenir enseignante. Aujourd'hui, s'inquiète cette habitante des quartiers Sud, *« beaucoup vont quitter le pays. On peut les comprendre : à qui faire confiance désormais »* ?

Le pire fut quand le feu a pris sur un chantier jouxtant les laboratoires de chimie, au pied du stade. *« Il y a des bonbonnes de gaz là-bas*, précise Sandro, étudiant en licence d'anglais-espagnol. *Nous avons éteint le feu nous-mêmes. Tous ont alors préparé un sac pour partir. »*

De leurs parents, ils ont reçu des informations tous azimuts. Le Leader Price attaqué à Conception. Des véhicules 4 × 4 qui seraient passés avec des tireurs aux fenêtres à Saint-Michel. *« Avec toutes les fake news et la haine qui inondaient les réseaux sociaux, on a décidé de ne plus les regarder »*, confie Sandro.

Gilda, petite-fille de militaire, travaille dans les labos de recherche en attendant de poursuivre ses études et s'est inquiétée pour sa mère, qui vit à Poindimié. *« Elle a vécu les "événements" des années 1980, et entendre simplement voler un hélicoptère Puma la replonge dans des crises de panique. Mais j'ai préféré rester ici pour me rendre utile. »*

Consigne a été passée immédiatement de ne plus sortir du site et de respecter le couvre-feu. Certains se sont quand même aventurés pour aller faire quelques emplettes de leur choix au supermarché intact le plus proche. Le distributeur de billets situé en contrebas sur la route a été pillé, sa carcasse noircie ressemble à une armoire béante. Des étudiants ont cependant pu parler aux émeutiers, leur demandant de ne pas brûler l'université, ce qui a été entendu. Ce fut aussi le cas à Dumbéa, où la résidence a été épargnée, tandis que le cinéma s'embrasait à proximité. Le maire, là, a pris la décision d'évacuer tous les étudiants.

Samedi 25 mai, les forces de l'ordre ont dégagé le barrage. La muraille de voitures calcinées et de déchets en tous genres avait été érigée sur 800 mètres. Nouville a été libéré. *« La sécurité était déjà un sujet pour nous, ici. Nous avons réussi à protéger tout le monde »*, se réjouit Yannick Lerrant, directrice de la Maison des étudiants, l'équivalent du Crous dans l'Hexagone. Quand tout a démarré, *« il y a eu un bel élan de solidarité »*. Des voisins ont spontanément proposé leur aide. Des livraisons ont pu s'organiser par bateau. *« Nous continuons de recevoir beaucoup de dons. Un traiteur livre des repas que nous prenons en charge »*, poursuit la responsable. La quinquagénaire confie demeurer *« très inquiète »* quant à la suite des événements. *« J'espère que les appels au calme seront entendus. »*

Jean-Marc Waneux habite juste à côté de l'université et a joué les bénévoles, les premiers jours, pour apporter de la nourriture au campus. *« Cela allait au-delà de la cohésion, c'était presque de l'aide humanitaire »*, témoigne-t-il.

Poulet et pommes de terre, salade au crabe et gâteaux… Dimanche, des familles wallisiennes sont venues les bras chargés de victuailles, pour un repas collectif auquel elles ont invité les jeunes présents. *« Ici, c'est la vraie Nouvelle-Calédonie, tout le monde se retrouve, Wallisiens, caldoches, Kanak, tous »*, commente Claude, un des agents du campus. Gilda a retenu du moment les propos du père de famille qui a organisé ce partage, et qui a témoigné avoir vécu les *« événements »* de 1984-1988 : *« Tant que l'on reste debout, on peut tout reconstruire. Il ne parlait pas de politique, et cela m'a fait du bien. »*

« A présent, les frigos sont pleins, et les gendarmes font des patrouilles », sourit Roger Elia, l'indispensable gardien du campus, sur les épaules duquel tous se sont reposés. Les forces de l'ordre se sont postées en contrebas, dans un virage, au niveau de la prison. La vigilance demeure, on redoute toujours des intrusions, mais le calme est revenu et le site a repris ses allures d'île tranquille, flottant au milieu du drame qui se joue alentour.

« Outre la sécurité, l'alimentation et le sommeil, ces besoins vitaux à assurer, nous avons 3 500 étudiants et donc autant de besoins différents pour garder la continuité pédagogique, explique la présidente de l'université, Catherine Ris. *Certains étudiants kanak sont partis, d'autres sont isolés. Nous voulons maintenir le lien par tous les moyens. »*

«La sécurité était déjà un sujet pour nous, ici. Nous avons réussi à protéger tout le monde, il y a eu un bel élan de solidarité»
YANNICK LERRANT
directrice de la Maison des étudiants

Cours à distance

Beaucoup ont pris le bateau, ce lundi matin. Leur soulagement est visible, quai des Volontaires, quand ils entendent leur nom appelé par les agents de la province des Iles qui procèdent à l'embarquement pour rejoindre Ouvéa et leurs familles. Les places sont convoitées, les listes trop courtes pour permettre à tous, lycéens, familles qui se pressent sans être inscrites, d'avoir eux aussi une chance de quitter la ville.

Avec une crainte déjà partagée : comment va se passer la prochaine rentrée, quand ceux qui viennent de se déchirer en deux camps adverses vont se retrouver sur les mêmes bancs des salles de classe ? Les étudiants kanak qui ont rejoint les barrages reviendront-ils à la fac ? La justice doit passer, souligne Rose, qui voudrait travailler à l'avenir comme juriste en milieu carcéral. Mais *« va-t-elle enfermer les bonnes personnes »* ?

Les vacances qui commencent pour les scolaires s'annoncent longues, jusqu'au 17 juin, après deux semaines sans cours déjà écoulées. *« En réalité, les enfants n'attendent que la reprise des cours, et la date du 17 juin est trop lointaine »*, estime Jean-Marc Waneux, le voisin bénévole de Nouville. *« Plus les jeunes restent hors des cours et plus ils sont motivés pour aller sur les points de barrage. Les autres s'enferment, isolés, avec leur peur. Il faut les remettre tous vite dans leur routine pour qu'ils passent cette période »*, estime-t-il.

L'université a mis en place dans la mesure du possible des cours à distance, mettant la priorité sur les trimestres diplômants. *« La présidente a aussi prévu un accompagnement psychologique avant de reprendre les cours*, salue Sandro. *Il faut qu'on ait l'esprit clair sur ce qui s'est passé, qu'on évite les amalgames pour continuer. »* Catherine Ris affronte *« une grande incertitude et un grand questionnement sur la façon dont le campus va rouvrir. Aujourd'hui, chacun a peur de l'autre, il va y avoir un sacré travail pour retrouver la confiance. L'université, qui a été jusqu'à présent le lieu de la neutralité, a dans ce cadre un rôle à jouer pour la société tout entière »*.

Dans la fraîcheur de la fin d'après-midi, un groupe d'étudiants du Vanuatu s'est lancé ce lundi dans une partie de volley-ball. Ils attendent le feu vert de leur consul à Nouméa pour pouvoir partir. Beaucoup sont choqués. Ils ont en effet été emmenés dans les tours du quartier de Magenta les premiers jours par mesure de précaution, mais Magenta s'est finalement embrasé contrairement au campus, et ils n'ont pu que subir, enfermés pendant deux semaines. Désirée, en BTS communication, a le sourire, dans le calme retrouvé. *« Nos grands-parents nous parlent de leur lutte à eux, pour l'indépendance de 1980. On s'attendait à voir des choses comme cela ici, les Calédoniens en passant par là. Cela fera partie de notre histoire aussi. »*

Pour Rose, *« les tensions ont été alimentées par nos politiciens de tous bords qui ont joué le "diviser pour mieux régner". Ils avaient soif de cette violence et on savait tous que cela allait finir en émeutes. Il faut reprendre le processus du pardon de 1988. Maintenant, ce pays, il faut le reconstruire. Et c'est nous qui allons le faire »*. ■

NATHALIE GUIBERT

Depuis l'Allemagne, Macron fait campagne contre le RN

Le président de la République a profité de sa visite d'Etat pour appeler à la mobilisation contre l'extrême droite aux élections européennes

BERLIN, DRESDE (SAXE) - *envoyé spécial*

Une *« fête de l'Europe »* et un public de jeunes Allemands attirés là par un festival de musique : à Dresde (Saxe), Emmanuel Macron a profité du deuxième jour de sa visite d'Etat en Allemagne, lundi 27 mai, pour appeler à la mobilisation contre l'extrême droite dans un rassemblement populaire aux allures de meeting électoral. *« Un vent mauvais souffle sur l'Europe, alors réveillons-nous ! »*, a-t-il lancé. Une autre façon pour lui de s'engager depuis l'étranger dans la campagne des élections européennes, au moment où le camp présidentiel accuse toujours un large retard sur la liste du Rassemblement national (RN), à moins de deux semaines du scrutin du 9 juin.

A peine accueilli par le président de la République fédérale, le social-démocrate Frank-Walter Steinmeier, le chef de l'Etat avait donné le ton, dimanche, à Berlin : *« Défenseur de l'Europe, je considère que c'est ma responsabilité particulière de m'engager dans le débat européen, même comme président, pour démasquer les idées du Rassemblement national »*, a justifié M. Macron dans le parc du château de Bellevue, la résidence de son hôte, à l'entame de cette première visite d'Etat d'un président français depuis celle de Jacques Chirac, il y a vingt-quatre ans.

Si le RN et ses alliés avaient gouverné ces cinq dernières années en Europe, *« nous n'aurions pas eu le vaccin, pas eu de plan de relance européen, pas de capacité à répondre aux défis migratoires en Européens, on n'aurait pas eu de Green Deal européen et une capacité à gérer la décarbonation »*, a renchéri le président français. *« On aurait lâché l'Ukraine pour soutenir la Russie, que soutiennent tous les nationalistes dans nos pays. Et, donc, l'histoire ne serait pas la même »*, a-t-il poursuivi.

Sauver une Europe « mortelle »

Toujours aux côtés de M. Steinmeier, M. Macron est allé, lundi matin, s'incliner devant les stèles de marbre noir du mémorial de la Shoah, érigé après la réunification sur le tracé de l'ancien mur de Berlin, au pied de la porte de Brandebourg. Peu après, dans l'ambassade de France voisine, le chef de l'Etat a décoré Serge et Beate Klarsfeld, qui ont consacré leur vie à la traque des criminels nazis. *« La bonne mémoire,* [c'est] *celle qui permet aussi de se tenir vigilant face à l'antisémitisme, au négationnisme, à la xénophobie »*, a-t-il souligné, saluant l'engagement du couple contre l'antisémitisme, dans le contexte des attaques du Hamas contre l'Etat hébreu. Mais sans faire allusion au récent soutien apporté par les Klarsfeld au RN, eux qui avaient pourtant longtemps combattu le Front national fondé par Jean-Marie Le Pen.

> **« Défenseur de l'Europe, c'est ma responsabilité particulière de m'engager dans le débat européen »**
> EMMANUEL MACRON

A Dresde, le chef de l'Etat a enfoncé le clou, dans un Land de Saxe confronté à la montée en puissance de l'Alternative pour l'Allemagne, la formation d'extrême droite au coude-à-coude avec les sociaux-démocrates et les Verts en vue des européennes – mais loin derrière les chrétiens-démocrates. Le chef de l'Etat a fait applaudir le combat des Ukrainiens face à *« la guerre d'agression russe »*. *« La paix ne signifie pas la capitulation »*, a-t-il précisé.

« Je ne parle pas à l'Europe de l'Est, je parle à son centre, ici à Dresde », a dit Emmanuel Macron sur le parvis de l'église Notre-Dame, un site emblématique des changements survenus dans la région : détruit par les bombardements alliés à la fin de la seconde guerre mondiale, réduit à l'état de ruine du temps de la République démocratique allemande, le monument a été reconstruit à l'identique depuis la réunification allemande. Ce qui n'empêche pas une partie des citoyens de la région de se sentir *« déclassés »* ou *« frustrés »*, ici comme ailleurs. *« Regardons autour de nous la fascination pour les régimes autoritaires. Regardons autour de nous le moment illibéral que nous vivons »*, a-t-il observé en référence à la Hongrie de Viktor Orban, pour appeler à un *« réveil démocratique »*.

« Nous ne pouvons que répondre ensemble à ces défis », a enchaîné le chef de l'Etat, sous les applaudissements nourris de la foule, pour convaincre ses partenaires allemands de prendre des *« décisions historiques »* afin de sauver une Europe *« mortelle »*. *« L'Allemagne peut compter sur la France et la France compte sur l'Allemagne »*, a-t-il assuré.

Emmanuel Macron en a profité pour reprendre de larges parties de son discours de la Sorbonne, le 25 avril. Il nous faut *« penser le cadre commun de sécurité de l'Europe pour elle-même et par elle-même*, a-t-il dit. *Arrêtons sur cette question d'être totalement nationalistes ou totalement atlantistes, soyons résolument franco-allemands, résolument européens. »* Le chef de l'Etat a également plaidé pour muscler le niveau des investissements sur le Vieux Continent, à l'heure où les Etats-Unis et la Chine ne rechignent pas à la dépense. Il propose de doubler la force de frappe budgétaire de l'Union. *« Vive l'Europe »*, a lancé pour finir le président. Un *Hymne à la joie* a été entonné, chanté en français et en allemand, par un chœur germano-polonais.

Après ces festivités, le président français devait passer mardi aux travaux pratiques, avec un conseil des ministres franco-allemand, réunis à Meseberg, au nord de Berlin. Si Frank-Walter Steinmeier compte bien sur ce déplacement pour réchauffer les relations passablement tendues entre la France et l'Allemagne, il s'agira cette fois de convaincre le chancelier, Olaf Scholz. ■

PHILIPPE RICARD

Au colloque Giscard, nostalgie et petites vacheries

Colloque anniversaire devant prestigieux parterre. Mort le 2 décembre 2020, en pleine crise sanitaire, Valéry Giscard d'Estaing, qui n'avait pas souhaité d'hommage national, a quitté la scène discrètement, à 94 ans. Près de quatre ans plus tard, lundi 27 mai, pour le 50e anniversaire de son investiture à l'Elysée, toute la République d'aujourd'hui et d'hier a défilé pour lui rendre hommage, à l'occasion d'un colloque organisé par la Fondation Valéry-Giscard-d'Estaing, sous l'égide de l'Institut de France. L'occasion pour les responsables politiques invités de délivrer, au milieu d'unanimes louanges à ce président qui fut pourtant si mal-aimé de son vivant, quelques messages subliminaux, dont certains peu amènes.

« J'ai jeté la rancune à la rivière », avait dit un jour « VGE », qui a longtemps reproché à Jacques Chirac d'avoir précipité sa défaite face à François Mitterrand. Ce n'est pas le cas de Nicolas Sarkozy qui a profité de cette tribune pour régler quelques comptes, opposant Giscard, soudain paré de toutes les vertus, à Chirac. Il a notamment raconté combien le premier s'était montré *« délicat »* et *« prévenant »* au moment de son divorce d'avec Cécilia, *« s'enquér*[ant] *de savoir* [s'il] *n'avai*[t] *pas trop de peine »*, tandis que le second, en apparence plus naturellement sympathique, n'avait pas montré autant de *« sensibilité »*, alors même qu'il le connaissait depuis *« bien plus longtemps »*.

Eloge de la « rationalité »

De son côté, Edouard Philippe s'est inspiré du giscardisme pour mieux se distinguer, en creux, d'Emmanuel Macron, dont il brigue la succession. Lui qui goûte peu à l'impulsivité du président s'est livré à l'éloge de la *« rationalité »*, marque de fabrique de l'ancien président. Tout comme il a loué la lecture de la Constitution faite par Giscard, qui – comme l'a rappelé l'ex-ministre Dominique Bussereau – *« ne gouvernait pas de manière monarchique »*, avait *« un tout petit cabinet »* et *« ne voyait pas ses ministres »*. *« Présider et gouverner sont deux choses différentes. Giscard a compris qu'il ne devait pas vouloir gouverner. Je suis convaincu qu'il avait raison »*, a affirmé Edouard Philippe, dans un tacle à peine masqué à la présidence, à la fois verticale et touche-à-tout, d'Emmanuel Macron.

> « J'AI JETÉ LA RANCUNE À LA RIVIÈRE », AVAIT DIT UN JOUR « VGE ». CE N'EST PAS LE CAS DE NICOLAS SARKOZY

L'ex-premier ministre a fait sourire alors qu'il était interrogé sur la difficulté de se trouver dans une majorité tout en n'appartenant pas au parti du président, ce qui – comme Giscard avec de Gaulle et Pompidou – est aussi son cas. Est-ce le meilleur moyen de briguer la succession ? *« Au revoir ! »*, a-t-il coupé, mimant les adieux du président congédié, refusant de *« continuer sur cette ligne de discussion »*.

Avant lui, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a loué *« un président à l'écoute du Parlement »*, ayant fait adopter ses réformes, comme celle de l'interruption volontaire de grossesse, *« en allant chercher ses opposants politiques »*. *« Ça fait rêver... »*, a soupiré celle qui est confrontée à l'hyper-présidence de Macron d'un côté, à la majorité relative, de l'autre.

Alors que le paysage politique n'a jamais été aussi confus et fragile, chacun a rendu hommage à la solidité, à *« l'intelligence rare »* et au *« courage »* de l'ancien président, dans un élan inquiet de nostalgie. *« La politique française ne mourra jamais d'une accumulation de talents mais d'une disparition de talents*, a conclu Nicolas Sarkozy. *Qu'on l'aime, ou pas, Giscard était une référence. »* Cette fois, nulle ironie. ■

SOLENN DE ROYER

Fin de vie : le gouvernement tente de contrer les critiques lors des débats parlementaires

La ministre de la santé, Mme Vautrin, entend obtenir un retour au « texte effectif et équilibré »

Rassurer et revenir à l'« équilibre ». Les députés ont entamé, lundi 27 mai, l'examen du projet de loi à l'Assemblée nationale sur l'accompagnement des malades et de la fin de vie. L'occasion pour le gouvernement de tenter de lever les doutes et de contrer les critiques sur la portée du texte. Qu'ils soient opposés ou favorables au projet, la plupart des députés ont exprimé leurs interrogations ou leurs craintes s'agissant de la mise en œuvre d'une aide à mourir qu'instaure le texte pour la première fois en France. L'expression recouvre la possibilité de demander à un médecin d'accéder à une mort médicalement assistée. Seuls peuvent prétendre y accéder les malades majeurs atteints d'une *« affection grave et incurable »* entraînant des douleurs physiques et psychologiques *« insupportables »*.

Catherine Vautrin, ministre de la santé chargée de porter le projet de loi, s'est efforcée de convaincre que le cadre prévu au départ pour cette aide à mourir était *« clair, précis et protecteur »*. Rappelant que cinq conditions *« strictes »* d'accès avaient été prévues, elle a insisté sur l'une : la capacité de discernement du malade. Elle doit être intacte du début à la fin de la procédure. La *« clé de voûte »* est la *« volonté libre et éclairée du patient »*, a poursuivi Mme Vautrin. Elle doit être *« effective »* au moment où il formule une demande et lorsqu'il exprime de nouveau son souhait avant le geste létal.

Sur les bancs des députés favorables au texte, *« il y a ceux qui, comme moi, s'interrogent »*, a toutefois déclaré Geneviève Darrieussecq, députée (démocrate) des Landes : *« Les verrous sont-ils suffisants ou surtout durables pour réserver l'aide à mourir aux seuls malades qui ont des douleurs réfractaires ? »* Comment *« éviter »*, a poursuivi l'ancienne ministre déléguée des armées de 2020 à 2022, que l'aide à mourir ne soit demandée et accordée à des personnes *« plus fragiles »* et *« plus vulnérables »* ?

Sandrine Rousseau, députée (écologiste) de Paris, a estimé, à l'inverse, que la version initiale du projet de loi aurait abouti à une application *« marginale »* de l'aide à mourir. Le projet du gouvernement n'était à ses yeux qu'un *« texte d'intention »* comportant des critères trop restrictifs.

Issu des travaux de la commission spéciale, qui a entrepris de modifier la copie gouvernementale avant son arrivée dans l'Hémicycle, le texte examiné en séance comprend des critères d'accès à l'aide à mourir élargis à la faveur d'amendements portés en commission par la gauche, mais aussi par une partie des députés de la majorité présidentielle. Le Parti socialiste, les écologistes et les députés « insoumis » ont annoncé leur volonté de poursuivre l'assouplissement du texte au cours des débats, qui doivent durer quinze jours au Palais-Bourbon. Mme Vautrin entend, elle, obtenir un retour au *« texte effectif et équilibré »*. Elle peut compter sur le soutien d'Agnès Firmin Le Bodo, présidente de la commission spéciale.

Ex-ministre du gouvernement d'Elisabeth Borne et cheville ouvrière du projet de loi, Mme Firmin Le Bodo estime que *« la société est mûre pour avancer sur le sujet de l'aide à mourir. Mais elle a besoin d'être rassurée*, explique-t-elle au *Monde*. *Le texte a été construit pour être acceptable par nos concitoyens. Beaucoup sont très hésitants, mais lorsque je leur explique le projet que porte le gouvernement, ils me disent qu'ils ne voient pas ce qu'ils peuvent lui opposer »*.

La question fracture

L'épure originale du projet ne fait pas l'unanimité au sein des députés macronistes. Corapporteuse du texte, la députée (Renaissance) d'Ille-et-Vilaine Laurence Maillart-Méhaignerie a justifié, lundi, la modification d'une des conditions d'accès à l'aide à mourir votées en commission. Pour évaluer l'éligibilité d'un malade, le *« pronostic vital engagé à court ou à moyen terme »* a été remplacé par le critère d'*« une maladie incurable en phase avancée ou terminale »*.

Ce changement rend éligibles à l'aide à mourir des personnes atteintes d'affections incurables dont l'espérance de vie peut être de plusieurs années. C'est le cas de certaines maladies neurodégénératives. Rapporteur général du texte, Olivier Falorni, député (démocrate) de Charente-Maritime, défend, lui, cette nouvelle condition. La question fracture la majorité présidentielle.

Le gouvernement s'est voulu rassurant sur l'autre volet du projet de loi, qui prévoit le développement des soins palliatifs. Mme Vautrin a rappelé que 1,1 milliard d'euros supplémentaires sur dix ans seront consacrés au secteur financé à hauteur de 1,6 milliard d'euros chaque année par la Sécurité sociale.

Ce qui n'a pas empêché les députés Les Républicains (LR) et Rassemblement national de tenter de ferrailler sur le terrain sémantique avec le gouvernement. Ils ont critiqué la terminologie choisie pour désigner les soins palliatifs, rebaptisés « soins d'accompagnement ». *« Ce changement de terme vise à créer un continuum entre soins palliatifs et suicide assisté et euthanasie, absolument contraire à l'origine des soins palliatifs »*, a dénoncé Patrick Hetzel, député (LR) du Bas-Rhin. Mme Vautrin a récusé le procès d'intention. Mais ses tentatives et celles des députés de la majorité pour justifier le choix de l'expression « soins d'accompagnement » n'ont pas dissipé la « suspicion » de l'opposition. ■

BÉATRICE JÉRÔME

JUSTICE

Narcotrafic : le procès de l'ex-maire de Canteleu suspendu pour la semaine

A peine ouvert lundi 27 mai, le procès de l'ex-maire de Canteleu (Seine-Maritime), Mélanie Boulanger, jugée avec 18 autres prévenus pour un vaste trafic de drogue, a été suspendu jusqu'à la semaine prochaine pour des raisons procédurales. Dans l'attente d'un éventuel examen d'un pourvoi en cassation, la 13e chambre du tribunal correctionnel de Bobigny a mis l'affaire *« en continuation »* au 3 juin. La poursuite éventuelle du procès dépendra de la haute juridiction. – *(AFP.)*

Pierre Palmade renvoyé devant le tribunal pour « blessures involontaires »

L'humoriste a été renvoyé, lundi 27 mai, devant le tribunal pour « blessures involontaires », aggravées par la prise de drogues. Pierre Palmade avait percuté une voiture le 10 février 2023 sur une départementale de Seine-et-Marne. Outre le comédien, l'accident avait fait trois blessés graves : un père, son fils de 6 ans et sa belle-sœur, qui a perdu le bébé qu'elle attendait. Déjà condamné en 2019 pour usage de stupéfiants, *« Pierre Palmade encourt une peine de quatorze ans d'emprisonnement et 200 000 euros d'amende »*, a précisé le procureur de Melun, Jean-Michel Bourlès. – *(AFP.)*

Une enseignante agressée au couteau dans le Maine-et-Loire

Un lycéen de 18 ans a été placé en garde à vue, lundi 27 mai, après avoir agressé au couteau sa professeure d'anglais dans son lycée à Chemillé-en-Anjou (Maine-et-Loire). La victime, dont la vie n'est pas en danger, *« n'a pas l'air (...) d'avoir été choisie à l'avance »*, a déclaré le procureur de la République d'Angers, Eric Bouillard, précisant ne retenir aucun *« motif religieux »*. *« La seule chose qu'il exprime, c'est un mal-être. »* Une enquête pour « tentative de meurtre » a été ouverte. – *(AFP.)*

La marine française saisit 2,4 tonnes de cocaïne au large de la Martinique

La marine française a saisi 2,4 tonnes de cocaïne sur un navire de pêche vénézuélien en Atlantique, à environ 1 500 kilomètres au nord-est de la Martinique, ont fait savoir, lundi, les forces armées aux Antilles (FAA). *« Cette septième saisie de l'année 2024 porte le bilan des FAA à plus de 12 tonnes de produits stupéfiants retirées des réseaux de distribution »*, ont précisé les forces armées. – *(AFP.)*

Le Monde
MERCREDI 29 MAI 2024

Marion Maréchal, une Le Pen avant tout

La tête de liste Reconquête ! aux européennes et Eric Zemmour divergent sur le positionnement face au RN

Le visage caché sous une capuche, le dos fatigué de porter un gros sac, des ampoules aux pieds, Marion Maréchal a interrompu sa campagne samedi 18 mai. La tête de liste de Reconquête ! aux élections européennes a profité du pèlerinage traditionaliste de Chartres pour s'offrir un *« moment d'introspection »* de treize heures. *« Une démarche personnelle et spirituelle »* que l'ancienne députée d'extrême droite n'a pas souhaité médiatiser, pas plus qu'elle ne veut livrer l'éventuel bilan politique tiré de sa déambulation lorsque *Le Monde* la rencontre, deux semaines avant le scrutin.

A quoi a-t-elle pensé, cette déjà vieille figure de la politique française de 34 ans, sur le chemin de Chartres ? A son prochain coup d'éclat sur les réseaux sociaux, après y avoir relancé de manière outrancière le débat sur la gestation pour autrui ? A l'opportunité d'avoir rejoint un mouvement tout entier construit au service de l'ambition présidentielle d'un seul homme, Eric Zemmour ? Ou à Marine Le Pen, qui s'envolait au même moment pour Madrid et l'internationale de l'extrême droite réunie par le parti Vox ?

La présence de Marion Maréchal dans la capitale espagnole, en compagnie d'Eric Zemmour, avait pourtant été annoncée par la direction de Reconquête ! Aucun des deux n'a finalement traversé les Pyrénées : la tête de liste dit avoir préféré le « pélé » (de Chartres) et la préparation d'un énième débat télévisé. A son parti, elle a aussi expliqué ne pas vouloir apparaître au même événement que sa tante. Ainsi a-t-elle laissé la triple candidate à la présidentielle porter seule la voix française contre l'immigration sur la scène xénophobe européenne. Comme un symbole, pour sa nièce, d'une campagne inlassablement engoncée entre l'ombre pesante de sa famille et les déchirements stratégiques assumés au sommet de sa nouvelle chapelle politique.

Sur le fond, rien ne sépare Marion Maréchal des zemmouristes historiques, cette bande emmenée par Sarah Knafo et liée par une allégeance absolue à l'ancien membre de la rédaction du *Figaro*. Tous font de la lutte contre l'immigration et une prétendue *« islamisation »* du pays leur *« priorité vitale »* de chaque élection. Tous partagent le même champ lexical racialiste, adhèrent à la théorie raciste et complotiste du « grand remplacement » : de la promesse d'une *« remigration »* au recensement irrépressible de *« francocides »* dans l'actualité, en passant par le fantasme d'une *« guerre de civilisation »*. Le parti la laisse libre aussi d'exprimer une ligne conservatrice et économiquement libérale qui n'avait plus droit de cité au Front national (FN). Elle l'avait quitté en 2017, voulant éviter un *« conflit ouvert »*. Déjà.

Lors des débats, elle a poliment ignoré Jordan Bardella, concentrant ses flèches sur François-Xavier Bellamy

« Une quasi-famille »

Mais une divergence stratégique s'est rapidement installée dans sa campagne, divisant le parti en deux camps : d'un côté, Marion Maréchal, qui refuse de considérer le RN autrement que comme un futur partenaire au pouvoir ; de l'autre, Eric Zemmour et les siens, pour qui le salut de Reconquête ! passe par une clarification nette et sans affect avec le premier parti d'extrême droite, la dénonciation de ses *« renoncements »* et le procès en incompétence de ses dirigeants.

La ligne d'un duel avec Les Républicains (LR) mettait tout le monde d'accord il y a neuf mois. Depuis, Sarah Knafo a changé son fusil d'épaule, estimant prioritaire d'endiguer le départ de ses troupes vers Jordan Bardella. Et les vidéos de Marion Maréchal tendant la main à celui qui, selon les sondages, aspire ses voix, paraissent dans son camp tout à fait décalées.

La tête de liste du RN ne se prive jamais de rabaisser sa rivale. Il la prédit sous les 5 % depuis un an, a maintenu son pronostic durant la campagne et juge qu'Eric Zemmour aurait fait un meilleur score que Marion Maréchal. Quant à la cohérence idéologique défendue par son aînée, voici ce qu'il en dit : *« La seule fois où Marion s'est fait élire députée, c'était sur la retraite à 60 ans et la sortie de l'euro. »* Marion Maréchal, de son côté, refuse de commenter la campagne de Jordan Bardella, ne serait-ce que d'une phrase – elle est beaucoup plus loquace sur François-Xavier Bellamy. Lors des différents débats entre têtes de liste, elle a poliment ignoré le candidat du RN, concentrant ses flèches sur celui de LR.



Marion Maréchal, lors d'un meeting de campagne de Reconquête !, à Paris, le 10 mars. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Sept ans après son départ tonitruant du FN, Marion Maréchal est rattrapée par son héritage. Les mêmes qui saluaient hier son courage de fuir l'entreprise politique familiale gaussent aujourd'hui sur son incapacité à s'en désolidariser publiquement. *« Cette question sera toujours présente »*, admet-elle. *Je vois Marine dans le cadre familial, ma fille va voir ses chats… Evidemment que cela joue, mais j'arrive à faire cohabiter les deux. »*

Elle juge inopérantes les attaques contre le RN, ce que corrobore un ancien de la maison, le sénateur (Reconquête !) des Bouches-du-Rhône, Stéphane Ravier : *« J'ai bien tenté, moi, de les dézinguer, Bardella et Marine Le Pen. Mais je me suis pris en pleine poire les électeurs. Le vote RN relève d'un sentiment d'appartenance à une quasi-famille : leurs soutiens n'aiment pas que vous attaquiez un membre, même peu courageux, du clan. »*

En refusant de critiquer ouvertement le RN, Marion Maréchal conserve une vraie cote de popularité à l'extrême droite, notamment chez les vétérans lepénistes. Et assume de positionner le parti qu'elle représente comme le futur partenaire subalterne de son ancienne famille : *« Le RN ne peut pas gagner seul, il est incontournable, mais pas suffisant. Ils ont besoin de forces d'appoint, et les coalitions s'imposent par le rapport de force. »* Sarah Knafo, sa troisième de liste et tête pensante du parti, refuse à l'inverse de s'imaginer comme une force supplétive et croit encore possible de dépasser le RN afin de lui imposer sa radicalité.

Dimension « sacrificielle »

Marion Maréchal reste une énigme politique que cette première campagne nationale n'a pas permis d'élucider. Il lui manque, de l'avis de ceux qui la côtoient depuis dix ans, pas mal de qualités qui semblent indispensables : la confiance en soi, le sens politique, le goût de la formule qui claque, la capacité à s'entourer. Trois fois rien. Elle compense par une incarnation physique, un segment idéologique identifié et une réelle aisance en débat. Ses neuf mois de campagne n'auront pas permis de répondre de manière certaine à la question que se posent ceux qui l'ont côtoyée : aime-t-elle vraiment la politique ? Elle-même semble franchement en douter, comme lorsqu'elle mentionne la dimension *« sacrificielle »* de son engagement. Les proches d'Eric Zemmour relèvent qu'elle ne s'est pas aventurée sur un marché depuis septembre 2023.

« Le RN est incontournable mais pas suffisant. Il a besoin de forces d'appoint »
MARION MARÉCHAL

Quel que soit le résultat du 9 juin, le scrutin sonnera l'heure du bilan chez Reconquête ! pour Marion Maréchal. Un résultat inférieur à 5 %, seuil nécessaire à l'élection d'eurodéputés, annihilerait sans doute son avenir politique personnel. Un autre score, même honorable, ne poserait pas moins la question de sa place auprès d'Eric Zemmour. Elle refuse d'envisager sa relégation : *« Ils vont faire quoi ? Ils vont me virer ? »* Certains, au RN, se font déjà un plaisir de faire courir la rumeur d'un départ de la *« nièce »*, de retour dans l'orbite de l'ex-FN par l'entremise d'un parti satellitaire.

Une hypothèse qu'elle refuse d'envisager : *« Si j'ai fait tout cela, avec tout ce que cela comportait de conséquences familiales, c'est que c'était un choix de longue durée. »* Mais les meilleurs connaisseurs des Le Pen rappellent que leur aventure politique relèvera toujours du conseil de famille, les liens du sang primant sur toute considération idéologique ou stratégique. Le 22 mai, l'animateur potache et populiste Cyril Hanouna a posé à Marion Maréchal cette question : si un bateau abritant Eric Zemmour et Marine Le Pen venait à couler, qui la mère de famille sauverait-elle en premier ? Elle a d'abord ri, gênée. Mais n'a pas esquivé : *« La famille d'abord. »* ■

CLÉMENT GUILLOU ET CORENTIN LESUEUR

A Reconquête !, une campagne sur fond de « deal politico-financier »

La délivrance de 1 million d'euros a fait l'objet d'un conflit, en mars, entre l'équipe de Marion Maréchal et les proches d'Eric Zemmour

J'ai non seulement besoin de votre vote, le 9 juin, mais j'ai aussi besoin de votre aide et de votre soutien, notamment financier. » Ce 17 avril, à deux mois des élections européennes dans lesquelles elle mène la liste de Reconquête !, Marion Maréchal publie sur ses réseaux sociaux un appel aux dons – que le parti Reconquête ! ou Eric Zemmour ne relaient pas. Pourquoi la candidate d'un parti qui vit confortablement et a le soutien des banques est-elle contrainte de faire appel à ses donateurs ? Comme l'a appris *Le Monde*, la délivrance d'une partie des fonds de campagne, d'un montant de 1 million d'euros, a fait l'objet d'un conflit, au mois de mars, entre l'équipe de Marion Maréchal et la direction de Reconquête !.

Le parti finançant seul la campagne, à hauteur du plafond de remboursement des dépenses par l'Etat – autour de 4,3 millions d'euros –, l'arme financière a été brandie par les proches d'Eric Zemmour au plus fort des tensions, au moment de son grand meeting de campagne, au Dôme de Paris, le 10 mars. Ce n'est qu'après une réunion de clarification, visant à rappeler à Marion Maréchal le *« deal politique »* entre elle et Eric Zemmour, que le million d'euros retenu a été libéré. La campagne, toutefois, n'a jamais été à court d'argent et n'a pas été entravée par cet épisode, assure-t-on dans chaque camp.

Cet événement est une manifestation parmi d'autres de la tension qui a régné à Reconquête ! tout au long de la campagne. Fin mars, *Le Point* révélait l'état très dégradé des relations entre Eric Zemmour et Marion Maréchal : la tête de liste reprochait au candidat à l'élection présidentielle de lui prendre une partie substantielle de son temps de parole. L'absence d'Eric Zemmour dans les éléments de communication du parti a fait l'objet de tensions récurrentes. Comme s'en félicite un acteur au cœur de la campagne, soutien de l'ancien candidat à l'élection présidentielle, les zemmouristes historiques ont fait comprendre à la campagne de Marion Maréchal que les finances, les réseaux sociaux et les fichiers d'adhérents leur appartenaient. Le sénateur Reconquête ! des Bouches-du-Rhône Stéphane Ravier, seul élu national du parti, se dit navré : *« Si je commence à raconter comment s'est passée cette campagne… Tout ce que je sais, c'est que l'argent a fini par arriver. »*

« Tout ce que je sais, c'est que l'argent a fini par arriver »
STÉPHANE RAVIER
sénateur Reconquête ! des Bouches-du-Rhône

Stanislas Rigault, membre de la direction de Reconquête ! et proche d'Eric Zemmour, assure qu'*« il n'a jamais manqué d'argent au cours de la campagne »*. Son versement aurait cependant été conditionné au *« deal politique et financier »* liant certains paiements à des engagements ayant trait à la composition de la liste ou au rythme de la campagne. La nomination du polémiste Jean Messiha, réapparu au début du mois de mai contre l'avis de Marion Maréchal, a notamment fait partie des discussions, selon plusieurs sources issues des deux camps. Ce compagnon de route de la campagne présidentielle a récupéré la huitième place, initialement attribuée à Philippe Vardon, directeur de campagne.

Priée de confirmer que les versements d'argent du parti vers son association de financement se sont taris inopinément, Marion Maréchal a opposé au *Monde* un long silence. Interrogé sur un éventuel chantage financier, Philippe Vardon *« ne souhaite pas faire de commentaire sur ce sujet. Le plus important est d'avoir pu faire la campagne qu'on a voulue sur la durée »*.

« Moment de stress »

Du côté d'Eric Zemmour, sa compagne Sarah Knafo dément tout chantage et insiste sur la générosité du parti pour l'embauche de personnel proche de Marion Maréchal. La stratège de Reconquête ! assure qu'un sondage Elabe, paru la veille du jour du meeting de Paris et donnant la liste à 4,5 %, juste au-dessus des 3 % requis pour être remboursés, a donné des frissons au trésorier du parti, Gilbert Payet. Lequel aurait, dit-elle, réclamé une réunion à l'équipe de Marion Maréchal pour rappeler *« que le parti ne pouvait prendre les risques financiers seul si les risques politiques n'étaient pas pris ensemble. A ce moment de stress,* ajoute-t-elle, *on décide d'une réunion politique avant de pouvoir redonner 1 million, mais on ne peut pas parler de blocage. »* Lors de cette réunion, les zemmouristes auraient accordé à Marion Maréchal toutes ses exigences en matière de temps de parole. Quant à l'organisation de la liste, un chantage financier n'aurait pas été nécessaire, répond-elle, du fait de la composition de la commission d'investiture, dominée par les historiques du parti.

Interrogé, Gilbert Payet donne une version différente, assurant n'avoir jamais eu peur de ne pas être remboursé et ne pas être le seul demandeur de cette réunion de conciliation. *« Il fallait que l'on soit sûr, lorsque les choses se tendaient, qu'un accord politique était encore possible. Mais à aucun moment il n'y a eu de tension budgétaire qui aurait empêché de faire campagne. Il y avait toujours de la marge. »* ■

CL. GU. ET C. L.

Enquête sur la gestion des fonds municipaux de la maire de Rognac

Le parquet s'intéresse aux dépenses de l'édile de la ville des Bouches-du-Rhône Sylvie Miceli-Houdais, ainsi qu'à celles de son prédécesseur, l'actuel sénateur Stéphane Le Rudulier

MARSEILLE - *correspondant*

C'est une réunion de crise qu'ont tenue, jeudi 23 mai à l'hôtel de ville de Rognac (Bouches-du-Rhône), la maire Sylvie Miceli-Houdais (Union des démocrates et indépendants) et son prédécesseur et mentor, le sénateur Les Républicains (LR) Stéphane Le Rudulier. Autour d'eux, la vingtaine d'élus qui forment encore leur fragile majorité municipale, dans cette ville de 12 000 habitants. Des élus, qui, comme une bonne partie des résidents de cette cité qui borde l'étang de Berre, demandaient des explications sur les révélations de la presse sur la gestion des fonds municipaux.

En novembre 2023, une enquête du *Monde* avait dévoilé une partie des largesses du sénateur et de la maire avec les règles et l'argent public. Le 14 mai, le site d'information *Marsactu.fr* a révélé qu'*« hôtels de luxe, voyages et spiritueux »* ont été payés sur des fonds municipaux par les deux élus. *« Une campagne de désinformation purement et uniquement à l'avantage de notre opposition »*, répondait deux jours plus tard la maire lors d'un conseil municipal expédié en vingt-deux minutes, visant sans les nommer d'anciens compagnons de route ayant démissionné de leurs mandats.

Entre janvier et octobre 2023, plus de 86 000 euros de paiements sont effectués sur la carte de la mairie

Une ligne de défense qui s'écroule quand *Marsactu.fr* et *La Provence* précisent que ces *« frais somptuaires »* ont été signalés en début d'année à la justice par une fonctionnaire nouvellement arrivée en mairie. Une enquête préliminaire a été ouverte le 17 avril par le parquet d'Aix-en-Provence sur la base de ce signalement. La lanceuse d'alerte, elle, a été auditionnée.

Une carte d'achat

Comme l'avait fait *Marsactu*, *Le Monde* s'est procuré des relevés liés à la carte bancaire municipale et au signalement de la fonctionnaire. Mais a aussi consulté les dépenses sur des fonds publics du sénateur. L'absence de lien évident entre certains achats, que nous avons pu documenter entre 2019 et 2024, et les mandats des deux élus interroge – tout comme le caractère timide du contrôle par les autorités de tutelle, voire son absence. M. Le Rudulier conteste toute dépense illégale. Mme Miceli-Houdais n'a pas répondu à nos sollicitations.

Dans un courriel adressé à ses collaborateurs, la maire a regretté lundi 27 mai *« les pressions politiques et médiatiques »*, rappelant qu'*« il est essentiel de ne pas se laisser intimider (...) et de rester fidèles à nos valeurs fondamentales : l'intégrité, la déontologie et l'intérêt général »*.

Mi-avril 2017, Stéphane Le Rudulier, alors maire de Rognac depuis un an, se dote d'une carte d'achat. Similaire à une carte bancaire classique – sans permettre les retraits d'espèces –, elle donne à son détenteur la possibilité d'effectuer de petites dépenses au nom de la collectivité, sans passer par de complexes marchés publics. Entre 2017 et 2024, les indemnités de base des maires ont stagné (passant de 2 500 à 2 671 euros brut mensuels, auxquelles peuvent s'ajouter des majorations). Sur la même période, les achats sur cette carte détenue par le maire puis sa successeure explosent. Entre janvier et octobre 2023, plus de 86 000 euros de paiements sont effectués.

Certains achats ont-ils constitué un complément de revenu ? C'est ce que suspecte la fonctionnaire qui a alerté la justice. Dans son signalement, elle indique avoir relevé en 2023 des dépenses moyennes de *« 1 000 euros par mois de tabac* [allant jusqu'à 1 400 euros en août 2023]*, 1 500 euros par mois de spiritueux, de 1 500 euros à 3 000 euros mensuels de billets d'avion (...), de 1 500 euros à 6 000 euros de frais d'hôtel par mois »*. *« 35 000 euros* [ont été dépensés] *pour meubler* [le] *bureau »* de la maire, ajoute-t-elle.

Dans le détail, les documents comptables montrent que la carte municipale a servi à payer en août 2023 un hôtel et divers frais en Corse pour 976 euros, alors que la maire était en vacances. Plusieurs séjours dans des hôtels spa quatre et cinq étoiles à Aix-en-Provence, non loin de Rognac, ont également été payés avec cette carte – cinq pour un total de 2 250 euros entre mars et mai 2022. Mme Miceli-Houdais s'est également fait soigner deux dents, pour 100 euros, sur des fonds municipaux.

Quant aux repas – chiffrés à *« 37 000 euros »* sur 2023 par la lanceuse d'alerte –, la majorité d'entre eux n'avait pas de but protocolaire, selon nos informations : les élus municipaux déjeunaient entre eux, parfois accompagnés du sénateur lorsqu'il était à Rognac, où il avait installé sa permanence.

Face aux accusations, la maire et le sénateur ont de nouveau rappelé leur ligne de défense aux conseillers municipaux lors de la réunion de crise du 23 mai : jamais le service de gestion comptable de Berre-l'Etang n'aurait laissé faire ses dépenses si elles avaient été frauduleuses. La direction régionale des finances publiques des Bouches-du-Rhône conteste cet argumentaire : *«* [Nous n'avons] *pas à apprécier le bien-fondé des dépenses transmises par la collectivité.* [Nous réalisons] *les contrôles auxquels* [nous sommes tenus] *réglementairement et* [procédons] *ensuite à leur paiement sans porter d'avis sur l'opportunité des dépenses. »*

Les services de la préfecture des Bouches-du-Rhône se dégagent également de cette responsabilité : *« L'utilisation de la carte d'achat au sein d'une collectivité relève de la chaîne du contrôle interne et comptable. »*

Tous deux renvoient vers le contrôle effectué au sein de la mairie. Or, depuis l'élection de Stéphane Le Rudulier comme édile en 2016, et encore davantage depuis celle de Sylvie Miceli-Houdais en 2020, le turnover des agents y est inhabituel. En mai 2021, la directrice générale adjointe (DGA) des services chargée des finances est rétrogradée au poste de chargée de mission des finances au centre communal d'action sociale.

Après avoir contesté cette réaffectation devant le tribunal administratif et conclu un accord à l'amiable avec la mairie, elle est réintégrée en octobre 2022 à la gestion des finances, à un poste inférieur à son ancien poste de DGA. Désormais, elle travaille à distance et ne répond plus qu'à la sœur de la maire, nommée contrôleuse de gestion après avoir dirigé les politiques éducatives, sportives et culturelles de la commune.

Le signalement adressé au parquet comporte une autre raison qui pourrait expliquer l'absence d'alerte. Une partie de ces dépenses effectuées avec la carte d'achat ont été imputées à d'autres postes comptables que celui des frais des élus, dont la très vague catégorie « comptes divers ».

Facture de restaurant modifiée

Loin de Rognac, la gestion des fonds publics par Stéphane Le Rudulier intéresse aussi le Sénat. Les contrôles du comité de déontologie sur son usage de l'avance de frais de mandat (AFM), 5 900 euros mensuels destinés à couvrir ses dépenses de fonction, ont abouti à quelques demandes de remboursement ces dernières années. Parmi eux, une partie des repas dont le tarif par convive dépassait les 100 euros – seuil considéré comme *« raisonnable »* par le Sénat – et d'un cartable chez Montblanc payé 615 euros..., mais aussi l'intégralité d'un séjour de deux nuits en hôtel spa à Aix-en-Provence à plus de 1 000 euros.

Le sénateur avait justifié la dépense au Sénat en expliquant qu'il avait fait venir ses deux collaborateurs parlementaires parisiens pour qu'ils participent à l'organisation *« d'un colloque autour de* [son] *bilan d'activité »*. Or la facture ne comportait qu'une seule chambre et était libellée au nom de *« Madame (le sénateur) »*, a noté le comité de déontologie en retoquant la dépense.

Début décembre 2023, à la suite des révélations du *Monde*, le comité a invité le sénateur à s'expliquer. Auprès de ses collègues, l'élu s'est engagé à rembourser une partie de frais de bouche dépassant les seuils autorisés, ainsi que plus de 950 euros d'achats de cigares – ce qu'il conteste maintenant *« aucun cigare n'a jamais été in fine comptabilisé par les frais de mandat du Sénat »*. *« Certains achats* [de cigares] *ayant été intégrés par erreur dans le système (...) ont été sortis de la comptabilisation »* de l'AFM, précise-t-il.

Notre enquête de novembre 2023 faisait également état d'un déjeuner, un dimanche de juillet 2021, à La Villa Madie, un restaurant étoilé sur les hauteurs de Cassis (Bouches-du-Rhône). Montant de la note, payée sur son AFM : près de 900 euros, dont 300 euros d'alcools divers, du Dom Pérignon à la vodka orange, pour trois convives.

Selon nos informations, il s'agissait d'un déjeuner privé, ce que le sénateur avait fini par confirmer au *Monde*, après avoir déclaré le contraire. *« Il m'était difficile lors de notre entretien de recontextualiser un repas datant de près de trois ans,* explique-t-il. *D'où mon hésitation initiale. Après recherche, il s'avère (...) que la facture transmise à la commission déontologique indique dix convives. »*

Cette dernière, que *Le Monde* s'est procurée, fait effectivement état de *« dix couverts »* et d'un *« menu express »* à 54 euros. Selon nos informations, il ne s'agit pas de la note originale. Elle a été modifiée en novembre 2023 après que *Le Monde* l'a interrogé à ce sujet. Le menu mentionné n'existe pas – contrairement aux trois menus à 180 euros servis ce jour-là –... et au bas du ticket, en petits caractères, figure toujours le nombre de clients indiqué sur la facture originale : trois.

Auprès de ses collègues, le sénateur s'est engagé à rembourser une partie des frais de bouche dépassant les seuils autorisés

Le rendez-vous avec le comité de déontologie n'a pas freiné M. Le Rudulier. Du 16 janvier au 8 février, celui qui se présente comme combattant de la fraude sociale pose un arrêt maladie, une justification qui permet de manquer des séances au Sénat sans perdre son indemnité. Les Bucco-Rhodaniens ont cependant pu le voir à plusieurs cérémonies de vœux pendant cette période – le 16 janvier à Sénas, le 18 à ceux de la fédération LR locale, le 19 à Salon-de-Provence, le 20 à La Ciotat, le 22 à Cassis, le 24 à Arles et le 26 à Rognac.

« J'ai voulu reprendre mon activité de manière anticipée, d'où ma présence en séance publique au Sénat le 23 janvier et ma participation aux vœux de Patrick de Carolis le 24, explique le sénateur au *Monde. Néanmoins, ma pathologie m'a contraint de nouveau à suspendre mes activités après le 26 janvier jusqu'au 8 février. »*

En novembre 2023, *Le Monde* a également documenté l'influence persistante du sénateur, toujours conseiller municipal, sur la mairie de Rognac. Depuis, les délégations qui lui avaient été attribuées illégalement en juin de la même année ont bien été annulées, après une *« procédure amiable »* de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

L'emploi de son second fils, lui, persiste. S'il a quitté le centre de supervision urbaine – *« un job d'été »*, assurait à l'époque le parlementaire, précisant par la suite que le contrat devait s'arrêter fin décembre –, *Le Monde* a pu constater que le jeune homme encadrait toujours à la mi-mai les activités d'e-sport proposées par la mairie. *« Mon fils est un adulte indépendant de 27 ans. Qu'il puisse se porter candidat à des postes ouverts au sein de la commune où il réside me paraît parfaitement entendable !,* affirme le sénateur. *Il s'agit sans nul doute d'un CDD de remplacement de courte durée, mon fils attendant son intégration depuis plusieurs mois au sein d'une école d'ingénieur. »*

« Je suis très optimiste »

Jeudi 23 mai, les élus de la majorité municipale sont sortis *« rassurés »*, comme en témoigne leur doyen Lucien Daret, 84 ans, de la réunion de crise organisée par Sylvie Miceli-Houdais et Stéphane Le Rudulier. *« On a mis cartes sur table et Madame la maire et Monsieur le sénateur nous ont dit que toutes les dépenses sont légales. Je suis très optimiste pour la suite »*, note M. Daret.

La confiance des élus est un enjeu capital pour la maire de Rognac. Désormais, neuf sièges sur les trente-trois du conseil municipal sont vacants. Si deux membres de la majorité abandonnent encore leur mandat, des élections anticipées seront organisées. *« C'est digne de* Don Camillo et Peppone *: les élus sont convaincus qu'il s'agit d'une attaque politique de l'opposition. Ils n'ont pas encore compris la gravité de la situation »*, soupire l'ancien premier adjoint Yvan Vesperini, parti en août 2023. *« Ils sont atteints d'un syndrome de Stockholm »*, complète un autre colistier, démissionnaire lui aussi. ■

LAURA MOTET (À PARIS) ET GILLES ROF

« Une campagne de désinformation purement et uniquement à l'avantage de notre opposition »

SYLVIE MICELI-HOUDAIS
maire (Union des démocrates et indépendants) de Rognac

Le Monde
MERCREDI 29 MAI 2024

L'éducation nationale peine face aux coupes budgétaires

La Rue de Grenelle a identifié 550 millions d'euros d'économies sur les 683 millions d'euros demandés par Bercy

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, et la ministre de l'éducation, Nicole Belloubet, à Paris, le 3 avril. LUDOVIC MARIN/AFP

Trois mois après la parution du décret retranchant 683 millions d'euros à l'éducation nationale, dans le cadre du plan de 10 milliards d'euros d'économies en 2024, la Rue de Grenelle cherche toujours comment traduire ce coup de rabot dans son budget. Selon des informations données aux syndicats, et dont *Le Monde* a obtenu la confirmation et le détail, le ministère a identifié de potentiels *« gisements d'économie »* pour environ 550 millions d'euros, mais ignore encore où trouver les 130 millions d'euros restants. Ce sont eux que la Rue de Grenelle avait envisagé d'économiser en retirant certaines heures supplémentaires dans les collèges et les lycées à la fin du mois d'avril, avant de renoncer face à l'indignation et aux conséquences manifestes de ces restrictions pour le fonctionnement des établissements.

Des difficultés qui donnent un aperçu du casse-tête budgétaire auquel est confronté le ministère de l'éducation nationale qui, dans un premier temps, s'était pourtant voulu rassurant quant aux effets de ces économies pour le premier budget de l'Etat. Les 683 millions d'euros (691 en y ajoutant l'enseignement agricole) demandés au budget « enseignement scolaire » ne représentent qu'un peu plus de 1 % des 63,6 milliards d'euros prévus pour 2024. Ils seraient absorbés par les crédits mis en réserve pour faire face aux aléas durant l'année ainsi que par la restitution d'enveloppes sous consommées.

Selon le rapport de la Cour des comptes sur l'exécution budgétaire 2023, paru le 17 avril, la somme à annuler est, d'ailleurs, proche du montant des crédits non consommés en 2023, qui s'élevait à 625 millions d'euros. Parmi eux, hors enseignement agricole, 418 millions d'euros portaient sur des dépenses de personnel, là où le plan d'économies pour 2024 en requiert 470. Mais rien n'indique que le niveau de sous-consommation de 2023 sera le même en 2024. D'après la Cour des comptes, il tenait essentiellement à des effets conjoncturels, notamment les conséquences différées de la crise du recrutement des enseignants, qui a atteint son paroxysme en 2022. Mais cette *« sous-exécution du schéma d'emploi »*, selon l'expression budgétaire consacrée, a été rattrapée en 2023.

« Faire des choix »

Parmi les autres explications figurent également un nombre de jours de carence et de grève plus important que prévu en 2023 (189 millions d'euros, environ 88 de plus qu'anticipé) dans le contexte de la mobilisation contre la réforme des retraites, ainsi qu'un retard pris sur le passage en CDI des assistants d'éducation ou encore sur le lancement du « pacte enseignant ». Les sommes inutilisées en fin d'année étaient bien moindres les années précédentes : 206 millions d'euros en 2022, dont 52,5 sur les dépenses de personnel.

A la mi-mars, face à l'insistance des organisations syndicales réclamant des détails sur ces coupes en cours d'exercice, le ministère avait finalement concédé que *« l'opération ne sera*[it] *pas indolore »*, avant que la ministre, Nicole Belloubet, reconnaisse, début avril, devant le Sénat qu'il fallait *« faire des choix »*. Des choix qui se heurtent à la double contrainte de la physionomie particulière du budget de l'éducation nationale, et de l'accumulation des mesures mises en œuvre ou annoncées par l'exécutif pour l'école et sur lesquelles il est politiquement exclu de revenir.

« Le budget de l'éducation nationale est extrêmement contraint et difficilement ajustable, car il est presque intégralement consacré à des dépenses de personnels qu'il est impossible de réduire à ce point sans toucher les postes ou les rémunérations, explique un ancien du ministère, spécialiste des questions budgétaires. *En dehors de ça, c'est un ministère qui fonctionne avec très peu. »* Les dépenses d'investissement, les plus faciles à geler, sont quasi inexistantes à l'éducation nationale, qui a décentralisé la gestion des bâtiments et du matériel aux collectivités territoriales. Le ministère s'est, cependant, engagé à de multiples reprises à ce que tous les postes soient préservés. L'explication à la tentative de rabot sur les heures supplémentaires tient, ainsi, selon cette source, au fait qu'elles constituent l'une des seules dépenses de personnels *« flexibles »*.

Réserve de précaution

Hors dépenses de personnel, le ministère doit trouver 213 millions d'euros, soit à peu près le montant non consommé depuis 2022. Selon nos informations, la Rue de Grenelle prévoit, à ce stade, de ponctionner essentiellement sa réserve de précaution. Elle étudie aussi l'utilisation des trésoreries dans les établissements scolaires du second degré afin de limiter les renouvellements de certains crédits, ainsi que des économies sur le fonctionnement de l'administration.

A la mi-mars, le ministère avait concédé que « l'opération ne sera[it] pas indolore »

Pour les dépenses de personnel au regard de ses dernières prévisions, le ministère anticipe une économie *« technique »* de 60 millions d'euros sur le vieillissement de la masse salariale (liés à des non-changements de grade ou de corps des fonctionnaires) sur les 385 millions prévus. Quelque 280 millions d'euros pourraient en outre être pris sur des crédits mis en réserve en début d'année, notamment pour financer d'éventuelles mesures interministérielles. Mais si cette enveloppe n'est, pour l'heure, pas utilisée, il pourrait en être autrement après le rendez-vous salarial de la fonction publique du mois de juin, qui obligerait donc l'éducation nationale à trouver une autre solution. En 2023, comme en 2022, l'intégralité ou presque des crédits mis en réserve en début d'année pour des dépenses de personnel ont dû être utilisés.

Restent, enfin, les 130 millions d'euros *« non positionnés »* depuis la restitution des heures supplémentaires. Après le changement de pied ministériel sur ce qui constituait la première manifestation des effets de ces économies à l'éducation nationale, Arnaud Bontemps, magistrat financier et l'un des porte-parole du collectif Nos services publics, avait réagi sur X : *« Il faut prendre l'alerte au sérieux : les 10 milliards d'économies dans les services publics auront des conséquences concrètes. »* Des conséquences encore peu lisibles et qui suscitent une large inquiétude parmi les membres de la communauté éducative, avivée par des annonces d'économies sur le budget de l'Etat encore plus importantes en 2025. ■

ÉLÉA POMMIERS

Les stages de 2de suscitent la colère de la communauté éducative

De 50 % à 70 % des 500 000 élèves n'auraient pas trouvé d'entreprise pour les accueillir à partir de la mi-juin, selon deux syndicats

Louis (les personnes citées par leur prénom ont requis l'anonymat) ne cache pas son appréhension. Comme de nombreux élèves de 2de, il n'a toujours pas trouvé d'entreprise prête à l'accueillir. Le jeune homme, scolarisé au lycée Charles-de-Gaulle à Poissy (Yvelines), a pourtant commencé ses recherches dès le mois de décembre 2023, mais les demandes envoyées – une trentaine – (dans des mairies, auprès de députés...) ont été refusées. Dans sa classe, sur trente-trois élèves, sept sont encore en recherche de stage.

En 2024, pour la première fois, plus de 500 000 élèves de 2de générale et technologique doivent effectuer un stage, du 17 au 28 juin. Gabriel Attal, alors ministre de l'éducation nationale, avait porté cette mesure avec l'objectif de *« reconquérir le mois de juin »*, déconsidéré par les élèves. Mais, à moins de trois semaines du début des stages, de 50 % à 70 % seraient toujours sans solution, d'après le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES-FSU) et le Syndicat national des personnels de direction (SNPDEN-UNSA).

Une situation qui était largement *« prévisible »*, affirme Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU et professeure de sciences économiques et sociales au lycée Rosa-Parks à Montgeron (Essonne). Dans ses quatre classes de 2de, plus de la moitié des lycéens n'ont pas de stage. En cause, selon elle, un bassin d'emploi saturé par les élèves issus de bacs professionnels et des informations arrivées trop tardivement.

Si la mesure a été annoncée à la rentrée 2023, la circulaire détaillant les conditions de stage n'a été publiée au *Journal officiel* qu'à la fin mars. *« On s'est retrouvé démuni tout au long de l'année, avec des élèves qui nous posaient des questions sur les attendus du stage dès le mois de novembre, sans qu'on puisse leur répondre »*, regrette Sophie Vénétitay. L'enseignante dénonce aussi le peu d'offres présentes sur le site gouvernemental lancé le 25 mars. Dans son établissement, 822 élèves doivent effectuer un stage, mais, à la mi-mai, la plate-forme ne proposait que quatorze annonces dans un rayon de quinze kilomètres. Une situation qui oblige les jeunes à revoir leurs exigences à la baisse.

Mathilde souhaitait faire un stage dans le domaine de l'art. La lycéenne, scolarisée au lycée Nicolas-Brémontier, à Bordeaux, était même assez enthousiaste à l'idée de découvrir un secteur où elle se voit travailler dans quelques années. Pourtant, après avoir déposé des CV dans des musées ou des cinémas pendant un mois, la jeune fille n'a essuyé que des refus. Alors, depuis une semaine, elle pousse la porte de toutes les boutiques de son quartier pour tenter d'obtenir un stage. *« Là, je suis juste dans le flou complet »*, s'inquiète-t-elle. Dans sa classe, seul un tiers des élèves a trouvé un stage, tous par le biais de leur réseau familial.

Pour les parents, cette recherche est une source d'angoisse, rapporte Marie, dont le fils Antoine est scolarisé dans un lycée en Seine-et-Marne. Depuis plusieurs semaines, elle se démène : posts sur les réseaux sociaux, appel à la mairie, épluchage minutieux des annonces... *« C'est un bazar sans nom. Je ne sais pas comment le gouvernement a pu croire que tous les élèves pourraient trouver un stage dans ces conditions. Je crains que cela puisse nuire à mon fils sur son dossier Parcoursup. »* Une inquiétude pas vraiment partagée par ce dernier. *« Moi, ça ne me stresse pas, on est plein dans ce cas et je sais que le fait de faire un stage ou non, c'est pas quelque chose qui va compter »*, admet l'adolescent, qui dit avoir été peu accompagné dans la démarche par son lycée.

Le ministère précise que, si l'élève ne trouve pas de stage, il sera « accueilli dans son lycée »

« Arrêter les conneries »

« Nous n'avons juste pas le temps, rapporte Sophie Lambert, professeure de français à L'Essouriau, aux Ulis (Essonne). *En tant que prof principal, on est déjà très mobilisé sur l'orientation de nos élèves, et on a aussi toutes nos autres classes, un bac à faire réviser. En réalité, les élèves ont très bien compris qu'il n'y avait aucun enjeu : pas de note, pas de retour, pas d'oral blanc, pas de sanctions... »* Et parmi ceux qui trouvent un stage, rares sont ceux l'ayant obtenu dans un domaine qui les intéresse. Dans la classe de Sophie Lambert, ils sont plusieurs à avoir été pris dans des chaînes de restauration rapide, dans l'entreprise des parents ou dans les écoles primaires. Un accueil encouragé par les rectorats, comme celui de Rennes, qui enjoint, dans un courrier datant du 17 mai dévoilé sur X, aux directeurs d'école de prendre un stagiaire de 2de en s'inscrivant sur la plate-forme 1jeune1solution.

« On sent que le ministère cherche à sauver la face en trouvant des solutions dans l'urgence, et là, il fait porter la responsabilité de cet échec aux écoles », dénonce, acerbe, Guislaine David, porte-parole du Syndicat national des instituteurs et professeurs des écoles. Le rectorat de Rennes avance que le nombre d'offres de stages sur la plateforme est, au 27 mai, de 40 380, dont 27 000 offres toujours disponibles. *« En plus des entreprises, les services publics et les associations sont invités à accueillir des élèves, tout comme les écoles. »*

Le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse affirme ne pas être en mesure de donner de chiffres sur le nombre d'élèves qui ont obtenu un stage. Il rappelle que ce dernier est obligatoire, excepté pour les élèves qui participeront au service national universel et ceux qui effectueront une mobilité internationale, dans un cadre pédagogique, sur cette période. Le ministère précise que, si l'élève ne trouve pas de stage, il sera *« accueilli dans son lycée »*, et *« qu'il demeure sous la responsabilité du chef d'établissement »*.

« Cette réponse démontre une méconnaissance totale du fonctionnement des lycées à cette période où les enseignants sont mobilisés pour les examens, s'agace Agnès Andersen, secrétaire générale du Syndicat indépendant des personnels de direction (ID-FO). *Il ne s'agit pas d'un problème de volonté, mais bien de capacité à les accueillir. »* Elle dénonce une mesure *« absurde »*, prise dans la précipitation et sans aucun projet éducatif, qui traduit une volonté *« d'occuper les élèves »*.

Bruno Bobkiewicz, proviseur de la cité scolaire Buffon, à Paris, et secrétaire général du SNPDEN-UNSA, ne mâche pas ses mots. *« Il est temps d'arrêter les conneries »*, a-t-il déclaré lors d'un congrès du syndicat, du 21 au 24 mai. *« La situation est exactement celle que nous avions anticipée avec une grande partie des jeunes, sans réseau, qui se retrouvent sur le carreau »*, précise-t-il au *Monde.* Le proviseur a tranché : dans son établissement, pas question d'accueillir les élèves qui n'auront pas de stages et pas question, non plus, de les pénaliser. ■

MINH DRÉAN

Joe Biden se rêve en successeur de Roosevelt

Avec ses mesures sociales et protectionnistes, le président démocrate a bouleversé l'économie des Etats-Unis

ANALYSE
NEW YORK - *correspondant*

Joe Biden était censé être un « pape de transition », un président des Etats-Unis soucieux de panser les plaies d'une nation déchirée après les mandats de Barack Obama et de Donald Trump. Mais sous ce politicien septuagénaire, élu au Sénat pour la première fois en 1973, a percé un révolutionnaire, qui a chamboulé l'économie américaine, avec ses mesures massives de réindustrialisation des Etats-Unis et ses mesures sociales, allant des aides en réponse au Covid-19 à la baisse du prix des médicaments en passant par l'annulation d'une partie de la dette étudiante. Au prix d'une inflation inédite depuis plus de quarante ans et d'un déficit budgétaire ahurissant de 6,3 % du produit intérieur brut (PIB), alors que le chômage se trouve sous la barre des 4 % de la population active.

Joe Biden se rêve en successeur de Franklin Roosevelt, 32e président des Etats-Unis et père du New Deal dans les années 1930, qui laissa au sortir de la crise économique liée au krach et de la guerre un pays transformé réalisant la moitié du PIB de la planète, ou du démocrate Lyndon B. Johnson, successeur de John Fitzgerald Kennedy (35e président américain), qui imposa les droits civiques et sociaux avec sa Great Society, mais provoqua la stagflation en s'embourbant dans la guerre du Vietnam. Il existe sur le Vieux Continent une fascination pour ce président Biden qui ose faire ce que les Européens – surtout les Français – rêveraient d'accomplir, subventionner leur industrie, imposer des droits de douane délirants à la Chine et laisser filer les déficits, au diable les marchés.



Le président américain, Joe Biden, à l'aéroport international Stewart, à New York (Etats-Unis), le 25 mai. TOM BRENNER/REUTERS

Les « Bidenomics »

Pour comprendre les « Bidenomics », il faut revenir à son élection, qui visait à répondre à quatre défis. Premièrement, reconquérir la classe ouvrière blanche, qui avait basculé en faveur de Donald Trump en 2016, ce qui impliquait d'avoir un discours ouvriériste et protecteur de l'industrie traditionnelle. Deuxièmement, mettre en œuvre un agenda de gauche, pour rattraper l'électorat du sénateur socialiste du Vermont Bernie Sanders, ce qui passait par une « social-démocratisation » de l'Amérique, avec des salaires plus élevés et une protection sociale plus forte. Troisièmement, tirer les leçons de la crise du Covid-19 et de la montée de l'autoritarisme chinois, qui avait révélé la vulnérabilité de l'économie américaine, avec des chaînes de production éparpillées sur la planète. Enfin, adopter un agenda environnementaliste puissant, après la sortie de Donald Trump des accords de Paris.

Les « Bidenomics » s'apparentent à une bascule sociale et isolationniste, confirmant la rupture trumpiste engagée en 2016 avec la politique américaine suivie depuis 1945. Comme l'expliquait, dès 2022, Adam Posen, le président du Peterson Institute, cercle de réflexion transatlantique de Washington, *« sur l'économie, Joe Biden est beaucoup plus proche de Donald Trump que de Bill Clinton »*.

Sur la question sociale et économique, l'Amérique est sortie de la « stagnation séculaire » des années 2010 et a retrouvé le plein-emploi qui prévalait avant le Covid-19, mais les Américains ne vivent pas ainsi le mandat de Joe Biden. Tout tient en un mot : inflation. La hausse des prix cumulée atteint 20 % depuis son arrivée à la Maison Blanche. Les Américains tiennent leur président pour responsable, l'accusant d'avoir provoqué cette spirale inflationniste en faisant adopter un plan de relance excessif en mars 2021 et en ayant déclenché l'envolée du prix de l'essence en attaquant le lobby pétrolier.

Inlassablement, Joe Biden répète que l'économie s'était effondrée et restait la proie du Covid-19 lors de son arrivée au pouvoir, ce qui est faux : deux vaccins étaient disponibles et l'économie rebondissait. Il voulait rompre avec la prudence de Barack Obama après la crise financière de 2008 et surtout dépenser plus que Donald Trump pour se montrer plus social. Joe Biden balaie d'un revers de main les reproches. *« Nous avons la meilleure économie au monde »*, a-t-il déclaré début mai sur CNN. L'ancien conseiller de Barack Obama, David Axelrod, est consterné par ce déni : *« Il fait une terrible erreur... S'il ne gagne pas cette course, ce ne sera peut-être pas Donald Trump qui le battra. C'est peut-être son propre orgueil. »*

Les chiffres expliquent cette déception. Les salaires médians hebdomadaires sont certes supérieurs à leur niveau pré-Covid-19, de 1,1 % selon la Réserve fédérale (Fed) de Saint-Louis, mais ils étaient au premier trimestre en retrait de 2,2 % par rapport à la même période de

La hausse des prix cumulée atteint 20 % depuis son arrivée à la Maison Blanche

2021, lorsque M. Biden est arrivé à la Maison Blanche. L'inflation reste élevée, à 3,4 %. Et les ménages, endettés à taux fixe pendant le Covid-19, voient venir avec angoisse l'heure où il faudra refinancer à un taux variable, bien plus élevé, leur emprunt hypothécaire. Le *Wall Street Journal* tranche dans un édito du 16 mai : *« Les Américains savent que leurs revenus réels moyens ont diminué depuis l'entrée en fonctions de M. Biden. Les électeurs ne sont pas stupides, et c'est pourquoi ils n'aiment pas le bilan économique de M. Biden. »*

Fringale d'investissements

Il n'empêche que Joe Biden transforme radicalement les Etats-Unis à travers trois plans censés financer les infrastructures, la transition énergétique et les microprocesseurs – soit 1 600 milliards de dollars (1 475 milliards d'euros) au total, dont 550 milliards de dollars de crédits d'impôts à venir et 331 milliards non encore disponibles –, avec l'objectif de se protéger de la Chine et de reconquérir les cols bleus. Le président démocrate répète, à juste titre, qu'il a réalisé ce que Donald Trump avait promis. Une enquête très fouillée de *Politico* examine ces projets qui ont lancé un signal positif extraordinaire sur les Etats-Unis, entraînant une fringale d'investissements dans tout le pays. Seulement 17 % des 1 600 milliards, soit 125 milliards de dollars, ont été déboursés, note *Politico*. C'est vrai, mais la dynamique est époustouflante.

Les entreprises font et refont leurs calculs, jubilant sur la rentabilité de leurs investissements, dopée aux aides publiques. Sur les 769 milliards de dollars disponibles, 583 milliards font l'objet d'accords parfois préliminaires ou en voie d'achèvement. Il y a bel et bien une course à l'investissement aux Etats-Unis. *« C'est énorme, ce qui se passe »*, a déclaré la secrétaire à l'énergie, Jennifer Granholm, citée par *Politico*, énumérant les *« milliards de milliards »* d'investissements. *« Les gens ne réalisent pas ce qu'il se passe là. »* Plusieurs questions se posent. Ces sommes seront-elles réellement dépensées ? C'est l'obsession de l'administration Biden. *« Que reste-t-il à faire ? D'abord, l'argent doit être déployé »*, a concédé à *Politico* John Podesta, conseiller pour le climat de Joe Biden. Les obstacles sont technocratiques, politiques, car un retour en arrière partiel est possible si Donald Trump revient au pouvoir (notamment les aides à la voiture électrique et à la transition énergétique). Toutefois, la question est industrielle : ces subventions sont-elles la bonne solution ?

La méthode a été défendue par John Kerry, ancien envoyé spécial de Joe Biden pour le climat : financer toutes les technologies possibles, du nucléaire à l'hydrogène en passant par la capture carbone, en espérant trouver des innovations. L'Amérique n'est donc pas dans la planification, mais dans le financement budgétaire de filières jugées stratégiques. Qu'il soit permis d'être un brin urticant. Les entreprises qui mènent la révolution technologique sont les Nvidia (microprocesseurs), Microsoft (intelligence artificielle), Tesla (voiture électrique), tandis que le Texas n'avait pas attendu les aides Biden pour se lancer dans l'éolien et le solaire. Leur succès n'a pas commencé avec la nouvelle politique industrielle américaine. Joe Biden met souvent en avant les canards boiteux, tel Intel, gloire déchue des microprocesseurs, qui n'arrive pas à remonter la pente, en dépit des milliards de de dollars de subventions promis et a reporté à cet hiver la construction de son usine de l'Ohio dont il avait inauguré le chantier à l'automne 2022.

Ces entreprises en veulent toujours plus, en particulier des droits de douane vis-à-vis de la Chine. Donald Trump les avait décidés, Joe Biden les a amplifiés. Le « made in America » est par essence protectionniste, et la Maison Blanche le revendique, expliquant qu'elle veut protéger sa réindustrialisation des subventions chinoises. *« Le président prend d'importantes mesures coercitives pour augmenter les droits de douane dans des secteurs-clés, ce qui garantira que les investissements historiques stimulés par* [ses] *actions ne seront pas compromis par un flot d'exportations injustement sous-évaluées en provenance de Chine »*, a déclaré Lael Brainard, conseillère économique de la Maison Blanche.

Pour présenter ses mesures protectionnistes, dans la roseraie de la Maison Blanche, Joe Biden a donné la parole aux « habitués », la firme Century Aluminum, entreprise métallurgique aux pertes structurelles, qui avait déjà supplié en 2018 Donald Trump d'introduire des droits de douane, et les syndicats sidérurgiques de Pittsburgh (Pennsylvanie), qui refusent que la compagnie US Steel soit rachetée par la japonaise Nippon Steel. L'Amérique se coupe de la concurrence chinoise et, quoi qu'elle en dise, de celle de ses alliés.

Persévérer dans cet isolationnisme, c'est prendre le risque de casser la compétitivité de son économie. Carlos Tavares, patron de Stellantis, a résumé ainsi l'imposition de droits douanes américains sur France 2 : *« Lorsque vous mettez une bulle autour d'un marché, vous y créez une énorme inflation et vous accentuez le retard technologique des constructeurs qui sont à l'intérieur de la bulle... »* D'ailleurs, déjà des bulles éclatent, comme l'éolien en mer ou la voiture électrique. L'Amérique est sous perfusion de subventions comme elle fut noyée sous l'argent gratuit de la Fed. Elle prend le risque de brûler des capitaux inefficacement financés par le déficit. C'est la troisième caractéristique des années Biden : des déficits hors de contrôle, qui ont doublé entre 2022 et 2023 pour atteindre 2 000 milliards de dollars. Même en prenant le chiffre officiel édulcoré, les dépenses fédérales atteignaient 22,7 % du PIB et les recettes seulement 16,5 %.

L'Amérique est sous perfusion de subventions comme elle fut noyée sous l'argent gratuit de la Fed

Déficits inconsidérés

Le nouveau « consensus de Washington » prétend protéger l'Amérique des vulnérabilités extérieures, mais veut continuer à vivre au-dessus de ses moyens. Joe Biden refuse toute réforme de la retraite publique, toute économie sur la santé publique et est très allergique aux impôts, refusant de taxer les familles gagnant moins de 400 000 dollars par an.

Joe Biden prétend faire payer les riches, et encore avec modération, puisqu'il s'oppose à la taxe sur les milliardaires, promue par la France et le Brésil. En réalité, il fait payer les étrangers, qui achètent des actifs en dollars (dette américaine ou actions). Chacun reprend le mot de Larry Summers, ancien secrétaire au Trésor de Bill Clinton, qui qualifie la Chine de « prison », le Japon de « maison de retraite » et l'Europe de « musée ». Où investir ailleurs qu'aux Etats-Unis ? Cette équation dure, comme durait la mondialisation jusqu'à ce que survienne le Covid-19.

Les héritages de Roosevelt et de Johnson n'ont été confirmés qu'après deux épreuves, la seconde guerre mondiale et la stagflation des années 1970 avec l'abandon de la convertibilité en or du dollar. Les bonnes intentions de Joe Biden n'ont pas empêché l'inflation dans son premier mandat. Les déficits inconsidérés et la suspension des règles de marché, s'ils perdurent, menaceront sa politique de réindustrialisation. Sans orthodoxie, les « Bidenomics » ne sont pas viables à terme. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Le moral des ménages s'est dégradé

Le moral des ménages américains s'est dégradé en mai, mais de manière moins marquée qu'initialement estimé, selon les résultats définitifs de l'enquête mensuelle de l'université du Michigan, publiés vendredi 24 mai. Son indice de confiance s'est établi à 69,1 après une première estimation à 67,4. L'indice était ressorti à 77,2 en avril. En mai, les prévisions d'inflation à un an se sont établies à 3,3 % et celles à cinq ans à 3 %, contre des estimations initiales à 3,5 % et 3,1 %. Les chiffres d'avril étaient respectivement de 3 % et 3,2 %.

Le Monde
MERCREDI 29 MAI 2024

En Pologne, le retour à la maison des émigrés

Des milliers de Polonais ont quitté le pays après l'adhésion à l'UE. Face au développement économique de leur pays, ils reviennent

REPORTAGE
VARSOVIE - *envoyé spécial et correspondance*

En revenant à Varsovie en mars après plus de sept ans passés au Royaume-Uni, Kasia Brudnias a eu le sentiment de retrouver un tout autre pays que celui qu'elle avait quitté. Cette Polonaise de 49 ans avait fait ses valises en 2016, poussée par le chômage et les contrats précaires mal rémunérés qu'elle enchaînait en tant que journaliste à Varsovie. Elle a fini par les poser à Cheltenham, en Angleterre, pour y travailler dans l'hôtellerie.

Pour cette quadragénaire, qui n'était pas rentrée au pays une seule fois, le développement de Varsovie et de la Pologne est flagrant. *« Il y a des restaurants exotiques un peu partout, les gens sont bien mieux habillés, les appartements sont bien aménagés… Nous sommes devenus cet "Ouest" auquel on a toujours aspiré »*, s'enthousiasme cette femme, désormais fonctionnaire du secteur de la santé.

S'il fallait une preuve de l'enrichissement de la Pologne depuis son accession à l'Union européenne (UE), le 1er mai 2004, il y a vingt ans, l'histoire des mouvements de sa population vient la fournir. Après un véritable exode vers l'Europe occidentale dans les premières années de l'adhésion, les départs ont progressivement cessé. Désormais, les Polonais se réinstallent chez eux. Depuis 2018, le pays enregistre plus d'immigration que d'émigration.

« Cela s'explique surtout pour des raisons économiques, explique Dominika Pszczolkowska, du Centre pour la recherche sur la migration à l'université de Varsovie. *Il y a vingt ans, le chômage en Pologne atteignait 20 % ; aujourd'hui, il y a une pénurie de main-d'œuvre. »*

Nette tendance

Les statistiques, bien que peu précises, indiquent une nette tendance au retour : en 2017, 2,5 millions de Polonais vivaient à l'étranger ; en 2023, leur nombre était tombé à 1,5 million. Entre ces deux chiffres, la méthodologie a changé, rendant la comparaison délicate. *« Mais on peut dire que le nombre de Polonais à l'étranger a baissé de plusieurs centaines de milliers »*, estime Mme Pszczolkowska, qui vient de publier un ouvrage sur l'émigration polonaise (*How Migrants Choose Their Destinations*, Routledge, non traduit).

Ce travail universitaire retrace les vagues d'émigration polonaises du début du XXIe siècle : d'abord un flux massif, entre 2004 et 2008, majoritairement vers le Royaume-Uni et l'Irlande, qui n'avaient pas imposé de période de transition à la libre circulation, contrairement au reste des pays de l'UE ; ensuite, la crise financière de 2008, puis celle de la zone euro, qui ont ralenti les départs vers le reste de l'Europe ; enfin, le Brexit, voté en 2016, *« qui a marqué un tournant »*. La sortie du marché unique par le Royaume-Uni, effective depuis le 1er janvier 2021, a mis fin à la libre circulation des personnes. Par rapport au pic de 2016, le nombre de Polonais vivant outre-Manche, qui avait dépassé un million, a baissé d'environ un tiers.

> **« Je n'ai jamais été aussi bien rémunérée que maintenant »**
> MAGDALENA PROC
> salariée dans une entreprise internationale

Kacper Kozicki a fait partie de la première vague d'émigration vers le Royaume-Uni, juste au moment de l'élargissement de l'UE. *« J'étais alors étudiant à l'université de Varsovie, et on est partis chez des amis d'amis pour ce qu'on pensait n'être qu'un simple boulot d'été en juillet 2004. Il y avait du travail partout, les salaires étaient bons, surtout au taux de change de l'époque. »* M. Kozicki est finalement resté cinq ans à Birmingham, d'abord comme serveur dans un restaurant italien pendant quelques mois, puis comme salarié dans un casino.

En 2009, M. Kozicki, qui avait fait un master à l'université de Birmingham, est rentré en Pologne. *« Il y a eu la crise financière de 2008 au Royaume-Uni, et il devenait difficile de trouver un emploi. Dans le même temps, la Pologne était le seul pays d'Europe épargné par la récession, les conditions avaient complètement changé. »* A Varsovie, il devient interprète anglo-polonais.

« L'ambiance est excellente »

Une décennie plus tard, M. Kozicki décide de remettre le cap, cette fois-ci pour Barcelone, à l'été 2020, pour travailler dans une entreprise d'enseignement des langues en ligne. *« Mais le prix de la vie s'envolait, les loyers étaient chers, alors que les salaires n'étaient pas si élevés que ça* [par rapport à la Pologne]. *»* Il retourne à Varsovie fin 2022. *« Aujourd'hui, pour un Polonais, l'incitation à partir à l'étranger n'est plus aussi forte qu'avant. Il y a plein d'opportunités en Pologne. »* Preuve que la vie à Varsovie est désormais similaire à celle des autres grandes capitales européennes ? *« Il est devenu impossible de trouver un plombier »*, s'amuse-t-il.

Mme Brudnias se dit de même admirative des conditions qu'elle a trouvées à son retour à Varsovie. *« La Pologne a bien su utiliser les opportunités offertes par l'UE. Même les hôpitaux publics ont pu moderniser leur équipement. Et puis, l'administration s'est numérisée, les employés sont mieux formés. »* Dans le même temps, les conditions outre-Manche s'étaient fortement détériorées. *« A la suite du Brexit, le Royaume-Uni s'est mis à reculer. J'ai vu les rayonnages de boutiques se vider, comme à l'époque communiste en Pologne ! »* Mme Brudnias, qui baignait dans une *« bulle multiculturelle »* au Royaume-Uni, se réjouit de voir de plus en plus d'étrangers dans la capitale polonaise.

> **« L'incitation à partir à l'étranger n'est plus aussi forte. Il y a plein d'opportunités en Pologne »**
> KACPER KOZICKI
> traducteur

Installée depuis presque deux ans dans un appartement de la banlieue varsovienne, avec son mari, français, et ses deux garçons de 3 et 4 ans, Magdalena Proc fait partie de ces Polonais qui ne pensaient pas revenir un jour vivre en Pologne. Bac + 5 en poche et parlant couramment français, elle trouve un emploi de réceptionniste hôtelière en région parisienne en 2011. *« A l'époque, les salaires en Pologne tournaient autour de 2 000 à 3 000 zlotys pour les débutants* (de 500 à 700 euros à l'époque). *En France, je gagnais 1 500 euros, c'était beaucoup. »* Elle déménage ensuite sur la Côte d'Azur, où elle trouve un emploi dans le privé et fonde une famille.

En 2022, cette Polonaise de 34 ans fait pourtant les calculs : sa famille gagnerait à déménager en Pologne. C'est chose faite à l'automne 2022. *« Nous avons vendu notre maison acquise à crédit à bon prix en France et avons pu nous acheter comptant un appartement de 4 pièces ici,* témoigne Mme Proc, embauchée sans difficulté dans une entreprise internationale. *Je n'ai jamais été aussi bien rémunérée que maintenant. Les conditions de travail sont optimales, l'ambiance excellente et je peux télétravailler. »* Et la mère de famille, ravie, de conclure : *« On n'aurait jamais eu la même qualité de vie en France. »* ■

ÉRIC ALBERT ET HÉLÈNE BIENVENU



Kacper Kozicki, à la faculté de linguistique appliquée de l'université de Varsovie (Pologne), le 23 mai. SIMONA SUPINO POUR « LE MONDE »

Benetton ouvre une nouvelle page de son histoire

Cofondateur de l'empire familial, Luciano Benetton s'en va après avoir critiqué durement son directeur général

ROME - *correspondant*

Pour la première fois de son histoire, le groupe Benetton ne sera plus dirigé par un membre de sa famille fondatrice. Luciano Benetton, 89 ans, a annoncé, samedi 25 mai, se retirer de ses fonctions de président du groupe d'habillement, détenu à 100 % par Edizione, la holding familiale de la dynastie italienne.

Ayant annoncé sa décision dans le *Corriere della Sera*, le cofondateur de l'entreprise a durement critiqué la gestion de son directeur général, Massimo Renon, qu'il soupçonne d'avoir masqué les pertes financières importantes subies par le groupe au cours de l'exercice 2023. *« J'ai fait confiance et je me suis trompé »*, a déclaré au quotidien milanais celui qu'on appelle au sein de l'entreprise *« signor Luciano »* et qui a choisi d'expliquer avec *« transparence »* sa décision.

Visage de l'entreprise, M. Benetton avait quitté la présidence de la société en 2012, laissant derrière lui un groupe en bonne santé. Fin 2017, il est rappelé par son frère Gilberto, la société se trouvant en difficulté faute d'un management adéquat. Il lui revient alors de trouver un directeur général en mesure de redresser la situation.

Le choix se porte sur un dirigeant atypique : Massimo Renon, qui a commencé comme ouvrier avant de se former dans la prestigieuse université milanaise de la Bocconi ainsi qu'à Columbia, en parallèle d'une carrière au sein des grands noms du secteur de la fabrication de lunettes dont le géant Luxottica.

« La bombe explose »

Vénète comme les Benetton, il suscite la sympathie du président et prend les rênes de l'entreprise en mars 2020 alors qu'éclate la pandémie de Covid-19. Tandis que les pertes s'accumulent, il assure aux fondateurs qu'un retour à l'équilibre serait possible pour l'exercice 2023. Cependant, d'après Luciano Benetton, des incohérences ont commencé à apparaître, jusqu'à ce qu'en septembre *« la bombe explose »*.

L'équipe managériale présente alors des pertes inattendues pour un total de quelque 100 millions d'euros d'après M. Benetton. Dans son entretien au *Corriere*, ce dernier a déclaré soupçonner M. Renon d'avoir caché la réalité de la situation jusqu'au jour où cette dissimulation s'est révélée intenable. En l'attente de la désignation d'un futur directeur général, le cofondateur de la société a donc décidé de quitter son poste, assumant la responsabilité du choix erroné effectué quatre ans plus tôt et ouvrant ainsi une nouvelle page dans l'histoire de l'entreprise.

Le destin de la famille Benetton est l'une des grandes sagas familiales de l'entrepreneuriat italien. Elle commence sur les terres agricoles et pauvres de la Vénétie où une fratrie à peine sortie de la misère se lance dans la confection puis crée en 1965 une marque à son nom. Une gamme de pulls aux couleurs vives leur assure un immense succès et ils incarnent bientôt le développement industriel rapide du nord-est de l'Italie. Dans les décennies suivantes, des campagnes de publicités tantôt porteuses de valeurs progressistes tantôt provocantes donnent au groupe une renommée internationale tandis qu'il se voit reprocher son hypocrisie au regard des conditions de travail qui prévalent chez ses sous-traitants.

> **« J'ai fait confiance et je me suis trompé »**
> LUCIANO BENETTON
> cofondateur du groupe textile

Forte de sa réussite cependant, la famille Benetton étend son empire pour se développer dans des secteurs aussi variés que l'agriculture, la restauration, les télécommunications et les infrastructures routières, privatisées par l'Etat italien dans les années 1990. Mais la marque originelle décline. *« Benetton a perdu énormément de parts de marché du fait du développement de la fast fashion, avec l'essor de H&M et Zara. Son modèle économique n'était plus adapté »*, explique Andrea Deugeni qui suit les affaires de la famille Benetton pour la publication spécialisée Milano Finanza.

Les tentatives de repositionnement du groupe échouent. Bientôt, il accumule les pertes. Depuis 2018 elles s'élèvent à 885,46 millions d'euros d'après le *Corriere della Sera*. L'image de marque de Benetton est aussi entachée par l'effondrement du pont de Gênes en août 2018 et la mort de 43 personnes. La société qui gérait l'ouvrage d'art est contrôlée par le groupe Atlantia, lui-même contrôlé par la holding familiale.

L'habillement ne représente plus qu'une part résiduelle de l'empire Benetton mais la marque éponyme ne peut être abandonnée. Il est donc prévu qu'Edizione renfloue le groupe une nouvelle fois. *« Le conseil d'administration ne devrait être composé que de managers, la présidence revenant à un représentant de la holding familiale »* indique M. Deugeni.

Le 18 juin, Edizione doit désigner un nouveau directeur général dans l'espoir que soit enfin enrayé le déclin de la société avec laquelle la dynastie Benetton est née. ■

ALLAN KAVAL

ÉNERGIE

Pierre-Marie Abadie proposé à la tête de la future autorité unique de sûreté nucléaire

Emmanuel Macron envisage de nommer Pierre-Marie Abadie à la présidence de la future autorité de sûreté nucléaire, a annoncé l'Elysée lundi 27 mai. Directeur général de l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs, M. Abadie prendrait la tête de l'actuelle Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et serait chargé d'une mission de préfiguration de la future Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection, autorité unique qui remplacera l'ASN, le 1er janvier 2025. – *(AFP.)*

ESPACE

L'Arabie saoudite se lance dans l'industrie spatiale

Le Fonds d'investissement public saoudien a annoncé, lundi 27 mai, le lancement de la compagnie Neo Space Group, son premier investissement dans l'industrie spatiale. Selon le communiqué, la compagnie fournira *« des solutions satellitaires et spatiales innovantes »*, et *« investira dans la localisation, la technologie, les start-up et la connaissance »*. – *(AFP.)*

Catastrophes naturelles : duel de propositions de loi au Sénat

Le texte sur le retrait-gonflement des argiles arrive au Sénat le 30 mai. Un autre texte, issu des travaux de sénateurs, vient d'être déposé

Un peu plus d'un an après les députés, les sénateurs examineront, à partir du jeudi 30 mai, en séance publique, la proposition de loi sur l'indemnisation des dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement des argiles (RGA), un phénomène qui fissure les maisons et qui, avec le réchauffement climatique, en menace potentiellement plus de 10 millions en France.

La mesure phare du texte défendu à l'Assemblée nationale par l'élue Sandrine Rousseau (Paris, Europe Ecologie-Les Verts [EELV]) porte sur l'inversion de la charge de la preuve dans les dossiers de RGA. Cette mesure entend obliger les assureurs à prouver que les dommages déclarés par le propriétaire d'une habitation située dans une zone concernée par une déclaration de catastrophe naturelle n'ont pas été causés par le phénomène de retrait-gonflement des argiles.

Si cette proposition avait été adoptée largement par les députés en dépit de l'opposition du gouvernement, l'accueil au Palais du Luxembourg n'est pas aussi chaleureux. La commission des finances du Sénat n'a adopté aucun des articles du texte, parce qu'une partie des dispositions prévues ont entre-temps fait l'objet de dispositions réglementaires, mais aussi en raison de l'impact financier de ces dispositions. *« Cette proposition de loi, à sinistralité constante, c'est 830 millions d'euros au bas mot si elle était appliquée, ce qui n'est pas neutre »*, souligne ainsi la rapporteuse du texte au Sénat, Christine Lavarde (Hauts-de-Seine, Les Républicains, LR).

Cette dernière a déposé, le 21 mai, une proposition de loi qui n'entend pas s'en tenir au RGA mais affiche comme ambition d'assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles dans son ensemble. Un texte qui devrait être inscrit à l'agenda des sénateurs en octobre et s'appuie sur le rapport intitulé « Le régime Cat Nat : prévenir la catastrophe financière » qu'elle a présenté, vendredi 17 mai.

Franchises multiples

Pour M^me^ Lavarde, la revalorisation, annoncée en décembre 2023 par le gouvernement, de la surprime sur les contrats d'assurance qui finance le régime Cat Nat ne peut suffire à long terme à garantir la pérennité du régime. Elle propose une revalorisation annuelle de cette surprime, qui passera en 2025 de 12 % à 20 % du montant de la prime d'assurance multirisques habitation, soit

Le phénomène menace plus de 10 millions de maisons en France

une quarantaine d'euros en moyenne par foyer.

Elle souhaite inscrire dans la loi la suppression des franchises multiples en cas de répétition d'un sinistre lié à un aléa naturel, appliquée jusqu'à présent au cas par cas lors des sinistres majeurs, comme les inondations dans le Pas-de-Calais, entre fin 2023 et début 2024.

Le texte prévoit aussi l'instauration d'une « présomption de refus d'assurance » dans les zones exposées aux risques naturels. Si cette mesure s'applique, en cas de recours d'un particulier ou d'un professionnel devant le Bureau central de tarification parce qu'il ne trouverait pas à s'assurer, les compagnies d'assurance concernées devront prouver que leur refus d'assurer n'est pas lié au risque de catastrophes naturelles.

« Il faut faire prendre conscience aux assureurs que cette possibilité n'est pas envisageable. Il y a d'autres moyens qui pourraient être beaucoup plus coercitifs mais que nous avons exclus à ce stade », explique M^me^ Lavarde.

Le deuxième volet de la proposition de loi porte sur la prévention des risques naturels, devenue un enjeu-clé avec la perspective d'une montée des sinistres liés au réchauffement climatique. Il prévoit de conditionner l'attribution de l'aide à la transition énergétique MaPrimeRénov' à la réalisation de travaux de prévention des risques naturels pour les logements situés dans les zones les plus exposées, et crée aussi un dispositif additionnel de prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de prévention.

Enfin, le texte prévoit d'étendre le fonds de prévention des risques naturels majeurs, plus souvent appelé « fonds Barnier », au RGA et au recul du trait de côte, qu'il ne couvre pas pour l'instant, au motif que ces deux risques ne menacent pas la vie humaine.

Dans son rapport, la sénatrice des Hauts-de-Seine met en cause la *« déconnexion »* entre les ressources du fonds Barnier et le produit de la taxe sur les primes d'assurance destinées à le financer. En 2023, le fonds n'a reçu que 200 millions d'euros alors que la taxe a rapporté 273 millions. Un écart qui pourrait animer le débat budgétaire à l'automne. ■

MARC ANGRAND



PERTES & PROFITS | NUMÉRIQUE

PAR PHILIPPE ESCANDE

Elon Musk aimante les dollars pour son IA

Fasciné par la planète Mars, Elon Musk a choisi d'appeler son intelligence artificielle « Grok ». Dans le roman de l'écrivain américain Robert Heinlein *En terre étrangère*, qui raconte le retour sur la Terre d'un conquérant de Mars élevé par des Martiens, le « grok » est la philosophie de la nouvelle Eglise qu'il crée. Elle consiste en une compréhension si puissante de la chose étudiée qu'on ne fait plus qu'un avec elle. L'agent conversationnel Grok a été présenté en novembre 2023, première création de la start-up xAI fondée en juillet de la même année. Au départ, Elon Musk voulait l'appeler « TruthGPT », l'intelligence artificielle de la vérité. Il a bien fait de changer de nom vu son rapport fluctuant à cette vérité.

Extrêmement coûteux

Interrogé en janvier sur son intention de lever plus d'argent pour sa société xAI, il a affirmé qu'il ne cherchait pas d'investisseurs. Ces derniers ont dû trouver le chemin tout seuls puisque dimanche 26 mai, xAI a annoncé une levée de fonds de 6 milliards de dollars, qui va porter la valorisation de la firme à 24 milliards de dollars (22 milliards d'euros). Il faut dire qu'Elon Musk a des investisseurs très fidèles et fascinés par l'IA. Les stars de la Silicon Valley Sequoia Capital et Andreessen Horowitz, ainsi que les incontournables poches profondes du Golfe, le fonds royal d'Arabie saoudite, la société du prince Al-Walid, et le fonds de Dubaï, Vy capital, ont répondu présent.

Ces moyens considérables pour une entreprise qui n'a même pas 1 an vont lui permettre de développer ses premières applications commerciales d'intelligence artificielle dont l'entraînement demande des moyens informatiques extrêmement coûteux. Ils aideront aussi à mettre au point le supercalculateur qu'ambitionne de construire Elon Musk. Pour y parvenir, le nouvel empereur de la Silicon Valley dispose de deux atouts de taille. D'une part, sa proximité avec la société Oracle, dont le fondateur, Larry Ellison, est un vieil ami et investisseur, qui va lui apporter ses centres de données et ses capacités informatiques. Et d'autre part, la quantité considérable de données recueillies par ses sociétés, comme Tesla et bien sûr X, qui testera les premières applications de Grok, notamment dans le résumé des actualités. X possédera d'ailleurs, selon Musk, 25 % de xAI.

La riposte contre l'hégémonie actuelle d'OpenAI, dont Elon Musk était l'un des fondateurs en 2015 avant de partir fâché, se met en place. Soutenue par Microsoft, elle vaut 86 milliards de dollars. Suit désormais xAI et enfin Anthropic, soutenu par Amazon et valorisé 18 milliards. On peut rêver de Mars et néanmoins garder les pieds sur terre. ■

François Morinière prend la tête du directoire du groupe Bayard

L'ancien directeur général de « L'Equipe » succédera en novembre à Pascal Ruffenach, qui anticipe ainsi la fin de son mandat

Avec huit mois d'avance sur la fin de son mandat à la présidence du directoire de Bayard, Pascal Ruffenach, 64 ans, cédera le 31 octobre sa place à François Morinière, 59 ans, membre du conseil de surveillance du groupe et ex-directeur de *L'Equipe* (entre 2008 et 2014). *« Le contexte économique et la situation du marché de la presse et de l'édition imposent une accélération des transformations au sein du groupe »*, justifie, dans un communiqué, l'éditeur du quotidien catholique *La Croix*, de l'hebdomadaire *Le Pèlerin*, du mensuel *Notre Temps*, mais aussi de titres phares de la presse jeunesse comme *Pomme d'Api*, *Astrapi*, *J'aime lire*, ainsi que *Wapiti* ou *1jour1actu* (sous la marque Milan, sa filiale).

Pascal Ruffenach, trente-trois ans de maison dont sept à la tête du groupe, assure avoir demandé son départ anticipé dès le début de l'année 2024, afin de préparer sa succession. Après 7,5 millions d'euros de bénéfice sur l'exercice décalé 2021-2022, le groupe détenu par la congrégation des Augustins de l'Assomption avait dégagé un résultat tout juste positif (0,1 million d'euros) sur l'année 2022-2023. Mais l'exercice financier de 2023-2024 s'annonce lourdement déficitaire : autour de 7,5 millions d'euros, du jamais-vu, pour 340 millions d'euros de chiffre d'affaires attendus.

La branche jeunesse, qui a toujours assuré les bénéfices du groupe, commence en effet à souffrir de la transformation des usages. *« La pandémie du Covid avait été un vecteur important du nombre d'abonnés jeunesse, avant un reflux en 2023*, explique M. Ruffenach. *Aussi, la démographie joue contre nous : on est passés de*

La branche jeunesse commence à souffrir de la transformation des usages

800 000 à 700 000 naissances annuelles en France en l'espace de dix ans d'où la nécessité de se développer à l'international. »

Convenant qu'il y a une *« difficulté à adapter nos stratégies en permanence »*, le sexagénaire s'avoue *« un peu médusé par la vitesse des transformations dans le monde des médias »*. De son côté, la diffusion de *La Croix* poursuit aussi sa baisse – 87 000 en moyenne en 2019, 81 000 en 2023, selon l'ACPM – alors que les abonnements numériques progressent beaucoup moins rapidement qu'espéré (35 000 contre 100 000 visés en 2021).

Superviser le déménagement

Le processus de recrutement lancé par les frères assomptionnistes vaut à François Morinière d'opérer un retour à la tête d'un groupe de presse, dix ans après son départ de *L'Equipe* – et deux ans après qu'il a quitté le conseil d'administration de l'AFP. Président du directoire du groupe Labruyère, une holding familiale, désormais en préavis, il préside depuis 2016 les rencontres économiques les Entretiens de Valpré.

Il prendra la présidence d'une *« gouvernance resserrée »*, indique encore le groupe sans, pour l'instant, en préciser la composition. Les mandats de l'ensemble du directoire actuel (M. Ruffenach, les directeurs généraux Florence Guémy, Dominique Greiner et Jean-Marie Montel), *« très divisé »* selon une journaliste de *La Croix*, se termineront le 31 octobre. *« Il s'agit de supprimer le directoire actuel pour laisser la main à M. Morinière »*, croit savoir une source.

Si M. Ruffenach était parvenu à rajeunir l'état-major du groupe au début de son second mandat, en 2021, ces dernières années ont été mouvementées. Après le départ, volontaire, du directeur de la rédaction de *La Croix* Jérôme Chapuis il y a un an, en pleine réorganisation au sein du titre, et celui de M. Colombet, le directeur du quotidien, M. Ruffenach avait échoué à imposer Antoine Daccord à la direction générale.

Le profil du dirigeant, au management parfois critiqué dans les entreprises où il a exercé – le magazine télé *Diverto*, le groupe Combat (*Les Inrocks*, M6) –, par ailleurs auteur de chansons au caractère sexuel assez éloigné du rock chrétien, n'avait pas convaincu. Au point que, désavoué par l'actionnaire, M. Ruffenach avait laissé Jean-Marie Montel reprendre le dossier. Anne Ponce a finalement été nommée à la direction de la rédaction fin 2023, tandis que la directrice générale Anne-Bénédicte Hoffner l'a quitté en février.

A son arrivée, M. Morinière devra superviser le déménagement du siège, qui doit quitter Montrouge début 2025 pour s'installer dans un immeuble plus petit à Malakoff (Hauts-de-Seine), avant d'entrer dans le dur. *« Il sait qu'il accepte une mission très délicate*, confie un proche. *Mais il a le caractère, la poigne, et une très grande humanité pour l'assurer. »* ■

AUDE DASSONVILLE ET BRICE LAEMLE

Le Monde
MERCREDI 29 MAI 2024



Dans le centre commercial Mitikah, à Mexico, le 15 avril. L'ORÉAL

PLEIN CADRE

Le Mexique, eldorado des **cosmétiques**

Les Mexicaines, dont le taux d'emploi progresse, consacrent un budget croissant aux soins pour la peau et les cheveux. Le marché est l'un des moteurs de la croissance du groupe français L'Oréal

C'est un must pour un shopping à Mexico. Le centre commercial Mitikah est situé au pied des nouveaux gratte-ciel du quartier Xoco, au sud-ouest de la ville. Là, sept jours sur sept, une dizaine de vigiles – tous équipés de gilets pare-balles – surveillent les 280 boutiques et restaurants de ce mall luxueux ouvert en 2022, censé attirer 12 millions de personnes par an dans une mégapole de 9 millions d'habitants. A l'entrée, une tour Eiffel en carton doré attire : c'est le pop-up store L'Oréal Paris, où se pressent de jeunes clientes, avec son slogan *« Porque yo lo valgo »* et des visuels de Kendall Jenner, son égérie depuis un an. La marque a ancré ici son aventure mexicaine : quelques étages plus haut dans le building, elle a installé son siège local.

Au pays de Frida Kahlo, l'artiste peintre connue pour ses autoportraits colorés, le roi français du maquillage fait mouche, et le marché des cosmétiques est en plein essor. La croissance des ventes de fards, lotions et gloss a été *« six fois supérieure à celle du produit intérieur brut (PIB) »*, observe Alexis Perakis-Valat, directeur général de la division produits grand public du groupe L'Oréal. Après un bond de 17 % en 2023, le marché mexicain des produits de beauté génère 7 milliards des 400 milliards d'euros de ventes mondiales du secteur. Et le Mexique *« est le troisième contributeur à la croissance mondiale du groupe »*, précise le dirigeant, lors d'un point presse à Mexico, auquel *Le Monde* a été invité.

Depuis la pandémie de Covid-19, le pays de 132 millions d'habitants – la moyenne d'âge atteint 29 ans – bénéficie de vents porteurs. Il échappe au marasme économique dans lequel la Chine est actuellement piégée, et à l'inflation qui fait des ravages en Argentine ou au Brésil. *« La hausse des prix est sous contrôle, à 3 % »*, observe l'économiste Carlos Perez Verdia, directeur associé du cabinet Simbiosis. Selon le Fonds monétaire international, le PIB devrait progresser de 2,4 % cette année, après 3 % en 2023.

INDÉPENDANCE FINANCIÈRE

Le pays traverse également des mutations sociologiques importantes. En *« dépit d'un nombre affolant de féminicides »* (de l'ordre de 3 000 par an), la place de la femme dans cette société patriarcale évolue, assure une cadre de L'Oréal. Qui se réjouit que, pour la première fois, deux femmes, Claudia Sheinbaum, ancienne maire de Mexico, et Xochitl Galvez, la candidate de l'opposition, briguent le mandat de présidente du Mexique, lors du scrutin du 2 juin, pour succéder à Andres Manuel Lopez Obrador.

Surtout, le taux d'emploi féminin progresse. En 2022, celui des Mexicaines de plus de 15 ans était de 43,5 %, selon la Banque mondiale, contre 36,7 % en 2002. Grâce à leur activité professionnelle, elles gagnent en indépendance financière et adoptent de nouvelles routines cosmétiques, gonflant les ventes des rayons hygiène et beauté.

> **Des industriels choisissent de relocaliser leur production au Mexique, pour en faire la base arrière du marché américain**

Résultats : les magasins spécialisés ont poussé comme des champignons. L'agglomération de Mexico et ses 9 millions d'habitants, Guadalajara (4,3 millions d'habitants) ou encore Monterrey (3,5 millions) se couvrent d'hypermarchés, de grands magasins et de boutiques. Walmart, numéro un mondial de la distribution et première enseigne du pays, y poursuit son expansion : le groupe américain (3 000 magasins dans le pays) investira 1,8 milliard d'euros au Mexique et en Amérique centrale en 2024. Sephora prévoit d'ouvrir cinq magasins cette année, pour atteindre 42 unités à terme. L'enseigne française qui a inauguré son premier magasin en 2011, sur 500 mètres carrés à Mexico, y retrouvera bientôt son concurrent Ulta : la chaîne américaine inaugurera ses premières parfumeries en 2025.

MIS AU POINT À RIO DE JANEIRO

Les opérateurs locaux, eux aussi, sont offensifs. Les supermarchés Soriana sont présents dans les 32 Etats du pays. Carlos Slim, un milliardaire mexicain, étend le réseau de ses 39 drugstores Dax, d'après le journal local *Expansion*. La chaîne de 126 grands magasins Liverpool poursuit aussi son développement. Celle d'El Palacio de Hierro cultive son positionnement haut de gamme dans ses 34 magasins : de Chanel à Lancôme en passant par Yves Saint Laurent, Guerlain et Dior, toutes les marques de beauté y exploitent des stands rutilants, dans un air climatisé. La majorité de ces magasins sont exploités dans des centres commerciaux. *« Pour des raisons de sécurité, les Mexicains apprécient d'y faire leurs courses, en s'y rendant en voiture »*, explique la directrice commerciale de la division luxe de L'Oréal, Julie Vannier, en entrant dans celui de Mitikah. Malgré le succès de ces lieux, le commerce en ligne est aussi en plein essor : il a hissé sa part de marché à 7 % grâce à Amazon et à Mercado Libre, la plateforme détenue par le milliardaire argentin Marcos Galperin, qui livre partout dans le pays.

Autant de nouveaux débouchés qui *« sont de bonnes nouvelles pour L'Oréal »*, reconnaît M. Perakis-Valat. L'Amérique latine, dont le groupe a tiré 7 % de ses 41,3 milliards d'euros de ventes mondiales en 2023, a vu son activité bondir de 16,2 % au premier trimestre, après + 24,4 % sur l'exercice 2023.

Le fabricant français, qui détient 37 marques, s'est d'abord imposé dans les supermarchés grâce à Garnier et L'Oréal Paris. Notamment en lançant des produits mis au point à Rio de Janeiro, dans son centre de recherche et développement consacré aux cheveux et peaux des populations de pays soumis à de fortes chaleurs et à une grande pollution. Les deux marques dites « grand public »

> **Le commerce en ligne est aussi en plein essor : il a hissé sa part de marché à 7 % avec Amazon et la plate-forme Mercado libre**

ont ouvert la voie aux autres : Lancôme, YSL ou Armani, dans le luxe, et La Roche-Posay en pharmacie. Chacun bénéficie de la logistique loréalienne et de sa puissance publicitaire.

PAS UN HASARD

Pour séduire la clientèle locale, le fabricant a recours à son égérie Kendall Jenner. Celle dont le compte Instagram est suivi par 294 millions de personnes est – ici aussi – une mégastar. Et peu importe si la marque de tequila 818, que l'Américaine a créée en 2021, a suscité un tollé lors de son lancement : les jeunes Mexicaines adorent son regard souligné au mascara Panorama, lancé récemment par la marque.

L'Oréal s'appuie également sur des influenceuses, avec qui le groupe signe des contrats promotionnels, pour inciter les femmes à protéger quotidiennement leur peau du soleil et les aider à dompter leurs cheveux malmenés par la pollution. A l'exemple de Fernanda Jalil, 25 ans, célèbre pour ses longues nattes gris argenté. Très populaire parmi les jeunes, elle a le profil idéal pour promouvoir les marques L'Oréal au Mexique et les pays hispanophones d'Amériques du Sud : plus de 5,3 millions de personnes la suivent sur TikTok.

Si les marques locales – dont Yuya, lancée par une youtubeuse en 2017 – ne font pas encore d'ombre à L'Oréal Paris, toutes les multinationales de la beauté opèrent déjà au Mexique. Beiersdorf vend sa marque Nivea dans tous les supermarchés. Unilever, le géant anglo-néerlandais qui détient Dove et Rexona, y écoule aussi ses bidons de gel douche. Et Procter & Gamble promeut Head & Shoulders dans les couloirs du métro de Mexico.

Pour conforter leur position sur le continent, plusieurs d'entre eux y étendent leurs outils de production. Depuis quatre ans, Beiersdorf modernise son site de Silao, la plus grande de ses usines d'Amérique latine, ouverte en 2012. D'après le groupe, 350 millions d'euros y seront investis en automatisation pour augmenter sa capacité de 350 millions d'unités produites cette année à 500 millions après travaux. En février 2023, Unilever a, lui, promis d'investir près de 375 millions d'euros sur trois ans dans le pays, notamment lors de la construction d'une usine à Salinas Victoria, dans l'Etat du Nuevo Leon. Il y fabriquera des produits de beauté et d'hygiène. Le choix de cette ville de 1,8 million d'habitants n'est pas un hasard : proche de Monterrey, elle est située à deux heures de route de Laredo et de ses quatre ponts qui enjambent le Rio Grande vers le Texas – chaque jour, plus de 5 500 poids lourds y transitent. Depuis le Mexique, où il exploite cinq usines, Unilever exporte déjà vers 25 pays, précise le fabricant de produits alimentaires et d'hygiène et beauté.

BOULEVERSEMENTS

Et ce mouvement pourrait s'intensifier, car le secteur des cosmétiques est lui aussi pris dans les bouleversements à l'œuvre dans le commerce mondial. Depuis la perturbation des chaînes d'approvisionnement observée pendant la pandémie de Covid-19, puis les mesures de Washington contre l'importation directe de produits chinois aux Etats-Unis, des industriels choisissent en effet de relocaliser leur production au Mexique, pour en faire la base arrière du marché américain. Le gouvernement encourage le mouvement. Entre Monterrey et Laredo, il élargit les autoroutes et les autoponts, pour rallier plus rapidement le Texas. Et, surtout, il incite fiscalement les investissements étrangers. Résultats : l'an dernier, ils ont doublé, atteignant 17,2 milliards de dollars (15,8 milliards d'euros).

Pour l'heure, L'Oréal assure ne pas projeter de bâtir de nouvelles usines. Son dernier investissement (100 millions d'euros) date de 2012, lors de la construction d'un site à San Luis Potosi. Située au plein cœur d'une région dominée par l'industrie automobile, l'usine produit notamment des kits de coloration, à raison de 170 millions d'exemplaires par an. Un deuxième site situé à Xochimilco tourne à plein régime. Sa production a augmenté de 35 % depuis 2020, notamment pour l'export des soins Cerave vers l'Amérique latine. Soixante-deux ans après son inauguration, elle est en cours de rénovation. L'Oréal promet d'y réduire sa consommation d'eau et de la recycler. ■

JULIETTE GARNIER

La fin de l'ère Rafael Nadal à Roland-Garros

L'Espagnol, quatorze fois sacré porte d'Auteuil, a été éliminé dès son entrée en lice par Alexander Zverev

C'était un drôle d'enterrement, un au revoir mais pas vraiment un adieu. Lundi 27 mai, au moment de quitter le court Philippe-Chatrier, Rafael Nadal a laissé planer le doute dans un étrange entre-deux : *« Je ne sais pas si c'est la dernière fois que je me retrouve ici devant vous. Il y a de grandes chances pour que je ne revienne pas jouer ce tournoi, mais je ne peux pas non plus l'affirmer à 100 % »*, a-t-il énoncé aux 15 000 spectateurs de Roland-Garros, scandant bruyamment *« Ra-fa ! »*

Pour la première fois de sa carrière, l'Espagnol a été battu dès son entrée en lice sur « sa » terre battue parisienne, vaincu – avec les honneurs (3-6, 6-7, 3-6) – par l'Allemand Alexander Zverev (n° 4 mondial). Ces derniers jours, il avait répété qu'il ne voulait ni fleurs ni couronne si ce match devait être son dernier. La directrice du tournoi, Amélie Mauresmo, a dû remballer sa cérémonie et laisser au vestiaire le traditionnel trophée d'« honneur », mélange de brique pilée, mâchefer et autres gros cailloux concassés.



Rafael Nadal quitte le terrain après avoir perdu contre l'Allemand Alexander Zverev, à Roland-Garros, le 27 mai. GONZALO FUENTES/REUTERS

Rappel de son hégémonie

Le roi de la terre battue a concédé un discours, sur un Central couvert, à l'image du ciel tourmenté de Paris qui venait de verser quelques larmes : *« Enfant, je n'aurais jamais pu imaginer être ici à 37 ans* [il fêtera ses 38 ans le 3 juin], *avec tous les succès que j'y ai connus. Les sensations que j'ai eues sur ce court durant toute ma carrière sont des souvenirs inoubliables, merci du plus profond de mon cœur. C'est difficile de trouver les mots, mais sentir l'amour du public, comme ce fut le cas cette année dans ce tournoi que j'aime le plus au monde, signifie beaucoup pour moi. »*

A peine entré sur le terrain, l'ancien numéro un mondial a reçu une standing ovation d'un public gagné par les frissons au moment des présentations. Fidèle à son rituel, le speaker, Marc Maury, a égrené la litanie des quatorze titres rappelant l'hégémonie du « tyran » de Majorque. Quatorze sacres entre 2005 et 2022, reléguant loin dans les mémoires le Suédois Björn Borg, dont les six titres parurent longtemps hors de portée. Signe que le moment était solennel, une partie du vestiaire avait pris place en tribunes, à commencer par Novak Djokovic et Iga Swiatek, le patron et la patronne du circuit, ainsi que l'Espagnol Carlos Alcaraz (n° 3). Même les loges étaient pleines, du jamais-vu pour un « simple » premier tour du Grand Chelem parisien entre le 4e joueur mondial et le 276e. Les places valaient tout aussi cher en tribune présidentielle pour voir la probable dernière danse du plus grand joueur du tournoi, retombé parmi les sans-grades.

Pour la première fois en dix-neuf participations, l'homme aux vingt-deux titres en Grand Chelem se présentait sur la terre battue parisienne sans le statut de tête de série. Il n'avait plus disputé un duel au meilleur des cinq sets depuis plus de seize mois et sa défaite – et blessure à la hanche – au deuxième tour de l'Open d'Australie, en 2023. Le sort avait été cruel, il lui avait réservé un gros poisson en guise d'apéritif : Alexander Zverev, l'un des favoris.

Baroud d'honneur

Sur le papier, renverser le 4e mondial et récent vainqueur à Rome s'apparentait à une montagne. Sur le terrain, de fait, la route a vite paru insurmontable. D'entrée de jeu, Nadal est pris de vitesse sur les accélérations de coup droit de l'Allemand. Son lift gicle moins, son coup droit reste dans la raquette et toutes ses balles courtes sont aussitôt punies. Le maître des lieux a du mal à retrouver ses marques dans son jardin, 722 jours après sa dernière apparition, en juin 2022. Un break pour commencer, un autre pour finir, Zverev, impérial au service, empoche logiquement le premier set (6-3).

Le gaucher sonne alors la révolte. Au moment de sauver deux balles de break à 2-1 contre lui dans la deuxième manche, il bondit dans les airs comme à ses plus belles heures, poing serré, *« vamos ! »* tonitruant. Le public exulte à la vue du « taureau de Manacor » soudain ressuscité. Mais en face, Zverev ne baisse pas la tête au moment où l'Espagnol sert pour remettre les compteurs à zéro, et arrache finalement le tie-break.

L'Allemand de 27 ans veut à tout prix chasser de sa mémoire le cauchemar de leur dernier duel dans ce décor. Ce 3 juin 2022, au cœur d'un mano à mano en demi-finales, sa cheville droite vrille méchamment à la fin d'un deuxième set encore plus suffocant que le premier, remporté par son aîné au tie-break. L'Allemand sort du court en fauteuil roulant. Deux jours plus tard, son adversaire soulevait sa quatorzième Coupe des Mousquetaires.

« Face à lui et sur ce court, vous finissez par perdre alors que vous avez l'impression de gagner », disait Zverev après sa victoire à Rome il y a dix jours sans savoir qu'il serait le premier adversaire de l'Espagnol porte d'Auteuil. Sur le Philippe-Chatrier, *« il devient un autre joueur. Sa balle devient tout d'un coup plus rapide de quelques kilomètres à l'heure, son jeu de jambes et ses pieds deviennent beaucoup plus véloces,* décrivait l'Allemand. *C'est plus difficile de frapper un coup gagnant, il a beaucoup plus d'espace sur ce terrain imposant. On a l'impression qu'on ne peut pas s'en débarrasser. »*

Il y eut souvent des raclées dans les grandes largeurs, y compris en finale. Certaines furent mémorables. Parlez-en à Roger Federer, l'une des victimes préférées de l'ogre sur l'ocre parisienne : six victoires en six face-à-face. Son grand coup droit de gaucher martyrisait le Suisse. Dans les allées de Roland-Garros, lundi, des spectateurs arboraient en guise de visages les photos des deux anciens rivaux en larmes, lors des adieux du « Maestro » à Londres, en septembre 2022.

Défier le Majorquin sur le Central, c'était tout simplement la définition de l'enfer sur terre. *« Il avait tout de plus que les autres, un physique hors norme, une frappe hors norme, une rapidité. Il est né sur la terre »*, synthétisait Richard Gasquet il y a quelques jours. *« C'est un endroit un peu magique pour moi »*, reconnaissait lui-même Nadal, samedi, devant plus de journalistes entassés que pour une conférence de presse post-victoire. Mais après vingt ans, la cape d'invincibilité a fini par se trouer.

A peine entré sur le terrain, l'ancien numéro un mondial a reçu une standing ovation

Lundi, dans le troisième set, il s'est battu avec ce qu'il lui restait d'énergie et d'orgueil, pour ne pas quitter ce stade sans un baroud d'honneur. *« S'il y a un tournoi qui vaut la peine de tout donner et de mourir, c'est à Paris »*, disait-il à Barcelone, mi-avril. Son niveau de jeu (en partie) retrouvé lui aurait sans doute permis de battre une bonne partie du tableau, mais face à Zverev, cela n'a pas suffi. *« Je me suis battu, j'étais prêt à me battre davantage, je pense que je n'étais pas très loin d'y arriver,* analysa-t-il après sa quatrième défaite en… 116 matchs. *Mais on ne construit pas une maison en deux jours (…). J'ai manqué de confiance, d'automatismes. »*

Dans cette ambiance de fin de règne, son clan au complet avait fait le déplacement depuis Majorque, y compris l'héritier, le petit Rafael junior (1 an et demi). Tout l'état-major espagnol de la terre battue avait même été dépêché : un peu plus tôt dans la journée, on avait croisé à l'un de ses entraînements David Ferrer au côté du coach et ami Carlos Moya. *« Rafa a joué un bon match, surtout dans le deuxième set. Zverev a dû jouer à un très haut niveau pour gagner en trois sets, c'est le genre de joueurs qui peut gagner Roland-Garros,* a commenté Ferrer, finaliste malheureux en 2013 face à… Nadal. *Rafa aurait eu besoin d'autres matchs pour avoir la confiance de battre un joueur comme ça. »*

Un dernier rêve

Un peu plus loin dans le salon des joueurs, Toni Nadal, l'oncle et ancien entraîneur, se montrait, lui, nostalgique. *« C'est la fin d'une histoire. Quand on est arrivé ici en 2005, jamais nous n'aurions pu imaginer qu'elle durerait vingt ans. L'histoire de ce tournoi, c'était Borg et ses six victoires, ça me paraissait impossible qu'un joueur fasse un jour mieux que lui. »*

La plus belle victoire à ses yeux ? *« Celle la plus émouvante en tout cas, c'est celle de 2010 contre* [le Suédois] *Söderling, après sa défaite face à lui en 2009, où le public n'avait pas été très respectueux. Il y a eu aussi des finales contre Djokovic, contre Federer aussi, bref, il y a eu beaucoup de chapitres… »*

« Mon état d'esprit, c'est que je suis prêt à jouer jusqu'aux Jeux olympiques »
RAFAEL NADAL

Avant de refermer définitivement le livre de Roland-Garros, l'Espagnol nourrit un dernier rêve : disputer le tournoi olympique (du 27 juillet au 4 août), qui aura pour décor… la terre battue parisienne. *« Mon état d'esprit, c'est que je suis prêt à jouer jusqu'aux Jeux olympiques. Ensuite, je verrai comment je me sens au niveau de la motivation personnelle, au niveau physique et au niveau tennistique également. Je déciderai alors s'il est sensé ou pas de continuer à jouer. »*

Souriant malgré la défaite, Rafael Nadal n'a jamais paru aussi serein. *« Quoi qu'il arrive, je suis en paix avec moi-même,* assure-t-il. *Pendant vingt ans, j'ai fait tout ce qui était possible pour être prêt pour ce tournoi. Les deux dernières années, je suis passé par des moments très difficiles, des mois sans voir la lumière. Je n'ai pas toujours maintenu l'espoir, mais au moins la discipline de faire tout mon possible pour revenir ici. Et j'y suis arrivé. »* La boucle est bouclée, il a désormais fait le tour de la terre. ■

ÉLISABETH PINEAU

LES CHIFFRES

22
Nombre de titres du Grand Chelem remportés : 14 Roland-Garros, 4 US Open (2010, 2013, 2017 et 2019), 2 Wimbledon (2008, 2010) et 2 Open d'Australie (2009, 2022)

14
Nombre de sacres au tournoi de Roland-Garros

92
Nombre de titres remportés en simple, ce qui fait de lui le cinquième joueur le plus titré de l'ère Open (derrière Jimmy Connors, Roger Federer, Ivan Lendl et Novak Djokovic). Sur l'ensemble des tournois majeurs, seul le Masters de fin d'année manque à son palmarès

2
Nombre de médailles d'or olympiques, l'une en simple en 2008 et l'autre en double en 2016

209
Nombre de semaines en tête du classement ATP

Le Monde
MERCREDI 29 MAI 2024

LES JEUNES ET LE RASSEMBLEMENT NATIONAL

Ces jeunes séduits par le candidat Bardella

Une part grandissante de la jeunesse s'identifie à la tête de liste d'extrême droite aux élections européennes

GOUZEAUCOURT (NORD), ÉVREUX, PERPIGNAN, VESOUL - *envoyés spéciaux*

Ce 1er mai, au Palais des congrès de Perpignan, Julie et Lorna, 17 ans, peinent à cacher leur enthousiasme. En 1re ASSP (accompagnement, soins et services à la personne) au lycée de Prades (Pyrénées-Orientales), les deux amies ont fait le déplacement avec une idée en tête : voir *« en vrai »* leur idole. Pas de star mondiale de la pop en vue, mais un homme politique s'apprêtant à réciter un discours populiste aux accents xénophobes : Jordan Bardella. Trop jeunes, ni l'une ni l'autre ne voteront le 9 juin pour les élections européennes. Elles ne sont pas non plus encartées au Rassemblement national (RN) et ne comptent pas l'être. Leur passion pour Jordan Bardella, elles l'affichent sur les réseaux sociaux, « likant », commentant et republiant chacun de ses faits et gestes. Leur rêve ? Un selfie avec *« Jordan »*, qu'elles s'empresseraient de partager sur TikTok et Instagram.

A 28 ans, celui qui a remplacé Marine Le Pen à la tête de la formation d'extrême droite en 2022 a réussi à toucher les cœurs et les esprits d'une partie de la jeunesse, pourtant largement défiante envers la politique. Selon la dernière enquête Ipsos pour *Le Monde*, menée du 19 au 24 avril, environ un tiers des 18-24 ans (32 %) certains d'aller voter le 9 juin auraient l'intention de glisser dans l'urne un bulletin « Jordan Bardella », la même proportion que pour la population électorale générale. Les jeunes, qui opposaient traditionnellement une forte résistance aux idées de l'extrême droite, ne constituent donc plus une exception.

Des chiffres qu'il faut par ailleurs remettre en perspective, souligne Anne Muxel, directrice de recherche au Cevipof (CNRS-Sciences Po) : *« Ces intentions concernent ceux qui vont aller voter. Or, l'abstention est très forte : seuls trois jeunes sur dix vont se rendre aux urnes. Toute la jeunesse ne vote pas pour le RN ! Mais le fait que Jordan Bardella soit placé en tête est significatif. »*

Du Nord à la Haute-Saône en passant par l'Eure, *Le Monde* est allé à la rencontre de lycéens, étudiants et jeunes travailleurs afin de comprendre pourquoi le barrage anti-RN a pu se fragiliser au sein d'une jeunesse qui, il y a encore vingt ans, *« emmerdait le Front national »* (FN). Une partie de ces jeunes (qui ont souhaité rester anonyme), généralement issus de catégories populaires, raconte le sentiment d'une *« fierté retrouvée »*, l'espoir d'être enfin considérés pour ce qu'ils sont et font, dans des territoires qui se sentent négligés par l'Etat et les responsables politiques. Une autre ne cache pas son désintérêt pour l'actualité politique.

En Haute-Saône, département à dominante rurale dont les deux circonscriptions ont basculé de la Macronie au RN au premier tour des élections législatives de 2022, le sourire confiant de Jordan Bardella et le slogan *« Vivement le 9 juin ! »* s'affichent au bord des départementales. D'aucuns se souviennent encore de sa venue à Vesoul pour la foire agricole de la Sainte-Catherine, le 25 novembre 2023, accueilli par un bain de selfies.

« Il est là, auprès des gens, lui », considère Clara, 20 ans, en BTS négociation et digitalisation de la relation client (NDRC) à Vesoul, rencontrée devant son lycée avec son ami Alexandre, 20 ans. Direction le kebab, où ils veillent à ne pas parler trop fort devant la serveuse en hijab. *« C'est comme ça qu'on rassemble les Français. Ils devraient se déplacer, les autres.* [Gabriel] *Attal l'a fait avec la crise agricole, mais c'était qu'une fois »*, estime Clara, diamants à motifs de croix sur ses faux ongles. Un témoignage qui souligne la nette différence de visibilité entre, d'un côté, les déplacements de Jordan Bardella et ceux – très rares – de Marine Le Pen ; de l'autre, ceux des membres du gouvernement ou de l'opposition de gauche, pourtant fréquents.

Comme d'autres de leurs amis, Clara et Alexandre suivent Bardella *« sur tous les réseaux* [sociaux]*»*, et ne tarissent pas d'éloges, le trouvant *« percutant, très bon orateur, avenant »*. Davantage que Marine Le Pen, jugent-ils en se remémorant des *« clashs »* où il a pris l'ascendant sur ses adversaires, à l'instar des rappeurs. *« Le fait qu'il soit jeune nous rassure*, poursuit Clara. *C'est un porte-parole de notre génération. Il donne envie aux jeunes de s'engager. »* Un sentiment partagé dans leur classe, avancent-ils : sur quinze élèves, *« une majorité »* se retrouverait dans le RN, *« une minorité »* à gauche.

« Les précédents scrutins ont permis de constater que la jeunesse attirée par l'extrême droite se trouve parmi les plus précaires, les moins diplômés, résidant souvent en milieu rural ou périurbain, donc avec des caractéristiques qui renvoient aux inégalités sociales mais aussi à la relégation géographique », rappelle le sociologue Laurent Lardeux, coauteur de l'ouvrage *Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie* (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, 2021). Par son âge et sa trajectoire personnelle, Bardella est parvenu à susciter un processus d'identification, une forme de familiarité. Enfant de la classe moyenne – sa mère est Atsem (pour agente territoriale spécialisée des écoles maternelles), son père dirigeant d'une petite entreprise –, *« Jordan »* a grandi en banlieue, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), au milieu de parents séparés, et n'a pas d'autre diplôme qu'un baccalauréat, série économique et social.

« LA FRANCE DES OUBLIÉS »

Clara, dont les grands-parents votaient communiste, a une mère accompagnante des élèves en situation de handicap et animatrice périscolaire, un père éducateur dans la Creuse (ex-gendarme). La jeune femme ressent un profond sentiment d'injustice à voir sa mère *« trimer depuis des années »* sans revalorisation de son statut. Alors même, estime-t-elle, que *« d'autres qu'on accueille touchent des aides d'Etat sans travailler »*. *« La France n'est pas un guichet social ! »*, lance-t-elle, reprenant l'une des formules préférées du parti. Si son père vote RN, sa mère, elle, a voté en faveur de Yannick Jadot, le candidat écologiste à la présidentielle de 2022, et intime à sa fille de rester discrète sur ses idées. *« Je lui montre les vidéos, on discute, et je crois qu'à force ça la fait réfléchir »*, salue Clara.

Les deux camarades évoquent aussi tout ce qu'ils ont vu disparaître autour de chez eux, l'offre de formations plus limitée, les emplois moins qualifiés qui poussent certains à s'exiler. A Lure, la sous-préfecture où réside Alexandre, bien des services publics ont disparu depuis vingt-cinq ans. Quant à Clara, qui habite un village à quarante-cinq minutes de car scolaire de Vesoul, elle doit se lever à 5 heures et rentrer à 19 heures, faute de transports réguliers. *« On est la France des oubliés*, soupire-t-elle, reprenant, là encore, une antienne chère au RN. *Ça n'aide pas à avoir de l'ambition. »* Elle est fière malgré tout d'être la seule de son *« bled »* à faire des études supérieures.

« L'ambition », *« la réussite »* : avec son physique de gendre idéal, sa silhouette musclée, ses punchlines en interview, le dirigeant frontiste les fait rêver, là où Marine Le Pen, et sa prestation ratée au débat du second tour de la présidentielle face à Emmanuel Macron en 2017, a laissé un goût amer de défaite, voire de honte. *« Les jeunes aiment bien voir quelqu'un qui n'est pas en difficulté »*, commente Pierre-Romain Thionnet, 30 ans, directeur national du Rassemblement national de la jeunesse (RNJ) et candidat sur la liste des élections européennes (23e position), qui n'hésite pas à enjoliver l'homogénéité sociale de ses troupes : *« Je croise des jeunes de toute catégorie sociale. C'est le même engouement, qu'ils soient urbains ou agriculteurs. Il y a un parallèle à faire avec Macron en 2017. Certains le trouvent attirant, il inspire la gagne. »*

Avec l'ironie, des phrases-chocs pour étriller le bilan d'Emmanuel Macron et un flou programmatique sciemment entretenu, le candidat frontiste parle à la fois aux convaincus et à des jeunes plus éloignés du RN, y compris parmi les diplômés. *« Il a su mobiliser les réseaux sociaux pour toucher des segments de toute la jeunesse et mène une bonne campagne*, reconnaît Anne Muxel. *Cela fait des années que Marine Le Pen joue la carte jeunes. Dans ses discours, elle s'adresse aux jeunes ruraux, des classes populaires, sans emploi, ou en manque de reconnaissance. Le RN est aussi un des partis qui s'est le plus ouvert aux jeunes : Marine Le Pen en a placé sur toutes les listes. Bardella est emblématique de cette stratégie. »*



FRED PÉAULT

« IL NE FAUT PAS FAIRE D'AMALGAME AVEC LE FN ET LE RACISME DE JEAN-MARIE LE PEN. CE QUI SERAIT EXTRÊME, C'EST RECONQUÊTE ! [LE PARTI D'ÉRIC ZEMMOUR] »

CLARA
étudiante en BTS à Vesoul

Ce samedi 6 avril, à Gouzeaucourt, commune du Nord de 1 500 habitants aux confins du Pas-de-Calais et de la Somme, cernée par les champs, une petite bande de copains s'est levée tôt. Tassés dans la Golf 6 de l'un d'eux, ils prennent la direction de Cambrai, où Jordan Bardella est attendu pour une visite sur le marché. Noah, Hugo, Ethan, Aurélien (prénom d'emprunt) et les deux Matteo ont entre 15 et 18 ans. Tous se forment à leur futur métier, que certains exercent déjà : deux paysagistes, un matelot sur une péniche, un plaquiste, un plombier, un autre sur une chaîne d'une filiale d'Airbus. Ils sont venus voir leur *« futur président »*. Pourquoi lui ? *« Parce qu'il est blanc »*, lance le plus jeune. Les adolescents assument leur racisme, veulent *« la France aux Français »*. Tous leurs parents votaient déjà FN. Les petits s'endorment avec des vidéos de Jean-Marie Le Pen et s'en amusent, comme Jordan Bardella approchait fièrement, à l'adolescence, le patriarche multicondamné pour racisme et négationnisme.

Un peu plus loin sur le marché, Théo Wallon, 19 ans, étudiant en sciences politiques à Lille-II, a pris sa carte au RN il y a un mois. Ce militant de l'Union nationale interuniversitaire (syndicat étudiant de droite radicale), issu d'un milieu ouvrier, qui veut bosser *« dans la politique »*, voit en Bardella un modèle : *« Dans les débats, il arrive à ne pas aller au conflit. C'est louable en politique de réussir à garder son calme. Il a aussi amené un renouveau au parti, il l'a détaché du nom de Le Pen. »*

Jordan Bardella profite du processus de dédiabolisation menée par Marine Le Pen autant qu'il y contribue. A Vesoul, en Haute-Saône, Clara et Alexandre, comme d'autres jeunes rencontrés, situent spontanément le RN *« à droite »*, estimant que ce n'est *« pas un vote extrême extrême »*. *« Il ne faut pas faire d'amalgame avec le FN d'avant et le racisme de Jean-Marie Le Pen. Ce qui serait extrême, c'est Reconquête !* [le parti d'Eric Zemmour] *»*, considère Clara. Alexandre est plus partagé : *« Une partie de mes idées sont de gauche, comme l'égalité entre les ouvriers et les patrons. Sauf qu'aujourd'hui la gauche, c'est la gauche caviar, la gauche des villes. Le spectre politique n'a plus de sens. »* Pierre, 21 ans, en BTS support action managériale à Vesoul, rencontré devant son lycée, confirme ce sentiment de confusion : *« Nous, les jeunes, on est un peu perdus par rapport aux élections. S'il y a une tête qui tourne sur les réseaux, c'est sûr que ça va plus nous parler. Avec Bardella, même sans s'abonner, tu reçois des publicités. »*

A côté de lui, Eva, fille d'ouvriers, s'apprête à voter pour la première fois le 9 juin, mais ignore encore pour qui. Sur les réseaux, elle n'a vu passer que Bardella et ne connaît aucun des autres candidats. Elle a trouvé *« poignante »* sa vidéo après la mort en avril du jeune Matisse à Châteauroux (poignardé par un adolescent afghan). Le candidat RN y emploie le terme d'*« ensauvagement »* de la France. La vidéo a été vue près de cinq millions de fois sur TikTok, mais celles où Jordan Bardella, qui comptabilise 1,3 million d'abonnés sur ce réseau social, mange des bonbons ou souhaite *« bonne chance pour Parcoursup »* circulent aussi beaucoup.

DES « GAMINERIES » SUR TIKTOK

Les faits divers autour de la violence entre jeunes, l'inflation qui met à plat le pouvoir d'achat de leurs parents, le déclin des services publics en zone rurale, les difficultés des jeunes agriculteurs… Avec ses réponses simplistes, sa virginité politique, la désignation de boucs émissaires lointains (Bruxelles, les immigrés), le RN rafle la mise plus facilement. *« Un parti qui se nourrit des colères »*, selon les mots d'Anne Muxel.

A la brasserie Le Globe, dans le centre-ville de Vesoul, c'est une jeunesse de la valeur travail et de la pénibilité qui s'attable, éreintée, ce jeudi soir de mai. Jordan et sa sœur Océane, 29 ans tous les deux, Kevin et Alex, 25 et 32 ans. Les gars sont artisans dans le BTP, Océane responsable de secteur dans une agence d'aide à domicile. Tous ont prévu de voter aux européennes. *« Bardella ! »*, cla-



ment-ils en chœur. Les trois artisans disent avoir le corps *« déjà flingué »*. Ils ont commencé à bosser à 15 ans et ont d'autant moins digéré la réforme des retraites adoptée fin 2023. Charpentier, Alex se demande s'il ne vaudrait pas mieux sortir de l'Union européenne, ce qui n'est plus au programme lepéniste. *« Au RN, ils proposent aussi de baisser la TVA* [sur l'essence et les produits de première nécessité]*, ce serait bien »*, croit-il savoir. *« On parle très peu de nous, que ce soit les petits artisans ou l'aide à domicile »*, considère Océane, *« écœurée »* par les conditions de travail de ses salariés, un sujet que Jordan Bardella n'aborde pourtant jamais. Eux aussi évoquent tous les services publics (écoles, guichets, médecins) qu'ils ont vus disparaître dans leurs villages alentour, les bars qui ont fermé *« à cause des charges et de l'inflation »*, fragilisant davantage le tissu social ; et puis *« toute cette paperasse »* qu'il faut obligatoirement faire sur Internet, renforçant un sentiment d'exclusion.

Il y a aussi l'impression d'être *« pris de haut par les gens des grandes villes et les partis de gauche »* : *« C'est un autre monde, on a l'impression qu'ils ne parlent pas la même langue »*, dit Jordan. En guise d'exemple, ils sont plusieurs à citer l'incitation à rouler électrique. Alex est fier de faire durer sa vieille Clio 2, 400 000 kilomètres. *« La plupart ne comprennent pas ce qu'on vit*, considère Jordan. *Mais ils sont bien contents de venir se mettre au vert chez nous. »* La fin du moteur thermique, le mépris supposé des décideurs parisiens et bruxellois pour le monde rural, les incohérences présumées de la transition écologique sont depuis un an des thèmes de campagne privilégiés pour le RN… dont les deux têtes sont pourtant nées dans une région parisienne qu'elles n'ont jamais quittée.

A la table d'à côté, Antoine, 18 ans, étudiant ambitionne de devenir agriculteur. Il est entouré de sa bande de potes. Le 9 juin, ils voteront *« Bardella »* unanimement, là encore. *« Parce que c'est le seul qui s'intéresse à l'agriculture et à la ruralité*, estime Antoine. *»* Quand on les interroge sur des mesures précises du programme du RN, la plupart bottent en touche. *« Oui, ça reste de la politique, peut-être que c'est un beau parleur*, concède Alex. *En attendant, j'ai jamais vu quelqu'un avoir autant de repartie. Et puis faut essayer. On a eu deux mandats de Macron, on voit ce que ça a donné. »*

« Les gens du RN sont des menteurs, des manipulateurs, qui jouent sur les peurs des gens », s'agace pour sa part Clément, 26 ans, croisé dans Vesoul, plus enclin à parler de la boîte de BTP qu'il a montée avec un copain. *« Bardella dit juste ce qu'on a envie d'entendre. Qu'il arrive au pouvoir, tiens, ils verront bien que leur vie ne change pas. »* D'ailleurs, à part pour les municipales, l'artisan ne votera plus : *« inutile »*, estime-t-il. Le sociologue Laurent Lardeux rappelle que la faible participation des 18-29 ans aux élections européennes a différentes explications : le « vote devoir », notamment, tend à disparaître, et la construction de la citoyenneté se fait sur un temps plus long.

A Evreux, dans l'Eure, la politique ne passionne pas les foules. Ce mardi 14 mai, à trois bonnes semaines du scrutin, sur la petite dizaine d'étudiants rencontrés, nul n'est en mesure de citer le nom d'un parti ou d'un candidat, encore moins de choisir son camp. Tous suivent leurs études à distance, par le biais du campus connecté, un dispositif qui permet à des publics « empêchés » – pour raisons familiales, géographiques, financières ou encore de santé – de rester étudier près de chez eux.

Aux élections législatives de 2022, quatre circonscriptions sur cinq ont envoyé un député RN à Paris. Ces jeunes n'en savent rien et parlent rarement politique avec leurs parents. Rebecca (son prénom a été modifié), 19 ans, inscrite en licence d'anglais à Nanterre, détient ses bribes d'information des réseaux sociaux. Connaît-elle des personnalités politiques ? La jeune femme éclate de rire, cite les époux Balkany et des vidéos qui ridiculisent Bardella, consciente de ne suivre que des *« gamineries »* sur TikTok.

LA POLITIQUE, JAMAIS UN SUJET

Au-delà des blagues et des polémiques croisées en ligne, ces jeunes ont du mal à manier les concepts politiques ou à retenir des mesures proposées. Souvent, c'est l'apparence qui prime. *« Comment il s'appelle… un petit monsieur avec des lunettes, assez costaud… Mélenchon ! J'ai toujours aimé Mélenchon, je ne sais pas pourquoi ! »*, lance Eden, 19 ans. Elle aimerait bien voter, mais elle ne sait pas pour qui. Possible qu'elle n'y aille pas, découragée. Tobi, basketteur de 18 ans, en BTS NDRC, finit par mettre le jeu *Clash of Clans* sur pause pour répondre. *« J'ai rien vu, zéro, franchement c'est impressionnant, je ne savais même pas qu'il y avait des élections »*, s'étonne-t-il. Entre copains, la politique n'est jamais un sujet, *« à part des fois pour rigoler, entre amis de la même couleur de peau, on dit "attention, si Marine Le Pen est élue, on va te renvoyer dans ton pays !" »*, raconte Boubacar, 20 ans, inscrit en deuxième année de droit à Rouen.

Jordan Bardella reste le seul candidat que certains de ces étudiants puissent nommer. *« Il a un fan-club assez important ici »*, note Emma, 18 ans, en première année de BTS communication, sans pour autant aimer ses idées. La priorité selon elle ? L'environnement. Mais elle semble adhérer au principe-clé du programme de l'extrême droite, la priorité nationale, jugée contraire à la Constitution. *« Si des Français ont du mal à se loger, ils sont prioritaires par rapport aux étrangers : si on n'est pas aidé par son propre pays, c'est la débandade. »*

Indécis, ces jeunes feront leur choix à la dernière minute. A 18 ans, Esteban se dit *« de droite, mais pas d'extrême droite »*. Pour s'informer, le garçon a installé BFM-TV sur son téléphone et regarde parfois des vidéos du youtubeur HugoDécrypte. Il pourrait voter Bardella. *« On verra, je ne suis pas fermé, peut-être, si ses idées me plaisent. »* On le sent en tout cas inspiré : *« Il a une bonne tête, et c'est important en politique. Et puis on a l'impression qu'il nous comprend mieux, nous, les jeunes. »* Tous promettent qu'ils éplucheront les programmes avant le scrutin. *« On va bien les recevoir par courrier, hein ? »* ■

CAMILLE BORDENET, CHARLOTTE BOZONNET, CLÉMENT GUILLOU, LÉA IRIBARNEGARAY ET CORENTIN LESUEUR

« Les 18-34 ans ne savent pas ce que c'est de vivre dans un Etat totalitaire »

Céline Belot, chercheuse au CNRS, analyse la montée de l'extrême droite chez les jeunes électeurs en Europe

ENTRETIEN

Chercheuse au CNRS et enseignante en science politique à Sciences Po Grenoble, Céline Belot s'intéresse à la formation du jugement politique des citoyens sur les questions européennes. A l'approche des élections européennes, fixées au 9 juin pour les électeurs français, elle analyse, pour *Le Monde*, les ressorts du vote d'extrême droite chez les jeunes, en hausse dans de nombreux pays d'Europe.

Que représentent les élections européennes pour la jeune génération ?

Il s'agit d'abord d'élections très mal connues, et pas seulement des jeunes. Le mode de scrutin est un peu différent de celui du niveau national : même ceux qui sont habitués à voter demandent parfois quand se tiendra le second tour, par exemple, alors que cela n'a pas de sens dans le cadre d'un scrutin proportionnel de liste bloquée, tel que celui en usage aux élections européennes en France. Les européennes sont aussi des élections lointaines : on ne sait pas toujours pour qui l'on vote et, généralement, les citoyens connaissent assez mal le rôle du Parlement européen. C'est encore plus vrai chez les jeunes. En raison de cette méconnaissance, l'abstention aux élections européennes est souvent élevée.

En France, les sondages montrent que les jeunes résistent moins qu'avant aux idées de l'extrême droite. Ce phénomène est-il commun aux pays de l'Union européenne ?

Le groupe Identité et démocratie, dont le RN fait partie, compte aujourd'hui 59 membres. D'après les projections, il pourrait facilement en gagner 20, et cette progression pourrait, notamment, être poussée par les jeunes dans un certain nombre de pays – comme la France avec le RN, l'Allemagne avec l'Alternative pour l'Allemagne *[AfD]* ou la Belgique flamande avec le Vlaams Belang. Cela pourrait aussi être le cas au Portugal, où le parti Chega a déjà fait une percée historique lors des législatives de mars.

Cette tendance s'inscrit dans un contexte où, dans plusieurs pays européens, les jeunes vont pour la première fois être appelés à voter à partir de 16 ans : c'est le cas en Allemagne et en Belgique. L'enjeu est de taille, notamment en Belgique, où le vote est obligatoire et où cette nouveauté a été annoncée très tardivement *[le 21 mars]*. Mais attention à ne pas associer systématiquement le vote pour l'extrême droite à celui des plus jeunes. Ce vote pour les partis les plus à droite a tendance à croître dans certains pays, alors qu'il reste stable, parfois à un niveau élevé, dans d'autres. C'est dans les pays où il tend à croître qu'il est particulièrement porté par les jeunes. Dans d'autres nations, où l'extrême droite est présente depuis des années à un niveau assez élevé, ce ne sont pas les jeunes qui ont le plus voté pour ces partis-là. Par exemple les Démocrates de Suède ont fait 20 % lors des législatives de septembre 2022, mais ils ont été davantage plébiscités chez les 50-64 ans. Par ailleurs, les jeunes sont souvent des électeurs plus intermittents et plus volatils. Il s'agit de populations qui, jusqu'à la dernière minute, ne sont pas très sûres d'aller voter. Il faut prendre toutes les estimations avec d'autant plus de pincettes.

> **« LE CHANGEMENT VA S'EXPRIMER PAR DES VOTES POUR DES FORCES POLITIQUES QUI N'ONT JUSQU'ALORS PAS EXERCÉ LE POUVOIR, SOUVENT PLUS RADICALES »**

Comment expliquer que, dans certains pays, les jeunes votent plus pour l'extrême droite que les autres générations ?

Ce qui est certain, c'est qu'en Europe le besoin de changement s'exprime partout. Les jeunes ont grandi dans un contexte très anxiogène, celui des attentats terroristes, de la crise financière, du Covid-19, de la guerre en Ukraine, et maintenant à Gaza qui rejaillit dans l'espace politique européen… Si vous ajoutez à cela le réchauffement climatique, un grand nombre de jeunes n'espèrent plus des forces politiques en présence qu'elles se montrent à la hauteur de ces enjeux.

La nécessité de changement va s'exprimer par des votes pour des forces politiques qui n'ont jusqu'alors pas exercé le pouvoir, souvent plus radicales. C'est le cas de certaines forces à l'extrême droite, mais cela peut aussi être le cas d'autres forces politiques si elles n'ont pas été au gouvernement depuis longtemps. Les jeunes ont ainsi largement participé au succès de Podemos en Espagne, en 2015.

En France, cette volonté de changement peut aujourd'hui être perçue comme incarnée par l'extrême droite puisqu'elle n'a jamais été au pouvoir – de même que La France insoumise *[LFI]*. De façon générale, le vote des jeunes est surreprésenté dans ces forces de changement, en particulier dans des pays où le même gouvernement est présent depuis plus d'un mandat. Il y a par ailleurs dans le contexte actuel un double effet Bardella : le RN peut incarner le changement, et lui-même, du haut de ses 28 ans, incarne le changement au sein de son parti. Au contraire, la plus forte sous-représentation du vote jeune en France devrait être pour la liste du camp présidentiel. Au pouvoir depuis sept ans, Emmanuel Macron peut difficilement incarner le changement aux yeux de ceux qui l'ont toujours connu président.

Peut-on aussi dire que les jeunes adhèrent plus que d'autres aux idées des partis d'extrême droite ?

Non, pas forcément. Si une partie d'entre eux ont une vraie structure de pensée politique qui va dans le sens de l'extrême droite, d'autres pourraient surtout choisir de ne pas voter pour ce qui leur apparaît comme une forme d'immobilisme politique, sans réellement adhérer aux valeurs. Parmi les jeunes partisans du RN, on retrouve des jeunes hommes ruraux ou issus des quartiers populaires : ces groupes considérés comme perdants de la mondialisation, renforcés par le contexte #metoo, qui peut apparaître comme une menace et conduit certains à une réaffirmation de leur masculinité. Mais il existe de moins en moins un profil type de jeune électeur de l'extrême droite.

Au Portugal, lorsque l'explosion du parti Chega a eu lieu, c'était l'un des seuls pays où l'extrême droite n'avait jamais réussi à faire une percée électorale, cinquante ans après la « révolution des œillets ». On peut tenter une analyse : en Europe, les 18-34 ans ne savent pas ce que c'est que de vivre dans un Etat totalitaire.

Dans l'envie de changement, il y a aussi une critique forte des institutions en place…

Oui, on observe chez les jeunes des tendances plus fortes à contester le système institutionnel. Les jeunes sont particulièrement attirés par l'idée de rendre les institutions plus participatives et délibératives. Alors, si les forces radicales proposent un renversement des règles institutionnelles, présenté à la fois par le RN et LFI comme une volonté de redonner le pouvoir au peuple, cela séduit !

Jordan Bardella compte 1,3 million d'abonnés sur TikTok. Le succès des partis d'extrême droite peut-il s'expliquer aussi par son innovation dans les moyens de communication utilisés pour cibler la jeune génération ?

Bien sûr, et s'il n'y a personne en face sur les réseaux sociaux, c'est une vraie catastrophe, au sens informationnel du terme. En Allemagne aussi, l'AfD a mené une campagne très agressive sur TikTok. De même que Chega au Portugal : l'utilisation des réseaux sociaux par Chega avait été très importante au moment des législatives, alors que les sociaux-démocrates s'étaient adressés aux électeurs uniquement à travers les médias traditionnels. Cela a contribué à un clivage générationnel au moment du vote.

Si les partis au pouvoir n'occupent pas ce terrain, alors oui, on risque aussi de voir cette rupture générationnelle. On sait par ailleurs que les réseaux sociaux enferment déjà dans une bulle de pensée. Les jeunes vont alors être renforcés dans leur idée première et n'avoir accès qu'à des contenus en faveur du candidat Bardella et de ses idées. De plus, les tweets de Donald Trump l'ont bien montré, une pensée radicale a beaucoup plus de chances d'être partagée qu'une pensée nuancée et complexe. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L. IR.

Le Monde
MERCREDI 29 MAI 2024

La mémoire vive des morts du **D-Day**

IL Y A 80 ANS, LE DÉBARQUEMENT 2|3 Les 9 388 stèles du cimetière américain de Colleville-sur-Mer (Calvados) racontent, à leur manière, la grande histoire du 6 juin 1944, dont on célèbre cette année le 80e anniversaire, et celle, plus personnelle, des femmes et des hommes qui y ont laissé leur vie



Des Afro-Américaines employées au sein du 6 888e bataillon postal à Rouen, en 1945.
SMITH COLLECTION/GADO/GETTY IMAGES

COLLEVILLE-SUR-MER (CALVADOS) - *envoyée spéciale*

Il est un lieu que la plupart des Américains visitant la France pour la première fois ne manqueraient pour rien au monde. Un lieu qu'ils placent en tête de leur *bucket list*, entendez : la liste des choses qu'il faut avoir vues ou faites avant de mourir, et qui devance la tour Eiffel ou le Mont-Saint-Michel. Un lieu singulier dont l'entrée est gratuite et où ne s'exerce aucun commerce ; un lieu dont la beauté le dispute à la solennité, l'émotion à la sérénité, sans exclure une part de tristesse. On imaginait que l'attrait qu'il représente s'estomperait avec les années qui nous séparent de la seconde guerre mondiale, que les visites familiales s'espaceraient jusqu'à s'éteindre doucement. Or, c'est l'inverse : le cimetière américain de Colleville-sur-Mer (Calvados) n'a jamais été aussi fréquenté depuis son ouverture solennelle, en 1956. On y attend cette année près de 2 millions de visiteurs. Les grandes commémorations, comme le 80e anniversaire du débarquement en Normandie, ne font qu'en accroître l'aura.

Face à la mer, surplombant la plage d'Omaha, 9388 stèles de marbre blanc de Lasa s'y côtoient en un alignement parfait sur une pelouse manucurée, entretenue par une vingtaine de jardiniers. Nulle hiérarchie entre les tombes. Généraux et conscrits reposent côte à côte, et sur les croix latines ou étoiles de David sont simplement gravés le nom, le grade, l'unité combattante, l'Etat d'incorporation, la date officielle du décès et le numéro de la plaque d'identité militaire. Aucune mention de l'âge, car il ne saurait être question qu'on s'apitoie davantage sur la mort d'un très jeune homme que sur celle d'un grand aîné. On sait simplement que les inhumés avaient en moyenne 22 ans. La plupart ont péri lors du Débarquement.

La question de l'enterrement des soldats morts au combat se pose dès le soir du 6 juin 1944, où l'on dénombre, côté alliés, un peu plus de 10 000 victimes. Le 7 juin au matin, l'armée américaine improvise un cimetière à même la plage d'Omaha, au pied de la falaise, entre Vierville-sur-Mer et Saint-Laurent-sur-Mer. Il faut faire vite, les morts affluent, l'American Graves Registration Service (le service américain d'enregistrement des sépultures) est à la manœuvre, chargé d'anticiper, de repérer des sites et de louer des terres sur lesquelles seront installés dans l'urgence des cimetières provisoires. Il y en aura ainsi une dizaine en Normandie, créés au fil de l'avancée de l'armée, en fonction de l'intensité des combats et de la localisation des hôpitaux de campagne. Cependant, après la guerre, les Américains souhaitent créer un grand cimetière de la bataille de Normandie. En 1947, la France offre donc à ses libérateurs un terrain de 70 hectares, surplombant Omaha Beach.

Il s'agit d'une concession perpétuelle aux Etats-Unis, comme il est d'usage pour tous les cimetières militaires relatifs aux deux guerres mondiales, et où s'applique le droit français. Elle est gérée par l'American Battle Monuments Commission, une agence gouvernementale, qui va donc en assurer la conception, engager ingénieurs, architectes, sculpteurs, paysagistes, et procéder peu à peu au transfert des corps en provenance des différents cimetières. *« Cela prendra des années,* raconte Scott Desjardins, le surintendant du site, *tant l'administration impose de rigueur dans l'identification des corps et le rapport des circonstances de la mort et de l'inhumation. Certains soldats avaient déjà été enterrés jusqu'à cinq fois. »*

PAS DE RETOUR POSSIBLE

Et puis, il est un élément fondamental : le choix laissé à chaque famille de rapatrier le corps du défunt aux Etats-Unis, ou de le faire enterrer en Normandie, avec l'engagement solennel du gouvernement fédéral d'entretenir la tombe à perpétuité. L'argent ne devait pas être un paramètre : c'est l'armée qui prenait en charge les coûts inhérents. De fait, 60 % des familles demanderont que les dépouilles mortelles soient enterrées aux Etats-Unis. *« Certaines l'ont regretté plus tard, lorsqu'elles ont découvert la grandeur du site de Colleville et le soin porté à chaque sépulture,* remarque le surintendant. *On peut les comprendre : les familles américaines sont très dispersées à travers les Etats-Unis, les tombes familiales finissent par être délaissées et se dégradent, la plupart des jeunes soldats n'avaient même pas eu le temps d'avoir eux-mêmes des enfants… »*

Mais il n'est pas de retour possible. Et certains vétérans eux-mêmes, en visite au cimetière, ont beau implorer – *« C'est ici que j'aimerais reposer pour l'éternité, parmi mes camarades, dans ce lieu serein »* –, il n'en est pas davantage question. Ne sont enterrés dans ce lieu, ou mentionnés sur un mur des disparus (1557 noms dont les corps n'ont pas été retrouvés), que les Américains morts à la guerre.

Où ? Quand ? Comment ? Quelle action ? Quelle compagnie ? En débarquant sous la mitraille sur les plages d'Omaha ou d'Utah ? En sautant dans la nuit du 6 juin au-dessus de Sainte-Mère-Eglise (Manche), criblé de balles avant même de toucher terre ? En se noyant dans les marais du bocage, alourdi par un barda d'une trentaine de kilos ? En sautant sur une mine ? Décapité par une rafale de tirs ? Il fut un temps où le cimetière de Colleville-sur-Mer gardait tous ses mystères et où la plupart des tombes restaient muettes. Le public était essentiellement familial, souvent composé de Normands empreints de souvenirs intimes de la guerre, ou de proches de vétérans.

LA QUESTION DE L'ENTERREMENT DES SOLDATS MORTS AU COMBAT SE POSE DÈS LE SOIR DU 6 JUIN 1944, OÙ L'ON DÉNOMBRE, CÔTÉ ALLIÉS, UN PEU PLUS DE 10 000 VICTIMES

Mais le nombre de visiteurs a explosé. Les scolaires viennent par classes ou par écoles entières, les touristes affluent de toutes parts, en car, camping-car ou même en bateau de croisière. Les tour-opérateurs spécialisés dans le tourisme de mémoire sont légion. Une trentaine d'universités américaines ont noué un partenariat avec le cimetière, des élèves de Westpoint ou d'autres académies militaires annoncent régulièrement leur visite, sans oublier des communautés culturelles, religieuses ou tribales. *« Les questionnements ont changé,* estime le surintendant Scott Desjardins. *Les vétérans racontaient peu, étaient dans l'émotion de leurs souvenirs personnels. Leurs petits-enfants ou petits-neveux, eux, posent mille questions. Et nous nous adaptons. »*

C'est le travail des guides-interprètes. Douze permanents, douze saisonniers. Le plus souvent originaires de la région et intimement liés à l'histoire de celle-ci. *« Quand on est né en Normandie, le Débarquement fait partie de notre ADN »*, affirme la guide Stéphanie Le Bris, dont les grands-parents agriculteurs ont dû céder une partie de leur terrain, expropriés, pour la création du cimetière. *« Une partie de ma famille s'est retrouvée dans la bataille de la poche de Falaise, pendant que l'autre était sur les plages du Débarquement,* raconte quant à elle Muriel Rambert, également guide. *J'habite aujourd'hui à Caen, dans un immeuble de la reconstruction. Partout, des réminiscences de la guerre et la confrontation avec la mémoire des survivants. C'est une immersion permanente. Et donc un lien très fort avec l'histoire. »*

Le sujet vous importe ? Alors foncez !, a dit en substance Scott Desjardins à son équipe de Colleville. Enquêtez, emparez-vous des histoires personnelles des jeunes gens qui reposent dans ce lieu, racontez-nous qui ils étaient, d'où ils venaient, quel a été leur parcours, rendez à chacun, derrière son nom et matricule, son humanité. Finies, donc, les visites guidées impersonnelles, truffées de chiffres, de dates et d'enseignements globaux sur la campagne de Normandie. Champ libre aux initiatives individuelles des guides, aux coups de projecteur sur tel ou tel personnage, tel épisode du D-Day ou de la campagne de Normandie, tel parcours illustrant l'Amérique d'avant-guerre.

Le qualificatif d'« interprète » apposé au titre de « guide » exprime justement cette vocation : interpréter contexte et soubresauts de l'histoire. *« Ce qui est fascinant, quand on enquête sur les parcours des soldats,* explique Guillaume Lebastard, *c'est de noter à quel point toute la société américaine était représentée. 38 % étaient volontaires, mais il pouvait y avoir 60 % d'appelés par classe d'âge. On trouvait des bouchers, des menuisiers, des fermiers, des ouvriers… Des immigrés de la première ou de la deuxième génération, qui gardaient un lien profond avec leur pays d'origine en Europe et risquaient même de se battre contre des cousins. Des juifs dont la famille avait quitté la Russie à l'époque des tsars, ou l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne dans les années 1930. Des Noirs de La Nouvelle-Orléans, des Indiens de l'Ouest américain… »*

DES AMÉRINDIENS DANS LA GUERRE

Les guides-interprètes ont donc lancé des recherches, fouillé diverses banques de données, scruté les bulletins annuels des lycées pour dénicher des photos de classe, épluché une multitude de rapports militaires, fait appel aux familles des soldats, voire à des historiens. Près de 3 500 profils sur les 9 388 inhumés ont ainsi vu le jour, plus ou moins étoffés, laissant deviner un parcours, une personnalité. Et les guides, selon leurs interlocuteurs – scolaires, familles, militaires, sportifs – peuvent ainsi dresser les portraits de nombreux « pensionnaires » du cimetière.

Certes, les deux tombes des frères Roosevelt restent parmi les plus visitées : Teddy Jr, fils aîné de Theodore (président des Etats-Unis de 1901 à 1909), cousin éloigné de Franklin (président de 1933 à 1945), seul militaire de haut rang à avoir débarqué sur la côte normande le D-Day, et Quentin, son cadet, tué en France pendant la première guerre mondiale et réinhumé, à la demande de sa famille, pour reposer auprès de son frère. C'est d'ailleurs l'occasion de signaler que quarante-trois paires de frères sont enterrées dans le cimetière, dont Preston et Robert Niland,





Elizabeth Richardson, en 1944.
COURTESY ANNE BODLE SCHUKNECHT



Pierre Robinson, en 1942. COURTESY REBECCA ANTHONY

qui inspirèrent à Steven Spielberg le film *Il faut sauver le soldat Ryan* (1998), à l'origine d'un surcroît de passion populaire pour l'épopée du D-Day. Et d'évoquer les tombes conjointes d'un père et de son fils, les Reed, le premier tué le 30 juillet 1944, près de Saint-Lô, le second, le 4 juillet, près de Pise, en Italie, à l'âge de 25 ans. L'épouse et mère, Mildred Reed, a reçu les deux télégrammes le même jour, à 45 minutes d'intervalle.

Mais d'autres visages apparaissent désormais, d'autres histoires sont narrées. Celle du sergent Pierre Robinson, par exemple, né en 1913, près de Rennes, dont le père, le capitaine de l'armée française Pierre Jubault, est mort en 1916, au cours de la bataille de Verdun. Parmi les troupes américaines envoyées en France en 1917 figurait John Robinson, qui a débarqué à Brest avec le 58e corps de transport et est rapidement tombé amoureux de Blanche, la jeune veuve Jubault. Le couple s'est marié en 1919, installé en Pennsylvanie, et Pierre Jr, adopté par son beau-père, est devenu Pierre Robinson. En mai 1941, il a voulu s'enrôler dans l'armée américaine, et le 6 juin 1944, il a débarqué sur la plage d'Omaha, vers 10 h 25. Episode dantesque qu'il n'a guère eu le temps de raconter, car, le 7 juin, il a été tué par un Allemand, alors qu'il patrouillait près de Saint-Laurent-sur-Mer (Calvados). Il avait 31 ans. *« Honoré par son pays d'adoption, il repose néanmoins dans son pays natal, comme l'a souhaité sa mère »*, résume Muriel Rambert.

L'histoire du soldat Addleson, elle aussi, est étonnante. Herman Addleson est né dans l'Utah, en 1919, dans une famille d'immigrants juifs polonais de neuf enfants. Affligé de ce que l'on appelle un bec-de-lièvre et mal opéré, il a voulu entreprendre des études de médecine à San Diego (Californie), où sa famille s'était installée, et a multiplié les jobs d'étudiant. C'est en vendant Coca et pop-corn dans un stade qu'il a sympathisé avec une star du base-ball, Ted Williams, lequel a offert de payer l'opération chirurgicale nécessaire pour qu'il soit apte à entrer dans l'armée. Car Herman veut désespérément s'engager et combattre en Europe. Le voilà donc accepté en 1942, expédié en Angleterre pour préparer le D-Day et intégré dans la 101e division aéroportée. Hélas, dès les premières heures du 6 juin, à cause du brouillard et des tirs antiaériens, les hommes de son équipage sont largués dans une zone inondée et il se noie, sous le poids de son sac. Il avait 25 ans.

Turner Turnbull, lui aussi, voulait servir son pays. Il était né en 1921, dans l'Oklahoma, dans l'une des familles amérindiennes les plus prestigieuses. Ses ancêtres avaient tenu des positions importantes dans le gouvernement tribal de la nation choctaw ; il en avait hérité un sens aigu de l'honneur et de l'engagement. Orphelin à 15 ans, il s'enrôle dans la garde nationale de l'Oklahoma à 18 ans et entre en service actif l'année suivante, parachutiste dans les campagnes d'Afrique du Nord et d'Italie. Grièvement blessé dans le crash de son avion lors du débarquement en Sicile, il est hospitalisé à Londres pendant plusieurs mois, décoré, et se voit offrir un retour mérité à la maison. Ce qu'il refuse. Pas question de ne pas être du D-Day. Dans la nuit du 5 au 6 juin, il est largué au-dessus de Sainte-Mère-Eglise, avec la mission de bloquer la nationale 13, pour éviter une contre-attaque allemande sur le secteur d'Utah Beach. C'est alors que son unité est trompée par une colonne de soldats allemands feignant d'être des prisonniers de guerre. Attaqué par surprise, il tient de nombreuses heures et protège ses camarades avant d'être tué, le 7 juin. Il avait 23 ans.

LE BATAILLON DES FEMMES NOIRES

L'histoire des Amérindiens dans la guerre passionne Guillaume Lebastard. *« On a surtout retenu l'histoire des* code talkers, *ces Indiens employés par l'armée américaine pour crypter les communications entre soldats, ou plutôt les traduire dans la langue navajo, ce langage exclusivement transmis à l'oral et sans aucun lien avec une langue asiatique ou européenne. Donc parfaitement indécryptable par les Japonais. Leur apport s'est révélé crucial dans le Pacifique. Mais on a fait également appel aux Choctaw, aux Cherokee, aux Lakota, aux Comanche. »* Sur les 350 000 Amérindiens vivant aux Etats-Unis avant la guerre, près de 44 000 se sont engagés dans l'armée, ce qui en fait le groupe démographique au plus fort taux d'enrôlement volontaire. Dans certaines nations, le taux était même de 70 %. Cent soixante-quinze auraient débarqué sur Omaha Beach le D-Day. Selon Guillaume Lebastard, vingt-huit reposent au cimetière de Colleville-sur-Mer.

Harlyn Geronimo, arrière-petit-fils du mythique chef apache, était venu, en 2010, s'incliner sur les tombes amérindiennes. Régulièrement, des représentants des nations comanche, choctaw, penobscot, en costume flamboyant, traversent l'Atlantique pour pratiquer au cimetière et sur la plage d'Omaha une de leurs cérémonies traditionnelles. On y brûle de la sauge en guise de purification, on y dépose un peu de terre ancestrale. On chante aussi. Et ce chant, a cappella, fait frissonner tout le cimetière.

Les Amérindiens, intégrés dans l'armée, ne subissaient aucune ségrégation. Ce n'était pas le cas des Afro-Américains, auxquels le gouvernement ne faisait guère confiance pour combattre et qui étaient cantonnés aux services d'intendance, de logistique, de transport ou de manipulation des ballons de barrage antiaérien, lors du Débarquement. Quelque 1 700 d'entre eux ont participé au D-Day, des milliers d'autres ont afflué les semaines suivantes. Cent cinquante sont enterrés à Colleville ou figurent sur le mur des disparus. C'est le cas de Ferdinand Glapion Jr, un jeune homme né à La Nouvelle-Orléans en 1926, dans une famille créole venue des Antilles pour vivre le rêve américain. Aîné de neuf enfants, Ferdinand rêvait, depuis ses 15 ans, de s'engager dans la marine. Il lui avait fallu des mois de supplication pour que son père lui en donne l'autorisation. Il est mort, le 19 juin 1944, à bord de son bateau, coulé par une mine au large d'Utah Beach. Son corps n'a jamais été retrouvé.

ET LES FEMMES ? Y EN AURAIT-IL DANS LE CIMETIÈRE ALORS QU'AUCUNE, SEMBLE-T-IL, N'A DÉBARQUÉ LE 6 JUIN 1944 ? ELLES SONT QUATRE À ÊTRE ENTERRÉES À COLLEVILLE

Et les femmes ? Y en aurait-il dans le cimetière alors qu'aucune, semble-t-il, n'a débarqué le 6 juin 1944 ? La question est souvent posée aux guides, ravis de pouvoir répondre qu'elles sont quatre à être enterrées à Colleville. Quatre, dont trois Afro-Américaines employées au sein du 6 888e bataillon postal, la seule unité militaire composée uniquement de femmes noires déployée à l'étranger. Pendant des décennies, l'histoire fut ignorée, tout au moins négligée, alors même qu'elle évoque une aventure très singulière, connue sous le nom de la *six triple eight*, enfin mise en valeur par Joe Biden, en 2022, qui lui a décerné la médaille d'or du Congrès.

Le 3 février 1945, l'armée américaine a envoyé en Angleterre, à bord du paquebot *Ile-de-France*, 855 femmes noires qui s'étaient engagées à servir leur pays. Elles avaient été durement entraînées en Géorgie, mais ignoraient encore la mission qui leur serait confiée. Elles savaient simplement que ce serait un test de la capacité des Afro-Américaines à se rendre utiles dans l'armée, qu'elles étaient soutenues par les militants des droits civiques, parmi lesquels la première dame des Etats-Unis, Eleanor Roosevelt, mais que l'état-major de l'armée souhaitait clairement leur échec. A l'arrivée les attendait leur cheffe, la major Charity Adams, qui les mit au travail : 17 millions de lettres et de colis divers attendaient depuis des mois, dans des hangars de Birmingham parcourus de courants d'air et de rats, d'être triés et envoyés au personnel militaire dispersé à travers l'Europe. La tâche était titanesque, on leur donnait six mois. Elles relevèrent le défi, s'organisèrent en équipes pour faire les trois huit, dormant peu, inventant des techniques pour croiser les noms des destinataires avec les renseignements militaires, afin d'orienter au plus juste le courrier. Une devise les unissait : *« Pas de courrier, petit moral. »*

En trois mois, la mission de ces femmes était accomplie. En mai 1945, le bataillon fut envoyé en France, installé à Rouen dans les mêmes conditions insalubres et pour effectuer le même type de travail. C'est alors que survint l'unique drame qui endeuilla l'unité : trois amies, connues comme « les trois B » – Mary Bankston, Mary Barlow et Dolores Browne – furent tuées lors d'un accident de Jeep, au mois de juillet. Un choc terrible pour la 6 888e, qui se cotisa pour leur offrir des obsèques particulières dans la chapelle d'un hôpital. Plusieurs femmes de l'unité qui avaient travaillé avant-guerre dans des salons funéraires les avaient apprêtées et maquillées, laissant intact le souvenir de trois jolies jeunes femmes. La 6 888e fut dissoute en 1946, deux ans avant que l'armée mette officiellement fin au régime de ségrégation.

La quatrième femme à reposer au cimetière de Colleville-sur-Mer s'appelait Elizabeth Richardson et s'était engagée dans la Croix-Rouge en 1944, au sortir de l'université. Cultivée, passionnée de peinture et de littérature anglaise, elle avait été longuement auditionnée par l'organisation avant d'être envoyée en Angleterre pour *« réchauffer le moral des soldats »*. Non, ce n'était pas une entraîneuse. Mais une hôtesse joviale, sanglée dans son uniforme et capable de servir café et beignets dans un bus itinérant, de recueillir avec attention et psychologie les confidences des *boys* traumatisés par la guerre et de les divertir en passant des airs de Glenn Miller ou en parlant base-ball. De nombreuses lettres à ses parents, à ses amis, à son frère, attestent du sérieux avec lequel elle remplissait sa mission. Elle n'est jamais rentrée chez elle, dans l'Indiana. Le 25 juillet 1945, le petit avion militaire de deux places dans lequel elle avait pris place pour se rendre à Paris s'est écrasé près de Rouen. Elle avait 27 ans. Beaucoup d'Américains découvrirent son nom lorsque Nancy Reagan, l'épouse du président Ronald Reagan, déposa un bouquet au pied de sa tombe, le 6 juin 1982.

SURGIS D'ENTRE LES MORTS

Le cimetière recèle encore des milliers d'histoires. Mais Marine Pinabel, qui est guide saisonnière, ne vous laissera pas quitter l'endroit sans faire le récit du naufrage du *Leopoldville*, ce paquebot de la compagnie maritime belge, converti en transport de troupes et coulé par un sous-marin allemand, dans la soirée du 24 décembre 1944, au large de Cherbourg (Manche), alors qu'il convoyait, venant de Southampton, 2 235 soldats américains. *« C'est l'une des plus grandes tragédies de la seconde guerre mondiale*, dit-elle. *Près de 800 soldats sont morts, la nuit de Noël. Et, pendant plusieurs décennies, une chappe de silence est tombée sur ce drame. Personne ne devait l'évoquer. Aux parents qui demandaient des nouvelles de leur fils, l'armée américaine envoyait un télégramme stipulant : "Votre fils est mort fin décembre 1944 en Europe de l'Ouest." Fermez le ban. Les documents relatifs au naufrage sont restés classifiés pendant de longues années. Les rescapés de la 66e division d'infanterie reçurent l'ordre de n'en parler à personne, et leurs lettres à la maison furent censurées par l'armée. »*

Alors, la jeune guide née à Cherbourg se fait désormais un devoir de raconter l'histoire : l'incrédulité des hommes qui n'imaginaient pas que le bateau coulerait si rapidement par la poupe, comme le *Titanic* ; la panique de soldats qui sautèrent sur un des navires d'escorte en se brisant les membres ou tombèrent dans la mer, bientôt écrasés entre les deux bateaux, ou entraînés au fond par leur sac trop lourd ; le défaut de communication avec le port de Cherbourg, dont le personnel était réduit en cette veille de Noël ; l'héroïsme du jeune capitaine Hal Crain, disparu dans le bateau après avoir sauvé de nombreuses vies et donné à l'un de ses hommes son propre gilet de sauvetage. *« Il faut se souvenir de ces hommes*, insiste Marine Pinabel. *Leurs familles si longtemps réduites au silence n'ont cessé de se partager lettres et souvenirs, afin que l'on n'oublie pas ce drame. Et quand j'ai rencontré, l'an passé, un vétéran de la 66e division, âgé de 98 ans, j'ai pu lui dire qu'au moins une fois par jour nous évoquions son histoire. Il en a été bouleversé. »*

Ils sont intarissables, les guides du cimetière de Colleville. Ils explorent le passé, débusquent des récits, font apparaître des personnages. Et lorsqu'il leur arrive de rencontrer un vétéran – ou sa famille –, ils l'accueillent avec une joie et une émotion qu'ils ne savent pas cacher. Ils les orientent alors vers les tombes amies, avec infiniment de respect. Et là, sortant un petit sac de sable blond recueilli sur la plage d'Omaha, ils l'appliquent sur les inscriptions gravées dans le marbre, faisant apparaître en lettres d'or le nom du soldat inhumé. *« Nous sommes des passeurs de relais*, insiste Guillaume Lebastard. *On voudrait tant qu'au-delà des croix et étoiles blanches les jeunes générations entrevoient des visages, des histoires et des vies... »* ■

ANNICK COJEAN

Prochain article Quand Michelin s'en allait en guerre

■■■■ CHEF-D'ŒUVRE ■■■□ À NE PAS MANQUER ■■□□ À VOIR ■□□□ POURQUOI PAS □□□□ ON PEUT ÉVITER


Saul (Peter Sarsgaard) et Sylvia (Jessica Chastain). METROPOLITAN FILMS

Un couple d'éclopés sauvés par l'amour

Michel Franco orchestre, avec une certaine douceur, la rencontre insolite entre deux êtres blessés par la vie

MEMORY
■■■□

A la sortie de cette réunion des anciens du lycée, à laquelle elle n'avait aucune envie d'aller, et de laquelle elle part ex abrupto parce qu'un homme la regarde, il y a cette fille intranquille, Sylvia (Jessica Chastain), que l'on a aperçue peu de temps auparavant dans une réunion des Alcooliques anonymes, rébarbative, cadenassée en elle-même. Un drôle de type, Saul (Peter Sarsgaard), celui qui la regardait, un peu lunaire, possiblement dangereux, se met à la suivre obstinément, en pleine nuit, jusque devant chez elle, où elle se boucle en panique derrière sa porte à trois verrous dotée de surcroît d'un système d'alarme. On est à New York, dans un film tourné en décors naturels et en plans-séquences par un réalisateur mexicain un peu tordu, Michel Franco.

Le lendemain matin, le type dort sur le trottoir, à côté des poubelles. Sylvia le fouille, trouve le numéro d'un proche, l'appelle. Elle tombe sur son frère, Isaac. A son arrivée, la situation s'éclaire : il veille sur Saul, qui est atteint d'une démence précoce et ne peut être laissé à lui-même. On repart avec les deux frères, pour faire connaissance avec Saul, un type très doux, très attachant, que sa maladie égare parfois. Dans ce qu'on pourrait appeler la mise en place du récit, deux informations capitales nous sont ainsi livrées. La défiance contre le règne des apparences. Et la mesure d'insolite qui marque la rencontre de deux grands blessés de la vie, Sylvia et Saul.

On n'en a, pour l'heure, pas fini avec les mauvaises ondes qui paraissent leur rapprochement. Travailleuse sociale dans un centre pour handicapés mentaux, Sylvia s'enquiert par politesse du sort de Saul auprès de son frère. Lequel lui propose, à ses heures creuses, de s'occuper de ce dernier, qui l'a visiblement prise en amitié. La première balade tourne pourtant au cauchemar. Sylvia reconnaît soudain en Saul un des garçons qui la violaient régulièrement au lycée. Lui ne sait pas de quoi elle parle. Elle le laisse alors seul au milieu du parc en le gratifiant d'un *« vous méritez ce que vous avez »*. Il lui sera pourtant démontré, un peu plus tard, que Saul n'était plus au lycée quand Sylvia y est entrée.

Motif musical lancinant

On ne donne pas cher, à ce moment du film, du statut de ce personnage féminin, épinglé comme harpie contemporaine en proie à la passion de la destruction masculine. C'est là le côté un peu pervers de Michel Franco, qui explique sans doute l'inimitié que son œuvre, d'une incontestable puissance, suscite auprès de certains spectateurs. On se rappelle, à cet égard, les redoutables *Daniel & Ana* (un frère et une sœur que leur ravisseur oblige à coucher ensemble, 2009) ; *Después de Lucía* (une jeune fille martyrisée au lycée, 2012) ; *Chronic* (un aide-soignant vampirise sa clientèle en fin de vie, 2015) ou encore *Les Filles d'Avril* (une mère s'approprie l'amant et l'enfant de sa fille, 2017).

Il n'en reste pas moins que le cruel Mexicain, sans consentir pour autant à sa rédemption philanthropique, a récemment pris le virage d'une certaine douceur. *Sundown* (un riche héritier anglais largue les amarres familiales au Mexique, 2022) en fut le premier pas. *Memory* en est le deuxième. C'est ainsi qu'après avoir sauvé Saul le film va s'attacher derechef à sauver Sylvia – filmée entre une fille qu'elle surprotège et une mère qu'elle abhorre (Jessica Harper) – par l'entremise d'un (très) gros coup de force que l'on se gardera de révéler.

> **Le récit prend la voie d'un tendre et opiniâtre « Vol au-dessus d'un nid de coucou » remis à l'heure de #metoo**

Le récit prendra, dès lors, la voie d'un tendre et opiniâtre *Vol au-dessus d'un nid de coucou* remis à l'heure de #metoo, dans lequel un couple d'éclopés, rédimés par l'amour, affronte avec un certain panache la bien-pensance et la saloperie environnantes.

Resterait à désigner les deux principaux motifs formels par lesquels ce beau film s'immisce en nous. Le premier a pour nom et pour visage Jessica Chastain, délibérément dépourvue des atouts de la séduction dont cette rousse flamboyante peut disposer. Michel Franco convoque ici, en regard, son histoire personnelle (père problématique, féminisme de combat) comme son imagerie cinématographique (pas mal de rôles de psychopathes et de victimes sexuelles) et approfondit, dans un effet de miroitement sans fin, l'aura de son personnage.

L'autre figure est le motif musical lancinant de ce film, le morceau préféré de Saul, qu'il associe à la mort de son épouse. On a nommé *A Whiter Shade of Pale*, de la bande de rock progressif anglais Procol Harum, sublime chanson de 1967, concoctée notamment par Gary Brooker (1945-2022) au piano et à la voix, Keith Reid (1946-2023) aux paroles et Matthew Fisher à l'inégalable orgue Hammond. Ehontément appuyé sur la *Suite pour orchestre n° 3 en ré majeur* composée deux cents ans plus tôt par Jean-Sébastien Bach, l'un des morceaux les plus illustres de son auteur, voire de la musique occidentale, *A Whiter Shade of Pale* n'a eu aucun mal à surpasser ce vieux hit, compte tenu des opportunités accrues offertes à ses jeunes contemporains de se rapprocher intimement dans le cadre de soirées collectives prévues à cet effet.

En a résulté une mémoire vive pour quelques générations d'adolescent(e)s touchés au cœur par la suavité de cette célébrissime descente de basse (en *ré* chez Bach, en *do* chez Procol Harum). Un slow qui appelle, en l'absence d'un sens évident de ses paroles, exactement comme le film qui le rejoue, au rapprochement entre les sexes, à l'oubli de l'amertume, à la réparation par l'amour. Une œuvre utile. ■

JACQUES MANDELBAUM

Film américain, chilien et mexicain de Michel Franco. Avec Jessica Chastain, Peter Sarsgaard, Brooke Timber (1 h 40).

« Ma plus grande crainte est de perdre la mémoire »

Le cinéaste mexicain revient sur la genèse de son film, qui décrit la reconquête d'un passé traumatique, sur fond de violences sexuelles

ENTRETIEN

Le huitième long-métrage de Michel Franco, *Memory*, avec Jessica Chastain et Peter Sarsgaard (récompensé par le Prix d'interprétation à la Mostra de Venise), revisite, à la lumière de #metoo, le thème des violences sexuelles qui a irrigué ses films *Daniel & Ana* et *Después de Lucía*. Il est de nouveau question d'abus, de traumas, de silences forcés, mais la douceur qui émane de la rencontre entre Sylvia, une assistante sociale, et Saul, un ancien élève de son lycée, atteint d'une sorte d'Alzheimer précoce, contribue à faire de ce film très ancré dans son époque une petite merveille qui n'a rien à voir avec le jeu de massacre qu'on voit si souvent. Le cinéaste revient sur la genèse de ce film, qui décrit avec délicatesse la reconquête d'une mémoire traumatique à travers une histoire d'amour hors norme.

Le point de départ de votre film est âpre avant qu'il ne prenne la forme d'une caresse. Qu'est-ce qui vous a conduit à cette voie plus lumineuse ?

Quand j'écris un scénario, je cherche l'histoire, mais je ne sais pas exactement comment je vais la raconter. J'ai commencé par imaginer la scène où Sylvia et Saul se rencontrent lors d'une réunion d'anciens élèves. Je savais d'emblée que c'étaient des gens brisés.

Puis j'ai rapidement compris que j'étais en train d'écrire un film sur des personnes d'âge mûr qui ont la chance de vivre l'amour à un moment tardif de leur vie, ce qui est plus rare. J'ai accepté cette idée, à condition que ce soit cinématographique. C'est pourquoi on ne comprend pas pourquoi il la suit… Si j'avais voulu faire un film doux sur un sujet sombre, cela aurait certainement sonné faux.

Sylvia s'est fait violer dans son adolescence. Trente ans plus tard, elle vit avec ce trauma, surprotège sa fille, veut faire savoir ce qui lui est arrivé… Qu'est-ce qui vous a donné envie de créer ce personnage qui fait écho à #metoo ?

#metoo m'a peut-être influencé d'une manière ou d'une autre, mais cela a plus à voir avec mon deuxième film, *Después de Lucía*, en 2012 : l'histoire d'une jeune fille filmée à son insu par son petit copain pendant une relation sexuelle. Elle est incapable de s'exprimer et n'est protégée ni à l'école ni à la maison. J'ai toujours été intéressé par les personnages principaux féminins. Même mon film *Chronic [2015]* avait d'abord été écrit pour une femme avant que Tim Roth ne suggère qu'on travaille ensemble. Je m'intéresse davantage aux femmes parce que, socialement, elles ont beaucoup plus de défis à relever. Cela a toujours été comme ça depuis que j'ai 20 ans, en voyant les films de mes cinéastes préférés, Luis Buñuel, Ingmar Bergman et même Lars von Trier et Michael Haneke.

Votre film rappelle que la mémoire est subjective, friable, fragile. Chaque protagoniste a sa version des faits…

C'est en cours d'écriture que j'ai compris que ce que je racontais était lié à la mémoire. Ce n'est pas un hasard, car je suis une personne qui n'arrête pas de regarder en arrière et de m'interroger sur les erreurs que j'ai commises… C'est absurde, ça ne sert à rien mais je ne peux pas m'en empêcher. Ma plus grande crainte est de perdre la mémoire – comme le personnage de Saul. Lorsqu'on ne sait plus qui on est et d'où on vient, est-ce qu'on est toujours soi-même ? C'est intéressant d'écrire sur ses peurs.

« A Whiter Shade of Pale » (1967), du groupe britannique Procol Harum, accompagne tout le film. Qu'est-ce que cette chanson vous évoque ?

C'est l'une de mes chansons préférées. Je la trouve très mystérieuse parce que ses paroles n'ont pas beaucoup de sens. Elle véhicule quelque chose de nostalgique et de mélancolique du fait que le début rappelle Bach *[Suite pour orchestre n° 3 en ré majeur]*. C'est une mélodie très convaincante. En l'utilisant à quatre ou cinq reprises, j'espérais qu'elle ait le même effet qu'elle a eu dans ma vie, sur mes personnages et sur le public.

Pensez-vous qu'il faille une bonne mémoire pour être un bon cinéaste ?

Je dis souvent le contraire… Je dis toujours qu'il faut oublier toutes les difficultés liées à la fabrication d'un film. C'est seulement lorsque vous êtes sur le film d'après que vous vous dites : « J'avais oublié à quel point c'était dur ! » En réalité, nous l'oublions à dessein parce que sinon nous ne ferions plus de films. Mais faut-il une bonne mémoire pour écrire ? Je crois que c'est avant tout un travail d'exploration. Bien sûr, on lit des livres et on regarde d'autres films, mais il s'agit surtout de se plonger profondément en soi-même. Lorsque je parle d'écriture, je parle aussi du film, je ne dissocie pas les deux. Tous les cinéastes que j'ai cités plus tôt ont écrit leurs films. Lorsque j'ai écrit *Memory*, il ne s'agissait pas tant de restituer mes propres souvenirs que d'essayer de créer de nouvelles expériences pour moi-même. Et j'étais positif. Cela ne veut pas dire que je suis négatif en général, je ne le suis pas, mais j'étais dans une forme de paix qui me permettait d'envisager l'amour différemment. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MAROUSSIA DUBREUIL

A Tel-Aviv, la quête d'une femme trans, palestinienne

Le documentaire déploie de fulgurantes réflexions à la croisée du corps et du politique

LA BELLE DE GAZA

■■■□

Des femmes trans dans la nuit de Tel-Aviv. Demi-déesses au corps sculpté, vrillant sur leurs talons dans la lumière des phares. Il se pourrait que l'une d'elles, Nathalie, ait fait le chemin de Gaza. C'est peut-être une légende, mais cela donne un film brûlant de lumière, *La Belle de Gaza*, de Yolande Zauberman, tourné avant les attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 – le documentaire a été présenté en séance spéciale au Festival de Cannes, le 22 mai.

Ce documentaire funambule clôt la trilogie de la nuit entamée avec *Would You Have Sex with an Arab* (2011) et *M* (2018), multiprimé, trajectoire d'un homme qui fut, dans son enfance, victime de prédateurs sexuels au sein de la communauté ultraorthodoxe de Bnei Brak, dans la banlieue de Tel-Aviv (César du meilleur documentaire en 2020). Cela faisait plusieurs années que la cinéaste cherchait cette belle-de-nuit, aperçue lors du tournage de *M*. Elle avait alors filmé presque par accident deux filles qui s'éloignaient en courant rue Hatnufa, lieu de prostitution où les conducteurs roulent vitre baissée. Le compagnon de la cinéaste, Selim Nassib, chargé du son, qui parle arabe, s'était entretenu avec elles, avant de rapporter à Yolande Zauberman : *« Tu sais que l'une d'elles est venue de Gaza ? » La Belle de Gaza* était née, tel un mythe, avant même de devenir un film. La réalisatrice, en voix off, y pose inlassablement la même question, photo à l'appui, au fil de ses rencontres : *« Je cherche cette femme, on dit qu'elle vient de Gaza, vous la connaissez » ?*

Corps dénudés héroïques

Le même dispositif est à l'œuvre que dans *Would You Have Sex with an Arab*, où Yolande Zauberman demande à des fêtards de Tel-Aviv s'ils pourraient avoir une relation avec une personne palestinienne. Les réponses varient (*« Oui, bien sûr »* ; ou alors *« Juste pour une nuit, mais pas le mariage »*...) et, à travers elles, s'ouvre tout un éventail de réflexions sur le conflit israélo-palestinien. Une Israélienne raconte le ressenti incroyable de son premier rapport avec cet ancien amoureux palestinien. Le sentiment de faire la paix, dit-elle. *« Ce n'est pas au lit que le conflit va se régler »*, réagit de son côté Juliano Mer-Khamis, acteur, réalisateur et metteur en scène, tué par balle en avril 2011, à l'âge de 52 ans, devant le Freedom Theatre qu'il avait cofondé, dans le camp de réfugiés de Jenine – *Would You Have Sex*... lui est dédié.

Dans *La Belle de Gaza*, Yolande Zauberman mène l'enquête, d'une boîte de nuit aux recoins sombres de la rue, où les travailleuses du sexe essaient de gagner leur vie. La cinéaste, qui tient la caméra et filme à distance, éclaire la nuit, faisant jaillir de l'obscurité, comme des flashs, ces corps dénudés héroïques, exposés au danger. Tout en cherchant « la Belle... », elle dresse le portrait d'autres femmes trans aux destins différents, lors de conversations à bâtons rompus sur leur vécu, leurs relations avec la famille, la question du plaisir sexuel, etc.

Il y a Talleen Abu Hanna, issue d'une famille arabe chrétienne de Nazareth, sacrée Miss Trans Israël en 2016 ; Israela, son agente et protectrice, âgée de la soixantaine ; Nadine, musulmane, qui chante une sourate à l'écran ; Danielle, qui un jour s'est fait violemment tabasser avec une autre copine trans. Sa mère lui a dit : *« J'aurais préféré que tu meures. »* Et, pour finir, Nathalie : après sa transition, la jeune femme trans s'est prostituée, avant d'arrêter et de commencer à porter le hidjab pendant le processus du tournage. Son ami d'enfance, palestinien, qui l'a soutenue dans les moments les plus difficiles, témoigne avec une beauté désarmante. Visage et corps recouverts d'un tulle brodé et scintillant, afin qu'elle ne soit pas tout à fait reconnaissable, Nathalie ressemble à une madone.

> **Tout en cherchant « la Belle... », la cinéaste dresse le portrait d'autres femmes trans aux destins différents**

La rayonnante Talleen a une histoire qui finit bien. En apprenant sa transition, son père, chauffeur de bus, avait d'abord coupé les ponts, ne supportant pas de voir disparaître le garçon qu'elle avait été autrefois à ses yeux. Puis la reconnaissance médiatique de Talleen, devenue également mannequin, actrice, a radouci ce dernier. Lors d'une scène magique, à bord d'un bus, le père et la fille se retrouvent et se disent des choses qu'ils ont gardées longtemps au fond de leur cœur. Yolande Zauberman filme le visage de Talleen dans le reflet de la vitre – cela donne un regard caméra fantomatique –, pendant que son père est au volant, de profil. Ça, c'est du cinéma.

L'agente de Talleen, Israela, détend l'atmosphère. Elle raconte son idylle avec un rabbin, un *« homme sexy »* devenu son mari, lequel ne s'est jamais rendu compte qu'elle était née homme et avait changé de sexe. Le jour où il l'a appris, Israela ayant laissé traîner volontairement de vieux papiers, le mariage a pris fin.

Dans ses films, Yolande Zauberman ne théorise pas. Et pourtant, sa manière d'aborder le corps et l'intime comme objet politique rejoint nombre d'analyses d'intellectuels, comme celles de Paul B. Preciado, philosophe trans qui a mis en évidence des liens passionnants, toutes proportions gardées, entre la transition de genre et l'exil – comme une traversée périlleuse, au risque de la clandestinité. L'utopie du dépassement du masculin et du féminin allant de pair avec celle d'un monde sans passeport ni frontières. On en est loin, mais les films de Yolande Zauberman réussissent à allumer des étincelles de pensée. ■

CLARISSE FABRE

Documentaire français de Yolande Zauberman (1 h 16).

Une scène de rue à Tel-Aviv, dans le documentaire « La Belle de Gaza », de Yolande Zauberman. PYRAMIDE FILMS

La réalisatrice Yolande Zauberman, exploratrice de frontières

BIEN SÛR, ON LUI A DEMANDÉ de changer le titre du film. *La Belle de Gaza* sonnait trop légèrement au regard de la tragédie en cours dans le territoire palestinien, depuis les attaques du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, et la répression sanglante à laquelle se livre Benyamin Nétanyahou.

Mais Yolande Zauberman n'a pas cédé. Dans ce documentaire, tourné dans les rues de Tel-Aviv, elle part à la recherche d'une femme trans qui aurait quitté Gaza pour Tel-Aviv, telle une légende urbaine. *« Plusieurs fois, on a voulu me faire changer le titre, par peur, à cause des événements... Mais j'y tenais vraiment*, explique la cinéaste. *Si on m'avait dit : "Il y a une fille trans qui est venue à pied de Damas", je n'aurais pas fait le film. Mais une femme trans venue à pied de Gaza à Tel-Aviv, cela me paraissait quasi impossible. J'avais trop envie de connaître la personne qui avait fait ce chemin, de savoir comment elle voyait le monde »*, raconte Yolande Zauberman, flamboyante avec ses longs cheveux roux. Elle parle toujours posément, le sourire aux lèvres. La question de la frontière, ici de genre, a toujours intéressé la réalisatrice de documentaires, mais aussi de fictions – *Moi Ivan, toi Abraham* (1993), *Clubbed to Death (Lola)* (1996), etc.

Petite équipe, sans zoom

Née en 1955, à Paris, Yolande Zauberman s'est fait connaître avec un film tourné clandestinement en Afrique du Sud, *Classified People* (1987), dénonçant l'absurdité des classifications raciales mises en place par le régime de l'apartheid, instauré en 1947 – restauré, le documentaire a été distribué par Shellac en 2023. Comme elle l'a raconté sur France Culture, la même année, le tout premier plan qu'elle a tourné fut celui d'un homme ivre, délirant sur la prétendue supériorité des Blancs d'Afrique du Sud.

N'ayant pas les moyens du cinéma, la réalisatrice avait alors éclairé la scène en allumant des phares de voiture. Depuis, elle crée ses *« nuits documentaires »* avec des outils différents, travaillant en petite équipe, notamment avec son compagnon, l'écrivain Selim Nassib, qui s'occupe du son. Dans *Would You Have Sex With an Arab* (2011), qui interrogeait la possibilité d'une relation amoureuse entre Juifs israéliens et Arabes palestiniens, elle utilisait une torche pour dévoiler corps et visages dans l'obscurité – une scène sublime dans la mer, où de jeunes hommes prenaient un bain de minuit, pour certains des soldats qui s'apprêtaient à partir pour une opération à Gaza. *« Je trouve que les nuits documentaires sont les plus belles nuits, au cinéma. Car on prend le risque de la nuit. Moi, j'adore ça. »*

La Belle de Gaza clôt une trilogie de la nuit commencée avec *Would You Have Sex With an Arab* (2011) et *M* (2018). *« Ici, la question de la frontière se déploie à l'intérieur d'une même personne, qui bascule d'un genre à un autre, et sur un territoire où les questions de délimitation sont si importantes »*, affirme Yolande Zauberman, tout en précisant qu'elle n'est pas une spécialiste de la question trans. Elle ajoute : *« Parler du plaisir avec ces femmes trans, c'était fort aussi. Elles suscitent beaucoup d'attirance, et je pense qu'on leur en veut à cause de cela. »*

Yolande Zauberman filme sans zoom. *« J'ai un seul objectif, un 50 millimètres. Pour un gros plan, je dois m'approcher. Les distances que l'on voit dans* La Belle de Gaza, *ce sont les distances réelles entre ce que je filme et moi. »* Filmer est un *« acte amoureux »*, assure-t-elle : *« On est arrivés à Tel-Aviv et, le soir même, on est allés tourner dans une boîte de nuit. J'avais la caméra et, tout de suite, j'ai senti qui voulait jouer avec moi. A l'entrée, je vois un garçon qui me touche au cœur. En général, je sens très facilement qui veut être filmé ou pas, mais là, avec lui, je ne savais pas. Je lui montre la caméra, il me fait non, je réponds O.K. »*, se rappelle-t-elle. Puis elle retrouve le jeune homme dans la rue, quelques jours plus tard. *« On se donne rendez-vous. Puis un jour, il m'appelle, il est devenu Nadine. Et là, j'allume ma caméra. »* ■

CL. F.

Une œuvre hybride sur une jeunesse colombienne côtoyant la mort

Hommage à des amis disparus trop tôt, le premier long-métrage de Theo Montoya mêle documentaire et dispositif expérimental

ANHELL69

■■□□

La nuit, un corbillard file dans les rues de Medellin, la deuxième plus grande ville de Colombie. Le jeune réalisateur d'*Anhell69*, Theo Montoya, s'est glissé dans le cercueil à l'arrière, yeux clos dans la lumière tamisée. Pendant plus d'une heure, sa voix off nous raconte le dispositif de cette œuvre hybride, mi-documentaire, mi-surréelle, habitée par des fantômes aux yeux rougis qui semblent sortis d'*Oncle Boonmee, celui se souvient de ses vies antérieures* (2010), d'Apichatpong Weerasethakul, Palme d'or à Cannes.

Au volant, et pour les connaisseurs, le cinéaste colombien Victor Gaviria, dont les films sur la défonce d'adolescents sont devenus cultes – *Rodrigo D. Futur : néant* (1990), *La Petite Marchande de roses* (1998) – au même titre que *Dans la chambre de Vanda* (2000), du Portugais Pedro Costa.

En quelques mots, le réalisateur, directeur de la photographie et producteur, né en 1995, *« deux ans après la mort de Pablo Escobar »* (l'un des principaux barons de la drogue en Colombie dans les années 1980, à la tête du cartel de Medellin), plante le décor de sa courte vie : un père disparu, une adolescence passée dans la rue à fumer de la marijuana, et la découverte du cinéma dans les salles obscures, *« le seul endroit où je pouvais pleurer »*, dit-il.

Sensation d'étouffement

Theo Montoya évoque cette sensation d'étouffement dans Medellin, encerclé par les montagnes, où *« l'on ne voit pas l'horizon »*, et ce vide existentiel qui se dissout dans les fêtes, la drogue, l'urgence de vivre le présent, quitte à en mourir. Le film n'est pas particulièrement gai. Car *Anhell69* est né d'une hécatombe, à la suite de la mort de plusieurs amis du cinéaste, entre 2017 et 2021 (suicides, overdoses...). La plupart n'ont pas passé le cap de la trentaine.

On découvre certains d'entre eux, justement, lors d'un casting organisé par Theo Montoya en 2017. Tour à tour, assis sur la même chaise en Skaï, les garçons queer se présentent, parlent de leurs rêves, à court terme (car ils se sentent bien incapables d'imaginer leur vie dans cinq ou dix ans), s'interrogent sur leur sexualité. La mort est une amie, explique l'un d'eux, celle qui a toujours été là, derrière eux, et qui, un jour, finit par se présenter. Allez au ciel, il vous tend les bras, semble dire un plan nuageux au-dessus de la métropole encaissée.

Parmi les aspirants acteurs, Camilo Najar, ange brun en débardeur à fines bretelles, est mort une semaine après le casting. Après lui avoir consacré un court-métrage, *Son of Sodom* (2020), en compétition à Cannes, Theo Montoya lui rend hommage dans *Anhell69*, le titre du film renvoyant au pseudo de Camilo Najar sur Instagram. Le réalisateur imagine une histoire de spectrophilie, où les vivants sont attirés sexuellement par les fantômes. Recyclant les images de ces proches disparus, captant des éclats de leurs visages masqués, maquillés, Theo Montoya les immortalise sur la pellicule. ■

CL. F.

Film colombien, roumain, français et allemand de Theo Montoya.
Avec Alejandro Hincapié, Camilo Machado, Alejandro Mendigana, Camilo Najar, Sharllot Zodoma, Victor Gaviria (1 h 15).

Thierry Frémaux et Iris Knobloch, duo complémentaire à Cannes

En un an, la présidente a trouvé sa place aux côtés du délégué général

RÉCIT

CANNES - *envoyée spéciale*

« Notre tandem célébrera cette année ses noces de coton. » Voilà comment Iris Knobloch, 61 ans, la présidente du Festival de Cannes depuis le 1er juillet 2022 et ancienne patronne de Warner Bros en France, évoquait mi-avril, son duo formé avec Thierry Frémaux, délégué général et grand prêtre de la sélection des films depuis vingt-trois ans. En précisant : *« C'est une matière douce et résistante. »* Trônant chaque soir en haut du tapis rouge du plus grand festival du monde, tous deux ont, pour la deuxième année, accueilli leurs hôtes lors de cette 77e édition.

« Avec Thierry, ça marche très bien puisque nous sommes complémentaires. C'est un puzzle qui se construit habilement », témoigne-t-elle dans *Paris Match* du 9 mai. Ce n'était en rien évident : longtemps, Gilles Jacob a incarné une présidence digne d'un « Imperator ». Et si le Festival et Thierry Frémaux, 63 ans, semblent ne faire qu'un depuis des années, c'est parce que, de 2014 à 2022, Pierre Lescure – qui n'a pas répondu à nos demandes – avait adopté une stratégie opposée en tant que président. *« Thierry faisait tout, et Pierre faisait le reste »*, résume un administrateur du Festival qui, comme presque tous ses confrères, liés par un devoir de réserve, a gardé l'anonymat.

Du « business » au « glamour »

Sans contre-pouvoir, le délégué général semblait incarner à lui seul l'institution. L'arrivée d'Iris Knobloch, première femme présidente du Festival, a changé la donne. Pour remplacer Pierre Lescure, l'hypothèse Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, que Thierry Frémaux appelait de ses vœux, avait été écartée par l'Elysée. Bien qu'adoubée par le ministère de la culture, Iris Knobloch a été « bizutée » à son arrivée. C'est la seule à qui il a été demandé de s'engager à éviter tout conflit d'intérêts dans le cinéma. Personne n'avait été troublé du fait que Pierre Lescure – salarié de la société de production Troisième Œil – soit sur France 5 dans « C à vous » en 2022, année de la signature entre le Festival et France Télévisions. Et que dire des seize administrateurs représentant le cinéma au conseil du Festival qui espèrent voir leurs films accéder au graal de la sélection ?

Thierry Frémaux et Iris Knobloch, le 13 mai, à Cannes.
LOÏC VENANCE/AFP

La nomination de cette femme d'affaires, avocate de formation, rééquilibre les pouvoirs. Les conseils d'administration sont plus structurés, avec un ordre du jour et des débats mieux cadrés. *« Nous avons des débats plus transparents, plus directs grâce à elle »*, témoigne un administrateur. Un autre reconnaît qu'ils ont *« trouvé un bon équilibre »*, même s'ils semblent, selon l'avis de plusieurs interlocuteurs, *« se parler trop peu »* encore.

Née en Allemagne, la présidente – une fonction honorifique non rémunérée – a travaillé à Los Angeles, à Londres, à Paris, avant de diriger Warner Media dans cinq pays européens, elle est administratrice de Lazard ou Accor et a lancé une société d'acquisition à vocation spécifique, I2PO. Sa première opération, l'entrée en Bourse de la plate-forme de streaming Deezer le 5 juillet 2022, a tourné au fiasco. Mais son carnet d'adresses fait mouche. Elle a repris les relations avec la tutelle et les mastodontes américains – les studios bien sûr – mais aussi le PDG de Disney, Bob Iger, ou les patrons d'Apple et d'Amazon, Tim Cook et Jeff Bezos, qui ont fait le voyage à Cannes en 2023. Elle ajoute du *« business »* au *« glamour »*, dit Anne Flamant, directrice cinéma et audiovisuel de la banque Neuflize OBC.

« Deux foutues personnalités »

En fait, *« chacun a son couloir de nage, Iris Knobloch ne cherche pas à s'immiscer dans la sélection, et Thierry Frémaux ne se mêle pas de la gouvernance de la maison »*, témoigne un administrateur. *« Je crois fondamentalement à l'indépendance de la sélection »*, assure dans *Paris Match* Iris Knobloch, qui, comme Thierry Frémaux, n'a pas répondu à nos demandes.

Bon nombre de professionnels ne tarissent pas d'éloge sur le duo. *« La vision et l'engagement d'Iris se conjuguent bien avec l'exigence artistique de Thierry. Leur collaboration garantit la stabilité et le rayonnement du Festival »*, déclare Brigitte Maccioni, PDG du groupe UGC. L'agent d'artistes François Samuelson note une *« ambiance de travail studieuse et harmonieuse, voire de complicité »* entre eux. *« Ce sont tout de même deux foutues personnalités »*, décrypte un autre administrateur. Dominique Païni, ancien patron de La Cinémathèque française (1991-2000), reconnaît à Thierry Frémaux une *« juvénilité cinéphilique persistante, intacte avec les années »*. Gilles Jacob n'est pas aussi prévenant à l'égard du délégué général. *« On s'entendait bien au début, c'était un type sympathique, poli, puis il a beaucoup changé. »* En ajoutant : *« C'est terrible, je connais peu de gens qui ne sont pas transformés par le pouvoir, si ce n'est moi… »*

> **Selon un administrateur, « chacun a son couloir de nage, Iris Knobloch ne cherche pas à s'immiscer dans la sélection »**

Vivant à cent à l'heure, le délégué général veut tout faire. Ce qui n'est pas allé, parfois, sans incidents. En 2023, son altercation avec un policier, qui lui reprochait de rouler à vélo sur le trottoir devant l'Hôtel Carlton, relayée sur les réseaux sociaux, n'était pas du meilleur effet. Le retrait provisoire de l'accréditation du producteur Marc Missonnier, qui avait appelé au boycott du Festival, a fait polémique. Ces *« pétages de plombs »* s'expliquent par le fait qu'il s'agit d'un *« poste exceptionnel »*, estime un autre administrateur.

Par essence, Cannes concentre pouvoirs et fantasmes. Occuper une fonction aussi stratégique si longtemps suscite forcément des envies, des critiques. Cette longévité n'est toutefois pas propre à la Croisette. A la Mostra de Venise, Alberto Barbera, directeur artistique depuis 2012, vient d'être reconduit jusqu'en 2026. Certains reprochent à Thierry Frémaux ses choix esthétiques, d'autres de faire trop grossir le Festival en multipliant les sélections parallèles pour éviter de louper une pépite. Mais même ses détracteurs reconnaissent au délégué général l'aura inégalable du Festival au niveau mondial. En 2025, après les noces de coton viendront celles de cuir. Cela peut s'avérer moins doux, mais les deux ont précisément le cuir solide. ■

NICOLE VULSER

LES AUTRES FILMS DE LA SEMAINE

■□□□ POURQUOI PAS

Fainéant.es

Film français de Karim Dridi (1 h 43).

Vivant en marge de la société, Nina et Djoul sont deux amies inséparables qui viennent tout juste d'être expulsées de leur squat par la police. Les voilà contraintes de reprendre la route à bord de leur camion à la recherche d'un lieu où vivre. Leur vadrouille, placée sous le signe de l'improvisation, les livrera au hasard, entre bonnes et mauvaises rencontres, petits boulots et concerts punks. Et *Fainéant.es* de se faire le portrait d'une communauté rarement filmée au cinéma, celle des « punks à chiens » et des marginaux de tout bord. Si la personnalité des deux actrices éclabousse l'écran, le road-movie aurait gagné à être aussi fou et subversif que ses héroïnes – et pourquoi pas, tenter un remake contemporain des *Valseuses*. ■ M. JO.

Greenhouse

Film coréen de Lee Sol-hui (1 h 40).

Moon-jung est aide-soignante à domicile. Elle s'occupe d'un couple âgé. L'homme est aveugle et son épouse est atteinte de démence sénile. A la suite du décès accidentel de la vieille femme, elle installe, à la place de celle-ci, sa propre mère, elle-même dans un état quasi catatonique. Un tel argument rappelle, bien évidemment, à quel point les problématiques de classes sont présentes dans un certain cinéma coréen dont le *Parasite*, de Bong Joon-ho, a incarné une sorte de précipité parfait. *Greenhouse*, premier long-métrage d'une jeune réalisatrice, décrit une étonnante évolution fatale des événements qui renvoie, au-delà de la satire politique, à une vision sombre et désespérée du monde et de la condition humaine. Une telle noirceur rend, bien sûr, hommage à une certaine tradition du cinéma sud-coréen, tout en prenant le risque de devenir l'objet d'une mécanique attendue et facilement nihiliste. ■ J.-F. R.

Salem

Film français de Jean-Bernard Marlin (1 h 43).

Révélé avec le merveilleux et électrique *Shéhérazade* (Prix Jean-Vigo 2018), tourné dans les quartiers de Marseille avec de jeunes délinquants, Jean-Bernard Marlin a sans doute réfléchi à la suite à donner à ce premier long-métrage très inspiré, à l'occasion du passage délicat, et plus encore peut-être en cas de succès, au deuxième film. Ainsi a-t-il décidé de rester sur zone, tant géographique qu'esthétique. Un choix évidemment risqué. Substituant Roméo et Juliette à Shéhérazade, introduisant une nuance de fantastique et de métaphysique, il trousse une tragédie amoureuse entre un jeune dealeur comorien et une gitane d'un quartier difficile. La fille tombe enceinte, la guerre des quartiers explose, tout va vers le noir. Marlin pousse ici à fond les manettes – pétages de plombs incessants, récit sur la longue durée, fantastique latent, embardée métaphysique – et signe un film qui n'est pas vraiment à la hauteur de ses ambitions. ■ J. MA.

À L'AFFICHE ÉGALEMENT

39-45. Elles n'ont rien oublié
Documentaire français de Germain et Robin Aguesse (1 h 31).

Abigail
Film américain de Matt Bettinelli-Olpin et Tyler Gillett (1 h 49).

Adam change lentement
Film d'animation canadien de Joël Vaudreuil (1 h 36).

Assemblage
Film français de Sofiene Mamdi (1 h 32).

Une autre vie que la mienne
Film polonais et suédois de Malgorzata Szumowska et de Michal Englert (2 h 04).

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (*)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
Un p'tit truc en plus	4	897 571	960	↑ + 99 %	4 331 370
Furiosa. Mad Max	1	297 969	859		297 969
La Planète des singes…	3	231 480	690	↓ – 54 %	1 810 616
Blue & Compagnie	3	103 569	758	↓ – 50 %	841 224
Le Deuxième Acte	2	74 773	417	↓ – 61 %	317 430
Marcello mio	1	70 079	391		70 079
Back to Black	5	45 513	574	↓ – 46 %	1 006 462
The Fall Guy	4	36 463	704	↓ – 52 %	581 423
Les Intrus	2	34 398	265	↓ – 45 %	115 287
Le Tableau volé	4	28 752	560		299 038

AP : avant-première
Source : « Ecran total »
* Estimation
Période du 22 au 26 mai mai inclus

Après le triomphe reçu à Cannes où il fut présenté hors compétition, le nouvel épisode de l'épopée de George Miller, *Furiosa. Une saga Mad Max*, fait un démarrage sur les chapeaux de roue en atteignant dès la première semaine 297 969 entrées. Il coiffe au poteau *Marcello mio*, de Christophe Honoré, avec Chiara Mastroianni et Catherine Deneuve, qui, lui aussi, fut montré sur la Croisette où il concourait pour la Palme d'Or. *Chien Blanc*, d'Anaïs Barbeau-Lavalette, fait une entrée timide en totalisant seulement 14 593 curieux. Après avoir attiré 242 657 spectateurs les cinq premiers jours, la comédie de Quentin Dupieux *Le Deuxième Acte* opère un ralentissement en deuxième semaine avec 74 773 tickets. Toujours en tête du classement, continuant son ascension, la comédie d'Artus *Un p'tit truc en plus* affiche 4 331 370 entrées.

CINÉMA

Une mission lancée pour mieux protéger les salariés des festivals

Les ministères de la culture et du travail ont confié lundi 27 mai à François Romaneix, inspecteur général des affaires sociales, une mission destinée à encadrer les salariés des festivals de cinéma en France, après un appel émis par un collectif juste avant le Festival de Cannes. Elle doit aider à structurer le secteur et rattacher ces employés, qui pour l'instant ne sont pas couverts par une convention collective, à une branche professionnelle. – *(AFP.)*

La vente de la collection Renault fait polémique

Trente-trois œuvres seront proposées aux enchères par le constructeur automobile, le 6 juin, chez Christie's

ENQUÊTE

Renault fait partie des quelques entreprises françaises qui ont façonné l'imaginaire des Français. Et c'est la raison pour laquelle est contestée une vente aux enchères qui se tiendra le 6 juin chez Christie's, à Paris, de trente-trois œuvres provenant de la collection Renault, complétée par une dispersion en ligne de dessins d'Henri Michaux.

« Cette vente trahit l'esprit de la collection, elle dénature et défigure un ensemble unique », tonne Delphine Renard, après s'être exprimée dans *Le Figaro*. Cet ensemble a été forgé à partir de 1967 par son père Claude Renard, cadre supérieur de la Régie, alors entreprise publique, qui voulait rapprocher le monde de l'industrie et la création contemporaine.

Les successions de Jean Degottex, de Simon Hantaï, de Jesus-Rafael Soto et de plusieurs autres, ainsi que celle de l'ancienne conservatrice du Centre Pompidou, Margit Rowell, ayant droit du peintre Georges Noël, ont rejoint son combat. *« L'esprit de ce mécénat était de constituer une collection indissociable, qui ne devait en aucun cas être revendue »*, protestent-ils dans une tribune publiée par *Le Monde*. Ramuntcho Matta, fils du peintre Roberto Matta, dont cinq œuvres figurent dans la vente, s'indigne *« qu'un fleuron de l'économie française sacrifie une partie de son patrimoine culturel acheté à des fins sociales »*.

Ethique et exemplarité

A défaut de pouvoir contester la légalité de la vente, ceux qui ont vu la collection s'enrichir au gré des ans, déplorent la méthode. *« Ce n'est pas très malin de mettre d'un coup sur le marché trente dessins de Michaux, estimés très bas, annoncés sans prix de réserve. Le message est clair : "On veut s'en débarrasser, baissez-vous pour les ramasser !" »*, regrette le galeriste Jean Frémon, qui a vendu beaucoup d'œuvres à la marque au losange. Et d'ajouter : *« On vendait les œuvres à des prix qui tenaient compte du fait que cette collection était publique et qu'elle n'allait pas être revendue. »*

C'est l'éthique et l'exemplarité qu'invoque Bernard Ceysson, ancien directeur du Musée d'art moderne et contemporain de Saint-Etienne, reconverti dans le commerce de l'art, regrettant *« que Renault soit passé dans une logique totalement privée »*. La logique propre aux groupes privés passe mal au vu des circonstances : l'entreprise, qui compte se délester d'œuvres de Jean Dubuffet, de Niki de Saint Phalle ou de Sam Francis, a enregistré un résultat record de plus de 2 milliards d'euros en 2023.

« On ne vend que 10 % de la collection pour pouvoir restaurer et protéger le reste »
LUCA DE MEO
PDG de Renault

« Renault est passée par des pertes record il n'y a pas si longtemps : 8 milliards d'euros en 2020 », tient à rappeler Catherine Gros, directrice de la Fondation Renault, ajoutant que l'adaptation d'un secteur lié aux énergies fossiles exige des investissements colossaux. Son directeur général, Luca de Meo, s'étonne de la polémique. *« On ne vend que 10 % de la collection pour pouvoir restaurer et protéger le reste*, plaide-t-il. *Ce qu'on a choisi de vendre, c'est ce qui n'est pas pertinent par rapport à l'histoire de Renault pour, précisément, la préserver. »*

Portée par la foi dans le progrès technologique et l'industrie, l'histoire de la collection débute en 1967 quand le constructeur automobile met à la disposition d'Arman les matériaux disponibles sur les chaînes de production et l'ingénierie de ses équipes.

A partir de 1973, Renault se lance dans une politique d'achat d'œuvres. Une frise de Julio Le Parc vient orner la cafétéria de l'ancien site du quai du Point-du-Jour, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Le hall d'accueil, les salles de réunion, ainsi que le Technocentre se parent d'œuvres de Jean Dewasne, de Jesus-Rafael Soto, de Jean Dubuffet et de Vasarely. Quand le chômage frappe l'économie française, toutefois, l'aventure tourne court. Renault restitue les œuvres à certains artistes, leur enjoignant d'en faire don à l'Incitation à la création, une association lancée en 1976 par Claude Renard, qui récupère quelque deux cents pièces.

Celles-ci sont reprises par la suite par Jean Hamon, un homme d'affaires sulfureux qui les transfère dans son domaine des Yvelines, et les annexe discrètement à sa propre collection. La firme automobile a toutefois conservé 350 œuvres qui ont fini par s'entasser dans des entrepôts. Jusqu'à ce que, avec la complicité de Louis Schweitzer, alors président de Renault, l'historienne de l'art Ann Hindry leur redonne vie au début des années 2000 par le biais d'expositions à l'étranger.



« Composition » (1983), d'Henri Michaux. CHRISTIE'S IMAGES LTD 2024

Mais Luca de Meo, prenant les commandes de l'entreprise en 2020, nourrit d'autres projets. En février 2023, il fait appel à la société de conseil Viarte pour revaloriser et pérenniser l'ensemble. *« Notre boulot, c'est que l'art entre si profondément dans l'ADN de Renault qu'il ne soit plus jamais remis en cause »*, résume le marchand Stéphane Corréard, consultant pour cette agence.

Renault vient de créer un fonds de dotation, qui sera abondé par le produit de la vente aux enchères, estimé entre 4 millions et 6 millions d'euros, et abritera la collection d'art, ainsi qu'une sélection d'automobiles historiques. *« Les œuvres deviennent dès lors inaliénables, si mon successeur n'aime pas l'art, il ne pourra pas y toucher »*, insiste Luca de Meo, qui a décidé d'axer les prochaines commandes artistiques sur le street art. Une stratégie qui hérisse une partie du monde de l'art, réfractaire à l'art urbain. *« Y a-t-il un art majeur et un art mineur ?*, s'impatiente Luca de Meo. *Nous sommes une marque populaire, qui est dans la rue. Cela colle à 200 % avec notre histoire. »*

« Renault renoue avec le soutien à l'émergence, renchérit Stéphane Corréard. *Robert Doisneau ne valait rien dans les années 1930, quand il a travaillé pour l'entreprise. La France a une relation très particulière avec le street art et voilà enfin l'opportunité de constituer une collection de référence dans ce domaine. »* Espérant convaincre de sa bonne foi, Renault a convié, le 25 juin, artistes et ayants droit afin d'expliquer sa vision du lien entre une entreprise ancrée dans son époque et la création contemporaine.

Pas de quoi désarmer ceux qui dénoncent l'*« entorse »* au caractère inaliénable de la collection. Une note interne du constructeur automobile, datée du 16 novembre 1976 et que *Le Monde* a pu consulter, leur donne raison. *« La plupart des œuvres en cause* […] *ont été achetées par Renault directement aux artistes dans des conditions très particulières, sous la réserve qu'elles ne soient pas vendues dans le commerce et ne fassent pas l'objet d'aucune opération spéculative de la part de l'acheteur »*, écrit Marc Ouin, alors secrétaire général de la Régie, à Bernard Vernier-Palliez, qui en deviendra plus tard le PDG.

« Un ensemble indissociable »

Le caractère pérenne de l'ensemble est confirmé en 1995, dans un argumentaire destiné au service de presse de l'entreprise : *« En dépit des circonstances économiques, Renault a veillé à ce que le patrimoine ne soit ni vendu ni utilisé à des fins contraires à l'esprit d'origine de la collection… Acquises hors marché, dans l'éventuelle perspective de la création d'une fondation,* [ces œuvres] *sont incessibles. »*

Deux contrats noués entre Renault et les artistes Robert Rauschenberg et Pierre Alechinsky, rédigés le 18 mai 1981 et le 21 mai 1983, et que *Le Monde* a pu consulter, stipulent que les œuvres achetées aux deux artistes forment *« un ensemble indissociable »*, et n'ont vocation à être montrées que dans *« des expositions à caractère culturel et non commercial »*.

« Si Renault veut vraiment agir en mécène, respecter l'esprit de sa collection et les artistes qui y ont participé, la solution est simple : elle peut confier ces œuvres à des musées français, qui pourront les accueillir et les exposer au plus grand public », peut-on lire dans la lettre ouverte. Delphine Renard en appelle désormais à l'Etat.

Peu probable que l'actuelle locataire de la Rue de Valois, Rachida Dati, mise en examen depuis 2021 pour « corruption passive » et « trafic d'influence passif » en raison des rémunérations qu'elle a perçues d'une filiale du groupe Renault entre 2010 et 2012, s'empare de ce combat. Contacté, son cabinet n'a pas donné suite aux demandes du *Monde*. ■

ROXANA AZIMI

A Bonifacio, la biennale conte la chute des empires

La deuxième édition de l'événement corse consacré à l'art contemporain réunit les œuvres d'une vingtaine d'artistes jusqu'au 2 novembre

ART

BONIFACIO (CORSE-DU-SUD)

Désaffectée depuis le milieu des années 1980, la caserne de la citadelle de Bonifacio est occupée depuis deux ans par De Renava, structure créée par des amis d'enfance devenus spécialistes en art et ingénierie culturelle. Portée par Prisca Meslier et Dominique Marcellesi, De Renava organise la deuxième édition de sa biennale d'art contemporain avec une vingtaine d'artistes, suffisamment piquante pour intéresser connaisseurs autant que simples curieux.

Intitulée « Roma Amor », l'exposition tente de saisir le mécanisme de la chute des empires. Soit une invitation à traverser le temps au cœur de cette cité qui fut la cible de nombreuses puissances, et depuis une île qui fut par ailleurs le berceau d'un empereur, Napoléon Bonaparte. *« L'approche de la biennale est de partir d'un sujet ancré dans notre territoire, et de puiser dans l'imaginaire du bassin méditerranéen »*, résume la commissaire Prisca Meslier.

Le titre palindrome annonce des allers-retours entre mythologie antique et propositions contemporaines. *« "Roma" évoque l'empire romain, et dans "amor", on entend l'amour, la gloire de ce passé grandiose, et à mort, comme quand on porte un coup fatal. Il y a un côté prophétique dans la chute d'un empire, car c'est un idéal qui porte en lui les graines de sa destruction »*, souligne-t-elle encore.

Le palindrome ouvre la voie à deux hypothèses : la perception d'un déclin qui vient de l'intérieur, la décadence morale de la société s'achevant sur un état de ruines, propice à la renaissance. Ou un chaos engendré par l'extérieur – catastrophe naturelle ou invasion –, entraînant une perte de repères, avant l'émergence de nouvelles formes de société.

L'exposition suit ces deux pistes. La première débute par la caserne Montlaur avec un portrait : *Napoléon I*er *en costume de sacre* (1805), par l'atelier de Jacques-Louis David (1748-1825), peintre officiel de l'Empire, qui le dépeint tel un empereur romain. La seconde commence par la chapelle Saint-Barthélemy, où l'artiste kurde irakien Hiwa K présente une cloche en cuivre de 700 kilos faite à partir de munitions de la guerre en Irak, image d'une renaissance par une forme à portée spirituelle. Face à elle, la vidéo *Soleil noir*, de Laurent Grasso, tournée en surplomb de Pompéi par un drone. A l'endroit comme à l'envers, le cheminement joue sur des jeux dialectiques entre décadence et émancipation, vandalisme et héroïsme, ruines et fondations, à l'œuvre dans toute civilisation.

Le choix des œuvres s'est porté vers des pièces spectaculaires, comme l'hypnotique *The Feast of Trimalchio* (2009), du collectif russe AES+F, aux airs de frise à l'antique, interprétation contemporaine du roman de Pétrone, le *Satyricon*, qui dépeint les intrigues d'une Rome décadente.

Installations monumentales

Eclectique et généreux, l'accrochage laisse aussi la place à des installations monumentales, comme celle du plasticien et performeur Alexandre Bavard, issu de la culture graffiti. Son *Temps mort* est une sorte de champ de bataille universel, d'où émergent des mutants, qui se dressent au milieu des décombres de l'histoire de l'art, à l'image d'une jeunesse qui réinvente une culture et ses codes. *« Le graffiti accompagne toutes les révolutions »*, assure Prisca Meslier, qui a convié une autre graffeuse, la Brésilienne Eneri, qui pratique le pichaçao, un style de lettrage et une discipline périlleuse inventée à Sao Paulo pour recouvrir des façades entières. Bombe aérosol à la main, elle dialogue ici avec une toile de Giovanni Paolo Panini (l'un des prêts du palais Fesch, Musée des beaux-arts d'Ajaccio) montrant Alexandre le Grand, futur empereur de Macédoine, devant la tombe d'Achille.

Si le gros de l'exposition se trouve à la caserne, où l'on croise des reliques archéologiques de l'artiste libanais Ali Cherri et un grand dessin de Basquiat, au syncrétisme très personnel, il ne faut pas manquer la Cisterna, où est présentée *L'Ascension de Tristan*, vidéo panoramique verticale créée par Bill Viola, où la mort se fait ascension de l'âme, renaissance métaphysique conduite par une cascade inversée, dont les gouttes tombent vers le haut.

Les voûtes de l'Agora, ancienne boîte de nuit, accueillent notamment une plage d'Esmeralda Kosmatopoulos parsemée de bateaux pneumatiques échoués sur les plages de Lesbos, en Grèce, et que l'artiste a dorés. Partout, la ruine et les menaces planent… jusqu'en Corse, avec des usines, mines et carrières désertées, que l'artiste Valérie Giovanni a filmées dans le nord de l'île, signes d'un temps d'essor industriel dont il ne reste aujourd'hui que des traces. ■

EMMANUELLE JARDONNET

***Biennale De Renava,** Bonifacio (Corse-du-Sud), jusqu'au 2 novembre. Derenava-art.com*

Le Monde
MERCREDI 29 MAI 2024

L'hôtesse de l'air qui était agente du Mossad

La série de Stéphanie Duncan raconte l'histoire de Yola Reitman

FRANCE INTER
À LA DEMANDE
PODCAST

Largement partagée, la fascination pour le monde du renseignement a donné lieu à de nombreux livres, films et séries dont *Le Bureau des légendes*, d'Eric Rochant, est sans aucun doute l'un des exemples les plus remarquables. Côté audio, on peut compter sur l'excellente série de Stéphanie Duncan sur des espions et espionnes, de la seconde guerre mondiale à aujourd'hui, qui compte désormais 44 épisodes et dont les cinq derniers viennent d'être mis en ligne.

La productrice des fictions historiques « Autant en emporte l'histoire » s'intéresse cette fois à Clayton Lonetree (marine américain devenu espion du KGB par amour), Krystyna Skarbek (1908-1952, comtesse polonaise et espionne préférée de Churchill), Marthe Richard (1889-1982, prostituée et aviatrice), Philippe Grumbach (1924-2003, patron du magazine *L'Express* et agent du KGB) et Yola Reitman, hôtesse de l'air et agente d'action du Mossad. Cette dernière fut envoyée au Soudan en 1982 pour faire sortir des dizaines de milliers de juifs éthiopiens – souvent appelés les Falachas – qui fuyaient leur pays en guerre et croupissaient dans des camps.



Visuel du podcast « Espions, une histoire vraie », sur France Inter. RADIO FRANCE

La couverture parfaite

L'occasion pour Stéphanie Duncan de raconter cette histoire, tout en dressant le portrait de Yola Reitman. Fille de rescapés de la Shoah, elle naît en 1947 en Allemagne – que ses parents quittent bientôt pour Israël. Devenue hôtesse de l'air, cette amoureuse de la mer s'achète un voilier dans le but de faire un tour du monde. C'est à Eilat, station balnéaire du sud d'Israël, que sa vie bascule, là qu'elle est approchée par l'agent du Mossad Daniel Limor (« Danny »).

Stéphanie Duncan rappelle que l'immigration des minorités juives originaires de pays majoritairement musulmans s'est multipliée après la création d'Israël : en 1949, l'opération « Tapis volant » permet de faire sortir du Yémen 250 000 juifs qui subissaient alors des persécutions antisémites. L'année suivante, l'opération « Ezra et Néhémie » permettra de sauver plus de 100 000 juifs d'Irak, eux aussi persécutés.

Et alors qu'une junte militaire met en place une dictature d'inspiration marxiste en Ethiopie en 1974, les Falachas cherchent à fuir le chaos et la famine. Trois ans plus tard, Menahem Begin (1913-1992), élu premier ministre d'Israël, donne l'ordre au Mossad de sauver les juifs éthiopiens et c'est « Danny » qui va s'en charger.

Se faisant passer pour un anthropologue, l'homme du Mossad explore la côte soudanaise à la recherche d'une plage pour procéder à des embarquements discrets. En 1981, il tombe à Arous sur des petits bungalows abandonnés : ce village de vacances va servir de camp de base – ce que John le Carré aurait appelé la « couverture parfaite ».

« Danny » convainc le Mossad de recruter Yola Reitman, qui, sous une fausse identité et une fausse nationalité, s'exile pour le Soudan via une escale en Suisse. Entre 1982 et 1985, elle coordonnera dix-sept évacuations clandestines aéroportées et l'on estime que l'opération « Brothers » aura permis à 14 000 juifs de rejoindre Israël. Une histoire qui inspira le réalisateur Gideon Raff (cocréateur de l'excellente série *Hatufim*), qui en tirera, en 2019, *The Red Sea Diving Resort* (*Opération Brothers* en français), avec Chris Evans (*Captain America*), toujours visible sur Netflix. ■

EMILIE GRANGERAY

***Espions, une histoire vraie**, série audio de Stéphanie Duncan, réalisée par Audrey Ripoull (Fr., 2024, 5 x 40 min environ).*

Les produits du terroir menacés par le réchauffement climatique

Le présentateur Jamy Gourmaud part à la rencontre de dizaines de producteurs touchés, à travers la France et outre-mer

FRANCE 3
MERCREDI 29 - 21 H 10
MAGAZINE

Combien de temps encore Brandon pourra-t-il confectionner sa tarte aux abricots ? » L'interrogation, en voix off, concerne Brandon Dehan, chef pâtissier du restaurant triplement étoilé au guide Michelin L'Oustau de Baumanière, aux Baux-de-Provence (Bouches-du-Rhône). C'est la première étape du tour de France effectué par Jamy Gourmaud, ce soir, auprès des producteurs et consommateurs d'une vingtaine de produits emblématiques de la gastronomie française, affectés par le changement climatique.

Les répétitions sont volontaires. *« A cause du réchauffement climatique »*, les sécheresses se multiplient et la dormance des fruitiers est perturbée. En Auvergne, le manque d'eau *« dû au réchauffement climatique »* affecte la fabrication du fromage saint-nectaire. En Savoie, alors que les Alpes se sont réchauffées de 2,5 °C en quelques décennies, c'est l'abondance qui est touchée. En effet, les vaches, nourries d'herbe plus sèche, produisent moins de lait, moins parfumé.

En Bourgogne, *« l'âge d'or des grands crus appartient-il au passé ? »*, interroge Jamy, alors que les images rappellent les trois jours de gel qui ont touché les vignobles, en 2021. Au point de relancer la culture de la vigne en Bretagne, seule étape positive de la soirée, en compagnie de viticulteurs à Sarzeau, sur la presqu'île de Rhuys, dans le golfe du Morbihan.

En Camargue, c'est la montée de la mer *« provoquée par le réchauffement climatique »* qui met en danger la culture du riz, les taureaux et les chevaux. Cela fait plaisir, toutefois, de retrouver à cette occasion Jamy dans son rôle historique de vulgarisateur scientifique, une éprouvette en main pour expliquer la dilatation de l'eau.

Les étapes, nombreuses, imposent l'énumération. Sur la façade Atlantique, *« le réchauffement climatique »* accentue l'acidité de l'eau de mer qui attaque les coquilles d'huître. A La Réunion, *« un nouveau prédateur, dû au réchauffement climatique »*, s'en prend à la culture de la vanille naturelle.

Il faut attendre la 87e minute pour entendre le journaliste et animateur déclarer : *« Il ne faut pas perdre espoir. »* Le peu de temps qui reste rend compte d'expérimentations en cours – pour obtenir une vanille naturellement immunisée ou des huîtres aux coquilles plus solides. Il permet également de découvrir de nouvelles cultures qui ont migré, comme les avocats sur la Côte d'Azur ou les pistaches sur le mont Ventoux. *« Face au changement climatique »*, leur réussite ne dépend dès lors plus que de chacun d'entre nous. ■

CATHERINE PACARY

***Réchauffement climatique : nos produits du terroir vont-ils résister ?**, de Laura Miret, François Ducroux, Mathieu Duboscq (Fr., 2024, 112 min).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 124
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II							■					
III										■		
IV					■							
V				■							■	
VI				■			■	■				
VII									■			
VIII						■			■			
IX			■									
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 123

HORIZONTALEMENT I. Accélérateur. **II.** Louveteaux. **III.** Pureté. Bars. **IV.** Ipé. Smalas. **V.** Netcam. Est. **VI.** Ice cream. Ami. **VII.** Sor. Griottes. **VIII.** Tu. Nier. Ni. **IX.** Epiée. Ecroué. **X.** Self-services.

VERTICALEMENT 1. Alpinistes. **2.** Coupe-coupe. **3.** Cureter. Il. **4.** Eve. Cc. Nef. **5.** Léthargies. **6.** Eté. Mère. **7.** *Ré*. Airer. **8.** Aa. Mémo. CV. **9.** Tubas. Tari. **10.** Exaltât. Oc. **11.** Râ. Menue. **12.** Ressaisies.

HORIZONTALEMENT

I. Beaucoup de flair et de discernement. **II.** Empire en reconstruction. Piquets ou dévot. **III.** S'impose et revient trop souvent. Petit à un bout. **IV.** Poison à évacuer. Affrontera l'animal. **V.** Parasol en Méditerranée. Faire la cloche. **VI.** Dans l'Etat d'Oyo. Grand rassemblement. Beaux morceaux pour la diva. **VII.** A écrit avec Freud *Pourquoi la guerre?* A rendre. **VIII.** Sa peau est fine, sa chair est tendre. Points. A consommer pur. **IX.** Dans le vent. Détruira complètement. **X.** Bruyantes comme des soufflets quand elles respirent.

VERTICALEMENT

1. Tiennent les jeux et ramassent sur le tapis. **2.** Evite que ça coince. **3.** Distribuent les mauvais coups. **4.** Un maître pour Démosthène. Tient le haut de l'affiche. **5.** Abats très prisés. Approchent sur le terrain. **6.** Beau reste. Points en opposition. **7.** Enfant de Créüse. Coule en Bavière et grossit le Danube . **8.** Niché entre Fécamp et Etretat. Entre 15 et 16 heures à Rome. **9.** Les premières à l'arrivée. Personnel. **10.** Négation. Attaquais lentement. **11.** Basane ou chagrin. Se manifester avec éclat. **12.** Te pâmeras (t').

SUDOKU

N°24-124

								8
			3	6	2			
		3			1			
	6						7	
		4	2	8			1	
	4	8						7
	7			5	9		2	
	9	5		1	8		6	3

7	1	4	3	9	2	6	8	5
9	3	8	6	4	5	7	2	1
2	6	5	1	8	7	9	4	3
3	5	9	8	2	1	4	7	6
8	2	1	7	6	4	5	3	9
6	4	7	9	5	3	2	1	8
1	8	6	2	7	9	3	5	4
5	7	3	4	1	6	8	9	2
4	9	2	5	3	8	1	6	7

Facile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Janine, Dominique, Rhédi et Hussein

ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

Marcie AÏT-OUYAHIA,
née **PORTELLI,**

survenu à Paris, le 23 mai 2024, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

S'associent à leur douleur les familles Kara Slimane, Aït-Ouyahia et Hadjiprimos.

108, avenue Ledru-Rollin,
75011 Paris.

René CHARDAVOINE,
ingénieur,

est mort le 26 avril 2024, au matin, chez lui à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, après des années de lutte contre la maladie.

Paix à son âme.

« On n'est jamais à l'abri d'un coup de bol. Voilà une maxime qui me convient bien : un optimiste à l'affût sur des chemins de traverse ».

Marc Dondey,
son époux,
Luisa Dandolo,
sa sœur,
Christine et Patrick,
Philippe et Sophie,
Laurent et Nicky,
Leslie et Olivier,
ses beaux-frères et belles-sœurs et leurs conjoints, conjointe ou compagne,
leurs enfants
et leurs familles,
Sa famille en Italie et aux États-Unis,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Francesca DANDOLO,
présidente
de l'Association des jardiniers du 4e arrondissement,
ancienne cadre
de France Télévisions,
Disney Channel et Gaumont,
ancienne conseillère municipale
EELV à la mairie
du 4e arrondissement de Paris,
ex-ambassadrice
du Pacte européen pour le climat,

survenu le 14 mai 2024, à l'âge de soixante-sept ans, à Paris.

La crémation a eu lieu dans l'intimité le lundi 27 mai, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Un hommage lui sera rendu le dimanche 16 juin, à 14 heures, à l'Académie du Climat, ancienne mairie du 4e arrondissement, 2, place Baudoyer, Paris 4e.

Pas de fleurs, des plantations en souvenir de Francesca auront lieu au jardin du Clos des Blancs-Manteaux, Paris 4e.

Dons bienvenus à l'Institut Curie ou à l'Institut Gustave Roussy.

L'inhumation se déroulera ultérieurement au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, avenue de la Sœur-Rosalie,
75013 Paris.

marc.dondey@orange.fr
luisa.dandolo@gmail.com

Jérôme d'Enfert,
son mari,
Benjamin et Maxime,
ses enfants,
Margherita,
sa belle-fille,
Léo,
son petit-fils,
Ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès de

Annie d'ENFERT,
née **ROCHWERG,**

survenu le 23 mai 2024.

La cérémonie aura lieu, à Paris, en la salle de la Coupole, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e, le jeudi 6 juin, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes. Vous pouvez faire un don à l'Institut Curie.

Catherine,
son épouse,
François et Marion,
ses enfants
et leurs conjoints, Eliane et Amr,
Lydia, Gabriel, Sylvain, Adam et Sophia,
ses petits-enfants,

ont le chagrin de faire part de la disparition de

Bernard FAIVRE,
professeur émérite,

après avoir combattu la maladie de toute sa force.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 29 mai 2024, à 15 heures, à la Maison funéraire du Parc, 104, rue de la Porte de Trivaux, à Clamart (Hauts-de-Seine).

Sylvie Fericelli, née Filliat,
son épouse,
Françoise Donati, née Fericelli,
sa fille,
Guy Donati,
son gendre,
leurs fils, Jean-Baptiste, David, Lucas et Angelo,
leur petit-fils, Numa,
Alain Fericelli,
son fils,
Anne-Olivia Belzidsky,
sa belle-fille,
leurs filles, Ava et Ella,
Lucienne Giudicelli, née Fericelli,
sa sœur,
François Giudicelli
son neveu,
Isabelle Giudicelli,
sa nièce,
leurs enfants et petits-enfants,
Antoinette Pelletier,
sa belle-sœur,
ses enfants et petits-enfants,
Christine et Jacques Perronnet,
Brigitte Filliat,
ses belles-sœurs et son beau-frère,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses amis et collègues,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-André FERICELLI,
professeur émérite
à l'université Paris-Panthéon-Assas,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre des Palmes académiques,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 17 mai 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Un hommage lui sera rendu le samedi 1er juin, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Monêtier-les-Bains.

M. Jean-Loup Guibert,
son époux,

fait part du rappel à Dieu de son épouse,

Mme Claude GUIBERT,
née **BROYER,**
membre fondatrice
de l'AVARAP,
co-initiatrice du portage salarial,
co-initiatrice du microcrédit
à Madagascar,
membre fondatrice
de la Fondation SAIDDES,

le 14 mai 2024, à Monêtier-les-Bains,
à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La messe d'A-Dieu sera célébrée par le frère Benoît Dubigeon, franciscain, le 31 mai, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, 70, rue Falguière, Paris 15e.

Ni fleurs ni couronnes.

jeanloup.guibert@club-internet.fr

Champagne-au-Mont-d'Or.

Anne-Marie Boissin,
son épouse,
Claire-Sophie, Stéphanie et Julien,
ses enfants
et leurs conjoints,
Ses huit petits-enfants,
Ses deux arrière-petits-enfants,
Parents
Et amis,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur
Gérard MANEL,

survenu le 22 mai 2024,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie d'adieu a eu lieu le lundi 27 mai, à 9 h 30, en la chambre funéraire, à Champagne-au-Mont-d'Or, dans l'intimité familiale.

Vos condoléances sur https://www.pompes-funebres-montsdor.com

---

M. et Mme Pujade-Renaud,
son frère et sa belle-sœur,
Odile, Valérie, Claude-Hélène et Luc,
ses nièces et neveu,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Claude PUJADE-RENAUD,
écrivaine,

survenu le 18 mai 2024, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 30 mai, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

(*Le Monde* du 27 mai.)

Christian,
son compagnon,
Paule,
sa sœur,
leurs familles,
Ses amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès, survenu le 20 mai 2024, à Paris, dans sa quatre-vingt-douzième année, de

Bernard RÉVEILLE,
né le 16 août 1932,
à Saïgon (Vietnam).

La cérémonie religieuse se tiendra le mercredi 29 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Séverin, Paris 5e, suivie à 12 h 30, de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Pascale Robineau et Pierre Guittin,
Philippe Robineau et France Penaud,
Agnès et Thierry Guillet,
Hélène Robineau et Florent Picinbono,
ses enfants,
Bruno et Cécile, Irène et Johann, Jean-Loup et Aliya, Laurent, Alice et Pierre-Antoine, Thomas et Atsuko, Noémie,
ses petits-enfants,
Ses huit arrière-petits-enfants,
Ses neveux et nièces
Et toute sa famille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Bertrand ROBINEAU,
X 47,
ingénieur général de l'armement,
officier
de l'ordre national du Mérite,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 19 mai 2024,
à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans

et rappellent la mémoire de son épouse,

Monique ROBINEAU,
née **DEJEUMONT,**

décédée le 25 octobre 2016.

Une cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 30 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Paul de Gif-sur-Yvette, suivie de l'inhumation au cimetière des Rougemonts Nord de Gif-sur-Yvette.

La famille remercie Monique, Cathy, Reine, ainsi que Michelle et Rodica, qui l'ont aidé à finir ses jours paisiblement chez lui.

brobineau2024@gmail.com

Daniel Schick, Serge Schick,
ses fils,

Valentine et Boris Schick,
ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Valentin SCHICK,
né le 21 août 1924,
à Saint-Petersbourg,

survenu au cours de sa centième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 31 mai 2024, à 12 heures, en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky, 12, rue Daru, Paris 8e.

Pascale Prier,
Didier et Gérard (†) Simon,
ses enfants,
Claudine et Jean-Baptiste,
sa belle-fille et son gendre,
Julien, Albertine, Romain, Arnaud, Guillaume, Grégoire, Perrine, Clémentine, Anthony, Alexis, Nicolas,
ses petits-enfants,
Joseph, Saul, Barthélémy, Elise, Margaux, Joshua, Sarah, Armael,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Monique SIMON,
née **PETIT.**

L'Eucharistie des funérailles sera célébrée le mercredi 29 mai 2024, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame, rue de la Paroisse, à Versailles.

Pascale Prier,
5, rue des Renaudes,
75017 Paris.

Didier Simon,
51, avenue du Général de Gaulle,
78290 Croissy-sur-Seine.

Commémoration

Commémoration de la déportation des Juifs de France par l'association « Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France » et le Mémorial de la Shoah, avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Cérémonie à la mémoire des déportés du **convoi n° 75** partis, il y a 80 ans, du camp de Drancy pour le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau.

Jeudi 30 mai 2024, à 12 heures.

Lecture des noms des 1000 déportés, dont 110 enfants, du convoi n° 75. Seuls 139 déportés sont revenus.

Mémorial de la Shoah,
17, rue Geoffroy-l'Asnier,
75004 Paris.

Renseignements :
Tél. : 01 53 01 12 24.
Courriel :
lieux@memorialdelashoah.org

Hommages

Les militants de l'association « Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France », sont heureux de faire savoir que, le 27 mai 2024, à Berlin, au cours de sa visite officielle en Allemagne, le président de la République, Emmanuel Macron, a remis à

Beate et Serge KLARSFELD,

les insignes de grand officier et de grand-croix de la Légion d'honneur.

La cérémonie a eu lieu à l'ambassade de France.

Les FFDJF associent à cet hommage, celui que Anne Hidalgo, maire de Paris, a rendu le 24 avril, à leur secrétaire générale Annette Zaidman (chevalier de la Légion d'honneur et auteur de *Mémoire d'une enfance volée*, Ed. Ramsay), décédée en 2022, en donnant le nom d'Annette Zaidman à l'école élémentaire du 159, avenue Parmentier, Paris 10e, qui avait été son école de 1937 à 1941.

FFDJF,
32, rue la Boétie,
75008 Paris.
Tél. : 01 45 61 18 78.

Communication diverse

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Le Monde
MERCREDI 29 MAI 2024

Lionel Jospin

En Nouvelle-Calédonie, le président doit s'interdire la tentation de l'ultimatum

L'ancien premier ministre regrette que l'exécutif se soit écarté de la « méthode consensuelle » qui prévalait jusque-là dans l'archipel et note qu'Emmanuel Macron est resté « ambigu sur l'essentiel » : la question de l'élargissement du corps électoral

Les violences qui endeuillent aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie sont une tragédie accablante. Pour tous ceux qui vivent sur ce territoire, bien sûr, mais aussi pour les Français attachés à cette terre lointaine, avec sa diversité de cultures, et qui veulent pour elle un avenir pacifique et prospère.

Rétablir là-bas la sécurité des personnes et des biens est une nécessité. Il est de l'intérêt de tous de veiller à l'approvisionnement en nourriture, de garantir l'accès aux soins, d'assurer la libre circulation des personnes, de restaurer les services publics et de faire repartir l'économie. Rien ne peut justifier les meurtres, les pillages et la destruction de biens collectifs ou privés et de lieux de production.

Pour sortir du mieux possible de l'actuelle épreuve, il faut impérativement renouer avec le désir de concorde et la recherche de consensus qui ont guidé les forces politiques néo-calédoniennes quand elles étaient assurées de l'impartialité de l'Etat. Cette manière d'agir a permis à la paix civile de prévaloir sur ce « caillou » fertile tandis que s'engageait un indispensable et original processus de décolonisation au sein de la République.

Laissons le passé nous éclairer. En 1988, des communautés s'affrontent en Nouvelle-Calédonie depuis quatre ans, au bord de la guerre civile, jusqu'au paroxysme du drame d'Ouvéa, le 5 mai *[l'assaut militaire lancé contre une grotte où des indépendantistes retiennent des otages fait alors vingt-cinq morts]*. Le calme revient quand, le 26 juin, des accords sont signés à Matignon par Jacques Lafleur, Jean-Marie Tjibaou et Michel Rocard, trois personnalités courageuses et novatrices.

Leurs objectifs ont été de garantir une paix durable fondée sur la reconnaissance mutuelle, le dialogue, le rééquilibrage entre les communautés et les régions, le développement et la formation. Un référendum devait permettre, au bout de dix ans, de choisir entre le maintien dans la République et l'indépendance. Le peuple français a solennellement approuvé ces accords le 6 novembre 1988. Ministre d'Etat dans le gouvernement Rocard, j'ai travaillé au rééquilibrage dans le champ crucial de l'éducation. Sur le terrain, j'ai découvert la Nouvelle-Calédonie et je l'ai aimée. Mais dix ans, c'était court pour apaiser les esprits et réaliser les objectifs ambitieux fixés, et la décision fut prise, avec l'approbation de tous, de rechercher au terme de la période un nouvel accord évitant de raviver les divisions par un choix binaire.

Devenu premier ministre en 1997, j'ai eu l'honneur de signer à Nouméa, le 5 mai 1998, un nouvel accord, avec Jacques Lafleur, Roch Wamytan et Paul Néaoutyine. Celui-ci prolongeait et approfondissait les accords de Matignon. L'autonomie était poursuivie grâce à un large transfert de compétences. Une citoyenneté de Nouvelle-Calédonie était instituée au sein de la nationalité française. Dans un préambule à l'accord, un récit partagé du passé visait à mieux fonder l'avenir.

Le traumatisme de la colonisation pour les Kanak était reconnu, et l'apport des populations immigrées affirmé. La légitimité de toutes les communautés de Nouvelle-Calédonie *« à y vivre et à continuer de contribuer à son développement »* était proclamée. Il s'agissait de constituer, au-delà des divisions, *« une communauté affirmant son destin commun »*. Parallèlement, mon gouvernement apportait des réponses positives, tant économiques que politiques, aux demandes des milieux économiques et des nouvelles autorités provinciales sur l'importante question du nickel. La paix régnait sur le territoire, et l'habitude d'y gouverner ensemble s'installait.

UN GLISSEMENT S'EST OPÉRÉ

Michel Rocard et moi-même avions appartenu à la génération engagée dans les luttes anticoloniales et nous avions connu des indépendances. Quand a surgi le conflit néo-calédonien, militants devenus gouvernants, nous comprenions la pensée des acteurs du conflit. Et nous n'entendions pas laisser la France tomber à nouveau dans le piège d'un conflit colonial.

Quant à la méthode, nous avons été constamment guidés par la conscience de la complexité de la situation sur place et des risques du retour de la violence. C'est pourquoi nous avons écouté les meilleurs connaisseurs de la réalité néo-calédonienne, nous avons choisi des interlocuteurs variés, et nous avons associé au processus institutionnel en cours les représentants et les forces du territoire en les assurant de l'impartialité de l'Etat.

Après 2002, j'ai eu le plaisir de constater que la Nouvelle-Calédonie restait une préoccupation et un motif d'intérêt pour les gouvernants français, de droite et de gauche. L'état d'esprit qui nous avait animés a été pour l'essentiel préservé.

Et puis, un glissement s'est opéré. En Nouvelle-Calédonie, l'impact du Covid-19, la crise du nickel et les frustrations d'une partie oubliée de la jeunesse ont assombri le climat. Les divisions se sont durcies chez les indépendantistes comme chez les non-indépendantistes. Or, c'est le moment où l'exécutif français s'est écarté de la méthode consensuelle qui jusque-là prévalait. Négligeant le facteur temps, il s'est montré impatient.

En 2021, les responsables kanak ont demandé que la tenue du troisième référendum sur l'indépendance soit repoussée de quelques mois. Ils souhaitaient que leur communauté, durement touchée par l'épidémie de Covid-19, fasse son deuil dignement. Considérée, à tort, comme un prétexte, cette requête a été rejetée. Cette réaction a blessé, et le scrutin a été boycotté par une grande partie des Kanak, ce qui a affecté sa légitimité.

En 2022, une élue non indépendantiste radicale a été nommée au gouvernement sans avoir à renoncer à la présidence de sa province. Cela a été perçu comme le signe d'une préférence et un manquement à l'impartialité de l'Etat, un principe cardinal pour le traitement de la question néo-calédonienne.

En 2024, enfin, une majorité incluant l'extrême droite vient de voter au Parlement une réforme élargissant le corps électoral en Nouvelle-Calédonie. Elle n'est pas consensuelle, puisque les indépendantistes, qui n'étaient pas hostiles à tout élargissement, demandaient que cette réforme soit incluse dans un accord global. Et comme le président de la République a indiqué qu'il était prêt à convoquer rapidement le Congrès pour approuver cette réforme, la démarche a été assimilée à un passage en force. Alors se sont produits les troubles qui ont mis en péril la paix civile régnant depuis trente-cinq ans en Nouvelle-Calédonie.

Le président de la République s'est rendu à Nouméa le 23 mai. Il est bon qu'il y soit allé, puisqu'il a pu rencontrer sur place des élus de tous bords. Il a demandé à ceux-ci de contribuer à la levée des barrages et au retour au calme. Il a aussi appelé à la reprise du dialogue politique. Excluant un *« passage en force »*, il a fait sien l'objectif d'un *« accord global »*, comme le demandaient les indépendantistes. Une mission de médiation et de travail composée de trois hauts fonctionnaires est restée sur place. Cela sera utile.

Toutefois, le président est resté ambigu sur des questions essentielles : l'élargissement du corps électoral pour les élections provinciales ; le sort de la réforme votée dans les deux Chambres ; la convocation ou non du Congrès. Comme du côté des non-indépendantistes, les plus rigides soutiennent l'idée que la position du président n'a pas changé, des clarifications rapides de sa part sont nécessaires. Le chef de l'Etat devrait aussi s'interdire la tentation de l'ultimatum. Si le retour au calme est à l'évidence urgent, des gestes politiques forts sont nécessaires pour le garantir.

Il faut renouer avec la méthode consensuelle. La suspension du projet de loi de révision constitutionnelle et donc le report de la convocation du Congrès sont nécessaires pour parvenir à s'entendre sur un accord global. Les choix prochains des autorités de notre pays seront cruciaux si l'on veut sortir par le haut de la crise actuelle.

En pensant aux temps qui viennent, je souhaite m'adresser aux trois acteurs historiques qui, avec les accords de Matignon et de Nouméa, ont ouvert un chemin nouveau pour la Nouvelle-Calédonie. Le peuple kanak est la force motrice qui a arraché sa terre au statu quo colonial. Deux référendums non contestés ne lui ayant pas ouvert la porte de l'indépendance, il réaffirme son aspiration à la souveraineté. Il ne l'obtiendra pas par la violence et le chaos, car le territoire, alors abîmé et meurtri, deviendrait une proie. La Nouvelle-Calédonie est un pays pluriethnique où plusieurs communautés sont destinées à vivre ensemble.

POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Les autres communautés ont contribué activement au développement de la Nouvelle-Calédonie. L'accord de Nouméa a salué leur apport. Nombreux sont ceux qui se sentent profondément attachés à la terre qu'ils ont rejointe, parfois depuis longtemps. Qu'ils ne cèdent pas, même en période de tension, à l'illusion qu'ils pourraient trouver leur salut dans un retour à la logique du conflit colonial. La France, distante de 17 000 kilomètres, n'entrera pas à leur côté dans un engrenage répressif, au risque de son honneur. Les personnes venues d'Europe, d'Asie ou d'Océanie doivent être des partisans de l'évolution.

Les Français mesurent la complexité de la question néo-calédonienne et le doigté qu'exige sa résolution. Ils ont accompagné leurs responsables, qui ont avancé à pas mesurés depuis trente ans. Ils refuseraient que leur nation s'expose à un nouveau drame colonial. Ils comprennent que leur pays soit encore aujourd'hui garant de la paix civile et du redressement économique. Mais ils savent que la France ne jouera durablement un rôle dans le Pacifique que si les pays de la zone constatent qu'elle est acceptée par tous en Nouvelle-Calédonie.

L'accord à construire demain doit permettre de fonder un nouveau contrat social entre les communautés qui vivent sur une même terre. Il pourrait aussi ouvrir le chemin d'une évolution des relations de la Nouvelle-Calédonie avec la France conduisant le moment venu à une émancipation plus complète. ■

> LES FRANÇAIS MESURENT LA COMPLEXITÉ DE LA QUESTION NÉO-CALÉDONIENNE ET LE DOIGTÉ QU'EXIGE SA RÉSOLUTION. ILS REFUSERAIENT QUE LEUR NATION S'EXPOSE À UN NOUVEAU DRAME COLONIAL

Lionel Jospin *a été premier ministre de juin 1997 à mai 2002. A ce titre, il a signé l'accord de Nouméa du 5 mai 1998*

Michel Wieviorka Le barrage républicain à l'extrême droite ne tient plus

Depuis l'attaque, le 7 octobre 2023, du Hamas en Israël, le sociologue souligne les convergences entre radicalité nationaliste et radicalité « républicaniste », qui pourraient conduire, à terme, à une recomposition du paysage politique hexagonal

Dans le paysage politique français existent non pas une seule mais deux radicalités extrémistes de droite, l'une et l'autre apparues dans le contexte des années 1980.

La première, c'est une évidence, est nationaliste. Elle est portée par le Front national, le FN, devenu Rassemblement national (RN), en 2018, et accessoirement, par Reconquête !, le parti d'Eric Zemmour. Avant l'élection municipale partielle de Dreux, en 1983, et les élections européennes de 1984, le FN, né en 1972, était groupusculaire. Le thème de l'immigration, nouveau pour lui, en fait alors un parti avec lequel il faudra désormais compter. La seconde radicalité est « républicaniste ». Elle n'a pas d'expression partisane, tout au plus de modestes collectifs comme le Printemps républicain, fondé en 2016, ou l'Observatoire du décolonialisme, créé en 2021, aujourd'hui des idéologies identitaires. Elle a trouvé ses premières expressions à gauche autant qu'à droite.

Au départ, dans les années 1980, il s'agit d'un raidissement intellectuel et politique qui procède d'inquiétudes venues de la crise naissante des institutions de la République et de l'émergence de l'islam en France. L'émergence de différences culturelles demandant sur un mode parfois victimaire à être reconnues semble alors mettre en cause le « modèle républicain d'intégration ». Se montrer à leur écoute, c'était se constituer en multiculturaliste *« traître »* ou *« casseur »* de la République, comme l'écrit assez tôt le journaliste Christian Jelen.

Vocabulaire fédérateur

Avec l'« affaire du foulard », en 1989, un sentiment de menace se diffuse : l'islam, indissociable de l'immigration, commence à faire débat, et Lionel Jospin, alors ministre socialiste de l'éducation nationale, se voit reprocher un *« Munich de l'école républicaine »* pour avoir adopté une position prudente face au voile islamique. La critique ensuite se durcit avec l'émergence de l'islamisme et du terrorisme : l'islam et l'immigration ne seraient-ils pas incompatibles avec les valeurs universelles qu'incarne la République ? Les musulmans, les immigrés, incapables de s'intégrer, ne seraient-ils pas source d'insécurité culturelle ? Avec l'appui d'une gauche au mieux naïve, et en fait criminelle, ne menaceraient-ils pas la laïcité, en refusant l'égalité des hommes et des femmes et en empêchant la démocratie de fonctionner ?

Cette critique a trouvé récemment un vocabulaire fédérateur avec la dénonciation du « wokisme », ce fourre-tout s'en prenant à l'« islamo-gauchisme », à la « cancel culture », à la « théorie critique de la race », à la « théorie du genre », au « décolonialisme », au « postcolonialisme », à l'« intersectionnalité » ou, pour faire bonne mesure, à l'« écriture inclusive ». Souvent, elle s'associe au souverainisme. Ainsi, deux approches distinctes proposent un cadre droitier pour penser l'unité du corps social, avec en commun la hantise de l'islam et de l'immigration, le souverainisme, le rejet de la gauche, l'amour proclamé de la République et de la laïcité. Mais, jusqu'à peu, un mur les séparait : la question juive.

Le nationalisme du FN, fondé et longtemps dirigé par un leader notoirement antisémite, véhiculait de lourds préjugés hostiles aux juifs, là où les « républicanistes » les dénoncent tout en imputant le « nouvel antisémitisme » aux porteurs de culture arabe ou de religion musulmane, sans guère parler de l'extrême droite. Un manifeste publié dans *Le Parisien*, avec quelque 300 signataires, un ouvrage collectif préfacé par Elisabeth de Fontenay, *Le Nouvel Antisémitisme en France* (Albin Michel), ont ponctué en 2018 ce mouvement selon lequel le fléau dit aussi de la « nouvelle judéophobie » serait le fait d'immigrés issus du monde arabo-musulman et de leurs éventuels soutiens de gauche. Une moitié du chemin rendant possibles d'étonnantes convergences était parcourue.

> DEUX APPROCHES DISTINCTES PROPOSENT UN CADRE DROITIER POUR PENSER L'UNITÉ DU CORPS SOCIAL, AVEC EN COMMUN LA HANTISE DE L'ISLAM ET DE L'IMMIGRATION

Dédiabolisation

L'autre moitié l'a été, au cours de la même période, par Marine Le Pen. Ayant exclu, en août 2015, Jean-Marie Le Pen du FN, elle s'en explique sur BFM-TV le 6 mai 2024, en évoquant des *« désaccords sur ce sujet* [l'antisémitisme] *tellement profonds avec mon propre père »*. Déjà dès 2011, une fois à la tête du FN, elle avait souhaité, en vain, être accueillie en Israël, et, à plusieurs reprises ensuite, elle marquera son rejet de l'antisémitisme. A la croire, le RN serait *« le meilleur bouclier pour les Français de confession juive »*, car il lutte contre le fondamentalisme islamiste, *« danger majeur »* qui pèserait *« particulièrement sur nos compatriotes de confession juive »*.

On peut certes émettre quelques doutes sur ce positionnement : Jordan Bardella, président du RN, a affirmé, en novembre 2023, que Jean-Marie Le Pen n'était pas antisémite, avant de faire volte-face, début mai ; les préjugés hostiles aux juifs demeurent supérieurs à la moyenne nationale au sein de l'électorat du RN, et ses dirigeants n'ont pas tous cessé d'entretenir des relations, discrètes certes, avec des acteurs à l'antisémitisme avéré. Mais la tendance est claire : le RN entend s'en démarquer.

Dès lors, le principal barrage qui séparait les deux radicalités droitières cesse de les distinguer de façon irréductible. Le nationalisme des uns et le républicanisme des autres diffèrent, certes. Mais accélérées par les drames qui déchirent le Proche-Orient depuis le 7 octobre 2023, des convergences deviennent possibles, des reclassements, une communion intégrant désormais la défense des juifs de France.

Dorénavant, l'idée d'un front ou d'un axe républicain supposé faire barrage à l'extrême droite ne tient plus : sa dédiabolisation, déjà bien avancée avec l'institutionnalisation médiatique et parlementaire du RN, a fait un pas décisif en avant. Un électorat, droitier, juif ou non, que pouvait révulser jusque-là l'antisémitisme historique du RN, va pouvoir voter pour elle.

Rien n'interdit d'envisager des ralliements de personnalités politiques connues jusqu'ici pour leur républicanisme. Si, comme cela semble vraisemblable, les résultats du RN continuent d'en faire le vainqueur possible de prochaines élections, il faut s'attendre à des évolutions hier improbables. ■

Michel Wieviorka *est sociologue et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il a écrit notamment « La Tentation antisémite » (Robert Laffont, 2005) et « La Dernière Histoire juive » (Denoël, 2023)*

Emilie Sauvaget Les surveillants pénitentiaires sont confrontés quotidiennement à des violences psychologiques

Alors que l'attaque meurtrière du convoi pénitentiaire survenue le 14 mai dans l'Eure a bouleversé la profession, la psychologue explique qu'une conception de la sécurité fondée sur la relation plus que sur la répression permettrait d'éviter une partie des incivilités

La France vient d'être secouée par une tragédie qui a coûté la vie à deux personnels pénitentiaires et blessé grièvement trois autres lors d'une attaque extrêmement violente survenue lors du transfèrement d'un trafiquant de stupéfiants, le 14 mai, au péage d'Incarville, dans l'Eure. Cet événement douloureux survient dans un contexte où les différentes études nationales et internationales menées auprès des personnels pénitentiaires font toutes état de problèmes fréquents et de difficultés sur le lieu de travail.

Pour ceux qui y travaillent, l'univers carcéral présente un certain nombre d'enjeux spécifiques. La prison, même si elle n'est plus aussi close et rigide qu'elle ne l'a été, reste un lieu où se côtoient inquiétude et méfiance, un milieu où les sources de tension sont omniprésentes et où les enjeux sécuritaires teintent l'ensemble du travail et des relations sociales. La prison décourage, épuise, use. Elle connaît des problèmes récurrents, qu'on a bien de la peine à régler.

Ainsi le quotidien d'un surveillant pénitentiaire est-il difficile et exigeant, chargé de responsabilités humaines importantes. Le surveillant doit composer avec des conditions de travail ardues : surpeuplement carcéral, manque de ressources, vétusté de certains établissements et stress lié à la nature même du travail. Un travail également éprouvant sur le plan émotionnel, en raison de la proximité constante avec des personnes en détresse et/ou en conflit avec la loi.

En effet, l'exercice des missions déléguées aux personnels pénitentiaires occasionne des tensions, des confrontations, des vécus douloureux de culpabilité et d'autodépréciation. Et des événements traumatiques peuvent survenir, comme l'attaque mortelle dans l'Eure, dont le caractère est exceptionnel et gravissime. Cependant, les surveillants pénitentiaires sont quotidiennement confrontés à d'autres formes de violences psychologiques (insultes, menaces, crachats) et physiques. Ces traumatismes réguliers ont aussi des conséquences sur leur santé mentale.

Une image dévalorisée

Si le soutien psychologique des personnels en cas d'incident grave ou violent constitue une prise en charge nécessaire et une forme de reconnaissance de la souffrance de la victime, cette réponse semble insuffisante face à la conception même de la peine et à l'organisation de la prison.

Les difficultés de recrutement, les démissions, les incapacités, les arrêts de travail prolongés ou répétés ont participé à ce que l'administration pénitentiaire prenne en compte l'image dévalorisée de la profession et les difficultés spécifiques du travail en milieu carcéral.

Pourtant, recruter est de plus en plus difficile, tandis que les prisons françaises n'ont jamais été aussi peuplées : 77450 détenus pour 61570 places au 1er avril. La charge de travail des personnels s'en trouve accrue, avec comme conséquence directe une réduction des interactions entre surveillants et personnes détenues, ce qui est source de tensions et propice aux violences.

Finalement, l'agent est enfermé dans une situation dont il semble impossible de s'extraire pour penser autrement. En effet, il n'a pas le droit de faire grève en raison de l'obligation d'assurer la continuité du service public. Et il n'y a pas d'espaces pour réfléchir collectivement à de nouvelles règles de métier.

L'absence d'espace d'action et de parole en commun au sein de l'environnement de travail engendre un sentiment d'isolement et de peur, ce qui ne favorise pas le lien, le lien qui sécurise, le lien qui transforme. Alors, lorsqu'un mouvement social de grande ampleur se produit, les agents le contournent par un nombre important d'arrêts maladie sur une courte période.

> IL EST URGENT DE PROPOSER D'AUTRES MODALITÉS D'INTERACTIONS ET DE PRENDRE TRÈS AU SÉRIEUX L'IMPORTANCE DE LA PAROLE

Profession invisibilisée

Le mouvement *« prisons mortes »*, au cours duquel les agents ne prennent pas leur poste de travail, fait suite à l'attaque mortelle. Il rassemble des personnels pénitentiaires devant leurs prisons respectives, afin de témoigner de leur solidarité et de leur soutien à leurs collègues disparus et à leurs familles endeuillées. C'est un moment de recueillement et de soutien mutuel, où chacun cherche à trouver du réconfort dans la présence et la solidarité de ses pairs. C'est aussi l'occasion d'énoncer et de partager les réalités d'une profession peu reconnue, invisibilisée au sein de notre société.

La réaction du ministère de la justice à cet événement extraordinaire apporte des réponses immédiates s'agissant de la sécurisation des véhicules, de l'évolution des matériels, de l'armement et de la refonte des escortes.

Mais, malgré ces nombreuses évolutions, les nouvelles prisons sont de plus en plus éloignées de la société et équipées de murs, barreaux, barbelés et filins anti-évasion. Le détenu est envisagé comme une menace dont il faut se protéger en permanence. Or, tant que la personne incarcérée est considérée comme telle, le positionnement professionnel ne peut être que défensif, guerrier. Ce positionnement abîme, épuise. Il est aussi à l'origine de multiples violences.

C'est pourquoi il est urgent de proposer d'autres modalités d'interactions en prison et de prendre très au sérieux l'importance de la parole, de sa circulation et de ses modalités. Les recherches prouvent que proposer des espaces de parole et de gestion des conflits met fin au sentiment de violence caractérisant le ressenti des interactions en détention classique.

Il existe aujourd'hui de nouveaux modes de prises en charge des détenus. Ainsi des modules de respect, mis en place en 2015 dans le cadre d'un plan national de prévention des violences en détention, qui permettent aux détenus de bénéficier de manière contractualisée de plus d'autonomie au sein de la prison, ou de l'unité de réhabilitation pour usagers de drogues, un dispositif expérimental spécialisé dans le traitement des addictions, lancé en 2016 et destiné aux personnes détenues qui s'engagent à l'abstinence.

Ces deux dispositifs permettent aux surveillants d'investir leur profession de manière valorisante et sécurisante. Et ils constituent pour les détenus un levier de réinsertion et de non-récidive. Ils s'appuient sur une conception de la sécurité qui ne passe plus par la répression mais par la relation à autrui. Or la vraie sécurité se trouve justement dans le lien à l'autre. Nonobstant, aujourd'hui, ces lieux restent rares, circonscrits, ou expérimentaux… ■

Emilie Sauvaget *est psychologue clinicienne, membre associée à l'université de Poitiers et formatrice en prévention du suicide et premiers secours en santé mentale*

En Afrique francophone, le tournant antidémocratique

ANALYSE

Sidérés, les diplomates occidentaux ont assisté, impuissants, aux putschs en série de ces dernières années en Afrique francophone. Mali en 2020 et 2021, Guinée en 2021, Burkina Faso par deux fois en 2022, puis Niger et Gabon en 2023 : leur récurrence est le signe le plus visible de la fin d'un cycle politique dans un espace géographique lié par la colonisation française.

Le reflux du mouvement démocratique commencé dans les années 1990 avec l'organisation des « conférences nationales », qui avaient ouvert la voie au multipartisme, est aussi soudain qu'impensé. En 2015, le putsch mené par le général Gilbert Diendéré à Ouagadougou n'avait-il pas été surnommé par les Burkinabés *« le coup d'Etat le plus bête du monde »* tant l'accession au sommet de l'Etat par les armes semblait vouée à l'échec ? Sept jours après sa tentative, sous la pression combinée de la société civile burkinabée et de la communauté internationale, l'ancien chef d'état-major du président Blaise Compaoré (1987-2014) n'avait eu d'autre choix que de renoncer au pouvoir. Beaucoup proclamaient alors que cet épisode était la preuve qu'en Afrique l'ère des coups d'Etat était révolue.

AFIN DE PRÉSERVER LES APPARENCES, DES SCRUTINS SONT ORGANISÉS, COMME SI LE VOTE ÉTAIT L'UNIQUE CONDITION DE LA DÉMOCRATIE

Aujourd'hui, ni les sanctions internationales ni les médiations régionales n'ont d'effet sur les putschistes. Les « hommes forts » ont adopté des mesures autoritaires en vue d'asseoir ce qu'ils ont arraché par les armes : concentration des pouvoirs dans les mains du président autoproclamé, suspension des textes législatifs fondamentaux, restriction des libertés d'expression et de la presse, mise au pas de l'opposition et reports incessants du projet d'organisation d'élections. La charte de la transition burkinabée adoptée le 25 mai a entériné à la va-vite la prolongation du régime pour cinq ans. Mi-mai, ce sont les Maliens qui ont prolongé leur transition de *« deux à cinq ans »* après un prétendu « dialogue national ».

Gages de « bonne gouvernance »

Ces militaires ne sont que les visages les plus visibles de la crise antidémocratique dans laquelle se trouve l'Afrique francophone. De nombreux présidents en exercice ont réduit la libre expression politique à des faux-semblants. Au Tchad, Mahamat Idriss Déby vient de légitimer par les urnes son accession dynastique à la tête de l'Etat après la mort, en 2021, de son père, Idriss Déby, en remportant une présidentielle contestée. Au Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, président depuis dix-neuf ans, a modifié la Constitution pour pouvoir se maintenir indéfiniment au pouvoir, comme l'avait fait son père avant lui.

Paul Biya est depuis quarante et un an à la tête du Cameroun ; Denis Sassou-Nguesso cumule trente-neuf années de présidence du Congo ; en Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, en exercice depuis treize ans, n'a toujours pas dit s'il renoncerait à briguer un quatrième mandat en 2025. *« Si un homme est bon pour son pays, il n'a aucune raison de quitter la tête de l'Etat »,* avait-il glissé il y a plusieurs années à un visiteur. Seuls le Sénégal, le Cap-Vert et le Bénin se distinguent dans cette ère que le philosophe camerounais Achille Mbembe qualifie de *« glaciation autoritaire »*.

Dans une écrasante majorité de pays d'Afrique francophone, les élites issues de la décolonisation s'emploient ainsi à se maintenir au pouvoir et à capter les richesses de leur pays. Afin de préserver les apparences, des scrutins sont organisés, comme si le vote était l'unique condition de la démocratie, mais la liberté, la transparence et l'équité ne sont en rien assurées et leur résultat est connu d'avance. *« Nul ne va à la chasse pour rentrer bredouille »*, disait l'ancien président gabonais Omar Bongo Ondimba (1935-2009), quarante et un ans à la tête de l'Etat, rapporte le diplomate Pierre Jacquemot dans son ouvrage *Afrique. La démocratie à l'épreuve* (L'Aube, 2022).

Ce vernis suffit néanmoins à contenter des partenaires internationaux en quête d'alliés dans un monde concurrentiel et à faire de dirigeants autocratiques des partenaires fréquentables. Pour sa dernière visite africaine, en mars 2023, Emmanuel Macron avait notamment choisi le Gabon et le Congo. Le mardi 28 mai, il recevra à l'Elysée Brice Oligui Nguema, le putschiste gabonais, qui a renversé son cousin Ali Bongo Ondimba en août.

Selon Achille Mbembe, les institutions financières internationales ne se contentent pas de ces systèmes autocratiques, mais les encouragent en exigeant des gages de « bonne gouvernance » (et non de « démocratie ») en échange de leurs prêts, qu'elles conditionnent depuis la fin des années 1980 à la mise en place d'une économie néolibérale incompatible avec des mesures de redistribution des richesses et donc à l'émergence de classes moyennes éduquées.

Paradoxalement, cette usurpation de la démocratie a fait le lit des coups d'Etat actuels, les armes devenant le seul moyen d'imposer une pseudo-alternance quand les bureaux de vote sont devenus le décor d'un faux-semblant. Alors que ce fonctionnement a été durant des décennies accepté, sinon promu, par la France, les putschistes sont devenus les prétendus artisans d'une nouvelle étape de la décolonisation. Ils ont d'ailleurs à chaque fois enrobé leur coup de force d'une rhétorique panafricaniste, influencée par la Russie, qui, comme la Chine, dit proposer un modèle différent de celui des anciens colonisateurs.

Certains seraient alors tentés de conclure à un rejet de la démocratie en Afrique francophone. La réalité invite à la nuance. Selon plusieurs enquêtes d'opinion, dont l'Afrobarometer réalisé en 2021 dans trente pays africains, seuls 35 % des sondés *« perçoivent une pleine offre de démocratie »* dans leur pays. Mais 69 % d'entre eux considèrent toujours que *« la démocratie est préférable à tout autre type de gouvernement »*, à condition qu'elle ne soit pas un abus de langage. ■

ANNA SYLVESTRE-TREINER

CHRONIQUE | PAR HAROLD THIBAULT

L'IA chinoise qui reflète la pensée de Xi Jinping

La nouvelle intelligence artificielle (IA) développée par l'Académie chinoise du cyberespace a réponse à tout… dès lors qu'il s'agit de la pensée de Xi Jinping. L'institution étatique a annoncé sur les réseaux sociaux, lundi 20 mai, avoir développé ce nouveau *chatbot*, que les médias se sont empressés de surnommer « ChatXiPT ». Il est, dans un premier temps, destiné à un usage interne pour les spécialistes chinois d'Internet et de son contrôle. Il fusionne sept bases de données, dont six sur la technologie et une sur *« la pensée de Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises pour la nouvelle ère »*, le corpus doctrinal du président qui a été intégré à la Constitution en 2018. Suggestion de recherche proposée : énoncer la différence entre les forces productives traditionnelles et les *« nouvelles forces productives »*, l'actuel leitmotiv du chef de l'Etat-Parti pour relancer l'économie en misant sur les secteurs d'avenir.

L'exemple de « ChatXiPT » est excessif. Il existe en Chine d'autres programmes d'IA s'inspirant de ChatGPT, à l'usage du grand public, qui ne portent pas sur l'idéologie rouge et fonctionnent sur des sujets inoffensifs, même s'ils bottent systématiquement en touche lorsque des thèmes sensibles sont évoqués. Ce nouveau LLM (pour *large language model*) repose toutefois la question de savoir si un pays où le contrôle des idées ne cesse de se renforcer peut être à la pointe en matière d'IA et devenir la puissance technologique dominante, comme l'espère Pékin.

La difficulté est réelle pour les développeurs chinois : les autorités veulent comprendre comment fonctionne le produit, bien en amont, ce qui ajoute des mois de procédures. Les mises sur le marché prennent donc du temps et les IA n'ont pas droit à l'erreur politique. Comme lorsque ont émergé les forums, puis les applications de messageries des géants du Web (Tencent, Baidu ou Alibaba), la responsabilité de s'assurer que rien d'interdit n'apparaisse incombe d'abord aux entrepreneurs : ils doivent être prompts à « faire le ménage » s'ils entendent continuer à profiter de ce marché crucial.

UN PAYS OÙ LE CONTRÔLE DES IDÉES NE CESSE DE SE RENFORCER PEUT-IL ÊTRE À LA POINTE EN MATIÈRE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

La chose se corse avec l'IA. Il ne s'agit pas juste d'intégrer une liste de mots tabous et de rebooter la connexion quand un terme banni est tapé. Il faut maintenant générer les réponses qui vont dans le sens exigé par le pouvoir, qui plus est à un moment où la direction du Parti communiste veut remobiliser la société autour des valeurs chères à M. Xi.

Tensions avec les Etats-Unis

Côté face, il y a donc cette contrainte sans cesse renforcée qui n'incite pas au risque en matière de création de contenu. De plus, les tensions croissantes avec les Etats-Unis, centre actuel de l'innovation en IA, ont interdit au champion des puces électroniques de pointe, Nvidia, de livrer ses tout derniers modèles à la Chine, qui veut par ailleurs se couper de Wall Street, dont la profondeur financière et le goût du risque facilitent les innovations technologiques.

Côté pile, la Chine a cette immense base de travail, 1,4 milliard de citoyens, hyperconnectés. Le régime dictatorial n'avait pas empêché ByteDance de créer l'application Douyin, devenue, sous le nom de TikTok, l'une des plus populaires de la planète, hyperaddictive, engrangeant les contenus auxquels l'usager est attentif. Elle dispose également de start-up dynamiques de l'IA – MiniMax, Moonshot AI, Zhipu AI et 01.ai – soutenues par les fonds d'Alibaba ou de l'homme d'affaires Kai-Fu Lee, ancien de Google et de Microsoft.

L'IA développée par le moteur de recherche Baidu, nommée Ernie Bot, revendiquait 200 millions d'usagers à la mi-avril. Par ailleurs, jusqu'à présent, la Chine semble s'en sortir avec les semi-conducteurs de capacité légèrement moindre que lui livrent Nvidia et ceux qui sont développés par le géant local des télécoms, Huawei – et aussi avec les puces plus haut de gamme Nvidia achetées en masse avant l'entrée en vigueur de l'interdiction américaine…

Ces éléments suffiront-ils à rattraper l'environnement libre de la Silicon Valley et les financements massifs dont dispose la recherche américaine ? Peut-être « ChatXiPT » aura-t-il la réponse… ■

HISTOIRE DU DÉSAMOUR AVEC LE PATRONAT

LIVRE



PATRON
de Michel Offerlé, Anamosa, 112 p., 9 €

Patron » : le mot peut être connoté de manière négative en France, contrairement au *« boss »* de la culture anglo-saxonne. *Merci patron !* est d'ailleurs le titre d'un film documentaire truculent, réalisé en 2016 par François Ruffin, aujourd'hui député La France insoumise de la Somme et dont les analyses sur les dysfonctionnements du marché du travail sont désormais écoutées par les décideurs économiques.

A l'époque rédacteur en chef de *Fakir*, un journal alternatif engagé à gauche implanté à Amiens, il avait tourné en ridicule le directeur des ressources humaines de Louis Vuitton-Moët Hennessy (LVMH), le plus important groupe de luxe mondial, dirigé par Bernard Arnault, lequel en avait pris ombrage.

Michel Offerlé, qui a longtemps enseigné la sociologie politique, est l'un des plus fins connaisseurs des arcanes du monde de l'entreprise. Il a notamment dirigé le livre collectif *Patrons en France* (La Découverte, 2017). Dans *Patron* (Anamosa, 112 pages, 9 euros), c'est à la fois la genèse du mot, ses significations dérivées et les fantasmes qu'il nourrit que l'auteur prend plaisir à décortiquer.

Dans la culture populaire française, le « petit patron » est souvent haï ; quant au « grand patron », il est voué aux gémonies. L'actualité le confirme avec les piques à l'encontre de Patrick Pouyanné, le tout-puissant directeur général de TotalEnergies, ou du patron de Stellantis, Carlos Tavares.

Féminisation de la profession

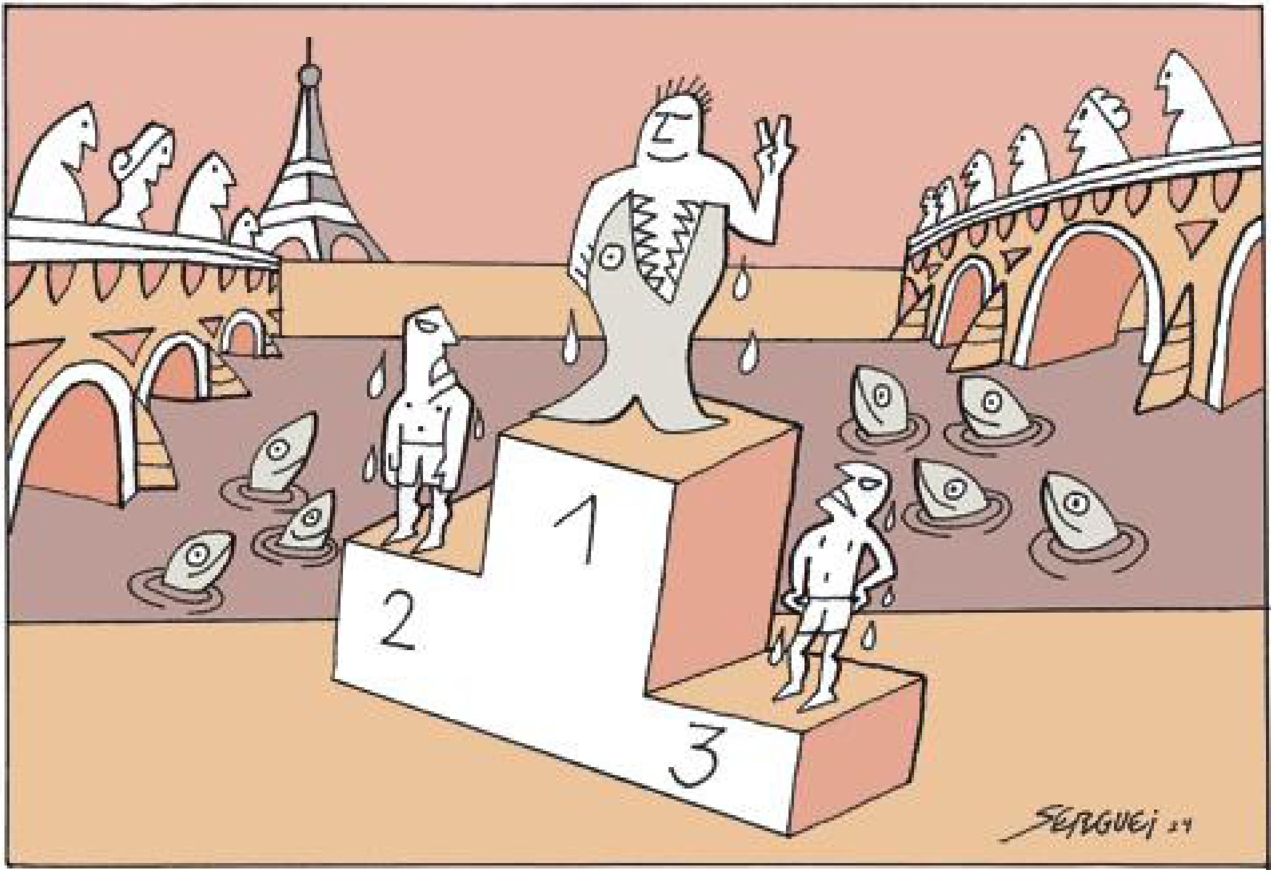
Chaque fois, les critiques concernant leurs salaires mirobolants ou leurs stratégies économiques contestées l'emportent sur leurs succès personnels ou industriels. Il s'agit d'une méfiance instinctive à l'égard des puissants. Le politiste raconte d'ailleurs que, juste avant le passage au XXIe siècle, l'une des grandes obsessions d'Ernest-Antoine Seillière et de Denis Kessler, alors numéros un et deux du Centre national du patronat français a été de transformer le nom de l'institution en Mouvement des entreprises de France. Au terme honni de « patron » succédait celui, plus noble et plus neutre, d'« entrepreneur ». De fait, le fil qui sert de trame au mot « patron » est bien celui du désamour.

Et pourtant, il y a aussi la patronne ! Autrefois, la femme du patron était vouée aux œuvres sociales et pouvait être aussi la femme du commerçant qui tenait la caisse. Aujourd'hui, elle est la marque de la féminisation d'une profession qui était jusqu'à présent majoritairement masculine. Michel Offerlé traite par ailleurs du goût et des hobbys des patrons et de leur influence descendante sur la société.

En exergue de son essai, l'auteur a retenu une citation du journaliste britannique Simon Kuper du *Financial Times* : *« [Emmanuel] Macron concentre la colère populaire. Il rappelle à chaque Français son patron : une personne très diplômée, sûre d'elle, qui méprise son personnel. »* Décidément, il reste encore du chemin pour faire aimer les patrons dans la société française. ■

ALAIN BEUVE-MÉRY

Piscine olympique | PAR SERGUEÏ





FRANCE | CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Européennes : les leçons d'une campagne

Trois ans avant l'échéance présidentielle de 2027, la campagne des élections européennes permet de mesurer les bouleversements politiques intervenus depuis 2017, point de départ d'une recomposition annoncée, puis sculptée de sa main par Emmanuel Macron. Le duopole Renaissance/Rassemblement national (RN), ou plutôt l'affrontement entre Macron et Le Pen, domine toujours la scène, en dépit des tentatives de la droite et de la gauche de lui faire échec sous le premier comme sous le second quinquennat.

Le jeu du chat et de la souris entre le président de la République et celle qu'il a battue à deux reprises à la présidentielle autour d'un présumé débat de fin de campagne résume à lui seul ce rétrécissement du jeu politique : deux forces politiques qui se sont baptisées l'une « progressiste » l'autre « patriote », et qui prétendent éclipser toutes les autres.

Les deux protagonistes ont installé le duel, les médias ont contribué à le conforter, les autres acteurs politiques ont été incapables de le troubler, faute d'avoir récupéré une dynamique suffisante après la débâcle subie par la gauche et la droite en 2017. Certes, il existe un « effet Glucksmann » (tête de liste Parti socialiste-Place publique) dans cette campagne, mais au sein d'un bloc de gauche qui reste globalement faible et marqué par un net recul des écologistes par rapport à 2019. La liste Les Républicains (LR) apparaît, quant à elle, toujours mal en point, prise en étau entre Renaissance et le RN, parvenu à établir son hégémonie sur l'ensemble de l'extrême droite. En témoignent les difficultés de Marion Maréchal à faire entendre sa propre voix à la tête de la liste Reconquête !.

Le duopole, qui en 2019 jouait à armes pratiquement égales (un point séparait la liste RN de celle de la majorité présidentielle), est aujourd'hui nettement dominé par le RN, qui fait la course en tête dans les sondages d'intentions de vote et apparaît comme le gagnant de la recomposition politique engagée depuis sept ans. Ni la dangerosité de la situation internationale, marquée par le retour des impérialismes, ni le tropisme poutinien de l'extrême droite française n'ont freiné l'ascension de ce parti qui s'est construit contre l'Union européenne (UE). De renoncement en renoncement (plus question de sortir de l'euro, de quitter le commandement intégré de l'OTAN ou de se mettre en marge du marché européen de l'électricité…).

Marine Le Pen a mis suffisamment d'eau dans son vin pour récupérer à son profit toutes les humeurs de l'opinion sans ajouter à l'inquiétude ambiante. En prétendant changer l'UE de l'intérieur plutôt que de la combattre de l'extérieur, elle a fait du RN un parti opportuniste, prêt à toutes les contorsions pour arriver au pouvoir. Le contexte européen la sert : partout ou presque dans l'UE, l'extrême droite est à l'offensive, jouant sur la crispation identitaire et la peur de l'immigration. Dans l'enquête Ipsos pour France Télévisions, parue jeudi 23 mai, ce sujet arrive en tête des priorités identifiées pour les années à venir, 10 points devant la lutte contre le réchauffement climatique (32 %), 20 points devant la construction d'une défense européenne commune.

L'ESPÈCE DE LÉTHARGIE ACCOMPAGNANT LA POUSSÉE DU RN DANS LES SONDAGES RENVOIE À LA FATIGUE DÉMOCRATIQUE

Le grand perdant de la séquence est Emmanuel Macron, le maître d'œuvre de la recomposition politique en cours qui ne parvient pas, malgré d'opiniâtres tentatives, à reprendre la main : ni ses mises en garde sur le risque que ferait courir à l'UE un abandon suivi d'une défaite de l'Ukraine, ni le discours sur l'Europe qu'il a prononcé à la Sorbonne, le 25 avril, dans lequel il évoquait un risque existentiel pour la construction européenne au regard du durcissement de l'environnement international, ne sont parvenus à réveiller les consciences. Nourrie par l'antimacronisme ou l'indifférence, la campagne des européennes ressemble à une marche de somnambules face à la montée des périls.

Crise des résultats

L'espèce de léthargie accompagnant la poussée du RN dans les sondages renvoie à la fatigue démocratique qui mine le pays depuis des années et transparaît à travers la dévitalisation des instances de délibération, l'affaiblissement de la représentation politique, la crise de résultats dont sont comptables tous ceux qui ont gouverné le pays. Les partis ne pèsent pratiquement plus, la démocratie sociale est à terre parce que les partenaires sociaux n'ont ni l'énergie ni la vision pour s'emparer des transformations à accomplir. L'Assemblée nationale souffre de n'avoir pas su transformer en expérience positive la position de majorité relative dans laquelle elle se trouve depuis 2022.

De cette situation d'affaissement démocratique résulte un paradoxe : même affaibli, Emmanuel Macron apparaît moins entravé que la plupart de ses prédécesseurs, notamment parce que le niveau de la contestation interne reste très faible au regard des difficultés dans lesquelles se déroule son second mandat. Malgré son impopularité, le chef de l'Etat continue de dicter sa vision et de déployer son agenda, pour preuve la quatrième réforme de l'assurance-chômage annoncée, à la barbe des syndicats, par le premier ministre quinze jours avant le scrutin.

Pour la majorité présidentielle, l'après-9 juin s'annonce comme un douloureux moment de vérité, la prise de conscience qu'il ne reste que trois ans pour tenter de surmonter le fiasco d'une recomposition politique entamée en 2017 au nom d'une « révolution démocratique » et qui aboutit au contraire à accentuer la verticalité et l'isolement du pouvoir. Même si la désignation d'un bouc émissaire est, dans ce genre de circonstances, le réflexe le plus facile, la réflexion n'épargnera pas les partis de gouvernement, gauche et droite, qui se sont longtemps unis pour combattre la famille Le Pen et se retrouvent aujourd'hui impuissants à lui faire barrage. Existe-t-il encore la possibilité d'un sursaut ? Essentielles sur le plan européen, ces élections le sont aussi sur le plan national. ■

LA CAMPAGNE RESSEMBLE À UNE MARCHE DE SOMNAMBULES FACE À LA MONTÉE DES PÉRILS

FIN DE VIE : LÉGIFÉRER LA MAIN TREMBLANTE

ÉDITORIAL M

Peu de débats parlementaires soulèvent autant de sujets cruciaux et vertigineux que celui sur la « fin de vie », commencé en séance par les députés, lundi 27 mai, pour deux semaines. Du respect de la liberté des malades aux prises avec des souffrances impossibles à soulager au devoir d'humanité qui conduit à affirmer qu'aucun être humain n'est de trop sur terre. Du souci de ne laisser personne dans la détresse face à la douleur et à la mort jusqu'au risque d'introduire un mécanisme favorisant la disparition de certains malades impécunieux ou trop « coûteux ».

Le projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie, souhaité par le président de la République, préparé par une convention citoyenne, traduit une volonté largement majoritaire dans le pays : permettre à chaque individu d'avoir prise sur la fin de son existence en exerçant, dans des conditions strictement encadrées par la loi, le droit d'obtenir une aide à mourir. Cette possibilité rassurante, ouverte dans de nombreux pays, constitue aussi, comme l'a souligné le Conseil d'Etat, une rupture en ce qu'elle autorise *« pour la première fois un acte ayant pour intention de donner la mort »*. Derrière l'euphémisme de la « fin de vie », il s'agit bien de légaliser, dans des circonstances exceptionnelles, l'assistance au suicide et à l'euthanasie.

Présenté comme un texte d'*« équilibre »* instituant un *« modèle français de la fin de vie »*, le projet de loi vise aussi à améliorer l'accès aux soins palliatifs à travers une *« stratégie décennale »*. C'est peu de dire qu'il s'agit là d'une priorité : instaurer un droit à recevoir une aide à mourir dans certains cas limités ne peut être dissocié du droit pour tous de recevoir des soins et un accompagnement ultimes par des équipes spécialement formées. Ce droit est trop souvent impossible à mettre en œuvre, en dépit des promesses, et le texte ne l'instaure pas formellement.

La dynamique du débat parlementaire doit permettre d'avancer sur les points cruciaux du texte encore en balance après le vote par la commission spéciale, contre l'avis du gouvernement, d'amendements importants. C'est le cas du critère de *« pronostic vital engagé à court ou moyen terme »*, qui a été remplacé par celui, plus extensif, d'affection *« en phase avancée ou terminale »* afin d'inclure notamment les maladies neurodégénératives. Le patient en fin de vie peut-il choisir de faire administrer la substance létale par un tiers, notamment un professionnel de santé ? C'est un autre point controversé qui renvoie aux réticences du personnel soignant. Le critère de la *« volonté libre et éclairée »* au moment du geste létal reste aussi à préciser, parce qu'il pourrait être éclipsé, notamment pour les malades d'Alzheimer, si les médecins étaient liés par les « directives anticipées » rédigées antérieurement par le patient.

Face à de tels enjeux, le législateur ne peut opérer que la main tremblante. L'heure n'est ni aux effets de manche ni aux stratégies politiques, surtout en période de campagne électorale. Ni à la précipitation puisque, la procédure d'urgence n'ayant pas été demandée, les allers-retours entre députés et sénateurs peuvent durer des mois. Mais le débat, qui divise autant en fonction des expériences individuelles que des étiquettes partisanes, ne peut s'enliser : répondant à une demande de la société, il doit permettre de sortir des dramatiques impasses actuelles et d'aider chacun à maîtriser la fin de sa vie, avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables. ■



Réservez vos trajets vers la gare à l'avance

Uber Reserve

science Le Monde
& médecine

A 2 ans, un petit Français passe en moyenne cinquante-six minutes par jour devant un écran, alors que l'OMS préconise de ne pas exposer les enfants à cet âge. ALINE MORCILLO/HANS LUCAS

Les écrans sèment les **troubles** chez les enfants

Passer trop de temps devant une télévision, un ordinateur ou un smartphone peut perturber le sommeil des jeunes, augmenter leur poids et retarder l'acquisition du langage. Les liens avec l'anxiété ou les troubles du neurodéveloppement sont plus difficiles à établir

NATHALIE BRAFMAN, SANDRINE CABUT ET PASCALE SANTI

A quel point les écrans peuvent-ils affecter la santé mentale et physique des enfants et adolescents ? Alors que la vie numérique envahit le quotidien, la question taraude et divise familles, professionnels de l'éducation et de la santé, chercheurs… et politiques, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Le 30 avril, les dix personnes d'horizons divers mandatées par le président de la République en janvier pour explorer ce sujet lui ont rendu leur rapport. Intitulé « Enfants et écrans, à la recherche du temps perdu », il dresse un constat inquiétant assorti de vingt-neuf propositions. Certes, ce travail, fondé sur l'analyse de la littérature scientifique et de nombreuses consultations, est loin d'être le premier à alerter sur les dangers potentiels des écrans, et à recommander d'en limiter les usages. Mais il est marquant, notamment par son tour d'horizon complet des effets sur la santé et par sa fermeté à l'égard des entreprises du numérique. *« Préempter ce nouveau marché, dans lequel nos enfants sont devenus la marchandise, est le nouvel axe de développement de quelques sociétés du numérique. Nous (…) ne pouvons les laisser faire »*, est-il écrit en préambule.

La première des propositions est d'ailleurs de *« s'attaquer, pour les interdire, aux conceptions addictogènes et enfermantes de certains services numériques afin de redonner du choix aux jeunes »*. Parmi leurs autres préconisations : protéger les enfants de moins de 6 ans de l'exposition aux écrans, ne pas attribuer de téléphone portable aux moins de 11 ans… Emmanuel Macron, qui avait donné un mois au gouvernement pour examiner les propositions et les traduire en actions, pourrait s'exprimer dans les prochains jours.

Revenons à la science. Les effets délétères d'une exposition intensive des enfants aux écrans font consensus sur des paramètres de santé comme le sommeil ou le poids. Plus complexes à documenter, les conséquences sur les apprentissages, sur le neurodéveloppement et sur la santé mentale suscitent des débats parfois houleux. *« Dans ce contexte, il faut appliquer le principe de précaution »*, assure le psychologue Grégoire Borst, professeur de psychologie du développement et de neurosciences cognitives de l'éducation à l'université Paris Cité, l'un des membres du groupe.

➔ LIRE LA SUITE PAGES 4-5

IA : le dernier-né de DeepMind crée la polémique

Le logiciel AlphaFold 3 prédit bien la structure des protéines mais frustre les chercheurs

PAGE 2



Le mystère levé d'une tablette vieille de 3 500 ans

Cet objet en argile portant une écriture cunéiforme, trouvé en 1933 dans l'actuel Israël, était une ardoise scolaire

PAGE 3



Portrait **Giulia Boetto navigue dans l'Antiquité**

L'archéologue est primée pour ses missions sur les épaves de bateaux cousus

PAGE 8

L'algorithme tenu secret d'AlphaFold 3 fait râler

BIOLOGIE - Le logiciel phare de DeepMind, filiale de Google, sait prédire, grâce à l'IA, les interactions des protéines avec les molécules environnantes. Un bond immense pour l'industrie pharmaceutique mais pas pour les chercheurs : le code est caché


ADRIA FRUITOS

C'est avec des roulements de tambour que DeepMind, la filiale d'intelligence artificielle (IA) de Google, a dévoilé dans la revue *Nature* le 8 mai AlphaFold 3, la nouvelle version de son logiciel appliquée à la biologie. *« Plus rapide, plus précis, capable de tâches bien plus complexes »*, se réjouissait, lors d'une conférence de presse, le 7 mai, Demis Hassabis, le directeur de DeepMind, au sujet de ce nouvel opus qui permet de modéliser la quasi-totalité des protéines et de leurs interactions, ouvrant de prometteuses perspectives pour le développement de nouveaux médicaments. Mais l'accueil que lui a réservé la communauté scientifique est plus réservé. Et pour cause : contrairement à la version précédente, Google a gardé secret le code du fameux algorithme.

Modéliser la structure des protéines peut sembler anecdotique. Pourtant, les enjeux sont immenses. Les protéines sont de grosses molécules essentielles au fonctionnement des organismes vivants. Parmi elles, on compte notamment les anticorps, les enzymes ou encore l'hémoglobine, qui transporte l'oxygène dans notre sang. Les protéines se présentent sous la forme de longues chaînes d'acides aminés, semblables à des colliers de perles. Rapidement, elles se replient de manière complexe, ressemblant à un paquet de câbles que vous auriez laissé s'emmêler dans votre poche. Ce repliement n'est pas aléatoire : chaque protéine adopte une forme spécifique, qui lui permet d'accomplir sa fonction. Une protéine mal formée ne pourra donc pas remplir son rôle. C'est le cas, par exemple, dans la drépanocytose (ou anémie falciforme) : un défaut dans la forme de l'hémoglobine réduit sa capacité à transporter l'oxygène dans le sang.

Cependant, bien que l'on ait accès à la composition en acides aminés de n'importe quelle protéine, déterminer son repliement reste une aventure longue et compliquée. Cela requiert des mois, voire des années, de travail en laboratoire pour une seule protéine… sachant qu'il en existe près de 20 000 différentes chez les humains !

La sortie d'AlphaFold 2 en 2021 a ainsi fait l'effet d'une bombe. L'IA permettait de prédire en moins de vingt-quatre heures le repliement de n'importe quelle protéine. Il suffisait de fournir la séquence d'acides aminés pour que le programme prédise la structure tridimensionnelle, souvent avec une précision et une confiance déconcertantes. Le secret ? Le deep learning, ou apprentissage profond. L'IA s'est d'abord entraînée sur toutes les protéines dont la structure était connue, et prédit désormais par analogie le repliement d'autres protéines.

En à peine trois ans, AlphaFold 2 est devenu incontournable dans les laboratoires de biologie moléculaire. En témoignent les six millions de prédictions de structure effectuées par le programme depuis 2021 et les 20 000 publications scientifiques qui ont mentionné ce logiciel.

« C'est presque devenu un outil quotidien », affirme Benjamin Bardiaux, chercheur CNRS, qui étudie les protéines de la membrane des bactéries à l'Institut Pasteur, à Paris. *« Les protéines que nous étudions sont réfractaires aux techniques expérimentales de détermination de structures. AlphaFold 2 nous a permis de faire des prédictions qui ont aidé à interpréter les résultats de nos expériences. On n'aurait jamais pu aller aussi loin dans l'étude sans ça. »* En revanche, *« une prédiction de structure par AlphaFold ne constitue pas une preuve scientifique. Il faut que ces prédictions soient validées par des expériences en laboratoire »*, note Benjamin Bardiaux.

L'une des limites du programme est qu'il ne prédit pas les interactions des protéines avec les molécules environnantes. C'est grâce à un changement profond dans l'architecture de l'algorithme que la version 3.0 a acquis cette nouvelle capacité. *« En plus d'être plus rapide et plus précise, AlphaFold 3 nous permet de prédire comment les protéines interagissent avec d'autres molécules : avec l'ADN, l'ARN, mais aussi avec des molécules possiblement thérapeutiques. Il y a une tonne d'applications possibles à cette nouvelle capacité »*, prédisait devant la presse John Jumper, qui dirige le développement d'AlphaFold depuis le siège de Google DeepMind, à Londres.

Lettre ouverte à « Nature »

Mais il y a un hic avec AlphaFold 3. Pour l'utiliser, les chercheurs doivent se rendre sur un serveur de Google offrant des possibilités limitées : pas plus de vingt requêtes par jour et il est impossible de tester les interactions entre protéines et molécules possiblement médicamenteuses. De plus, le code du programme est une vraie boîte noire.

« Le serveur permet une utilisation plus facile pour des chercheurs qui ne seraient pas familiers avec le deep learning », justifie, à demi-mot, John Jumper. La raison est en réalité ailleurs, comme finit par écrire sur X Pushmeet Kohli, un cadre de Deepmind et coauteur de l'étude : *« Nous cherchons un équilibre entre rendre accessible notre code à la communauté scientifique et ne pas compromettre les intérêts commerciaux d'Isomorphic Labs pour le développement de médicaments. »* C'est en collaboration avec cette filiale en recherche pharmaceutique de Google qu'AlphaFold 3 a été développé.

« On n'est plus le public cible », constate Sophie Sacquin-Mora, directrice de recherche CNRS au Laboratoire de biochimie théorique de Paris, et utilisatrice d'Alphafold 2. *« Google veut pouvoir monétiser ce développement. De fait, AlphaFold 3 répond aux besoins de l'industrie pharmaceutique, pas à ceux de la communauté scientifique. En tant que chercheurs, nous préférons avoir un programme libre qu'on peut ouvrir et bidouiller. Parce que son code était disponible, nous avions pu nous emparer et optimiser l'usage d'AlphaFold 2 de manière remarquable. »*

Si le changement de stratégie de Google DeepMind était pressenti, la présentation d'AlphaFold 3 dans la revue scientifique *Nature* a fait bondir la communauté scientifique. *« Cet article a été publié sans donner les moyens nécessaires à la communauté scientifique pour tester, évaluer, utiliser et développer les travaux existants »*, a écrit dans une lettre ouverte à *Nature* le 14 mai l'un des chercheurs ayant participé au comité de relecture, Roland Dunbrack, du Fox Chase Cancer Center à Philadelphie (Pennsylvanie). *« Le niveau de confidentialité autour d'AlphaFold 3 est approprié pour une annonce sur le site Web d'une entreprise, mais il ne répond pas aux normes de publications scientifiques »*, y lit-on. *« Je n'ai pu vérifier aucune des promesses faites dans cet article »*, précise-t-il lors d'un entretien téléphonique.

Sous le feu des critiques, *Nature* s'est défendu dans un éditorial du 22 mai : *« Dans certains cas, la confidentialité peut être protégée pour des raisons de sûreté, de sécurité ou juridiques »*, affirme la revue tout en rappelant que *« toute recherche, quel que soit le secteur qui la produit, devrait pouvoir être évaluée et publiée, au bénéfice de la société et de la science »*.

Google DeepMind a aussi répondu aux contestations du monde scientifique, par la voix de son vice-président, Pushmeet Kohli. Il a promis que l'entreprise *« travaillait à la publication du modèle d'AlphaFold 3 pour un usage académique, d'ici six mois »*. Mais difficile de savoir à quoi les chercheurs auront réellement accès. ■

MATÉO VAUCOULEUR

Comment un robot peut « voir » sans vidéo, ni radar, ni GPS

MATHÉMATIQUES - Grâce à deux formules du XIXe siècle,un robot rudimentaire reconnaît, par simple calcul, les espaces dans lesquels il évolue

Les progrès technologiques du numérique, de l'informatique ou de la robotique font qu'on ne s'étonne plus devant un véhicule circulant sans pilote en ville, un robot marchant en évitant des obstacles, un aspirateur – voire une tondeuse – autonome.

Des chercheurs ont voulu, en quelque sorte, retourner à l'âge de la bougie en tentant de se passer de caméra, de radar, de boussole, de géolocalisation pour reconnaître la forme d'un espace. Comme si, aveugle, vous tentiez de vous faire une idée de la configuration d'un lieu.

Pari réussi grâce aux mathématiques, comme l'explique, dans *Physical Review Research* du 26 avril, cette équipe parisienne de l'Institut Langevin et du Laboratoire Gulliver (ESPCI-PSL-CNRS). Leur robot est un jouet assez simple. Une sphère, de la marque Sphero, de 7 centimètres de diamètre, capable d'aller en ligne droite jusqu'à 5 centimètres par seconde, tant qu'il n'y a pas d'obstacles. Malgré son cerveau rudimentaire, mais astucieusement programmé, la boule transparente est parvenue, en quelques minutes d'exploration au hasard, à distinguer un tracé en forme de cercle, d'un autre en triangle, ou encore d'autres formes aux contours de tour Eiffel ou de statue de la Liberté, autrement plus complexes. Dans d'autres expériences, le robot a été capable de « lire », reconnaissant les 26 lettres « géantes » de l'alphabet dans lesquelles les chercheurs l'avaient forcé à rouler.

« Leur idée est plutôt maligne. Ils montrent qu'on n'est pas obligé de voir une forme pour la reconnaître », souligne Olivier Dauchot, directeur du Laboratoire Gulliver, spécialiste des essaims de robots.

Pour cette prouesse, le robot roule en ligne droite, s'arrête quand il atteint une paroi et repart au hasard dans l'autre sens. Mais comment en déduire la forme de l'enceinte ? D'abord, plonger dans de vieux grimoires mathématiques pour exhiber deux formules. L'une due à Augustin-Louis Cauchy en 1850, montre que, quelles que soient les formes, la moyenne des longueurs des « cordes » (les droites reliant deux points des parois) est proportionnelle au rapport de l'aire de la forme sur son périmètre. Ce dernier vaut, pour un carré, l'arête divisée par quatre. L'autre formule a été proposée par l'Irlandais Morgan Crofton en 1862 : la moyenne des longueurs à la puissance 3 est proportionnelle au carré de l'aire divisé par le périmètre.

Ensuite, demander au robot de faire des moyennes des longueurs entre deux « arrêts » et de leur cube, pour déduire l'aire et le périmètre de la figure. Enfin, si un ensemble de figures ont des paires d'aire et de périmètre suffisamment différentes, alors il est possible de construire un « dictionnaire » associant ces deux grandeurs à une forme que le robot peut donc reconnaître directement. Cela marche pour les 26 lettres, mais pas pour les chiffres par exemple, où 6 et 9 sont « identiques » selon ce critère. Tout roule, donc.

Méthode « frugale »

Sauf qu'un doctorant de l'équipe, Samuel Hidalgo-Caballero, a remarqué que la formule de Crofton ne fonctionnait que pour les formes convexes, et donc pas pour les autres, comme une banane ou la tour Eiffel. Les chercheurs ont donc fait des maths pour démontrer une formule inédite et générale pour les formes non convexes… et qui se trouve être analogue à celle de Crofton.

« Nous avons été étonnés par la simplicité de cette formule et surtout que personne, à notre connaissance, n'y ait pensé avant ! », explique Matthieu Labousse, chercheur CNRS à l'ESPCI, coauteur de l'article, qui souligne le côté *« frugal »* de la méthode. Les calculs sont rudimentaires et ne demandent pas de capteurs complexes, contrairement aux robots qui « voient » leur environnement, ou se repèrent par rapport à des points de référence. En pratique, il suffit de 200 à 300 lignes droites et moins de dix minutes pour que le robot trouve la forme dans laquelle il se meut.

Les applications possibles ne sont pas forcément évidentes, même si de tels algorithmes pourraient aider dans des environnements obscurs ou à visibilité réduite. Matthieu Labousse évoque aussi le domaine des robots miniatures, de quelques dizaines de micromètres, qui ne disposent ni de caméra, ni de beaucoup de ressources de calcul.

« Un robot élémentaire qui fait des tâches complexes, ce n'est déjà pas si mal », estime Olivier Dauchot, qui a, lui, réussi à maintenir un robot sur une bascule, avec une programmation minimaliste et en tirant profit des lois de la physique.

L'équipe voudrait cependant encore pousser plus loin sa démonstration en utilisant des trajectoires non rectilignes durant le parcours. Sauf que, pour Matthieu Labousse, *« c'est plus difficile et on n'a pas encore trouvé la formule »*. ■

DAVID LAROUSSERIE

La tablette d'argile était… une ardoise scolaire

ARCHÉOLOGIE - Transcription d'une prière, lettre diplomatique… ? Exhumé en 1933, l'objet de l'âge du bronze alimentait les spéculations. Une équipe internationale a levé le mystère

En archéologie, le temps fait beaucoup à l'affaire. Apporter des précisions sur la nature d'objets anciennement exhumés grâce à des techniques nouvelles tient de l'exercice habituel de la discipline. Mais ce qui vient de se passer à l'université de Beersheba, dans le sud d'Israël, apparaît exceptionnel. Une tablette en argile, vieille de 3 500 ans, un des premiers usages connus d'alphabet cunéiforme, a brutalement changé de fonction. Les spécialistes lui attribuaient un usage religieux ou politique. Une étude conduite par une équipe internationale, publiée en ligne, le 11 mai, par la revue d'archéologie *Tel Aviv*, vient de révéler qu'il s'agissait en vérité d'un outil scolaire, comme une ardoise utilisée par des élèves pour apprendre à écrire.

L'objet avait été dégagé du site de Tel Beth Shemesh, en 1933, par l'équipe de Duncan Mackenzie (1861-1934). Rendu célèbre pour avoir assisté Sir Arthur Evans dans l'exhumation du palais de Knossos, en Crète, l'archéologue écossais s'est ensuite attaché à fouiller ce site majeur de l'âge du bronze, dans le sud du Levant, aujourd'hui au centre d'Israël. C'est lors de sa cinquième et dernière série de fouilles que la tablette sort de terre. Les philologues reconnaissent rapidement les inscriptions : elles ressemblent à celles mises au jour par les Français quelques années auparavant dans la cité côtière d'Ougarit, plus au nord, dans l'actuelle Syrie. Datée du XIVe siècle ou début du XIIIe siècle avant notre ère, elle constitue, après Ougarit justement, le plus ancien exemple connu d'alphabet cunéiforme. Un statut qu'elle conserve jusqu'à nos jours.



La tablette scolaire en argile retrouvée à Tel Beth Shemesh (sur le territoire actuel d'Israël), en 1933, avec les inscriptions cunéiformes (en haut) et une empreinte de doigt sur l'envers (en bas, à gauche). YUVAL GOREN

Taille inhabituelle

Faute de pouvoir déchiffrer les inscriptions, archéologues et philologues se disputent le sens exact de cette tablette. Comme souvent, certains y attribuent une fonction sacrée, ou du moins religieuse, peut-être la transcription d'une prière. D'autres imaginent une lettre diplomatique venue d'Ougarit, peut-être codée, preuve des liens entre les deux cités cananéennes de l'âge du bronze tardif.

C'est pour vérifier cette seconde hypothèse que la Française Cécile Fossé, alors en thèse internationale à l'université d'Evora, au Portugal, débarque en 2020 à l'université de Beersheba. Spécialiste de l'étude des matériaux anciens, elle analyse la composition détaillée et la structure de l'argile pour en déterminer la provenance. *« Venait-elle de la région, ou plutôt d'Ougarit, voire d'ailleurs encore dans le Levant ? »*, résume Yuval Goren, le professeur d'archéologie dont la Française avait rejoint l'équipe. La réponse tombe : la matière rocheuse est typique des collines voisines de Tel Beth Shemesh.

La tablette sort en tout point de l'ordinaire. Sa taille n'est pas habituelle, plus petite que celle des documents officiels retrouvés à Ougarit ou ailleurs au Levant. Même la technique de fabrication est singulière : des morceaux d'argile assemblés par compression dans un moule irrégulier… *« Du travail d'amateur »*, plaisante l'archéologue israélien. Un dernier élément vient orienter les chercheurs : l'empreinte d'un doigt d'enfant, laissée sur la face arrière.

Ils poursuivent leurs recherches, avec cette fois des techniques de microscopie stéréoscopique, capables de leur donner une vue détaillée en 3D des marques laissées par le stylet dans l'argile. Les signes retrouvés correspondent bien à l'alphabet ougaritique, mais avec des variations notables.

De droite à gauche

Un dialecte ? Des erreurs commises par le scribe ? Une série d'observations va leur permettre de trancher. D'abord des traces de modification de certaines lettres, parfois corrigées, parfois réécrites par-dessus une première version. Ensuite, l'impossibilité de trouver une signification à cette succession de signes, alors que l'écriture ougaritique a été déchiffrée depuis longtemps. Sans compter, parfois, d'étranges répétitions d'une même lettre.

Pour les chercheurs, la conclusion s'impose. La tablette offre le témoignage d'un exercice scolaire, quelque chose comme une dictée proposée par un professeur, non pas pour bien orthographier les mots mais pour bien reproduire les lettres. Et si l'une d'entre elles semble mal faite, le scribe en devenir doit recommencer. Particularité intéressante pour les philologues, les lettres ont été écrites de droite à gauche, comme en hébreu, et pas de gauche à droite, comme à Ougarit et dans l'écriture latine. En outre, l'exercice commence en haut à droite de la tablette par les lettres H, L, Kh et M, les quatre premiers signes de l'alphabet dit « Halcham », longtemps utilisé dans certaines langues sémitiques du Sud. Tombé en désuétude, il perdure toutefois dans le guèze, l'idiome traditionnel des juifs éthiopiens.

Cette pièce va désormais faire l'objet de comparaisons, tant avec des tablettes écolières exhumées à Ougarit qu'avec deux autres documents retrouvés sur le territoire israélien actuel. En effet, si l'origine de l'écriture est assez bien connue, celle de l'alphabet reste plus controversée.

« Pour nous, cette découverte est une fierté, mais elle est aussi associée à une tragédie », explique Yuval Goren. Cécile Fossé est morte du cancer en décembre 2022, à l'âge de 32 ans. L'article de ses collègues, qu'elle signe de façon posthume en première position, lui est dédié. ■

NATHANIEL HERZBERG

TÉLESCOPE

CHIMIE
Premières études sur un atome très rare

Une équipe américaine est parvenue à faire de la chimie avec l'un des éléments terrestres les plus rares, le prométhium. Sa quantité est estimée à moins d'un kilo sur la planète, à cause de la brève durée de vie de la plupart de ses isotopes (17,7 ans au maximum). Une telle rareté explique que la plupart de ses utilisations (pour des batteries de sondes spatiales ou des peintures luminescentes) a nécessité des productions par des réacteurs nucléaires. Il n'a été isolé qu'en 1945 au laboratoire national Oak Ridge (Tennessee). Quatre-vingts ans plus tard, des chercheurs du même laboratoire sont parvenus à associer une petite molécule à cet atome de 61 protons, ainsi qu'à d'autres terres rares. Pour la première fois, ils ont observé la diminution surprenante de la taille du couple molécule/prométhium lorsque les atomes grossissent.
> D. M. Driscoll et al., « Nature », 22 mai

XÉNOGREFFE
Un premier foie de porc transplanté en Chine

Après le cœur et le rein, le foie. *« Des scientifiques chinois ont transplanté avec succès le foie d'un porc génétiquement modifié chez un homme de 71 ans atteint d'un cancer géant du lobe droit du foie »*, a annoncé le *Global Times* le 25 mai. Selon le quotidien chinois, le patient *« peut se déplacer librement, sans réaction de rejet aiguë ou suraiguë sept jours après l'opération »*. Cette première mondiale, réalisée par l'équipe de Sun Beicheng (université médicale d'Anhui), a été précédée, en mars, d'une xénogreffe de foie sur un patient en état de mort cérébrale. Le 23 mai, des scientifiques chinois auraient par ailleurs procédé à une xénogreffe combinée foie-rein de porc. Les premières transplantations d'organes à partir d'un porc génétiquement modifié ont, elles, été menées aux Etats-Unis, en janvier 2022, pour le cœur, et en mars 2024 pour le rein. Jusqu'ici, la survie n'a pas dépassé quelques semaines.

PHYSIQUE
Un étonnant fluide non newtonien

Des chercheurs de l'Institut de science et technologie d'Okinawa (Japon), de l'Institut Tata de recherche fondamentale (Hyderabad, Inde) et de l'université de Stockholm ont découvert de nouvelles propriétés aux fluides non newtoniens, qui ont la caractéristique de pouvoir s'opposer fortement à une déformation. L'équipe a modifié un liquide en y ajoutant de petites quantités de polymères afin de créer des turbulences dans son écoulement. Des simulations numériques montrent que, de façon surprenante, la turbulence élastique observée présente des analogies avec la turbulence classique. De fortes fluctuations de vitesse sont constatées dans certaines portions du fluide, rendant l'écoulement plus intermittent qu'attendu.
> Singh et al., « Nature Communications », 27 mai.

Une recette révolutionnaire de ciment sans émissions de CO_2

INGÉNIERIE - Une équipe de l'université de Cambridge a utilisé du béton usagé et des fours électriques pour fabriquer ce matériau universel

Le béton a changé la face du monde. Il en illustre le génie et la folie. Depuis les Romains, il a bâti nos villes, nos ports, nos routes, au point de constituer le deuxième matériau le plus utilisé sur la planète, après l'eau. Mais, à l'heure du changement climatique, il pèse d'un poids terrible dans notre bilan carbone. A lui seul, il représente 7,5 % de la totalité des émissions de CO_2. Or une équipe de l'université de Cambridge vient de mettre au point une méthode révolutionnaire pour concevoir le ciment, l'élément essentiel du béton mais aussi celui qui concentre tous ses maux. L'article qu'elle a publié, jeudi 23 mai, dans la revue *Nature*, y fait même la promesse d'un produit à « zéro émission ».

La recette du béton moderne, dit « de Portland », est bien connue : de l'eau, du sable, des cailloux et 15 % de ciment, qui permet de lier l'ensemble. Pour préparer ce dernier, un mélange de calcaire, d'argile et d'un peu de silice et d'aluminium est chauffé à 1450 °C. Une opération doublement coûteuse. Le calcaire s'y transforme en chaux et émet une quantité considérable de CO_2. En outre, atteindre une telle température entraîne une très grande consommation de matières fossiles. La recherche de produits de substitution ne s'est jamais arrêtée. Mais elle bute sur leur disponibilité, sur leur coût ou sur l'efficacité de la recette finale.

La révolution proposée par l'équipe de Cambridge est partie d'un défi entre Cyrille Dunant, chercheur suisse spécialisé dans le béton, et son collègue du département d'ingénierie Julian Allwood, plus familier de l'acier. Le premier sait, pour l'avoir étudié, que l'on peut recycler du béton usagé à condition de le chauffer de nouveau. Le second a développé des fours à arc électrique, qui profitent de la conductivité du fer, pour faire fondre de l'acier sans le chauffer et, là encore, le recycler. *« Et si j'utilisais tes fourneaux pour faire mon béton ? — Essaie donc ! »*

Aucun surcoût

Une nouvelle recette est née. Le béton dégradé y est brièvement chauffé à 400 °C, puis mixé et tamisé. La poudre de ciment alors isolée est introduite dans le four à arc. D'un côté, l'acier bouillonnant à 1 600 °C fournit au résidu de béton la chaleur dont il a besoin. De l'autre, ce dernier apporte au métal la chaux nécessaire à son nettoyage. *« Coup double »*, conclut Cyrille Dunant.

Dans le four, deux liquides bien distincts apparaissent : au fond, l'acier recyclé ; au-dessus, ce que les spécialistes nomment « le laitier », qu'il suffira de refroidir, moudre et enrichir d'un peu de gypses pour obtenir un nouveau ciment. Les chercheurs de Cambridge ont testé 28 formules différentes dans un four expérimental à l'Institut de traitement des matériaux de Middlesbrough. Ajouter un peu d'aluminium, de fer, ou encore de bauxite ; remplacer une partie du ciment usagé par du sable. *« Finalement, nous sommes arrivés à la conclusion que la meilleure recette consistait à utiliser du ciment pur »*, conclut le chercheur suisse. Rien de tel que la simplicité.

L'équipe a dressé tous les bilans. Sur le plan environnemental, le plus mauvais scénario, qui prévoit notamment l'ajout d'un peu de chaux fraîche au métal, aboutit à réduire des deux tiers les émissions de CO_2 ; le meilleur, qui impose notamment des fours à électricité propre, permet d'afficher un bilan quasi nul. De quel côté la balance va-t-elle pencher ? La méthode résistera-t-elle au passage à l'échelle industrielle ? Pour s'en assurer, les scientifiques, qui ont déposé un brevet, vont tester leur procédé dans un immense four à arc de l'entreprise Celsa, installée à Cardiff, au Pays de Galles. Mais ils affichent une grande confiance. D'abord parce que l'opération pare d'une vertu supplémentaire la filière du recyclage de l'acier sans lui imposer aucun surcoût. Ensuite parce que de nombreux projets de centrales à arc sont en route. La production, grâce à ce procédé, d'un milliard de tonnes de ciment par an à l'horizon 2050, soit 25 % de la production annuelle à l'échelle mondiale, leur paraît un objectif réaliste.

Le complément, les scientifiques nous invitent à le chercher dans la sobriété. *« Produire un ciment à zéro émission est un miracle absolu*, avance Julian Allwood. *Mais nous devons aussi réduire notre usage. Le ciment est bon marché, solide et peut être produit n'importe où, mais nous en avons largement abusé. Nous pourrions diminuer la consommation de façon spectaculaire sans diminuer la sécurité des bâtiments. »* Moins de constructions, moins de ciment par construction, et du béton recyclé sans émission de CO_2 : au-delà de la recette du ciment, c'est bien un menu révolutionnaire que proposent les chercheurs de Cambridge. ■

N. H.

Ecrans : enfants **accros,** chercheurs inquiets

▶ SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

De fait, dans ces domaines, les études se multiplient mais peuvent comporter des biais, qui limitent leur portée. De surcroît, elles sont bien souvent en partie obsolètes à peine publiées, tant les usages évoluent rapidement. Pour obtenir des données plus solides, les chercheurs soulignent l'intérêt d'études de cohorte (telle Elfe, en France), avec des effectifs importants, et un suivi régulier très long. Des comparaisons entre groupes exposés aux écrans et groupes non exposés sont complexes à mettre en œuvre, voire quasi impossibles, pour des raisons pratiques ou éthiques.

Tour d'horizon, en six points, des effets avérés ou soupçonnés des écrans sur la santé des enfants et des adolescents.

Un sommeil plus court et moins réparateur

Les chercheurs sont unanimes : *« Les écrans et les usages qui en sont fréquemment faits, en soirée ou la nuit notamment, ont des effets négatifs directs et certains sur la quantité et sur la qualité du sommeil des enfants et des adolescents »*, relève le rapport remis à Emmanuel Macron.

En France, en 2020, les adolescents dorment en moyenne 7 heures et 45 minutes par nuit, moins de 7 heures en semaine, bien moins que les 8 à 10 heures recommandées par la National Sleep Foundation pour les 13-18 ans (de 9 à 12 heures pour les 6-12 ans). Par ailleurs, 16 % des enfants de 11 ans et 40 % de ceux de 15 ans présentent un déficit de plus de deux heures de sommeil par jour, en semaine, selon le rapport.

Or l'insuffisance de sommeil favorise la survenue de troubles du métabolisme, notamment une surcharge pondérale, et de problèmes cardio-vasculaires ; elle réduit la fonction immunitaire, diminue les performances cognitives et les résultats scolaires, sans compter les problèmes de santé mentale. A cet égard, les experts soulignent que *« la dette de sommeil favorisée par l'usage des écrans le soir et la nuit représente un facteur de risque indépendant d'anxiété et de dépression »*. Un constat qui justifierait à lui seul des mesures restrictives, estime le neuroscientifique Michel Desmurget.

Un usage des écrans en cours de nuit, dès trente minutes, est associé à une multiplication par deux de risques de troubles du sommeil (privation, insomnie…), selon une enquête du Réseau Morphée, réalisée fin 2020 auprès de collégiens et de lycéens d'Ile-de-France. C'est un cercle vicieux. *« Plus le sommeil du jeune est perturbé, plus sa fatigue le conduira à privilégier des activités passives le lendemain, comme les écrans »*, souligne Patricia Franco, neuropédiatre à l'hôpital Femme-Mère-Enfant de Lyon. François-Marie Caron, ancien président de l'Association française de pédiatrie ambulatoire (AFPA) insiste sur le *« couvre-feu numérique avec un arrêt des écrans d'une à deux heures avant le coucher »*.

De la fatigue oculaire à la myopie

Gêne, fatigue et sécheresse oculaire, yeux qui piquent ou brûlent, maux de tête, vision floue, voire double… L'utilisation prolongée des écrans peut *« potentiellement entraîner des symptômes oculaires et visuels »*, écrivait le Haut Conseil de santé publique dans un rapport, en janvier 2020.

Surtout, *« le visionnage intensif d'écrans a des effets néfastes pour la vue et pourrait entraîner des conséquences préoccupantes à long terme. (…) Les écrans contribueraient en particulier à l'épidémie de myopie qui touche les sociétés modernes »*, écrivent les auteurs de ce rapport intitulé rapport « Enfants et écrans ».

En augmentation depuis le milieu du XXe siècle, ce trouble de la vue qui se traduit par une vision floue de loin s'est intensifié ces dernières décennies. Certes, cette épidémie ne peut pas être imputée aux seuls écrans, la génétique et d'autres facteurs environnementaux intervenant. Néanmoins, les chercheurs s'accordent sur le fait que la myopie est favorisée par une sollicitation excessive de la vision de près, l'augmentation du temps passé en intérieur et donc le manque d'exposition à la lumière naturelle. *« Il y a un impact fort de la qualité de la lumière que l'œil reçoit le jour et la nuit sur la myopie, son incidence et son développement*, affirme Francine Béhar-Cohen, ophtalmologiste à l'hôpital Cochin (AP-HP) et directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. *Le déséquilibre spectral des lumières artificielles (plus de bleu et moins de rouge) et les variations d'intensité lumineuse jouent un rôle dans l'incidence et le développement de la myopie, c'est indéniable. Mais leur part dans ce phénomène multifactoriel reste à définir. »* Plus on est jeune, plus le cristallin laisse passer de longueurs d'onde courtes, dans la gamme du bleu. Or, la lumière bleue, plus importante sur les écrans, perturbe aussi la sécrétion de mélatonine, l'hormone qui règle notre horloge biologique et favorise notre sommeil.

Les restrictions sociales imposées lors de la pandémie de Covid-19 ont servi de laboratoire à des chercheurs afin de mesurer les effets des écrans sur la vision. Une augmentation de la myopie a été montrée en comparant deux cohortes longitudinales distinctes d'enfants âgés de 6 ans à 8 ans vivant à Hongkong, l'une constituée entre 2015 et 2018 pour un suivi de trois ans avec 1 084 enfants, l'autre, au début de la pandémie, avec 709 enfants. Dans la première, 12 % ont développé une forme de myopie, contre 30 % dans la seconde (*British Journal of Ophtalmology*, août 2021).

Moins d'activité physique

En France, 37 % des enfants de 6 à 10 ans et 73 % des 11-17 ans n'atteignent pas les standards d'activité physique recommandés par l'Organisation mondiale de la santé, à savoir soixante minutes d'activité d'intensité modérée à soutenue chaque jour, selon des données reprises par l'Observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité. Un enfant de 7 ans passe 50 % de son temps assis et un jeune de 15 ans, 75 %.

L'association du manque d'activité physique et de la sédentarité est une bombe à retardement sanitaire. Elle augmente le risque d'obésité, de diabète, de maladies cardiovasculaires, dont l'hypertension artérielle, et de certains cancers. En France, 15 % des 8-17 ans sont en surpoids et 6 % sont obèses, selon la dernière enquête épidémiologique d'Obépi, avec un fort gradient social.

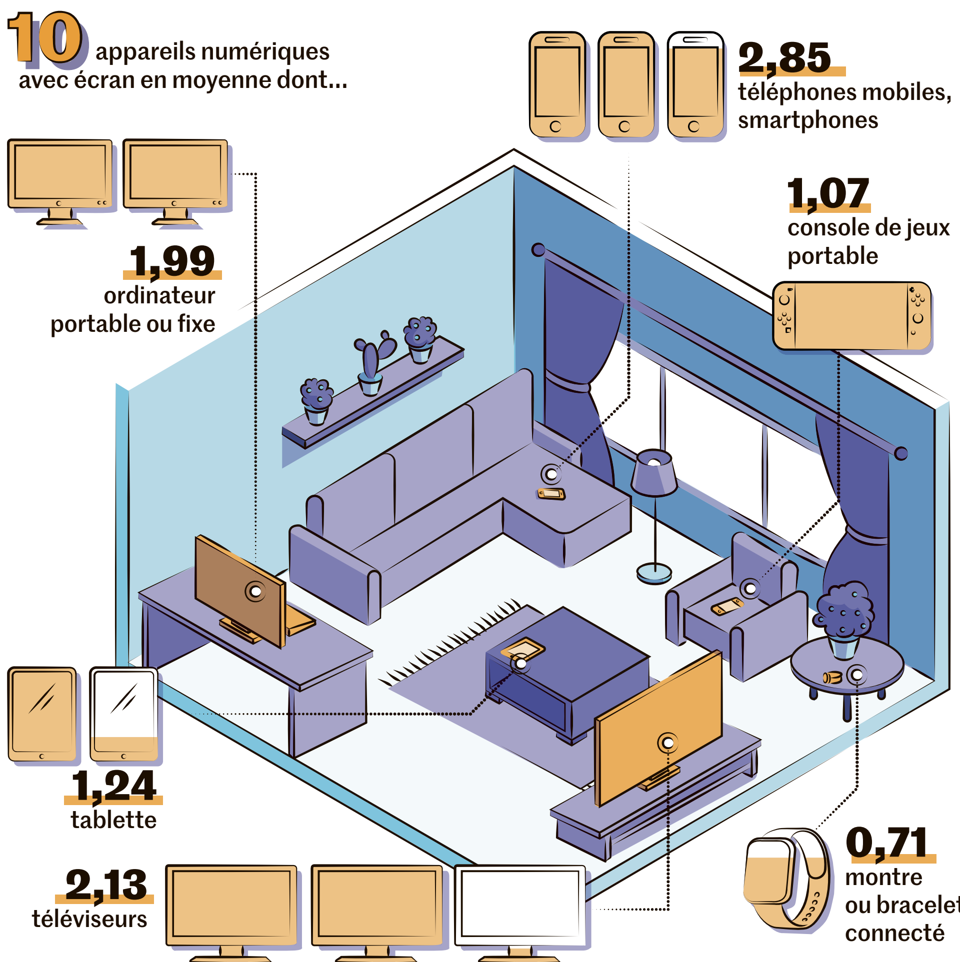
En cause, les écrans. *« Les liens entre la place accordée aux écrans et les usages qui en sont faits, et la sédentarité et la moindre activité physique sont manifestes »*, note le rapport. C'est surcroît, pour François Carré, cardiologue du sport, *« un temps qu'on ne passe pas à jouer dehors »*.

« Si l'épidémie de surpoids et d'obésité ne saurait être imputable aux seuls écrans, leur utilisation excessive y contribue », insiste le rapport. Les liens entre les deux sont bien établis : *« Quatre principaux mécanismes sont impliqués : l'usage des écrans incite à des prises caloriques immédiates ; les effets, parfois non conscients, de la publicité pour les produits de mauvaise qualité nutritionnelle ; la sédentarité ; et l'usage des écrans le soir est lié à une durée de sommeil insuffisante, facteur de risque d'obésité »*, résument Didier Courbet et Marie-Pierre Fouquet-Courbet dans un article paru dans la revue *Obésité* en 2019.

> CHAQUE HEURE PASSÉE DEVANT UN ÉCRAN À 3 ANS FERAIT PASSER L'ENFANT À CÔTÉ D'ENVIRON 397 MOTS D'ADULTES

Des enfants entourés d'écrans

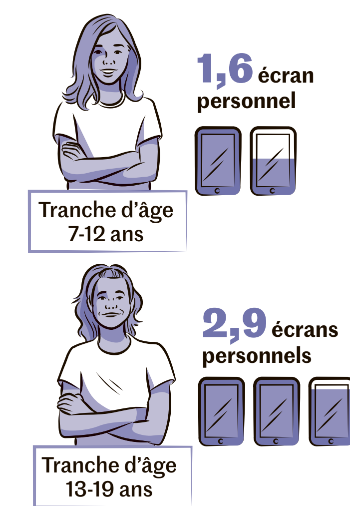
L'équipement des foyers*
** En France, chaque foyer compte 2,17 personnes en moyenne.*



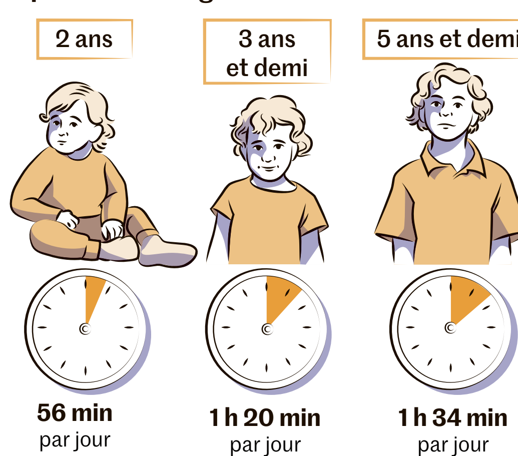
34 % des enfants de **10 ans et demi** possèdent un smartphone personnel, en 2022.

L'Organisation mondiale de la santé préconise de **ne pas exposer les enfants avant leurs 2 ans** et de limiter le temps passé devant un écran **à 1 heure par jour jusqu'à 5 ans.**

Taux d'équipement moyen des enfants et des adolescents



Temps moyen passé sur un écran par tranche d'âge



Infographie : *Le Monde*, Victoria Denys

Sources : édition 2022 du Baromètre du numérique ; étude Ipsos-Junior Connect' édition 2022 ; INED-Inserm, cohorte ELFE, enquête 2022, Santé publique France

L'acquisition du langage perturbée

« Dès le quatrième mois, et donc bien avant l'accès au langage, l'enfant comprend ce qu'est une conversation. Lorsqu'il émet des sons, ses parents lui répondent. Et donc, moins il y a de mots prononcés par les parents, moins l'enfant aura accès au langage », pose d'emblée Marie Danet. Pour cette maîtresse de conférences en psychologie du développement à l'université de Lille, spécialiste de l'attachement, il y a un message à faire passer aux parents : *« Un enfant au-dessous de 3 ans ne peut pas vraiment tirer profit des outils numériques parce qu'il a du mal à transférer des informations apprises sur les tablettes à la vie réelle. »*

Plus grave : le temps prolongé seul devant un écran au cours des premières années de la vie peut affecter les capacités cognitives, notamment l'acquisition du langage. Entrent évidemment en ligne de compte d'autres facteurs, notamment socio-économiques ou affectifs.

Ce consensus actuel provient d'une méta-analyse publiée dans la revue *Jama Pediatrics* en mars 2020, portant sur 18 905 enfants issus de 42 études, âgés de 35,7 mois à 44,4 mois. Elle montre que, dans l'ensemble, plus le temps d'écran est limité et l'âge de la première exposition tardif, meilleures sont les compétences langagières. Avec un bémol : le visionnage de programmes à haute valeur éducative et le covisionnage interactif avec les parents sont associés à un meilleur développement du langage.

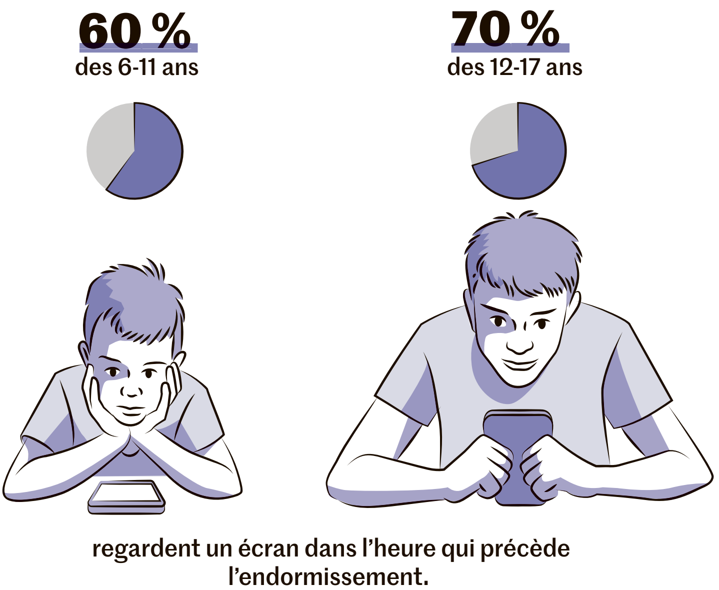
Une vaste étude longitudinale australienne publiée dans *Jama Pediatrics* en mars confirme les effets délétères des écrans sur le développement du langage. Les chercheurs ont étudié, dans 220 familles, l'association entre le temps passé devant un écran et trois mesures du dialogue parent-enfant (mots de l'adulte, vocalisation de l'enfant et prise de parole). Des données ont été collectées tous les six mois au domicile familial, lorsque les enfants étaient âgés de 12, 18, 24, 30 et 36 mois. Résultat : chaque heure passée dans une journée devant un écran à 3 ans ferait passer l'enfant à côté d'environ 397 mots d'adultes, 294 vocalisations et 68 conversations, alerte l'étude. Mais ce n'est pas tout. *« Il y a une vraie problématique d'exposition des enfants aux écrans, mais aussi des parents qui les utilisent à des moments-clés du développement du langage. Nos usages des outils numériques ont des répercussions sur le développement de nos enfants »*, souligne Grégoire Borst. C'est un exemple de ce que les scientifiques nomment « *technoférence* », perturbation des interactions liée aux appareils électroniques.

Paradoxalement, alors qu'un enfant devant un écran semble totalement concentré, ses capacités d'attention pourraient être perturbées. *« Les écrans surstimulent l'attention réflexe et empêchent l'attention focalisée ou volontaire de se développer. Or cette compétence nécessite, pour grandir, la mise en suspens de tous les stimuli extérieurs »*, souligne Sabine Duflo, psychologue, fondatrice du Collectif surexposition écrans, qui alerte depuis des années – comme tant d'orthophonistes et d'enseignants –, sur les effets délétères des écrans sur les enfants. *« Nous constatons*

Un impact sur le sommeil

60 % des 6-11 ans

70 % des 12-17 ans

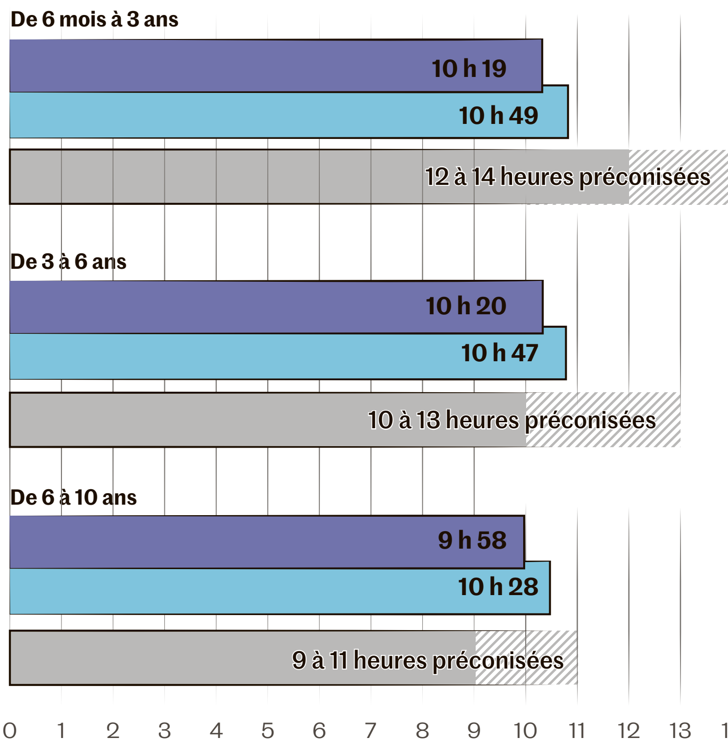


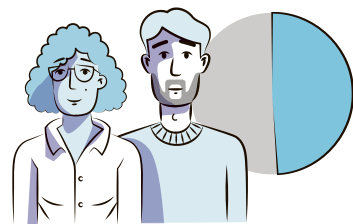
regardent un écran dans l'heure qui précède l'endormissement.

Des temps de sommeil limités

Durée moyenne du sommeil des enfants





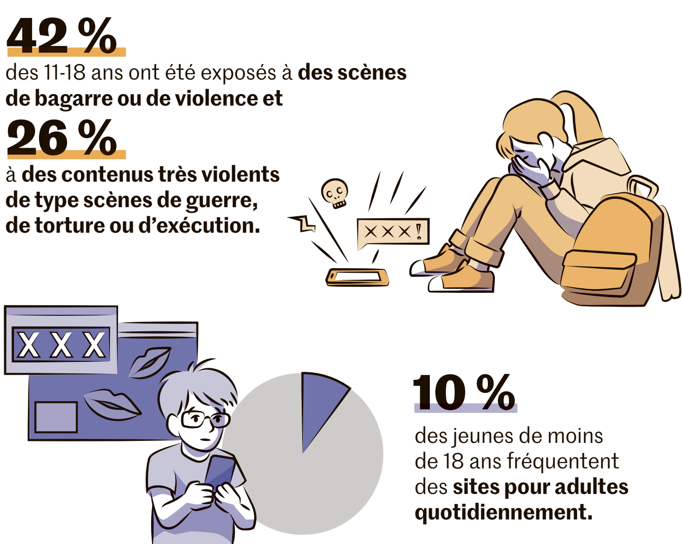


49 % des parents d'enfants de moins de 11 ans pensent que **l'usage des écrans n'a aucun impact sur le sommeil de leur(s) enfant(s), 8 % pensent que cet impact est bénéfique.**

Des contenus inappropriés

42 % des 11-18 ans ont été exposés à **des scènes de bagarre ou de violence et**

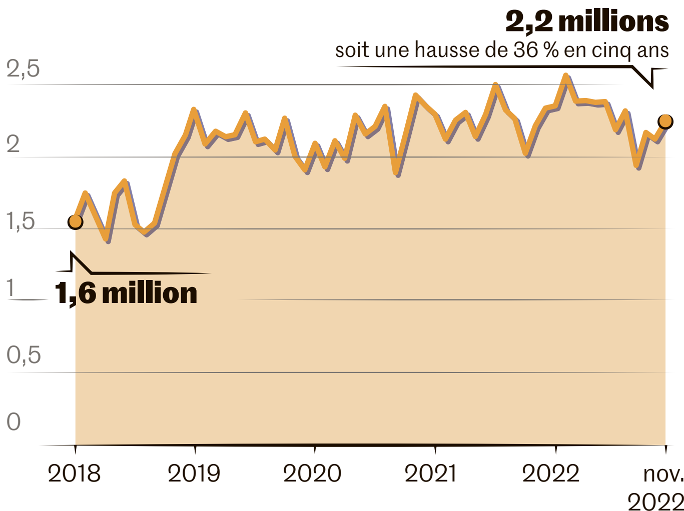
26 % à **des contenus très violents de type scènes de guerre, de torture ou d'exécution.**



10 % des jeunes de moins de 18 ans fréquentent des **sites pour adultes quotidiennement.**

Nombre de mineurs visitant des sites pornographiques

En millions de visiteurs uniques chaque mois

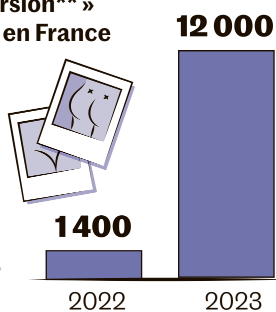


Des risques de harcèlement et de chantage

Recensement des cas de « sextorsion » à l'encontre de ou entre mineurs en France**

De nombreuses victimes ne portant pas plainte, ces résultats sont probablement sous-évalués.

*** La sextorsion consiste à obtenir de la part des mineurs une image ou une vidéo compromettante à caractère sexuel pour les soumettre ensuite à un chantage en contrepartie de la non-diffusion de ce contenu.*



2022	2023
1400	12 000

24 % des familles ont déjà été confrontées **au moins une fois au cyberharcèlement de leur(s) enfant(s).**

Sources : « Enquête sommeil 2022 », INSV-MGEN ; Arcom ; e-Enfance 3018 ; Génération numérique ; rapport de la commission d'experts sur l'impact de l'exposition des jeunes aux écrans

tous les jours une détérioration des capacités d'attention et de langage, s'alarme-t-elle. *On a voulu nous faire croire que les enfants pouvaient apprendre avec des outils numériques dits "éducatifs", or l'appétence pour la communication et le langage comme moyen de communiquer et de penser ne peuvent se développer que dans l'échange avec un être humain, et pas avec une machine. »*

Une revue de la littérature citée par les auteurs du rapport, parue dans *Developmental Neuropsychology* incluant onze études, montre qu'une exposition prolongée aux écrans des enfants de moins de 12 ans est associée à de moindres capacités attentionnelles.

Neurodéveloppement : des liens complexes

Une exposition précoce et intensive aux écrans peut-elle induire des troubles autistiques ou y ressemblant fortement ? Evoquée depuis 2017 en France par des médecins, des psychologues et des orthophonistes inquiets de leurs constats chez leurs petits patients, cette hypothèse est vivement rejetée par la plupart des universitaires et chercheurs. *« La commission* [groupe d'experts] *tient à indiquer que les troubles du neurodéveloppement* [TND], *dont le TDAH* [trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité] *ou les troubles du spectre de l'autisme* [TSA], *ne peuvent pas être imputables à l'usage d'un écran. Ces troubles sont en effet plurifactoriels et présents dès la naissance, ils ne peuvent en toute logique être causés par l'exposition, nécessairement ultérieure, aux écrans »*, assurent les auteurs du rapport remis à l'Elysée, sans référence à des articles scientifiques.

La formulation de TND *« présents dès la naissance »* est à nuancer, selon la professeure Diane Purper Ouakil, cheffe du service de pédopsychiatrie du CHU de Montpellier. *« Ils auraient pu se contenter d'écrire que les études ne sont pas en faveur d'un rôle des écrans dans la survenue de TND »*, commente-t-elle. De fait, les principaux facteurs de risque de ces troubles sont génétiques et environnementaux – agissant pendant la période prénatale ou postnatale immédiate. Une combinaison de plusieurs d'entre eux est probablement à l'œuvre dans la majorité des cas, sans que les troubles eux-mêmes soient présents dès la naissance. *« L'exposition aux écrans arrive bien après, probablement trop loin pour avoir un rôle, mais les publications sont délicates à interpréter »*, poursuit la pédopsychiatre.

> LE SYSTÈME ALGORITHMIQUE UTILISÉ PAR TIKTOK POUR CAPTER L'ATTENTION ORIENTE VERS DES VIDÉOS POUVANT ÊTRE NOCIVES POUR LA SANTÉ MENTALE

Récemment, une revue de la littérature (*Cureus*, juillet 2023) a ravivé le débat en concluant : *« Plus la période d'exposition aux écrans est longue, plus le risque que l'enfant développe un TSA est élevé. En outre, plus il est exposé tôt aux écrans, plus le risque de développer un TSA est élevé par rapport aux enfants exposés plus tard. »* En décembre de la même année, un autre travail d'analyse des articles scientifiques, paru dans *Jama Network Open*, estimait, lui, que *« l'association écrans-TSA n'est pas suffisamment étayée »*.

Qu'en est-il des effets chez des jeunes autistes ou avec un TDAH avéré ? Pour les auteurs du rapport, *« une exposition excessive aux écrans peut aggraver des symptômes liés à ces troubles »*. A l'appui de cette assertion, ils citent une méta-analyse de 2014 et une revue de la littérature de 2018, où des auteurs néerlandais soulignent un lien, quoique statistiquement faible, entre les écrans et le TDAH chez les enfants et adolescents. Là encore, Diane Purper Ouakil reste circonspecte. *« Ces données ne démontrent pas que les écrans aggravent les symptômes en tant que tels »*, indique la spécialiste, coautrice d'une déclaration de consensus internationale sur le TDAH, publiée en 2021.

« Les écrans semblent avoir un effet de loupe sur les troubles neurodéveloppementaux, comme le TDAH et les TSA, ou les troubles psychiatriques, résume le professeur Richard Delorme, chef du service de pédopsychiatrie de l'hôpital Robert-Debré (AP-HP, Paris). *Par exemple, une exposition intense aux écrans va, dans certains contextes à risque, accroître l'intensité de l'isolement ou majorer la dépressivité de l'enfant, sans que cela signifie pour autant que les écrans sont la cause de ces troubles. »*

Et Richard Delorme de citer une recherche sur une cohorte de 437 enfants japonais suivis de leurs 24 mois à leurs 40 mois. Ceux ayant un risque génétique élevé de développer un trouble autistique avaient également un temps d'écran important. Pour les auteurs de l'étude (*Psychiatry Research*, septembre 2023), cela suggère que les écrans ne sont pas un facteur causal, mais plutôt un signe précoce d'une attirance des autistes pour les objets plus que pour les rapports humains. Des constats qui appellent en tout cas à la prudence dans la gestion des temps d'écran chez les enfants à risque. Le chercheur Michel Desmurget est plus radical : *« Un grand nombre d'études, qui ne figurent pas dans le rapport, contredisent les théories lénifiantes qui tendent à minimiser l'impact des écrans sur le neurodéveloppement »*, estime-t-il.

Anxiété, dépression : les réseaux sociaux en question

La crise sanitaire et les confinements ont mis en lumière les problèmes de santé mentale des enfants et adolescents. Elle reste, depuis, dégradée en France. En 2022, seule la moitié des collégiens et lycéens présentent *« un bon niveau de bien-être mental »*, selon l'enquête nationale EnCLASS de Santé publique France, menée entre 2018 et 2022 auprès de près de 10 000 élèves et publiée en avril 2024. Elle observe aussi *« une part non négligeable de jeunes présentant un risque de dépression et déclarant un sentiment de solitude, des plaintes psychologiques et/ou somatiques ou des pensées suicidaires »*.

La responsabilité des écrans est souvent montrée du doigt. *« La commission considère que les éléments sont suffisants pour indiquer qu'une consommation excessive des réseaux sociaux constitue un facteur aggravant de risque pour les jeunes présentant des vulnérabilités »*, écrivent les auteurs du rapport. Un terme que précise la neurologue Servane Mouton, coprésidente de ce groupe de travail : *« La vulnérabilité peut concerner n'importe quel adolescent à un moment donné, l'adolescence étant une période très particulière où on est bien plus sensible à la remise en question, à l'image de soi, à ce que nous renvoie l'autre. »*

Pour autant, le rapport ne diabolise pas les réseaux sociaux. Ils *« peuvent avoir des effets contrastés, et les études scientifiques manquent aujourd'hui pour établir un lien de causalité entre ces réseaux et le bien-être mental des jeunes »*, d'autant que celui-ci est *« toujours multifactoriel et dépend de facteurs individuels, familiaux et environnementaux »*. Le débat autour des réseaux sociaux, et plus largement autour des smartphones, est donc vif, notamment aux Etats-Unis.

Il n'empêche que les écrans sont parfois associés à des comportements d'enfermement, de coupure à l'égard du réel. Certains jeunes ne sortent pas, n'ont que des « amis » virtuels. Cependant, les réseaux sociaux peuvent favoriser les échanges et aider à maintenir les liens amicaux et familiaux. *« La conception même des réseaux sociaux les plus populaires aujourd'hui n'est pas acceptable, leur économie reposant sur la captation de l'attention et l'emploi de processus addictogènes »*, souligne Servane Mouton.

« Ceux qui allaient mal vont encore plus mal avec un très fort déficit d'empathie », constate Catherine Jousselme, professeure de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et pédopsychiatre au centre hospitalier des Alpes du Sud, qui se dit *« affolée du nombre croissant d'enfants et d'adolescents qui souffrent de refus scolaire anxieux et d'anxiété »*.

Certaines études trouvent un lien entre un usage intensif des réseaux sociaux et des problèmes de santé mentale. Dans un rapport de mai 2023, Vivek Murthy, le responsable du service de santé aux Etats-Unis, craint que les réseaux sociaux, utilisés *« presque constamment »* par plus d'un tiers des 13-17 ans, *« soient un moteur important de la crise de santé mentale »*.

Un rapport d'Amnesty International intitulé « Poussé·e·s vers les ténèbres », publié en novembre 2023, montre que le système algorithmique utilisé par TikTok pour capter l'attention oriente vers des vidéos pouvant être nocives pour la santé mentale, certaines allant vers l'idéalisation du suicide…

La commission insiste d'ailleurs sur les fonctionnalités des médias sociaux, dont les algorithmes mettent en avant les contenus inappropriés (violents, haineux, pornographiques, etc.). *« Quand un enfant ou un adolescent passe beaucoup de temps sur les réseaux sociaux ou les jeux vidéo, il faut chercher s'il n'est pas touché par une dépression »*, préconise François-Marie Caron, l'ancien président de l'AFPA.

La question de l'addiction est posée. Le terme est d'ailleurs admis dans le domaine des jeux vidéo. Les écrans stimulent le « système de récompense » qui libère la dopamine. Nombre de jeunes reconnaissent que TikTok ou Instagram sont addictifs, qu'ils regardent des vidéos en boucle et ressentent, disent certains, *« le besoin d'aller voir, comme pour la drogue »*.

Mais peuvent-ils être véritablement classés comme une addiction, constituée par l'impossibilité répétée de contrôler un comportement apportant du plaisir et permettant d'échapper à un inconfort psychique ? Selon Servane Mouton, *« les médias sociaux présentent des éléments de conception de type addictogène qui conduiront probablement à une reconnaissance en tant que telle dans les années à venir »*.

Sans attendre les annonces gouvernementales, des initiatives ont fleuri depuis des années, notamment en milieu scolaire, visant à mieux contrôler l'usage des écrans. ■

NATHALIE BRAFMAN, SANDRINE CABUT ET PASCALE SANTI



UNE ARMURE GRECQUE ADAPTÉE AUX COMBATS

L'armure dite « de Dendra », trouvée en 1960 dans ce village du sud de la Grèce, et datée de 3500 ans, est considérée comme la plus complète de l'âge de bronze en Europe. Mais une question demeurait : s'agissait-il d'une cuirasse d'apparat ou d'un équipement fonctionnel ? Au terme d'une minutieuse étude d'archéologie expérimentale, publiée dans *Plos One* le 22 mai, Andreas Flouris (université de Thessalie) et ses collègues concluent qu'elle offrait bien une protection efficace lors de combats de longue haleine, tels que ceux qui sont décrits dans *L'Iliade* d'Homère. Pour parvenir à cette conclusion, ils ont fait revêtir une réplique de l'armure à des soldats grecs volontaires, aguerris et formés par un instructeur aux techniques de combat qu'affrontaient les fantassins mycéniens. Le fac-similé, construit en 1984 par une équipe de Birmingham, pèse plus de 23 kilos, et les chercheurs ont estimé à quelque 4400 calories les besoins énergétiques d'un soldat pour une journée de combats, étalée sur onze heures. Les exercices simulaient du corps-à-corps, des épisodes d'escarmouche sur chars, etc. (PHOTO : ANDREAS FLOURIS AND MARIJA MARKOVIC)

LE LIVRE

Les dénisoviens, si proches cousins

Portrait saisissant d'une nouvelle espèce humaine qui sort peu à peu de l'ombre

En 2008, des chercheurs russes trouvaient un minuscule os d'auriculaire dans la grotte de Denisova, dans l'Altaï. Cette découverte, d'apparence insignifiante, allait révolutionner le tableau de famille de la lignée humaine. En 2010, l'équipe de Svante Pääbo (Institut Max-Planck d'anthropologie évolutive de Leipzig) révélait que cette phalange vieille d'environ 50000 ans appartenait à une fillette et pourrait amener à définir ce que les chercheurs n'osaient pas encore appeler une « nouvelle espèce ».

Aujourd'hui, ce statut s'est affirmé, et l'on commence à deviner les traits des dénisoviens et les contours de l'immense empire qu'ils s'étaient taillé en Asie. Cette aventure scientifique est retracée avec brio par la paléoanthropologue Silvana Condemi (CNRS) et le journaliste François Savatier dans *L'Enigme Denisova*, que le duo s'attache à déchiffrer.

Silvana Condemi évoque les doutes qu'elle a d'abord nourris sur la capacité de la génomique à mettre au jour une nouvelle lignée, sur la foi d'un fossile dont l'analyse anatomique ne permettait de tirer aucune conclusion. A la même époque, Svante Pääbo et ses épigones bousculaient les paléontologues en dévoilant le génome de Neandertal : celui-ci s'était bien métissé avec notre propre espèce, *Homo sapiens* – ce dont ils doutaient encore quelques mois auparavant.

S'extraire du « marigot du milieu »

Ces blessures d'amour-propre semblent désormais dépassées, tant la puissance de révélation de l'ADN ancien – qui a valu le Nobel de physiologie ou médecine à Svante Pääbo en 2022 – s'est imposée. Au point d'aider les paléoanthropologues, comme le rappellent les auteurs, à s'extraire peu à peu du *« muddle in the middle »*, le « marigot du milieu », période allant de 800000 à 100000 ans, où les traits archaïques et plus modernes des fossiles humains produisaient jusqu'alors une *« impression d'ensemble confuse »*.

Depuis 2010, d'autres dénisoviens ont été décrits. A Denisova même, où une métisse, fille d'une néandertalienne et d'un dénisovien, vivait il y a environ 100000 ans. Au Tibet, les dénisoviens semblent avoir légué à *H. sapiens* des gènes d'adaptation à l'altitude. Au Laos, c'est une dent datant de 150000 ans qui est attribuée à une fillette dénisovienne. Une foule de fossiles asiatiques, notamment chinois, pourraient s'avérer dénisoviens.

C'est la thèse présentée par les auteurs, qui déroulent le scénario d'une série d'excursions de représentants du genre *Homo* hors d'Afrique : au troisième épisode, en Europe, *Homo rhodesiensis* alias *heidelbergensis* aurait eu pour descendant Neandertal, mais en Asie, ce serait Denisova, avec des zones de recoupement dans l'Altaï. Tous deux seront supplantés par une autre espèce, sortie d'Afrique il y a environ 70000 ans. Mais nous autres *sapiens* gardons encore en nous, rappellent Silvana Condemi et François Savatier, quelques traces génétiques de ces proches disparus. ■

HERVÉ MORIN

« L'Enigme Denisova », de Silvana Condemi et François Savatier, Albin Michel, 320 p., 22,90 €.

L'AGENDA

ÉVÉNEMENT

Festival de la santé et de la culture scientifique

L'organisme spécialisé en recherche médicale, l'Inserm, organise son quatrième festival de la santé et de la culture scientifique, InScience, entre le 27 mai et le 9 juin, en ligne et dans différentes villes. A Nice, des « randos avec des chercheurs » sont proposées, à Lyon des rencontres « les chercheurs accueillent les malades », à Paris des conférences sur le sport, la santé et le numérique... En ligne, les chaînes YouTube, Instagram ou TikTok de l'Inserm ou d'InScience présentent plusieurs vidéos.

> Du 27 mai au 9 juin. Informations sur Inserm.fr/actualite/inscience2024/



DIX MILLE PAS ET PLUS

LE SPRINT, GAGE DE LONGÉVITÉ

Par PASCALE SANTI

Il y a soixante-dix ans, le 6 mai 1954, le Britannique Roger Bannister fut le premier athlète à signer l'exploit de courir le mile (1,6 kilomètre), la plus ancienne épreuve d'athlétisme, en moins de 4 minutes, exactement 3min 59. Un record qui provoqua même une interruption de séance à la Chambre des communes, à Londres, avant d'être battu, six semaines plus tard, par l'Australien John Landy en 3 min 58. Devenu neurologue, Bannister a été anobli en 1975. Atteint de la maladie de Parkinson, il est mort à 88 ans en 2018. Il reste une légende. *« Il n'y a pas un seul athlète de ma génération qui n'ait été inspiré par Roger et ses exploits sur et en dehors de la piste »*, avait twitté le jour de sa mort, le 3 mars 2018, Sebastian Coe, président de la Fédération internationale d'athlétisme.

En guise de clin d'œil, une équipe de chercheurs australiens et canadiens a voulu en savoir plus sur ces coureurs d'élite. Elle a exploré les dossiers des 200 premières personnes à avoir couru le mile en moins de 4 minutes. Tous étaient des hommes, nés entre 1928 et 1955 ; 60 étaient morts (30 %) et 140 étaient encore en vie.

Conclusion de l'étude parue le 9 mai dans le *British Journal of Sports Medicine* : ces athlètes ont vécu en moyenne 4,7 ans plus vieux que la population générale. *« Nous savons que les athlètes d'élite ont un cœur plus gros en raison de leur capacité aérobie soutenue et certains pensaient que cela pourrait affecter leur santé et leur longévité, mais nous avons constaté le contraire »*, souligne le cardiologue du sport australien Andre La Gerche, qui a participé à ce travail.

Combiné endurance et musculation

« Cette étude confirme que le sport de haut niveau ne nuit pas à l'espérance de vie, bien au contraire, et cela quel que soit le type d'activité, même dans le cas d'un sport intense comme le demi-fond », explique Romuald Lepers, professeur de physiologie (Inserm, CAPS, université de Bourgogne). Il juge l'étude *« intéressante »*, même si ses résultats ne sont pas surprenants. *« Cela avait été déjà montré pour des anciens cyclistes du Tour de France ou des anciens sportifs ayant fait les Jeux olympiques. »* Une interrogation, toutefois, selon le chercheur, *« on ne sait pas ce qu'ont fait ces athlètes pendant leur retraite sportive »*.

A partir de 35-40 ans, les capacités physiques commencent à diminuer. L'activité physique permet cependant de limiter la baisse des capacités cardiorespiratoires comme la consommation maximale d'oxygène (VO2max) et la perte de force musculaire (sarcopénie), qui s'accélère après 60 ans. *« Les conséquences de la sarcopénie vont au-delà de la simple perte de force : il s'agit surtout d'une diminution des capacités fonctionnelles, avec un risque accru de chutes et, à terme, une baisse (voire une perte) de l'autonomie »*, indique le site Bretagne sport santé.

« L'idéal est de combiner des activités de type endurance et du renforcement musculaire », souligne Romuald Lepers, auteur d'*Athlète master. S'entraîner et performer à 40, 50 ans et plus...* (Outdoor Editions, 2021). On sait que la course, le vélo, la natation sont très bénéfiques, mais *« on sait moins que l'entraînement contre résistance – que ce soit avec des haltères ou de simples pompes, fentes, tractions – fonctionne à peu près aussi bien que les exercices aérobiques pour tous les aspects de la santé, y compris cardiovasculaire »*, écrit Stuart Phillips, professeur de kinésiologie à l'université McMaster (Canada) dans *The Conversation* le 8 février 2024. Cela permet d'activer son métabolisme, de préserver sa posture et son équilibre, ce qui réduit le risque de chutes.

De surcroît, le renforcement musculaire, ou musculation, est également *« bénéfique pour la santé mentale des personnes âgées, en particulier celles qui souffrent d'anxiété et de dépression »*, selon une méta-analyse. ■

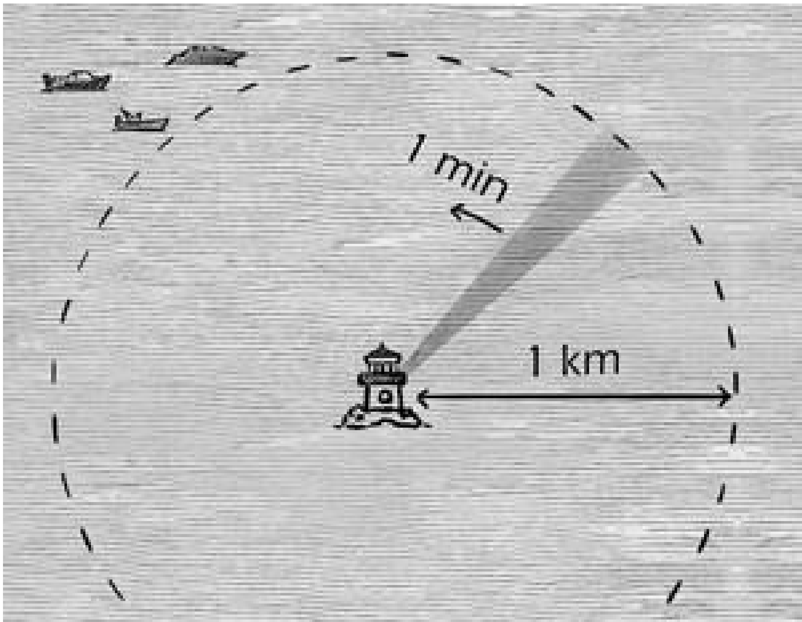
L'ÉNIGME MATHS – N°16

Chaque semaine, le mathématicien Mickaël Launay vous soumet un problème. A vous de jouer !

LE PHARE

Juché sur un rocher en pleine mer, le petit phare du Dugong est plutôt difficile d'accès. Son faisceau lumineux fait un tour complet en une minute et rase la surface de l'eau sur un rayon de 1 kilomètre.

Par une nuit sans lune, trois petits bateaux cherchent à accoster près du phare sans être repérés par son gardien dont, dit-on, les yeux ne quittent jamais l'océan. Pour rester discrets, il leur faut à tout prix éviter de se retrouver dans la lumière du faisceau.



Le premier bateau a une vitesse de pointe de 60 km/h, c'est-à-dire qu'il lui faut exactement une minute pour parcourir 1 kilomètre. C'est juste, mais c'est suffisant : une fois approché à 1 kilomètre du phare, il lui suffit d'attendre le passage du faisceau, puis de rejoindre le phare à pleine vitesse en suivant une ligne droite pour accoster juste à temps avant le retour du faisceau.

La deuxième embarcation, en revanche, est un peu moins puissante : elle ne peut dépasser la vitesse de 54 km/h, c'est-à-dire qu'elle ne peut parcourir que 900 mètres en une minute. Pourtant, après quelques hésitations, son équipage trouva le moyen de rejoindre le phare sans risquer d'être vu !

▶ ***Sauriez-vous deviner comment il s'y est pris ?***

Le troisième bateau est encore moins rapide : il ne peut avancer qu'à 50 km/h et son équipage est sur le point de faire demi-tour, pensant la manœuvre impossible.

▶ ***Auriez-vous un plan à lui proposer ?***

INDICE

? uaecsiaf el rap repattar eriaf es snas ruotua renruot li-tuep uaetab nu erahp ud ecnatsid elleuq À. ecidnI

SOLUTION DE L'ÉNIGME N° 15

Si tout le monde déclare « Je suis entouré par un menteur et un sincère », soit il n'y a que des menteurs (qui mentent puisqu'ils n'ont pas de sincère à leur côté), soit il y a une succession de deux sincères pour un menteur (S, S, M, S, S, M…). Dans le deuxième cas, il y a un tiers de menteurs pour deux tiers de sincères. Après l'arrivée de l'école de druide, il y a des sincères à table, la situation est donc la deuxième. Avant leur arrivée, la proportion de sincères était donc moins élevée, ce qui signifie qu'il n'y avait que des menteurs. Ainsi, le druide et ses 5 élèves représentent les deux tiers des invités, et il y avait 3 menteurs chez Défilogix avant leur arrivée. Il y avait donc 9 convives à table ce soir-là.

Défilogix prétend qu'ils étaient 11 la veille. Comme ce n'est pas un multiple de 3, s'ils ont vraiment tous fait la déclaration, il ne pouvait y avoir que des menteurs à table, et Défilogix en faisait partie… Il a donc nécessairement menti quelque part.



CARTE BLANCHE

Bataille de parapluies chez des bactéries

Par ALICE LEBRETON

Seattle, son ciel couvert et ses épisodes de bruine… la plus grande ville de l'Etat américain de Washington mérite bien son surnom de « Ville de la pluie », et l'université de Washington n'échappe pas à ces intempéries. Serait-ce là une source d'inspiration ? Des travaux de recherche menés dans cette université et publiés le 2 mai dans la revue *Nature* ont, en effet, conduit à la découverte d'une nouvelle famille de toxines antibactériennes… en forme de parapluie. Qui sait, si le laboratoire avait été localisé à Palm Beach (Floride), les auteurs de l'article y auraient-ils plutôt vu une structure en palmier ?

Ces « toxines parapluies » ont été découvertes en recherchant de nouvelles familles d'antimicrobiens chez les *Streptomyces*, des bactéries du sol qui se développent en formant, comme les champignons, des réseaux de filaments souterrains. Les *Streptomyces* sont déjà connus pour synthétiser une grande variété de composés antibiotiques, ce qui leur donne un avantage sélectif sur leurs compétiteurs pour la colonisation des sols ; avantage que nous avons déjà largement exploité, puisqu'une bonne partie de nos antibiotiques actuels dérivent de molécules initialement identifiées chez ces bactéries. Pour compléter leur panoplie, les *Streptomyces* produisent plusieurs substances diffusibles qui contribuent à orchestrer les interactions entre espèces du sol, parmi lesquelles la géosmine, qui donne à la terre son odeur puissante après une averse.

Toutefois, alors que la fonction biologique de la géosmine est intimement liée au rôle central de l'eau dans la dynamique de l'écosystème, l'analogie pluvieuse n'est que structurale dans le cas des toxines parapluies ; elles tirent leur nom de leur organisation spatiale, inédite parmi les composés antibactériens déjà connus. Plusieurs protéines sécrétées par les *Streptomyces* s'assemblent pour former une particule de toxine : une première, UmbC, forme une canne de 30 nanomètres de long, dont le pommeau est une toxine et l'autre extrémité se replie en anneau. Ce second module est connecté avec cinq protéines UmbB, dont chacune amorce une extension radiale prolongée par une ou deux molécules de UmbA qui s'inclinent légèrement vers le bas de la canne, à la manière des baleines d'un parapluie déployé.

Des mécanismes d'action variés

Une fois sécrétée et assemblée, la toxine parapluie peut venir se coller à la surface d'autres micro-organismes grâce à un domaine de UmbA appelé « lectine », qui a la propriété de se lier spécifiquement à certains sucres – ici, ceux présents dans la paroi d'autres micro-organismes du sol. Quant à la canne, les chercheurs pensent qu'elle traverse la paroi et la membrane du micro-organisme ciblé, pommeau en tête, permettant à la toxine d'exercer son action antibactérienne. Cette dernière confère alors un avantage sélectif au *Streptomyces* producteur (qui est lui-même immunisé) contre d'autres espèces de *Streptomyces*, en inhibant leur croissance filamenteuse. Cet avantage est frappant : si l'on cultive en compétition *S. griseus* avec des souches de *S. coelicolor* produisant ou non l'une des toxines, la proportion finale de *S. coelicolor* sur son concurrent est six cents fois plus élevée si elle est équipée de la toxine parapluie.

L'agencement modulaire de ces toxines et la variété de leurs mécanismes d'action offrent des pistes prometteuses de développement de nouveaux antibactériens pour la médecine ou l'industrie. L'analyse exhaustive des génomes séquencés a révélé l'existence des gènes de toxines parapluies de toutes sortes chez 875 espèces de bactéries. Parmi elles, 77 familles de toxines, dont certaines encore totalement inconnues, peuvent former le pommeau de UmbC. Les formes très diverses des lectines d'UmbA pourraient par ailleurs cibler les parois de multiples espèces de micro-organismes. Au-delà de leur gamme naturelle, il est tentant d'imaginer l'immense collection de parapluies que l'on pourrait créer en les combinant ! ■

Alice Lebreton
Directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE), Institut de biologie de l'Ecole normale supérieure

Promouvoir la géologie auprès des jeunes

TRIBUNE - Face à la baisse des effectifs dans les cursus de géosciences, à l'université ou dans les écoles d'ingénieurs, un collectif de géologues vante cette discipline tout-terrain, indispensable pour s'adapter au changement climatique et accompagner les transitions

Malgré les besoins liés aux transitions écologique, sociale et numérique, les sciences attirent peu les jeunes, notamment les jeunes femmes. Plus particulièrement, les sciences de la Terre, ou géosciences, sont une discipline scientifique assez peu connue du grand public et des décideurs. Portant sur la connaissance de la structure, des propriétés et des processus physiques et chimiques de la Terre, depuis l'atmosphère et l'hydrosphère jusqu'au noyau terrestre, elles sont pourtant partout dans nos vies. La Terre, dont la structure a été façonnée depuis des milliards d'années, est notre milieu de vie partagé avec les autres espèces du vivant.

Malheureusement, la baisse des effectifs dans les parcours scientifiques se répercute sur les filières de formation en géosciences. Comme pour d'autres pays occidentaux, les données disponibles montrent en France une tendance à la baisse dans les cursus d'enseignement supérieur en géosciences, dans les universités mais aussi dans les écoles d'ingénieurs. Selon les données de Parcoursup, une baisse moyenne de 15 % des entrées en licence entre 2019 et 2023 a été observée à l'échelle de l'ensemble des universités françaises.

La diversité des métiers associés à la géologie est pourtant un atout : terrain, laboratoire, en équipe, à l'aide d'outils numériques et de capteurs d'avant-garde… Face aux risques de manquer de compétences dans le futur, il convient de promouvoir ce domaine auprès des plus jeunes, avec les autres matières scientifiques. La géologie repose sur la physique et la chimie, dont les principes régissent le comportement des matériaux terrestres, et sont elles-mêmes des matières très liées aux mathématiques. Tout le bagage scientifique doit être réaffirmé, et ce, dès les premières années d'éducation, afin de redonner le goût pour la science.

La France bénéficie d'une diversité géologique à l'origine d'autant de paysages, patrimoine naturel qui, adjoint à l'identité culturelle, constitue un des atouts majeurs de notre pays pour son attrait touristique. Les sols, supports de la production de notre nourriture, sont issus de l'altération des roches présentes en profondeur. Les terroirs viticoles en sont un exemple emblématique : les relations entre la nature du sous-sol, du sol et du climat expliquent la particularité des vins produits.

Pour étancher la soif d'énergie, la géologie a permis les découvertes des gisements de charbon, de pétrole et de gaz. Ces énergies fossiles ont un impact sur le climat, nécessitant une transition et plus de sobriété. L'hydrogène naturel et la géothermie représentent potentiellement des énergies alternatives. Les métaux, pour certains exploités depuis la préhistoire, sont l'objet d'une convoitise accrue pour accompagner la décarbonation de nos énergies et les technologies numériques. Plus largement, les ressources minérales sont présentes dans une grande partie des produits du quotidien : papier, dentifrice, plastiques, voire la nourriture ! L'évaluation du potentiel géologique de ces ressources pose de nouveaux défis aux géologues afin de rationaliser leur exploitation.

LA DIVERSITÉ DES MÉTIERS ASSOCIÉS À LA GÉOLOGIE EST UN ATOUT : TERRAIN, LABORATOIRE, EN ÉQUIPE, À L'AIDE D'OUTILS NUMÉRIQUES

L'eau, ressource indispensable à la vie, est de plus en plus sollicitée par les activités humaines, ce qui a une incidence sur sa disponibilité et sa qualité. La recrudescence d'événements climatiques extrêmes, l'extension des périodes de sécheresse et des crues, appellent une meilleure connaissance et un suivi actif pour des usages plus raisonnés, ainsi que pour la prédiction de l'émergence des risques naturels (volcanisme, séismes, mouvements de terrain ou inondations), l'évaluation de leur gravité et la mise en place de solutions. Par exemple, les variations de la teneur en eau des sols sont responsables du phénomène de retrait et de gonflement des argiles à l'origine de mouvements de terrain qui affectent dramatiquement le bâti de certaines régions.

En appui à l'aménagement du territoire, les connaissances géologiques sont indispensables pour l'implantation d'infrastructures durables et efficaces. Imaginez la construction d'un pont ou d'un tunnel sans connaître la nature et les propriétés des roches qui en formeront les soubassements !

En conséquence de ces différents exemples d'intégration de la géologie dans notre société, l'expertise des géologues apparaît comme indispensable. Le développement de la géothermie, une éventuelle relance de l'activité minière et la plus forte soumission de nos territoires et des ressources en eau à des aléas en lien avec le changement climatique entraînent même une augmentation de ce besoin. Les entreprises et autres acteurs du secteur proposent déjà des emplois pour travailler sur ces problématiques.

Parallèlement, les différents usages de notre sous-sol devant aussi faire l'objet d'un débat, en opposition à la circulation de fausses informations, il est nécessaire d'apporter à l'ensemble des citoyens et parties prenantes les clés de compréhension des projets (miniers, géothermiques, de stockage, d'aménagement), pour des prises de position conscientes et éclairées. ■

¶

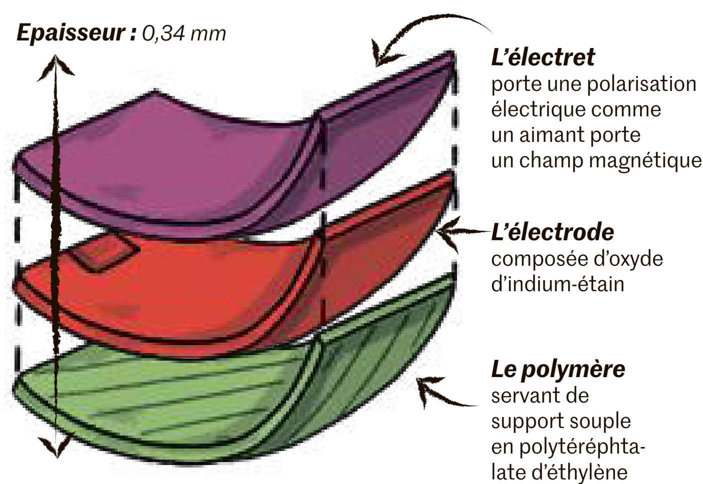
Premiers signataires :
Jérémie Melleton, géologue au BRGM ; **Elsa Ottavi-Pupier,** directrice des formations en géosciences et environnement à UniLaSalle ; **Olivier Vanderhaeghe,** professeur à l'université Toulouse-III-Paul-Sabatier

Les autres signataires :
Dominique Gasquet, professeur émérite à l'université Savoie-Mont-Blanc ; **Fabienne Giraud**, maîtresse de conférences à l'Institut des sciences de la Terre ; **Thibaut Heimermann**, directeur du pôle Avenia ; **Maëla Lévigne**, géologue et médiatrice scientifique ; **Frédéric Masson**, professeur de géophysique à l'université de Strasbourg ; **Eric Marcoux**, ancien professeur à l'université d'Orléans ; **Pierre Sans-Jofre**, maître de conférences au MNHN ;

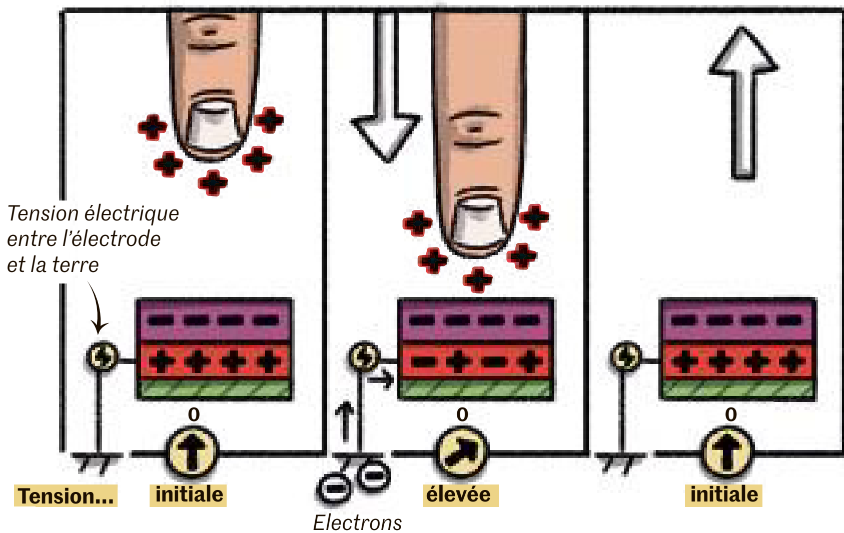
Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à sciences@lemonde.fr

UNE SURFACE « TACTILE »… SANS CONTACT

Le capteur multicouche transparent

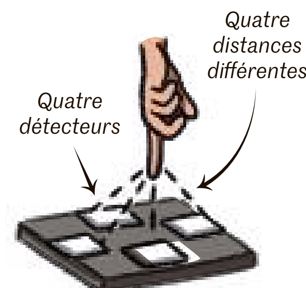


Lorsqu'un objet chargé positivement en surface s'approche du capteur, il modifie la **polarisation** de l'électret, ce qui induit le départ des électrons par le biais de l'électrode. La **tension change.** Cette variation dépend de la **distance.**



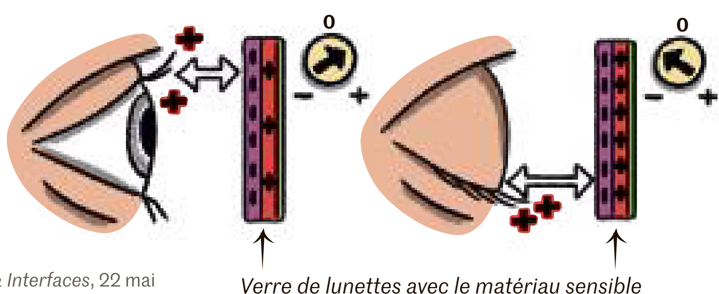
Les applications

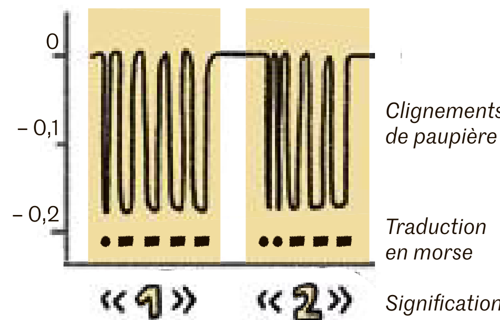
Localiser un doigt sans contact



Repérer un clignement d'œil

Fixé sur une paire de lunettes, le système est assez sensible pour distinguer une paupière ouverte ou fermée. Un clignement d'œil plus ou moins long sert alors à coder en morse des chiffres ou des lettres.





Source : Jing Liu et al., *Applied Material & Interfaces*, 22 mai
Infographie : *Le Monde*, Audrey Lagadec, David Larousserie

Les surfaces tactiles sont monnaie courante dans notre environnement (téléphones, tablettes, terminaux divers), mais elles posent des problèmes d'hygiène et d'usure. Une équipe chinoise de l'Université orientale de science et technologie, à Shanghaï, vient de proposer un matériau hybride qui repère, mais sans qu'on le touche, la position d'un objet, comme un doigt. Ce capteur composé de plusieurs strates et épais de 0,34 millimètre, est souple, transparent et simple à fabriquer. La précision est telle que ce matériau, collé sur des lunettes, est capable de repérer une paupière ouverte ou fermée plus ou moins longuement, permettant de percevoir la fatigue précoce d'un conducteur, et même de coder des chiffres ou des lettres par les clignements de paupière. *« Détecter ces signaux a été notre plus grande surprise »*, indique Yiming Wang, un des coauteurs. ■

DAVID LAROUSSERIE

Giulia Boetto, écumeuse d'épaves antiques

PORTRAIT - Experte en archéologie navale, cette Italienne est à la tête de la mission Adriboats d'Aix-Marseille Université, qui étudie les bateaux cousus de l'âge de bronze échoués en mer Adriatique. Des recherches au long cours, pour lesquelles elle recevra, le 19 juin, une prestigieuse récompense

Commencer sa vie de chercheuse par des fouilles sous un aéroport, en l'occurrence celui de Rome, en 1999, pourrait être le comble pour une archéologue navale. C'est en réalité d'une logique implacable, si l'on sait l'importance des rencontres et du hasard dans la construction d'une carrière, dans les sciences comme ailleurs. Six ans plus tôt, Giulia Boetto, alors jeune diplômée en lettres classiques de l'université de Turin, rencontre l'archéologue Patrice Pomey, venu en Sicile parler des épaves de bateaux grecs antiques découvertes à Marseille. *« Il parlait très bien l'italien, moi pas du tout le français*, raconte-t-elle aujourd'hui dans un français impeccable. *Je lui ai demandé ce que je devais faire pour pouvoir étudier ce genre de choses. »*

Un peu plus de trente ans plus tard, cette Italienne de 57 ans se verra remettre le 19 juin, lors d'une cérémonie sous la coupole de l'Institut de France, le Grand Prix d'archéologie de la Fondation Simone et Cino Del Duca. Ce prix, l'un des plus importants au monde dans ce domaine, en tout cas le mieux doté (150 000 euros), est plus exactement décerné à la mission Adriboats (Navires et navigation en Adriatique orientale dans l'Antiquité) qu'elle a lancée en 2007 et dirige toujours.

Il faut dire que cette mission a produit des résultats d'une exceptionnelle richesse. Elle a à son actif quinze épaves de l'Antiquité découvertes ou étudiées en Croatie, dont onze en mer et quatre dans la rivière Kupa, à une soixantaine de kilomètres de la côte. Adriboats est cofinancée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, le ministère de la culture de Croatie, la région Istrie et le Centre Camille Jullian (CNRS-Aix-Marseille Université), laboratoire de recherches archéologiques et d'histoire ancienne sur le pourtour de la Méditerranée, aujourd'hui dirigé par Giulia Boetto.

Clou de ces recherches, l'épave de Zambratija, en Croatie, est le plus ancien bateau cousu connu de Méditerranée. Daté de l'âge du bronze, entre le XIIe et le Xe siècles avant notre ère, ce vaisseau de 7 mètres de long sur 1,70 mètre de large est fait de planches assemblées au moyen de ligatures qui maintenaient un joint d'étanchéité entre elles. Il a été remonté avec d'infinies précautions en juillet 2023, dix ans après sa découverte.

« S'il n'y avait pas eu la volonté du Musée archéologique d'Istrie de valoriser l'épave en prévoyant de construire un musée à Pula pour l'exposer au public, nous ne l'aurions jamais sortie de l'eau », explique Giulia Boetto. Il faut imaginer des planches gorgées d'eau comme des éponges, d'une très grande fragilité, mais très lourdes. *« Nous les avons découpées avec un couteau, presque aussi facilement que du beurre »*, détaille l'archéologue. Pour l'heure, les quinze sections plongées dans l'eau douce d'un sarcophage épousant les formes de l'épave attendent à Pula d'être envoyées à Grenoble. Après les traitements de conservation, confiés au laboratoire ARC-Nucléart, viendra la restauration. Il va falloir patienter environ quatre ans avant de l'admirer au musée.


A la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), en avril.
PHILIPPE SOUBIAS/CNRS

« Technicienne de l'architecture navale »

« C'était incroyable de pouvoir travailler sur une telle épave, parce que, normalement, on les étudie sans les toucher et on les laisse dans l'eau », explique Alba Ferreira Dominguez. Cette jeune chercheuse espagnole est passée par le Master of Maritime and Coastal Archeology (master d'archéologie maritime et côtière) d'Aix-Marseille Université. Ce master professionnalisant, où Giulia Boetto est responsable d'enseignement, a été créé avec le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (Drassm) du ministère de la culture. Il accepte chaque année quatre étudiants français et quatre étrangers. *« J'étais loin de chez moi, elle a été protectrice sur les plans personnel et professionnel »*, dit Alba Ferreira Dominguez, qui, après une thèse dirigée par son ange gardien italien, est désormais spécialisée en dendrochronologie (datation du bois grâce à la morphologie des cernes de croissance) et xylologie (étude de l'essence des bois).

Pour Giulia Boetto aussi, dont la charge de directrice du Centre Camille Jullian (plus de 80 chercheurs et ingénieurs de recherche) qu'elle exerce depuis 2020 prend désormais plus de la moitié du temps, cette mission était exceptionnelle. *« On a un aperçu d'une technique de construction navale et de réparation extrêmement ancienne et sophistiquée »*, s'émerveille-t-elle. Mais ce n'est qu'un élément d'une histoire plus large.

« Giulia Boetto n'est pas seulement une technicienne de l'architecture navale dont l'expertise est très recherchée. Elle cherche toujours à inscrire ses études dans un raisonnement historique plus global sur la richesse des échanges à l'époque antique », insiste Catherine Virlouvet, professeure émérite d'histoire ancienne à Aix-Marseille Université. Ancienne directrice de l'Ecole française de Rome, elle l'avait d'ailleurs convaincue d'intégrer pour trois mois, en 2018, le contingent de chercheurs résidents dans la capitale italienne. *« C'était une manière de lui dire : prends ces quelques mois de liberté pour boucler ton habilitation à diriger des recherches* [HDR] *»*, précise Catherine Virlouvet, avant de justifier : *« Il fallait qu'on ait un relais de premier plan pour diriger des thèses de doctorat d'archéologie navale à Aix. »* Elle fera d'ailleurs partie de son jury de HDR en 2020… après avoir fait partie de son jury de thèse en 2006.

Cette thèse, sur les épaves de l'époque romaine trouvées lors de la construction de l'aéroport de Rome Fiumicino, la scientifique italienne aura mis sept ans à la boucler. Non qu'elle soit dilettante. Elle a d'ailleurs à peine le temps, *« et la tête un peu encombrée »*, pour se livrer à son passe-temps favori, le dessin, l'aquarelle ou même la BD avec pour personnages… des archéologues.

Retour sur cette étape fondatrice de 1999. L'opiniâtre Turinoise, après un master d'archéologie, venait d'obtenir une bourse d'un an pour étudier en France, au sein du laboratoire d'Aix-en-Provence, qu'elle dirige désormais. Patrice Pomey lui conseille de travailler sur ces épaves de Fiumicino, aujourd'hui visibles dans un musée. *« Je me suis lancée sur cette thèse sans savoir dans quoi je m'embarquais en termes de sacrifices »*, dit-elle.

Les allers et retours à Rome, à Ostie et à Aix se multiplient. Jusqu'à ce coup d'arrêt en 2004, alors qu'elle pensait terminer son doctorat. Lors des travaux de percement du métro à Naples, des bateaux sont découverts. L'Italie fait appel au laboratoire de référence dans ce domaine. *« Patrice Pomey me dit d'y faire un tour, et je vois cette chose extraordinaire : au fond du puits du chantier, profond de 15 mètres, se dessine la forme complète d'une épave de 11 mètres de long. On était sur le fond marin. »* L'aventure napolitaine se poursuit alors qu'un deuxième bateau, puis un troisième sont dégagés de ce sous-sol antique d'une richesse inouïe. La collaboration durera dix ans.

Reconstruire à l'échelle

Ensuite, le tropisme pour l'Adriatique a pris le dessus. En 2007, tout juste nommée chercheuse au CNRS, Giulia Boetto est envoyée en Dalmatie croate pour travailler sur une épave de l'Antiquité tardive trouvée à 2 mètres de profondeur. Deux autres missions suivent. Puis, en 2010, elle fait une demande d'aide au ministère des affaires étrangères pour des fouilles à l'étranger. *« C'est là qu'a commencé le véritable projet appelé aujourd'hui "Adriboats" »*, explique cette bâtisseuse.

L'implication de Giulia Boetto dans les projets à l'étranger lui vaut de présider depuis 2022 la sous-commission Europe-Maghreb pour les recherches archéologiques à l'étranger du Quai d'Orsay.

Des projets de recherche, elle en a encore plein la tête. Des rêves aussi. Comme celui de reconstruire en archéologie expérimentale le bateau de Zambratija à l'échelle. *« Ce serait quand même génial !*, dit-elle avec des étoiles dans les yeux. *Parce que seule une expérimentation permet de comprendre l'histoire des techniques. »* Et, par exemple, pourquoi ce type de bateau cousu a perduré après la conquête romaine. A la manière d'un certain village gaulois ayant résisté à César… ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN



ZOOLOGIE

L'hormone des souris papas poules

La souris sylvestre et la souris des sables. A eux seuls, les deux héros du jour – puisque ce sont les mâles qui vont tenir le haut de l'affiche – dégagent un doux parfum de fable. Mais que les fidèles de cette chronique se rassurent : pas de La Fontaine au menu cette semaine. De la science, rien que de la science. Avec des cellules, des enzymes, des hormones, le tout puisé dans la revue *Nature* du 15 mai.

Deux espèces, donc. A ma gauche, la souris sylvestre *(Peromyscus maniculatus)*, le mammifère le plus abondant d'Amérique du Nord : 18 grammes de muscles et de poils, une énergie débordante. A ma droite, la souris des sables (*Peromyscus polionotus*), sa proche cousine. Plus rare, plus discrète et plus frêle, avec seulement 13 grammes. Pourtant la différence essentielle, celle qui fascine les chercheurs depuis près d'un siècle, tient à tout autre chose. Là où la première affiche une sexualité débridée et polygame, avec parfois quatre pères au sein d'une même portée, la seconde a opté pour une vie monogame. Et comme souvent chez les animaux, l'engagement paternel en découle. Les pères fidèles prennent soin des petits, les plus volages s'en désintéressent. Pas de morale, ici, juste de la science.

Depuis douze ans qu'il étudie les deux espèces, dans son laboratoire de génétique et de neurobiologie de l'université Columbia, à New York, Andrés Bendesky pensait avoir à peu près tout comparé. Jusqu'à ce qu'il se penche sur les glandes surrénales des deux rongeurs. Et là, surprise ! Celle de la souris des sables s'avère quatre fois plus lourde que celle de la souris sylvestre. Et même six fois plus, rapporté aux poids respectifs des deux rongeurs.


Une souris des sables et ses petits. WYATT TOURE

Alors l'équipe américaine ausculte ces organes de quelques milligrammes. Et découvre chez la souris des sables un cortex neuf fois plus étendu. A l'intérieur, elle dénombre davantage de cellules fabriquant de la corticostérone, l'hormone du stress. Mais surtout, elle met en évidence un nouveau type cellulaire, jamais observé jusqu'ici, ni chez les souris ni ailleurs. Des cellules dont l'analyse génétique montrera qu'elles sont apparues il y a vingt mille ans, *« un clin d'œil à l'échelle de l'évolution »*, indique le chercheur américain.

Suivant cette piste, ils découvrent dans ces cellules un gène à l'activité soutenue, qui y produit une enzyme spécifique, elle-même à l'origine de l'hormone 20α-hydroxyprogestérone (20α-OHP pour les intimes). Une vieille connaissance. *« Elle a été découverte chez les humains en 1958, mais personne n'a jamais vraiment su à quoi elle servait »*, poursuit-il.

Médecin de formation, neurobiologiste et écologue de profession, Andrés Bendesky s'interroge. Et si ces cellules avaient quelque chose à voir avec la différence de comportement entre les deux espèces ? Les chercheurs injectent donc aux mâles des deux groupes la fameuse hormone et les comparent à des souris piquées au sérum physiologique. Chez les souris des sables, ils observent une augmentation des comportements paternels. Mais surtout, ils en voient apparaître, dès la première dose, chez 17 % des souris sylvestres. *« Ça paraît peu, mais c'est tout à fait significatif*, salue Matthieu Keller, directeur du laboratoire Physiologie de la reproduction et des comportements (CNRS/Inrae) à Tours. *La science, ce n'est pas tout ou rien. »* En revanche, même shootées au 20α-OHP, les souris sylvestres n'adoptent pas la monogamie.

De la glande surrénale, l'équipe américaine entend remonter au cerveau, chercher les récepteurs neuronaux à l'origine de ce comportement. Elle a déjà observé que 20α-OHP produisait un composé proche de l'allopregnanolone, hormone humaine chère aux psychiatres : sa version synthétique a été autorisée en 2019 par l'agence américaine des médicaments pour traiter la dépression post-partum. Chez les femmes, bien sûr. De la dépression post-partum chez les souris, l'article de *Nature* ne dit rien. Coupable ingratitude. ■

NATHANIEL HERZBERG